PIÈCES INÉDITES

SUR LES RÈGNES

DE

LOUIS XIV, LOUIS XV ET LOUIS XVI.

I.

BIBLIOTECA NAZ.
ROMA
VITTORIO EMANUELE

De l'Imprimerie de P. N. ROUGERON, Rue de l'Hirondelle, Hôtel Salamandre, N.° 22.

PIÈCES INÉDITES

SUR LES RÈGNES

DE

LOUIS XIV, LOUIS XV

ET LOUIS XVI,

Ouvrage dans lequel on trouve des Mémoires, des Notices historiques et des Lettres de Louis XIV, de madame de Maintenon, des maréchaux de Villars, de Berwick et d'Asfeld, etc.

Et la Chronique Scandaleuse de la cour de Philippe d'Orléans, régent de France, écrite par le duc de Richelieu, etc. etc.

TOME PREMIER.

V.L

BIBLIOTH. CARMELIT. IN S. M.ᵃ DE VICTORIA

A PARIS,

CHEZ LÉOPOLD COLLIN, Libraire, rue Gît-le-Cœur, N.° 4.

1809.

BIBLIOTECA NAZ. ROMA VITTORIO EMANUELE

DE L'ART
DE L'HISTOIRE,
DU CARACTÈRE
DE CELLE DU XVIII.e SIÈCLE,
ET DE
LA PÉNURIE DE SES MATÉRIAUX.

J'AI publié à la tête des *Mémoires de Richelieu* un Traité sur l'Art de l'Histoire.

Je le termine aujourd'hui par quelques Observations sur sa composition et sur sa décomposition.

L'histoire se compose naturellement de deux sortes de matériaux, les *positifs* et les *probables*.

Les *matériaux positifs* sont les pièces qui entrent essentiellement dans sa composition et en sont la base. Ainsi les lois, les actes publics, les médailles, les inscriptions monumentales, les descriptions officielles des batailles comparées à celles de l'ennemi, les manifestes des rois et les réponses, les remontrances consultées avec la même précaution, les traités de paix, et

autres actes de cette nature, sont les matériaux essentiels et positifs de l'histoire.

Mais l'histoire deviendroit insipide et sans vie; elle seroit utile exclusivement à des savans profonds et à des diplomates, si elle n'avoit des ressources d'un autre genre. Pour remplir les lacunes entre un traité de paix et sa rupture, pour exposer les causes et les effets des guerres et des révolutions, pour introduire le lecteur dans le dédale des négociations secrètes, pour peindre les mœurs générales et celles des grands d'un empire, on est obligé d'avoir recours aux correspondances particulières des hommes d'état, à leurs mémoires privés, à leur récit des anecdotes principales dont ils ont été les témoins. Tels sont les matériaux qui suppléent au silence des actes publics.

J'ai observé ailleurs que dans les beaux jours de la monarchie française, sous les règnes de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV, les hommes d'état étoient aussi animés de la passion de faire de grandes choses que du soin d'en conserver le souvenir par des mémoires. Si les trois monarques précités n'ont point d'historiens assez di-

gnes de leurs règnes, les matériaux du second ordre n'ont pas manqué. Il est peu de grands personnages de leur règne qui n'aient laissé quelques monumens pour l'histoire de leur temps.

Mais la pénurie des mémoires historiques écrits par des hommes d'état sur les règnes de Louis XV et de Louis XVI est extrême. Après ceux de M. le comte de Ségur, de Bezenval et de Marmontel; après quelques lambeaux épars dans divers ouvrages, nous n'avons guères que ceux de Maurepas, de Duclos, de Saint-Simon, de d'Aiguillon, de Massillon, (ceux de madame de Pompadour sortis du porte-feuille de la maréchale d'Estrées). Je les ai recueillis avec beaucoup de peines, de soins et de frais, et je les ai publiés en vingt et un volumes au commencement de la révolution. (*Moniteur* du 7 décembre 1790, N.° 341). Cette pénurie de matériaux secondaires n'est que trop favorable à ceux qui veulent écrire l'histoire d'un siècle, devenu par ses mœurs et par ses opinions l'objet des litiges des factions dominantes. Nous avons sans doute les pièces essentielles à l'histoire de cette époque importante;

nous en avons les traités de paix, les manifestes, les remontrances, etc. Mais outre que les monumens non officiels et les matériaux secondaires nous manquent, des erreurs majeures répandues par M. de Voltaire et par les sectes du temps sont encore accréditées, tandis qu'une partie de la vérité est cachée avec soin par les factions.

Dans cet état de disette, la découverte d'une lettre, d'un portrait ressemblant composé par un comtemporain, ou d'une description originale, est une chose précieuse à l'histoire pour réprimer l'arbitraire et détruire ce que l'imagination des hommes de parti, les romanciers et les opinions éphémères du temps peuvent substituer à la vérité de l'histoire. Je crois avoir enrichi celle de France d'une nouvelle sorte de matériaux que nous offroient nos arts, en réunissant en un seul corps d'ouvrage toutes les estampes que nous en avons; elles sont au nombre de vingt-deux mille; j'en parle dans un travail particulier dans cet ouvrage, tome 2, *pag.* 431.

Le dix-huitième siècle offre six générations d'hommes, dont le caractère et les principes attireront les regards de tous les

peuples éclairés, à cause des grands événemens qu'elles ont préparés. C'est dans cette collection d'estampes qu'il faut méditer tous les effets que le génie pittoresque a produits sur l'imagination de nos artistes français. Chacune de ces générations dure à peu près quinze ans ; après quoi elle paroît s'user et laisser les affaires à la suivante. Cette division m'a paru bien exprimée dans le règne de Louis XV. Il m'a paru également que la nullité du monarque, qu'on ne voit jamais se saisir de la prépondérance souveraine, a favorisé cette singulière succession de scènes différentes.

La vieillesse de Louis XIV remplit d'abord les quinze premières années du siècle. Les mœurs, les hommes, les principes, les plans de cette période, la distinguent essentiellement de la suivante.

La régence de Philippe et le ministère de M. le Duc qui n'est guères qu'une continuation de la longue minorité du roi, occupent la génération suivante. C'est une nouvelle espèce de Français, pour ainsi dire, qui paroît dans l'histoire.

Le ministère du cardinal de Fleury appelle une nouvelle série d'hommes d'état

au maniement des affaires. Ce prélat voulant gouverner suivant les principes de Louis XIV, et d'une manière opposée par conséquent au régent et à M. le Duc, un nouveau système d'administration succède à toutes les folies de la régence et dure à peu près quinze ans, depuis 1726 jusqu'à la fin de 1742.

La période de la favorite entreprenante arrive. C'est pour la première fois qu'une maîtresse affecte un empire sur les affaires d'état. Madame de Pompadour les dirige avec scandale; mais après quatorze ans de règne exclusif et absolu, le comte de Stainville veut partager l'autorité avec elle. La disgrace des hommes d'état qui soutenoient le système diplomatique de la maison de Bourbon, la signature du traité de 1758, la nomination du duc de Choiseul au ministère des affaires étrangères, commencent cette nouvelle quinzaine pleine d'ignominie et de désastres.

La période de quinze ans du règne de Louis XVI, depuis 1774 jusqu'à l'ouverture des états-généraux, offre un autre caractère et des événemens d'un autre genre.

Enfin la génération qui prend une si vio-

lente activité au commencement de 1789, cette génération d'hommes déterminés qui s'emparent du gouvernement, se divisent, se réunissent et désolent la France jusqu'au règne de Napoléon, termine enfin cette série d'administrations opposées qui, pendant la vieillesse, la minorité, ou la foiblesse de trois rois, ont dirigé la France.

Six générations complètes, composées de six espèces d'hommes nouveaux qui précipitent des emplois les antécédens, ont donc conduit six administrations différentes et six intérêts opposés. Elles divisent naturellement notre histoire séculaire en six parties.

La succession d'Espagne est l'affaire principale qui occupe le cabinet pendant la première quinzaine. Louis XIV la termine heureusement et bien péniblement.

La succession éventuelle à la couronne, garantie, par l'Angleterre et par l'Autriche, à la branche d'Orléans pendant la régence, et la jalousie de M. le Duc, prince de Condé, qui veut l'en écarter, est l'affaire majeure de la seconde période.

Rétablir le système de Louis XIV; laisser reposer la France après toutes ses agi-

tations, est le système de Fleury pendant les quinze années suivantes.

Gouverner l'état, même en s'appuyant des ennemis extérieurs et domestiques de la France, est le but de la favorite.

Enfin soumettre la France à la maison d'Autriche est l'affaire majeure du duc de Choiseul.

Louis XV, dans cette galerie de tableaux historiques, paroît comme un personnage sans volonté et sans action, qui pose sa signature sur toutes choses, et n'ordonne rien. Cette signature n'est plus qu'une forme dont on se sert pour s'assurer de l'impunité. Pendant son règne, l'un des plus longs de la monarchie, Louis voit passer quatre générations d'hommes d'état, et ne peut prendre sur elles un empire réel; il n'a pas de système suivi sur aucune des parties de l'administration. Il joue un rôle dans la quatrième période, qu'aucune expression ne peut caractériser. Les jésuites chargés de l'éducation inspirent à la jeunesse des principes monarchiques, et il les détruit. Il livre la jeunesse française, l'espérance de la patrie, à tous les systêmes d'une génération égarée par les erreurs du

temps. Les parlemens lui font des remontrances sur les différentes parties d'une administration qui s'écroule de toutes parts, et il les dissout. Il se laisse pousser par le duc de Choiseul dans un coin de l'Europe. Il perd le rang de puissance prépondérante qu'il tenoit de Henri, de Louis XIII et de Louis XIV. Il se voit dégradé, et il n'a que le pouvoir et l'ambition d'entretenir une correspondance secrète. La diplomatie de la France est énervée, perdue, enfouie, dégradée dans cette correspondance clandestine qu'il n'ose avouer. Les diplomates français sont, pour la troisième fois dans ce siècle, expulsés de leurs emplois, exilés, réduits à écrire des mémoires politiques, dégradés et jetés dans le rang des rêveurs systématiques. L'Autriche, soupçonnant qu'il existe encore en France une correspondance qui soutient les principes de la maison de Bourbon, intrigue et la découvre, et Louis n'a pas la force de défendre des coups de la cour de Vienne un grand de l'état, le comte de Broglie, à qui il en a confié la direction. Le comte de Mercy veut que Broglie soit jeté dans un cachot, et Louis l'y envoie. L'Autri-

che et l'Angleterre exécutent en France, sans opposition, des plans réservés pour la minorité, la vieillesse et la nullité de nos rois (1).

L'histoire de France, pendant cette période centenaire, est extrêmement simple. Pour tenir le fil des affaires humaines, et donner à l'histoire l'intérêt du poëme épique, lors même qu'elle est sans héros, et lorsque le principe moteur des événemens divague, il faut se demander sans cesse : *Où est le Gouvernement Français* et *où est l'opposition ? Où sont l'Autriche et l'Angleterre* ? Si ces deux questions sont faites avec sollicitude par un écrivain très-éclairé et bon Français, l'histoire du 18.e siècle peut devenir la plus curieuse des histoires que les hommes aient jamais écrite. La nature des événemens en

(1) L'Empereur Napoléon les déjoue. Obligé, pour satisfaire à son patriotisme, de rétablir la France dans une position supérieure à celle qu'elle occupoit, puisque l'Autriche et l'Angleterre avoient profité des circonstances pour nous en précipiter, il s'avance en ce moment vers la ville de Vienne, où tant de millions, sortis de nos coffres, ont été accumulés. La face des affaires humaines va changer ; nous touchons au moment de la grande crise européenne !

fait un ouvrage dont l'intérêt est progressif. On voit chacune de ces générations appeler de nouveaux systêmes, et conduire la France à des situations qui empirent. On voit la première nation européenne luttant contre le malheur pendant la vieillesse de Louis XIV, résistant à toutes les folies imaginables du régent; rétablie sur ses bases sous un cardinal sage, réservé et timide; tourmentée par tous les vices sous madame de Pompadour, et par toutes les perfidies sous M. de Choiseul; se relevant encore momentanément sous Louis XVI pour retomber en la puissance d'un aventurier, d'un empirique, dont les Français ne prononceront un jour le nom qu'avec horreur, et qui les livre à tous les systêmes erronés du temps; déchirée enfin pendant dix années par des factions furieuses animées par les puissances rivales de la France; mais écoutant la voix du libérateur qui lui montre son ancienne gloire.

Cette demande *où est le gouvernement* faite dans de bonnes intentions conduit même à des observations qui intéressent l'état d'une manière spéciale, puisque la réponse à la demande est le tableau des causes

qui l'ont fait si souvent succomber. Elle constate l'état de détresse où nous conduisent les nations réfléchies et entreprenantes dans ces trois cas ; la *foiblesse de caractère*, la *minorité* et la *vieillesse* de nos rois.

Lisez donc la *Chronique scandaleuse du duc de Richelieu*, qui vouloit, dit-il, répandre jusque dans la classe irréfléchie des libertins le système politique et conservateur conçu daus sa maison. Cette Chronique répond à la demande *où étoit le gouvernement ?* Elle dit que, sous le régent de France, le gouvernement étoit dans le parti des *roués*. Il y a même dans cette Chronique, que j'ai mutilée dans toutes ses parties scandaleuses, deux certaines anecdotes que j'ai voulu conserver pour constater une date précieuse de l'histoire de France, l'*époque de l'union de l'impiété et du libertinage* sous le régent. Il est vrai que le cardinal de Fleury dégrada, exila, emprisonna et fit trembler plusieurs de *ces roués* par des procédures criminelles. Leur dispersion dura quinze ans ; mais madame de Pompadour les rappela, et en fut la protectrice et le chef. Le duc de Choiseul

les employa aussi; mais les comtes de Maurepas et de Vergennes les éloignèrent de nouveau sous Louis XVI, qui, intraitable dans ses moralités, ne pouvoit les supporter. Enfin, dès l'ouverture des états-généraux, la France en fut définitivement la victime et la proie. Trente *roués*, que le plus notable d'entre eux signale avant sa mort, exécutent dans l'assemblée nationale, développent avec audace le système, et commettent les crimes que toutes les associations de *roués*, depuis Louis XIV, avoient conçus et tentés. En voici la progression effrayante pendant la période centenaire de la décadence de la monarchie, à laquelle les *roués* ont eu une si grande part.

Louis XIV les avoit dispersés et jugés dans la personne de Fouquet, lorsqu'ils n'étoient connus que sous le nom de *traitans*. Dans ses vieux ans et dans les circonstances critiques de sa détresse, Louis fut obligé de capituler avec eux, et de se laisser ruiner par des usures criantes. Un emprunt d'un million lui en coûtoit à peu près six. Cependant Louis se soumit à cette loi, lui qui étoit si impérieux quand il s'agissoit de la décence, du droit ou de l'hon-

nête. Encore valoit-il mieux la recevoir de ses sujets, et la pallier, que de la recevoir de la cour de Vienne qu'il avoit à vaincre. Il est vrai que les *traitans* n'étoient encore que de simples voleurs de l'état ; mais bientôt, se souvenant qu'ils avoient été recherchés pendant la minorité de Louis XIV, ils s'avisèrent, dans sa vieillesse, d'un expédient inconnu dans nos annales. Pour être invulnérables dans les recherches futures, ils donnèrent des millions à leurs filles, et les marièrent avec des grands. La noblesse et les voleurs de l'état se trouvèrent donc associés et unis par les liens du mariage; l'antique chevalerie fut reléguée dans les chroniques et les romans ; *première époque remarquable* des *roués* et *de la chute des mœurs, de la monarchie française*, qui prit une teinte de la monarchie anglaise.

La régence de Philippe arriva. Cette circonstance, bien remarquable dans l'histoire de nos mœurs, fut l'époque de leur dépravation accroissante. L'introduction *des roués* dans le gouvernement leur donna une ambition qui ne cessa plus de les tourmenter. Le comte de Stairs, ambassa-

deur d'Angleterre, qui avoit connu et choisi ces *roués*, se mit à leur tête; et avant que Louis XIV fermât les yeux, Stairs, Philippe et Dubois avoient tout arrangé. L'administration de la régence étoit réglée. Les ministres de Louis XIV, sur-tout le marquis de Torcy, si zélé pour sa diplomatie, étoient renvoyés. Dubois étoit désigné pour la direction et la prépondérance. Les finances étoient déjà livrées à Law, le clergé divisé, les alliances étrangères convenues avec les ennemis de la France, le système de Louis XIV renversé, et *les roués* choisis, classés, notés, pensionnés et appelés à la cour à la place des seigneurs de Louis XIV, qui en avoient été l'ornement. Le système de Stairs, de Dubois et du régent est peu connu. Duclos, Saint-Simon, et ceux qui ont levé un coin du voile, ne sont ni cités ni appréciés à cet égard; il ne nous en reste que le mot de *roué*, conservé par cinq à six mémoires du temps pour désigner cette association immorale de Français qui gouvernèrent pendant la régence, unissant les plaisirs crapuleux aux affaires les plus importantes.

Les seigneurs de la cour de Louis XIV, dans leur courroux, offensés de voir leur patrie dégradée, leur donnèrent cette dénomination vile et honteuse; ils ne furent plus connus sous le nom de traitans.

Arrivés à la cour, la première opération des *roués* fut de rechercher en justice les traitans, de les mettre en cause, de former des commissions non pour les châtier, mais pour partager le butin et les vols des années malheureuses du feu roi. Les *roués* du régent et les traitans se trouvèrent frères, amis et associés : ils agiotèrent en commun pendant le système de Law, et s'étant bientôt introduits dans le gouvernement, ils s'associèrent à l'étranger et devinrent ses instrumens. On sait que Georges demanda l'archevêché de Cambrai au régent pour l'abbé Dubois, quand ce vil ecclésiastique eut mis la France au pli des Anglais.

Fleury au contraire imitant Louis XIV remit les *roués* en jugement et les dispersa. Mais le plan de madame de Pompadour fut de telle nature, qu'elle appela à elle tout ce qui se trouva immoral pour la servir à l'exécution de ses desseins. Méprisée de la famille

famille royale, sur-tout de l'héritier de la couronne, du clergé, de la magistrature, et de la partie honnête des courtisans, réduite à s'appuyer de tout ce qui avoit des vices dans le cœur, et des moyens et de la facilité dans l'esprit, elle éloigna des affaires tout ce qui restoit dans l'administration professant le système de Louis XIV et du cardinal de Fleury : mais on ne connut plus le parti de madame de Pompadour, sous ce nom décrié et révoltant de *roué*. On croyoit même que le cardinal de Fleury en avoit détruit la race ; je tiens du cardinal de Luynes, que la reine, le dauphin et le parti des dévots, encore très-puissant en France, les appeloient DES ESPÈCES, et je retrouve ce mot employé par Duclos dans le portrait de leur chef.

A tous les vices que les *roués* avoient développés jusqu'à cette époque, il faut ajouter ceux qu'ils reçurent d'une femme aussi dépravée que madame de Pompadour et d'un ministre aussi osé dans ses affections anti-françaises que l'étoit le duc de Choiseul. L'impiété des *roués* du régent étoit cachée : celle des *roués* de la nou-

velle ESPECE fut éclatante. L'anglomanie des *roués* du régent étoit adroite et secrète : sous madame de Pompadour, le servage de la France et la suprématie de l'Autriche furent établis par des traités. Les *roués* du régent recevoient des faveurs et des pensions de l'Angleterre ; madame de Pompadour et le duc de Choiseul en donnoient de très-onéreuses à l'état aux partisans de la nouvelle diplomatie, et à la maison d'Autriche elle-même. Des sommes incalculables furent envoyées à Vienne pour alimenter et enrichir une puissance ennemie. C'étoit la diplomatie des nouvelles ESPECES. Sous le régent, les *roués* se permettoient des orgies dégoûtantes, mais cachées : sous madame de Pompadour, bien résolue de se conserver le roi, le parti inventa des moyens inconcevables ; le roi qu'elle subjuguoit ne rougit plus d'accorder à ses passions ce que les mœurs asiatiques permettent aux sultans. Au mépris de nos institutions, et de ce beau ton de galanterie qui régnoit à la cour de Louis XIV et de François Ier, l'amant de madame de Pompadour eut un sérail dont elle fut la

surintendante. La vie du roi dégradé par cette femme, fut souillée de mille anecdotes sur ses plaisirs versatiles et éphémères, sur l'inconvenance et la disproportion d'âge, sur l'usage de la puissance suprême pour forcer la volonté de tant de créatures innocentes, et sur une singulière variété d'événemens qu'il est si difficile de peindre. Le parti de madame de Pompadour avoit conduit nos mœurs à cette position extrême : j'ai assez dit dans l'*Histoire de la Décadence de la Monarchie*, quelle en fut l'influence sur la société. Le parti qui domina à la fin du règne de Louis XV alla plus loin, il donna au roi une prostituée.

Louis XVI ayant des mœurs austères, quelques *roués* de son temps se jetèrent dans la cour du comte d'Artois; mais la masse s'établit dans celle du duc d'Orléans, où se formoit une école de crimes et de révolutions. *Trente roués* à la tête de l'assemblée nationale les exécutent, les proclament, les louent et les couvrent de l'égide des lois. Dans leur extrême immoralité ces trente *roués*, dominateurs de l'assemblée nationale, l'induisirent à la ruine de la couronne.

Cette funeste assemblée, ainsi conduite, abolit, destitua, dispersa et dépouilla le clergé. Elle anéantit la noblesse et dilapida les biens fonds du roi et du culte. Quand elle eut dissous les élémens de la monarchie, elle commença cette honteuse banqueroute de quarante milliards d'assignats qu'elle avoit imaginés. Pour agir avec impunité, elle effraya, elle emprisonna son roi, elle suspendit ses pouvoirs, elle opposa la dérision à ses timides remontrances : elle porta la témérité jusqu'à détruire le commerce de l'Inde qui ne se faisoit, en France, comme en Angleterre, en Portugal, en Espagne, en Hollande, en Suède, en Danemarck, que par compagnies. Au lieu de réformer, d'encourager, de respecter celui des Indes, elle l'anéantit.

Nos maux étoient loin de finir avec elle : les *roués* qui lui succédèrent joignirent la cruauté à leurs mœurs dépravées ; alors fut consommée la dissolution de ce puissant empire, prédite à Louis XV par le clergé dans ses remontrances de 1770 ; par le parlement dans les discours de Séguier ; par Massillon dans ses mémoires ; par les di-

plomates de la correspondance secrète, etc. et par Louis XV lui-même qui, voyant dé périr son empire, disoit sans cesse dans son indolence : *je ne vois pas comment après moi cela se terminera.*

On enseignoit depuis quarante ans la théorie de ces destructions, dans la république des lettres. Voltaire, Montesquieu, Buffon, Rousseau, Raynal, etc. avoient changé tous les esprits. Les discours d'appareil prononcés à l'académie françoise, foyer des systêmes nouveaux, avoient préparé et indiqué la catastrophe. Fontenelle, d'Alembert, Condorcet, organes de ces sociétés littéraires, avoient tout préjugé, tout dit par des raisonnemens, des allusions, des parallèles, des images. Les tableaux analytiques de l'accroissement et de la marche de leurs principes subversifs, insérés dans mes ouvrages qui suivront, le démontrent. On professoit dans la république des lettres des opinions philosophiques et séduisantes. L'académie les louoit, les proclamoit et les récompensoit. L'assemblée nationale les changeoit en lois impraticables; et la convention, pour les exécuter, fut cruelle. En suivant ainsi les

théories du temps, elle jugea son roi, ensuite elle se mutila elle-même; elle disparut enfin comme les autres assemblées éphémères, après avoir dévasté encore une fois le sol de la France.

On voit maintenant combien les factions expirantes ou assoupies sont intéressées à dénaturer l'histoire, à en obscurcir les tableaux; à supposer ou à taire, à augmenter ou à diminuer des circonstances qui jettent des rayons de lumière sur les événemens qui ont ruiné une fois le royaume. Mais le patriotisme se compose de l'étude de ces choses passées, de la prévoyance des futures et de leur parallèle. La dynastie de NAPOLÉON n'aura plus que deux ennemis à craindre, 1.° les *systêmes destructeurs* qui ont déjà perverti les Français de l'ancien régime (*je ne les confonds point avec le sublime systême de connoissances humaines que les Français ont porté au plus haut point dans le* 18.e *siècle, sur-tout les trois académies*); 2.° les associations éventuelles de nouveaux *roués* que l'immoralité pourroit organiser (*et qu'on ne doit pas plus confondre avec*

cette aimable galanterie qui est dans le caractère de notre nation, qu'avec les épicuriens de Cancale et les institutions connues des maçons).

NAPOLÉON réprime en ce moment l'Autriche qui avoit en France des alliances fort anciennes avec une de ces associations anti-françaises. Il réprime l'ennemi de la Nation, l'allié de Dubois et de madame de Pompadour. Quant à l'alliance éventuelle des Anglais avec les factions analogues, c'est un cas dont l'Empereur nous préservera dans sa sagesse. Alliés et unis avec les plus notables des trente *roués* de la constituante, les Anglois détruisirent en 1789 le plus beau royaume qui existât. Ils avoient des émissaires jusques dans le comité de constitution pour organiser l'erreur en France. Le ressentiment d'un ministre et du premier prince du sang, l'égarement d'une portion de la noblesse, du clergé et de quelques écrivains considérés, suffirent, en 1789, pour dissoudre la monarchie. C'est contre le cas arrivé en 1789, sous un roi foible, que les bons Français désirent une institution conservatrice et prévoyante pour

les générations futures. Nous possédons une dynastie, et nous désirons de la conserver heureuse et puissante. Elle pourroit être vulnérable de deux manières; par des plans de perversité et par des systèmes erronés!. L'état ne l'étoit point de ces deux côtés, sous Louis XIV, parce que les affections générales et les principes étoient d'accord pour le maintien de l'édifice politique. La maladie compliquée fut l'ouvrage de tout le 18.e siècle; elle fut l'ouvrage de la variété étonnante de connoissances humaines, susceptibles d'égarement, et de la multiplication de besoins et de jouissances que le développement des passions a nécessités. Et c'est parce que l'esprit humain et les états ont perdu leur simplicité primordiale, que le gouvernement est devenu le plus difficile des arts.

SOULAVIE.

Ce 1.er mai 1809.

PORTRAIT

PORTRAIT

DU VICOMTE DE TURENNE,

TIRÉ DU PORTE-FEUILLE

DU MARÉCHAL DUC DE VILLARS.

HENRI DE LA TOUR D'AUVERGNE, vicomte de Turenne, étoit d'une taille moyenne; il n'étoit ni gras ni maigre; sa démarche et toutes ses manières paroissoient moins d'un homme audacieux que modeste et timide. Il avoit les cheveux châtains, la tête grosse et un peu penchée; le teint rouge, les yeux grands et pleins de feu, mais couverts de gros sourcils joints ensemble. La forme de son visage étoit assez régulière. Cependant, avec un air riant, il avoit quelque chose de sombre, et ce mélange formoit une physionomie assez extraordinaire, et très-difficile à bien dépeindre. Dans son bas-âge, il paroissoit d'une complexion délicate; il n'eut même une santé bien affermie qu'après vingt ans. Il n'en avoit encore que dix, lorsqu'après s'être

dérobé de son gouvernement, et s'être fait chercher long-temps, on le trouva vers dix heures du soir sur les remparts de Sedan, couché et endormi sur l'affût d'un canon, avec le dessein d'y passer la nuit. Il avoit ouï dire au duc de Bouillon, son père, qu'il voyoit bien que de long-temps il n'auroit assez de force pour soutenir les travaux de la guerre; et ce jeune prince avoit cru que cette épreuve suffiroit pour le détromper.

L'on remarque que le duc de Bouillon étant au lit de la mort, appela son fils aîné avec lui. Après les avoir entretenus avec beaucoup de piété, il leur recommanda trois choses : la première, de n'abandonner jamais la Foi de Jésus-Christ et la profession de l'Evangile; la deuxième, de n'entreprendre jamais rien contre la puissance du roi; et la troisième, de ne choquer en aucune manière l'autorité du premier ministre ou du favori, d'autant qu'ils perdroient leur crédit, leur bien et leur honneur. Cependant ces deux princes prirent le contre-pied de ces maximes dans leur conduite, et n'en observèrent pas une, ayant changé de religion, ayant combattu contre l'autorité royale, et s'étant déclarés, l'épée à la main, les

ennemis capitaux des premiers ministres et des plus grands favoris du roi ; ce qui les rendit fort malheureux. Pour ce qui est du vicomte de Turenne, il commença son apprentissage en Hollande, sous le prince d'Orange son oncle ; d'où vient qu'un parti de ce temps-là a dit avec bien de la grace :

..... hic Turennius heros
Cum Belgis miles primus protulit in armis.

En effet, il fut simple soldat dans l'armée hollandaise, faisant tous ses devoirs nécessaires avec tant d'ardeur, qu'il y pensa périr. Il y fut envoyé, n'étant encore que dans la quatorzième année de son âge. Il avoit une inclination naturelle et tout-à-fait extraordinaire pour la guerre. Il s'attacha de telle sorte à ce métier, que dans sa plus tendre jeunesse il ne parut véritablement sensible qu'à cette passion. Il acquit aussi une grande réputation en fort peu de temps. Ayant fait la guerre toute sa vie, et vécu soixante-trois ans, il parut enfin à tout le monde digne d'être comparé au plus grand capitaine. Il étoit né avec beaucoup d'esprit ; mais on lui a toujours remarqué moins de brillant et de netteté, que de profondeur, de sagesse et de conséquence

dans les affaires pressantes. Il se déterminoit sans balancer; il demeuroit ferme et fidèle dans le parti qu'il avoit embrassé; mais il voyoit bien mieux la fin qu'on s'y devoit proposer, qu'on ne découvroit les expédiens qu'il falloit prendre. Il a passé sa vie sans aucun démêlé personnel; cependant, dans les commencemens, il n'a pas toujours servi sous des personnes pour qui il eût une grande estime; plusieurs aussi ont servi sous lui, qu'il n'estimoit pas davantage. Il en a commandé d'autres fort incompatibles par les humeurs et par les manières, et plus incompatibles encore par leur jalousie, et par l'émulation qu'ils avoient de sa gloire; mais outre qu'il ne donnoit aucune croyance aux rapports, il méprisoit même les discours qu'il étoit assuré qu'on faisoit de lui. Occupé d'un grand dessein, il s'embarrassoit peu des choses qui n'y apportoient pas un véritable obstacle. Jamais il n'a été tenté par le succès assuré d'une entreprise glorieuse pour lui, lorsqu'il a cru qu'elle pourroit interrompre le cours d'un dessein plus grand et plus utile à l'état, quoique plus éloigné. De son naturel, il alloit tellement au bien des affaires, que, pour les faire réussir, il a souvent sacrifié ce qui regardoit sa for-

tune ; quelquefois il hasardoit sa propre réputation. Loin de rejeter les moindres événemens sur les officiers qu'il employoit à la guerre, il n'a jamais perdu l'occasion de les consoler et de relever leur courage, lorsqu'ils venoient d'éprouver une mauvaise fortune.

Parmi tant de sujets de colère et de chagrins, il n'a jamais offensé personne ; on ne lui a pas même ouï dire une parole d'emportement devant son domestique ; et bien qu'il eût l'esprit doux et capable d'une grande patience, une vertu si rare, pratiquée avec tant de constance, ne pouvoit être l'effet que du seul tempérament. Un jour qu'il se préparoit à donner dans les lignes d'une place assiégée, il trouva qu'il lui manquoit quelques outils, et se souvenant qu'un maréchal de France qui commandoit en avoit de superflus, il lui en envoya demander par un de ses gardes, qui en revint tout troublé ; racontant plusieurs choses désagréables que ce maréchal lui avoit dites, en refusant des outils. Le vicomte de Turenne se tournant vers les officiers qui se trouvèrent auprès de lui : *puisqu'il est en colère, il faudra*, dit-il, *se passer de ses outils, et faire comme si nous les avions*. Après

cela, il attaqua les lignes, les força, et il en eut toute la gloire.

A la dernière campagne de Flandre, quelques courtisans revinrent de l'armée, fort animés contre lui, mais sans en avoir aucun fondement raisonnable. Cependant le vicomte de Turenne, qui ne revint environ qu'un mois après eux, trouva que de leur mécontentement particulier ils en avoient fait naître un si général, qu'il n'y avoit presque personne dans toute la compagnie qui ne se fît honneur de parler mal de lui, ou de s'en plaindre. Plusieurs de la cabale, et quelques-uns même de la première qualité, lui firent parler pour adoucir les choses, et demandèrent à s'éclaircir avec lui. Sa réponse fut : *Je ne peux entrer en éclaircissement : c'est assez pour moi d'être assuré de n'avoir donné sujet à personne de se plaindre de moi ; mais je ne désespère pas que dans une autre occasion où peut-être j'en aurai donné sujet, messieurs les courtisans ne me soient favorables.* Ensuite ils retournèrent tous chez lui, comme s'il ne se fût rien passé, et il agit avec eux, comme s'il n'eût rien fait. Il étoit incapable de haine, mais il étoit sensible à l'amitié. On l'a vu fondre en larmes dans les rues

de Pontoise, sur ce qu'il venoit d'apprendre que le duc de Bouillon son frère y étoit dangereusement malade de la maladie dont il mourut; ses larmes étoient d'autant plus touchantes et naturelles, qu'on voyoit bien qu'il eût voulu les retenir. Il parloit ordinairement de lui-même avec tant de modestie et de sincérité, qu'en s'entretenant avec un de ses amis, deux ou trois jours après la mort du duc de Bouillon, il lui dit ces paroles remarquables : *On croit que je sais quelque chose dans la guerre ; mais rien n'est plus vrai que je pourrois encore beaucoup apprendre de M. mon frère ; et pour les affaires, quel talent n'avoit-il pas au dessus de moi !*

Il n'a pas toujours été heureux dans le choix de ses amis ; néanmoins il a pleuré la mort de quelques-uns ; et sa bonté naturelle étoit si grande, qu'il n'a jamais pu s'endurcir parmi tant de sang qu'il a vu répandre, ni s'empêcher même d'avoir toujours dans l'esprit l'avancement de quelqu'un, malgré tant d'ingratitudes qu'il avoit éprouvées pendant plusieurs années. Il a eu la fortune contraire, dans laquelle il a même été regardé comme malheureux. Néanmoins, dans les occasions qui ne lui ont pas réussi, la renommée a tou-

jours rendu justice à son courage et à sa capacité, et il y a souvent acquis plus de gloire que ceux qui ont remporté l'avantage sur lui. Il avoit une grande ambition que la conjecture du temps ou sa prudence lui firent toujours modérer ou tenir cachée ; mais s'il eût vécu dans ces siècles éloignés, si favorables aux conquérans, comme il ne donna jamais de bornes à sa gloire, difficilement en eût-il donné à sa fortune.

Pendant la régence, en l'an 1649, on prit les armes pour chasser le cardinal Mazarin. Le vicomte de Turenne entra dans ce parti, soit par la fatale constellation qui régnoit alors, soit par le mécontentement qu'il avoit de ce ministre, touchant sa fortune particulière et celle de sa maison. Il commandoit l'armée d'Allemagne, composée de douze ou quinze mille hommes, presque tous étrangers ; il y étoit dans une vénération extraordinaire, qu'il ne devoit pas seulement à son mérite, mais encore à son désintéressement et à sa manière de vivre avec ses troupes. D'ailleurs la plupart des officiers lui étoient redevables de leur avancement et n'ayant presque aucun commerce à la cour que par son entremise. Enfin dans un grand festin qu'il fit à Thubinge

au pays de Wirtemberg, ces principaux officiers déjà ménagés en particulier, firent part aux autres de l'état des choses, et les engagèrent de telle sorte, qu'avant de se séparer, on fit serment entre ses mains de le suivre partout, et de ne reconnoître que lui seul.

Cet engagement fut encore célébré et rendu public par le bruit des trompettes et des tambours et par les acclamations des soldats; de sorte que dans un changement de parti, l'on n'a peut-être jamais vu un consentement plus général et des apparences d'un détachement si solide. Il déclara aux Français et aux autres qui ne voudroient pas entrer dans ses intérêts qu'il leur laissoit la liberté de se retirer, mais il y en eut peu qui prirent ce parti. On marcha dès le lendemain pour venir en France; mais au troisième jour de marche, le vicomte de Turenne s'étant arrêté à Spire, pour faire assurer le pont où l'armée devoit passer, Longpré, lieutenant-colonel du régiment d'infanterie de Vaubecourt, vint l'avertir en diligence, que Toubal et Chust, deux officiers généraux étrangers qui devoient tout au vicomte de Turenne, et en qui il avoit mis sa principale confiance, avoient ensuite fait changer de sentiment à toute l'armée, en sorte qu'elle marchoit déjà d'un autre côté.

Houard étoit aussi arrivé à Brissac de la part du roi avec de grandes sommes d'argent pour le paiement des troupes et pour les gratifications nécessaires en une occasion si pressante.

La résolution fut si grande et si prompte, que les mêmes troupes qui, peu de jours auparavant, avoient fait paroître un si grand zèle pour le vicomte de Turenne, l'auroient infailliblement arrêté prisonnier, s'il ne se fût sauvé sans perdre de temps; et ce fut alors pour la première fois qu'il reconnut combien il y a peu de sûreté pour la vie et la fortune des hommes, lorsque cette sûreté n'a pour fondement qu'une puissance de circonstance. Cependant, comme il étoit impossible qu'une démarche si extraordinaire demeurât sans quelque suite, le vicomte de Turenne se trouva, la campagne suivante, à la tête de l'armée d'Espagne, et donna la bataille de Rothes, qu'il perdit; et, lorsqu'il se vit hors d'état de pouvoir penser à autre chose qu'à sauver sa personne, il se mit à l'écart des fuyards, monté sur un cheval blessé, et suivi seulement de la Barge, lieutenant de ses gardes, dont le cheval étoit aussi blessé.

Après avoir marché un peu de temps, ils virent cinq cavaliers venir à eux à toute bride.

La Barge dit au vicomte de Turenne : *Je n'ai qu'un pistolet à tirer, et vous avez tiré le vôtre, monsieur, que voulez-vous faire ?* MOURIR, LA BARGE ! *plutôt que de retourner en France servir de spectacle.* Alors ils furent abordés par deux de ces cavaliers qui marchoient un peu devant les autres. La Barge alla à l'un, et le tua de son pistolet ; l'autre ayant joint le vicomte de Turenne, le prit par le baudrier et lui dit : *Bon quartier, M. de Turenne.* Le vicomte le tua d'un coup d'épée, dont il le perça en disant ces paroles : *Traître, je ne suis pas Turenne.*

De ces trois cavaliers qui restèrent, l'un qui paroissoit être officier lui tira un coup de pistolet et le manqua. Après quoi ils se retirèrent tous trois sans faire un plus grand effort, soit qu'ils fussent épouvantés de la mort de leurs compagnons, soit que le destin de la France voulût réserver ce prince pour les grands services qu'elle en devoit retirer.

En effet, M. de Turenne étoit perdu sans ressource, son cheval et celui de la Barge étant blessés et n'étant plus en état de servir ; mais Lavaux, officier de cavalerie du régiment de Beauvais, passa en cet instant, et lui donna le sien pour se sauver.

Après ces deux actions, dont il ne s'est jamais souvenu sans douleur et sans repentir, la postérité ne verra pas sans étonnement et sans admiration qu'il se soit trouvé l'année suivante à la tête d'une des armées du roi, et qu'on ait pris en lui une confiance entière; mais si l'on n'a pas d'exemple d'un changement si grand et si prompt, je laisse à l'histoire à faire voir en détail combien, dans le reste de sa vie, il s'en est montré digne par sa fidélité inviolable et par ses grands services.

Il commença à réparer les malheurs où il étoit tombé les deux années précédentes par deux actions qu'il fit en douze ou quinze jours de temps; l'une à Gergeau, et l'autre à Bléneau, et parce que je les ai vues de près et que dans ces deux occasions, il sauva deux fois la personne du roi et l'état; je ne puis m'empêcher de les rapporter.

Aussitôt que M. de Turenne eut reçu les ordres nécessaires pour le commandement de l'armée, il partit de Blois où la cour étoit alors, et s'avança du côté de Sully et de Gien, pour assembler les troupes qui devoient servir sous lui.

Le roi n'alloit pas encore à la guerre et ne se mêloit point des affaires, à cause de sa trop

grande jeunesse. La reine mère se reposoit entièrement du gouvernement de l'état sur le cardinal Mazarin.

Peu de jours après le départ de M. de Turenne, le roi partit aussi de Blois pour aller à Orléans; mais Orléans ayant fermé ses portes, on prit la résolution d'aller à Gien. Dans le temps qu'on passoit sans aucune précaution sous les murailles de Gergeau, sur la rivière de Loire, le baron de Syron, qui commandoit l'armée des princes, attaqua le pont de Gergeau, à dessein de se faire un passage pour tomber sur les derrières de la cour. Il s'etoit déjà rendu maître de la porte qui est de l'autre côté de la rivière, et faisoit travailler à un logement vers le milieu du pont pour battre l'autre porte. Le vicomte de Turenne, qui s'étoit avancé pour venir au devant du roi, entendant le bruit de la mousqueterie, quitta son chemin, et se jeta dans Gergeau. Il y trouva quelque infanterie, mais si mal pourvue de munitions de guerre, que la plupart des soldats n'avoient plus de quoi tirer. Voyant l'état et l'importance de l'affaire, il fit ouvrir la porte et baisser le pont-levis; et, afin que les ennemis le pussent entendre, il commanda d'un ton élevé à l'infanterie qui bor-

doit la courtine que personne ne tirât sous peine de la vie sans son ordre; ensuite ayant fait mettre pied à terre à tous ceux qui se trouvèrent auprès de lui, et s'étant mis à leur tête, il alla aux ennemis, l'épée à la main, les chassa du poste qu'ils avoient pris sur le pont, et malgré leurs efforts et l'effet du canon qui tua ou blessa huit ou dix personnes auprès de lui, il les repoussa au-delà de la rivière, et fit ensuite rompre deux arches du pont, pour mettre la cour dans une entière sûreté.

Le roi étant arrivé à Gien, M. de Turenne en partit pour s'aller poster à Briare avec les troupes qu'il avoit ramassées. Ayant appris que le maréchal d'Hoquincourt, qui les venoit joindre avec un corps considérable, étoit aux environs de Bléneau, il alla visiter son camp et conférer avec lui. Le maréchal d'Hoquincourt avoit un grand courage naturel, il étoit capable de tout entreprendre et de tout hasarder; mais il ne mettoit pas toujours la prévoyance et les grandes précautions au nombre des vertus militaires.

Après avoir visité ensemble quelques-uns des quartiers du maréchal d'Hoquincourt, M. de Turenne lui dit plusieurs fois qu'il le trouvoit bien exposé, et qu'il lui conseilloit

de se resserrer du côté de Briare ; il répondit toujours qu'il n'y avoit rien à craindre, et qu'une bonne garde remédieroit à tout. Cependant M. de Turenne ne fut pas plutôt de retour à Briare que le maréchal fut attaqué.

Le vicomte de Turenne l'ayant appris, en avertit la cour, et marcha droit à lui, avec les troupes qui se trouvèrent à Briare et aux environs, il envoya ordre à celles qui étoient plus éloignées de s'avancer incessamment sur le chemin qui va de Briare à Bléneau, et fit marcher toute son artillerie jusqu'à demi-lieue de Briare ; mais il apprit par les fuyards que le maréchal d'Hoquincourt avoit été entièrement défait. La nouvelle lui fut bientôt après confirmée par un prisonnier qui l'assura aussi que les ennemis venoient à lui et qu'il les avoit laissés en marche.

Tous les officiers généraux étoient d'avis qu'on allât à la personne du roi, comme le seul parti qu'on avoit à prendre dans cette extrémité et avec des troupes si inégales ; mais M. de Turenne dans une contention d'esprit proportionnée à l'importance de l'affaire et au danger, sans leur répondre, donnoit les ordres nécessaires, marchoit toujours, et

pressoit les troupes de redoubler leur vigilance.

La Barge s'approcha de lui pour l'avertir que tout le monde murmuroit, et qu'il croyoit qu'il alloit tout perdre, si on ne retournoit à la personne du roi. Le vicomte de Turenne lui répondit: *C'est là une belle ressource, après l'exemple qu'Orléans vient de donner, avant même qu'on ait reçu aucun échec, où est-ce qu'on ouvrira les portes, lorsque nous nous présenterons vaincus et fugitifs? Non, non, la Barge, je suis las de ma destinée, c'est encore pis qu'à Rothes, il faut périr ou tout sauver.*

Le jour d'auparavant, comme il retournoit des quartiers du maréchal d'Hoquincourt à Briare, il avoit remarqué un marais qui faisoit un long défilé; le souvenir de ce marais lui étant venu alors dans l'esprit, il jugea par les réflexions qu'il fit sur la situation des lieux, que les ennemis pour venir à lui seroient obligés d'y passer. Dans cette opinion, il y marcha sans balancer, et il y arriva si à propos, qu'il se trouva d'un côté du marais dans le temps que les troupes ennemies commençoient à paroître de l'autre; il n'avoit pas alors plus de trois mille cinq cents hommes: cependant

dant il arrêta une armée victorieuse composée de treize à quatorze mille hommes commandée par M. le Prince. On étoit déjà fort alarmé à la cour par la défaite du maréchal d'Hoquincourt ; mais on y prit l'épouvante, lorsqu'on fut averti de la marche de M. de Turenne ; car on ne douta point que le même malheur ne lui arrivât. Dans cette extrémité, on crut que l'uniqne ressource étoit de mettre entre le roi et les ennemis la rivière de la Loire. La plus grande partie des équipages l'avoit déjà passée, on commençoit à défendre l'appartement de la reine, et l'on tenoit des prisonniers tout prêts pour rompre des arches du pont, lorsqu'on apprit l'heureux et grand succès du vicomte de Turenne, et qu'on fut assuré qu'après avoir vu retourner les ennemis dans les quartiers, il revenoit se porter à Briare avec son armée.

Dès le même jour, le cardinal Mazarin lui écrivit pour avoir son avis sur une relation qu'il vouloit envoyer en diligence à Paris et dans les provinces, afin de prévenir les bruits désavantageux. Cette déclaration commencoit du jour précédent, et partoit du conseil que M. de Turenne avoit donné au maréchal d'Hoquincourt de se resserrer du côté de Bria-

re. M. de Turenne fit ôter cet article, disant que le maréchal étoit assez malheureux sans ajouter à son malheur une circonstance désagréable. Dans toutes sortes d'affaires il usoit de peu de paroles, il étoit aussi ennemi des longs discours que de tous les détails inutiles. Distrait par sa grande application, sa profonde rêverie lui faisoit faire des questions hors de propos et prononcer des paroles qui n'avoient aucune liaison. Il prenoit souvent des aversions dont il ne revenoit pas facilement, et d'ordinaire il les prenoit plus sur l'air et sur les manières des personnes, que sur les personnes elles-mêmes. Par exemple, quelque grand que fût un homme de guerre, il ne le pouvoit souffrir, s'il usoit de quelque précaution extraordinaire contre les injures du temps.

Pour ceux qu'il méprisoit entièrement, de quelque qualité qu'ils fussent, ce n'étoit qu'avec une peine extrême qu'il se réduisoit à leur parler et à garder avec eux la bienséance nécessaire. Le moyen le plus assuré pour s'attirer son mépris, c'étoit d'être fanfaron et de parler trop facilement de soi-même; il supportoit avec peine qu'on le fît passer pour un homme toujours défiant et souvent préoccupé; soit pour couvrir ses défauts, soit parce que le

cœur de l'homme renferme d'ordinaire des sentimens très-opposés. Il lui est arrivé quelquefois de dire des choses secrètes qu'il falloit taire, et de vouloir paroître juste et éclairé aux dépens même de ses proches amis.

Cette peine, qu'il avoit de voir qu'on étoit persuadé qu'il se prévenoit facilement d'inclination et d'estime, avoit tant de pouvoir sur son esprit, qu'encore qu'il fût porté à préférer ses amis pour des graces qui dépendoient de lui, à les assister de son bien, ou à s'engager pour eux, toutefois il étoit capable de parler avec moins de force et de hardiesse en leur faveur, qu'en faveur des personnes qu'on savoit lui être indifférentes ou suspectes; poussé en cela d'un esprit d'équité et par le seul motif des avantages et de la gloire du roi. Il a néanmoins souvent rendu de bons offices et procuré des emplois à ceux qui ne l'aimoient pas. Et tel s'est réjoui de sa mort, qui, peut-être, et sans le savoir, doit à ses suffrages la place qu'il occupe aujourd'hui. Il a toujours aimé sa maison; mais dans le commencement il l'a beaucoup moins aimée que sa fortune. Dans la suite il a préféré sa gloire et sa fortune; en toutes les rencontres il a secouru ses proches au-delà de ses forces. Il s'est même dépouillé en faveur de

quelques-uns d'une partie de son patrimoine, plus touché de leur nécessité que de ses propres besoins. Il ne se vantoit jamais d'avoir donné, et il donnoit avec une prudence très-rare parmi les hommes et très-nécessaire pour purifier les circonstances qui accompagnent la générosité; et cette vertu, qui n'est pas celle de la vieillesse, étoit en lui si naturelle, que dans les dernières années de sa vie, il répandoit l'argent avec plus de facilité qu'il n'avoit jamais fait. Enfin sous un prince libéral et magnifique, et dans un siècle si fertile en grandes fortunes, il est mort avec beaucoup moins de biens qu'il n'en avoit eu de sa maison.

Celle des qualités qui l'a fait le plus renommer a été le peu d'attachement qu'il avoit pour les richesses, on disoit même qu'il n'avoit jamais connu la différence ni la valeur des monnoies.

Tous ses lieutenans-généraux sont devenus riches comme des princes; et lui, qui n'étoit qu'un cadet de sa maison, et qui par conséquent ne pouvoit avoir de biens proportionnés à sa naissance, *en a toujours fait litière*, disant ordinairement qu'il ne vouloit point avoir d'autre bourse que celle du roi.

Cependant il avoit un si grand train, que madame de Turenne a souvent dit : *Sans l'argent du roi, le bien de M. de Turenne et le mien ne seroient pas capables de nous entretenir trois ans, vu la dépense que nous faisons.*

Un jour quelqu'un de ses amis s'entretenoit avec lui touchant les richesses, et lui faisoit sur ce sujet des comparaisons et des railleries flatteuses, Turenne répondit, qu'il étoit vrai que jamais il n'avoit pu comprendre le plaisir qu'on pouvoit avoir à garder des coffres remplis d'or et d'argent; que pour lui, si, à la fin de l'année, il lui restoit des sommes considérables, il croyoit que cela lui feroit mal au cœur, comme si, sortant d'un festin, on lui servoit encore un grand repas.

Quoiqu'il fût alors l'un des plus grands favoris du roi, ayant un grand gouvernement et de grands priviléges, et commandant les armées de sa majesté avec grand éclat, et presqu'avec une autorité souveraine, l'on ne trouva dans ses coffres à sa mort que cinq cents écus d'argent monnoyé avec beaucoup de dettes qu'il avoit faites pour l'entretien de ses troupes; le roi les a toutes acquittées incontinent après sa mort.

BIBLIOTECA NAZIONALE ROMA

Etant dans le comté de la Marck en Allemagne, le comte de Conismark, maréchal de camp, lui proposa de lui faire gagner par le moyen des contributions dix mille écus en quinze jours de temps, et l'assura que cela se feroit de sorte que la cour n'en auroit aucune connoissance; il répondit en riant, qu'il lui étoit obligé; mais qu'après avoir trouvé beaucoup de ces occasions sans en avoir profité, il n'étoit pas d'avis de changer de conduite à son âge.

Tous les soins qu'il avoit de sa personne n'alloient qu'à éviter la malpropreté; le reste dépendoit de ceux qui le servoient, n'exigeant en cela, ni en rien de ce qui regardoit son service particulier et l'ordre de sa maison, aucun soin ni aucune assiduité, de sorte qu'à la cour comme à l'armée, on arrivoit assez souvent dans sa chambre sans avoir trouvé aucun domestique à qui l'on pût s'adresser. Il savoit toujours des affaires en gros, mais il entroit rarement dans le détail; il s'exprimoit avec quelque difficulté qu'on voyoit augmenter à proportion qu'il étoit pressé par les affaires; il parloit d'ordinaire d'un ton de voix assez élevée, claire et ferme tout ensemble; mais quand il disoit quelque chose secrète de

la moindre conséquence, il croyoit ne parler jamais assez bas ; et l'opinion qu'on avoit de sa défiance étoit si bien fondée, qu'il lui est arrivé rarement d'avoir le cœur soulagé de la confidence qu'il venoit de faire. Il étoit infatigable d'esprit et de corps ; sa santé depuis quarante ans n'avoit jamais été interrompue que par une fièvre de huit ou dix jours, et par quelque légère attaque de goutte, peu de temps auparavant sa mort. Dans les affaires de conséquence, faciles ou difficiles, il agissoit avec une égale vigilance sans présumer et sans désespérer du succès ; toujours plus prêt à prendre des précautions superflues qu'à oublier les nécessaires, ses projets de guerre étoient fondés sur une grande sagesse et sur une prévoyance extraordinairement étendues; mais lorsque, par la rencontre et par la nécessité des choses, il falloit se commettre à la fortune, il s'y abandonnoit avec toute la hardiesse et toute la gaîté d'un jeune homme, et ceux qui servoient sous lui ne savoient jamais ses desseins qu'au moment qu'il falloit agir.

Il étoit plus capable que tout autre général de ruiner une armée ennemie avec des forces beaucoup inférieures, et de terminer avanta-

geusement une campagne dont on devoit tout craindre dans le commencement. Il ne s'épargnoit jamais les fatigues, et il les épargnoit aux autres, autant qu'il le pouvoit. Il étoit hardi dans ses entreprises, intrépide dans les périls. Toujours égal dans les grandes actions de guerre et de politique, il étoit timide à la cour et dans la société, et peu subtil dans les affaires ordinaires. Du moment qu'il étoit à l'armée, on remarquoit le changement visible dans son air et dans ses manières; il y charmoit tout le monde par une façon de vivre gaie et facile. Jamais il ne s'enfermoit pour travailler, ses portes étoient toujours ouvertes, et on ne voyoit aucune marque d'ostentation ni de faste dans ses paroles, ni dans ses actions. Etant réduit par la paix à la vie privée, la suspension de la gloire qu'il trouvoit toujours dans la guerre laissoit quelquefois place dans son cœur à des mouvemens de vanité; en cet état il pouvoit regarder de trop près à la manière dont on vivoit avec lui et s'embarrassoit de ses propres démarches.

L'éclat d'un favori faisoit d'abord quelque impression sur son esprit; mais, retenu par la gloire ou par la crainte des suites, il a toujours préféré sa liberté aux attachemens qui

pouvoient aider à sa fortune. Gardant sagement les mesures convenables à l'état des personnes, il a passé le temps le plus difficile sans concert ni sans liaison particulière; s'est soutenu, et il a parlé avec la hardiesse et la liberté d'un homme de bien, lorsqu'il l'a cru absolument nécessaire à sa gloire, ou au service de son maître.

Après qu'il eut gagné la bataille des Dunes, et pris Dunkerque, le cardinal Mazarin souhaita ardemment de pouvoir s'attribuer la gloire de ces deux grands succès, et voulut que M. de Turenne lui écrivît une lettre qui marquât qu'en effet ils n'étoient dus qu'à lui seul; qu'il avoit pensé et projeté les choses dans son cabinet, et qu'on n'avoit eu précisément qu'à exécuter ses ordres. Il n'a peut-être jamais paru dans le cardinal ministre une passion plus vive qu'en cette rencontre.

Il mit l'affaire entre les mains du comte de Moret, gentilhomme de grand mérite, son favori, et ami intime de M. de Turenne. La cour étoit alors à Calais, et le vicomte de Turenne aux environs de Dunkerque. Le comte de Moret alla deux ou trois fois chez lui sous d'autres prétextes, mais en effet pour cette seule affaire; et comme il faisoit tous ses

efforts pour ôter de l'esprit du cardinal une pensée qui convenoit si peu à son état et à sa profession, il n'oublioit rien aussi de tout ce qui pouvoit porter le vicomte de Turenne à mettre à prix la complaisance qu'on désiroit de lui en cette occasion. Dans l'embarras d'un négociateur bien intentionné qui n'avance rien, il se crut enfin obligé de dire nettement à M. de Turenne qu'il avoit tout sujet de craindre qu'un refus absolu n'eût des suites très-désagréables pour sa fortune, puisque sur les premières difficultés qu'il avoit faites, le cardinal avoit témoigné une aigreur extraordinaire contre lui.

M. de Turenne, qui n'avoit pas été ébranlé par les espérances, ne le fut point par la crainte : il répondit toujours les mêmes choses qu'il avoit répondues d'abord, que le cardinal pouvoit faire mettre dans l'histoire tout ce qui flatteroit davantage son ambition, et qui seroit capable de faire croire à la postérité qu'il étoit un grand capitaine ; mais que pour lui, il ne lui seroit jamais reproché d'avoir donné un titre pour autoriser une chose si contraire à son honneur et à la vérité. Presqu'en même temps, le roi tomba malade à Calais, si grièvement qu'on le crut mort. Le

cardinal ne se croyant pas fort bien dans l'esprit de Monsieur, voulut s'assurer de ceux qui étoient auprès de lui; mais il eut sujet de croire qu'ils ne lui seroient pas favorables. Dans cette extrémité, il eut recours au vicomte de Turenne. Son dessein étoit de l'aller joindre, en cas qu'il fût contraint de sortir de la cour. Il lui envoya le comte de Moret, pour l'engager à s'offrir à lui, et pour l'obliger à s'assurer de l'armée.

Le comte de Moret avoit ordre de négocier cette affaire avec adresse, et d'insinuer les choses au lieu de les dire; mais comme il savoit que c'étoit la manière la moins propre pour faire réussir auprès de M. de Turenne, il lui parla à son ordinaire sans détour et sans finesse. Le vicomte promit qu'il agiroit publiquement comme ami du cardinal; qu'il représenteroit même à Monsieur, s'il parvenoit à la couronne, qu'en l'état où étoient les choses, il seroit très-dangereux d'ôter les affaires à un ministre si bien établi et si capable.

Le comte de Moret jugeant que le cardinal ne seroit pas satisfait de cette réponse, représenta à M. de Turenne tout ce qu'il crut capable de porter à faire ce qu'on demandoit de lui.

Il lui dit entr'autres choses qu'il ne falloit pas craindre que jamais le cardinal pût se résoudre à former un parti en France, et qu'infailliblement la reine-mère soutiendroit sa fortune ; qu'on ne pouvoit douter ni du crédit qu'elle avoit sur l'esprit de Monsieur, ni de sa protection pour le cardinal ; et qu'ainsi en offrant de s'attacher avantageusement aux intérêts de ce ministre, M. de Turenne pouvoit, sans rien hasarder, se faire un mérite auprès de lui, dont il se souviendroit toujours. Le vicomte répondit qu'il y avoit beaucoup d'apparence que les choses se passeroient de cette manière ; mais il ne voulut jamais promettre que ce qu'il venoit d'offrir, ajoutant qu'aucun avantage, quelque grand qu'il pût être, n'étoit capable de l'obliger à donner des paroles qui pouvoient dans la suite l'exposer à y manquer, ou à tomber dans la nécessité d'où il étoit sorti. Le cardinal fut en effet si peu content de cette réponse, qu'après avoir juré plusieurs fois la perte de M. de Turenne, il dit encore beaucoup d'autres choses extraordinaires, tantôt d'un *courage emporté*, tantôt d'un *courage abattu ;* mais le roi guéri, et la continuation de la guerre, firent que le cardinal oublia ou suspendit son ressentiment

contre lui. Il se plaisoit avec les gens de lettres ou de bon sens ; mais il n'avoit aucun ménagement pour les beaux esprits de profession ; ils n'ont jamais été compris dans ses libéralités, et il n'a pas eu beaucoup de part à leurs ouvrages. Libre d'affaires, il aimoit à se réjouir sur-tout dans ses repas, mais sans excès ; il rioit facilement des discours et des railleries agréables ; il railloit lui-même assez finement, mais toujours avec beaucoup de discrétion et d'humanité. Il étoit touché des productions d'esprit vives et naturelles ; il aimoit la lecture des bons livres, sur-tout de l'histoire ; il en faisoit son profit, mais il n'en parloit presque jamais.

Il ne pouvoit supporter un moment la flatterie ; mais quand elle étoit cachée sous les apparences d'une amitié véritable, et lorsqu'on prenoit des occasions naturelles de le louer, il entroit facilement en matière, et alors un flatteur pouvoit s'insinuer dans son esprit, s'établir dans sa confidence, et en tirer des avantages. Il étoit né dans la religion luthérienne ; il en fit profession plus de cinquante ans, sans en être beaucoup instruit. A cet âge, il commença à douter ; et sans s'en ouvrir à personne, il tâcha de s'en éclaircir par la lecture

qui ne servit qu'à fortifier ses doutes et à les multiplier. A la fin, il fallut en venir aux conférences, mais par manière de conversation seulement, de peur de donner à connoître son état. La reine-mère le découvrit : elle lui en parla, et lui fit même témoigner qu'outre les considérations de son salut, il y en avoit de temporelles qui la portoient à souhaiter ardemment de le voir catholique. Ce discours, capable de faire de grands effets sur l'esprit de beaucoup d'autres, suspendit tous ses bons mouvemens, et le jeta pendant quelques années dans une négligence de s'éclaircir davantage ; car il est vrai qu'il craignoit que sa conversion ne fût suivie de quelque grace éclatante, capable de faire mal juger de ses intentions, et d'apporter une tache à sa gloire ; mais enfin, pressé de sa conscience, il parla assez ouvertement de ses doutes, tantôt à M. de Condom, à présent évêque de Meaux, tantôt à M. l'évêque de Tournai, ses amis particuliers. Il s'en ouvrit encore davantage à M. le cardinal de Bouillon son neveu, dont Dieu voulut se servir pour achever la conversion de ce grand homme.

Enfin, convaincu qu'il étoit hors de la véritable Eglise, il alla faire son abjuration

entre les mains de l'archevêque de Paris, sans en avoir averti que la veille, et sans en avoir déclaré son dessein au roi que peu auparavant.

L'amour et la vénération que les troupes avoient toujours eus pour lui s'étoient beaucoup augmentés dans ses dernières campagnes. Cela parut, entre autres occasions, l'année avant sa mort, lorsqu'au milieu de l'hiver il fit cette marche si extraordinaire pour aller attaquer les ennemis en Allemagne. Un jour que l'armée passoit un long défilé, il se détourna un peu du chemin, et se coucha derrière un buisson. S'étant endormi, les soldats le reconnurent; et voyant que la neige l'avoit presque déjà tout couvert, ils coururent tous en foule dans les champs couper des branches pour lui faire une hutte; comme ils commençoient à travailler, il survint plusieurs cavaliers qui, voyant que la hutte ne le mettoit pas assez à couvert du mauvais temps, donnoient à l'envi leurs manteaux pour en faire une espèce de tente. Turenne s'étant éveillé au bruit des uns et des autres, leur demanda pourquoi ils ne marchoient pas, et qu'est-ce qu'ils vouloient faire : *Nous voulons*, répondirent-ils, *conserver notre*

général ; c'est notre plus grande affaire ; si nous le perdions, nous ne reverrions jamais notre pays.

Enfin ne pouvant leur faire quitter leur entreprise, et ne lui étant pas possible, dans une telle occasion, d'user avec sévérité du pouvoir absolu, il fut contraint de remonter à cheval et de marcher.

Toutes ses campagnes, depuis la guerre contre la Hollande, contiennent des prodiges de valeur et de capacité, qui fourniront matière à plusieurs volumes, pour peu que l'on veuille entrer dans le détail; mais, après avoir échappé plusieurs occasions périlleuses depuis cinquante ans, il fut tué d'un coup de canon, en 1675, à l'âge de soixante-quatre ans.

Dans les provinces éloignées où M. de Turenne n'étoit connu que par sa réputation, la nouvelle de sa mort fit une impression surprenante sur l'esprit de la noblesse. Les peuples furent durant quelques jours incapables d'autre chose que de parler de la grandeur de cette perte. Plusieurs le pleuroient sans l'avoir jamais vu ; les uns excités à la douleur par le souvenir de ses actions, les autres par la considération des services qu'il pouvoit encore rendre à la France ; et tous généralement

généralement sensibles au récit du malheur extraordinaire par où venoit de finir la vie de ce grand homme. A Paris, dans les provinces voisines et particulièrement dans celles qui sont frontières des pays où se fait la guerre, les regrets furent encore plus vifs et plus tendres, parce qu'on le connoissoit davantage, et qu'on étoit accoutumé à le voir tous les hivers. Enfin il sembloit que sa perte fût la défaite entière d'une armée où chaque particulier de l'état eût perdu son bien ou son meilleur ami.

Puisque de son vivant il a paru une *comparaison de César et de Turenne*, je crois pouvoir faire remarquer la différence de leur mort. César fut assassiné dans la paix par ses propres concitoyens qu'il avoit opprimés; et M. de Turenne, aimé de tout le monde, a perdu la vie les armes à la main, en servant son roi et son pays, sans autre intérêt que celui de son devoir et de sa gloire. Il commença à paroître sous le règne de Louis XIII. Soutenu de son mérite et de ses qualités, il passa sans faveur et sans disgrace tout le temps que le cardinal de Richelieu fut maître des affaires.

Sous le ministère du cardinal Mazarin, la fortune le traita diversement; mais..... (*il manque ici deux lignes*) il eut toujours sujet de s'en convaincre pendant les vingt dernières années de sa vie. Il trouva mille occasions d'acquérir une gloire que toutes les histoires de l'Europe immortaliseront; il s'estima plus heureux de passer sous l'empire du roi, en qui il a trouvé toutes les qualités que l'on peut désirer dans un maître, et qui l'a traité avec tant de confiance et d'estime, l'aimant comme son ami.

Je laisse à ceux qui feront son histoire de dire à quel point il avoit porté la réputation et la gloire des armées du roi depuis cette dernière guerre, quels étoient ses vues et ses projets touchant les affaires d'Allemagne, et les grands avantages que, peu d'heures avant sa mort, il s'étoit promis de cette dernière journée de sa vie. Je dirai seulement qu'il a été si éloigné d'être présomptueux, que, dès qu'il commençoit à bien espérer de ses entreprises, on pouvoit prendre ses espérances pour une certitude d'un heureux succès.

Le roi lui a fait l'honneur d'être enterré

à St.-Denis à côté des têtes couronnées (1);

(1) Le 12 octobre 1793, la municipalité de Saint-Denis ordonna d'ouvrir les tombeaux des rois de France, qui reposoient en paix dans un asile respecté depuis des siècles. On ne conçoit pas le but d'une férocité de cette nature. Le mausolée de Turenne fut conservé par M. Le Noir, et placé dans le musée que cet artiste composoit de nos monumens. Le corps étoit desséché, mais il étoit conservé, et sa figure ressembloit encore à celle de ses bustes. Les sauvages, qui ordonnoient cette opération, permirent de le garder comme une curiosité qui pouvoit servir aux progrès de la médecine. Il fut placé en conséquence dans la petite sacristie de l'église de l'abbaye, où les curieux allèrent le visiter, et huit mois après, M. Desfontaines en obtint la translation au cabinet des curiosités naturelles. Dans ces temps de barbarie, on étoit obligé de déguiser ses sentimens. Le corps de Turenne fut placé entre le squelette d'un rhinocéros et celui d'un éléphant, comme momie et comme pièce rare et précieuse aux anatomistes.

Le 15 thermidor an 4 (2 août 1796), on observa au conseil des Cinq Cents que le corps de Turenne étoit déplacé et oublié en ce lieu. Le Directoire en ordonna la translation dans le Musée des Monumens. Ainsi le corps de Turenne, conservé d'abord comme curiosité de physique, fut classé comme monument historique.

L'Empereur Napoléon, instruit de ces destinations

grace qui n'a jamais été accordée qu'à lui et au connétable du Guesclin.

---

inconvenantes, ordonna que les précieux restes de Turenne, et son mausolée érigé à St.-Denis, seroient transférés avec solemnité dans l'église des Invalides, où sont aujourd'hui le corps et le monument, à côté de celui où est conservé le cœur de Vauban (*Note de l'éditeur de ces Mémoires*).

CONJURATION

DE

GUILLAUME, PRINCE D'ORANGE,

CONTRE S. M. JACQUES II,

ROI D'ANGLETERRE, SON BEAU-PÈRE.

1688.

CONJURATION

DE

GUILLAUME, PRINCE D'ORANGE,

CONTRE S. M. JACQUES II,

ROI D'ANGLETERRE, SON BEAU-PÈRE,

1688.

Le prince d'Orange commanda la flotte des états de Hollande, débarqua en Angleterre le 18 octobre 1688, à neuf heures du matin. Il avoit soixante vaisseaux de guerre et cinq cents bâtimens de transport, qui portoient quatorze mille Hollandais. Les Provinces Unies, effrayées de l'alliance catholique de Louis XIV avec le roi Jacques Stuart, prêtèrent au prince d'Orange quatre millions pour le succès de l'entreprise qu'il méditoit. Le roi de France, qui avoit défendu l'entrée de leurs draps et de leurs harengs, leur déclara la guerre le 26 novembre.

En débarquant, Guillaume ne s'attendoit pas à la réception qui lui fut faite à sept milles de la mer. La côte étoit dépourvue de troupes. Le roi Jacques n'avoit pas prévu une

descente de ce côté. Ses troupes étoient à douze lieues au-delà. Les officiers de la première ville refusèrent au prince d'Orange d'aller en corps le recevoir hors les portes de leur ville, et lui firent dire qu'*ils n'accordoient cet honneur qu'à leur roi*. Ils envoyèrent d'un autre côté un des leurs au roi Jacques, pour lui déclarer qu'ils se seroient défendus jusqu'à la mort s'ils en avoient eu les moyens, l'assurant de leur fidélité. Trois jours après, la ville se rangea sous l'obéissance de Guillaume, et délaissa le roi Jacques. Depuis long-temps les comtés l'avoient secrètement abandonné.

Le prince d'Orange avoit pris congé des Hollandais, comme ne devant plus retourner auprès d'eux. En partant, il les remercia des soins qu'ils avoient pris de son enfance, et leur recommanda son épouse, s'il étoit tué.

Les évêques le sentant approcher proposoient au roi Jacques de se faire instruire dans la religion anglicane. On pouvoit juger par cette ouverture de la situation du roi.

En apprenant la descente de Guillaume, le roi Jacques a mandé encore les évêques pour en prendre des conseils, et pour les sonder. Ils lui demandèrent, entre autres choses, d'*annuller ses commissions ecclésiastiques*;

de rentrer dans la communion de l'église anglicane, dans laquelle il avoit été baptisé et éduqué; de révoquer ses permissions de tenir des écoles papistes; d'empêcher des évêques étrangers d'exercer les pouvoirs des vicaires apostoliques, et d'assembler un parlement pour la sûreté de l'église anglicane, etc. A tous ces articles, le roi répondit en ces termes: *Les Hollandais ne m'en demanderoient pas davantage.*

Il avoit envoyé à Rome vers le pape milord Porte pour en obtenir des secours. Le pape, animé contre Louis XIV par l'empereur, abandonna à son sort le roi Jacques. Guillaume, auteur de la *Ligue d'Ausboug*, avoit déjà mis dans sa cause, contre Louis XIV, l'empereur avec lequel il avoit juré de se partager la France. Milord Porte partit de Rome avec des indulgences en faveur du roi Jacques, et une médaille d'or estimée mille écus. Le pape avoit concouru à l'armement de toute l'Europe contre le roi: il n'avoit garde de secourir le roi Jacques. Le cardinal d'Estrées, après avoir tout tenté pour fléchir le pape, lui dit que le roi voyant bien que S. S. ne vouloit entendre aucun accommodement relatif à ses affaires avec la France, lui

avoit ordonné, ainsi qu'à M. Lavardin, de passer en France. Le pape répondit à M. le cardinal qu'il ne les en empêchoit pas, et il lui a souhaité un bon voyage. Il ne faut pas être surpris que le roi, poussé à bout de toutes manières, ait laissé brûler le Palatinat, et ordonné tout ce qu'on lui reproche.

Le malheur poursuit le roi d'Angleterre si vivement, que tout le monde abandonne son parti. Ceux qui font semblant d'être pour lui n'agissent de la sorte que dans le dessein de le trahir avec plus de sûreté. Ayant appris que le prince d'Orange débarqué avoit un aussi grand nombre de partisans, il résolut, mal conseillé de ceux qui vouloient le perdre, de porter remède à son malheur, avant qu'il fût plus grand, en allant à la rencontre du prince d'Orange, et du maréchal de France M. de Schomberg, qui s'étoit avancé jusqu'auprès de Salisbury, où il avoit campé (1).

(1) Frédéric-Armand de Schomberg porta les armes dans son extrême jeunesse sous Guillaume, prince d'Orange, et vint servir en France, où il obtint, bien qu'il fût protestant, le bâton de maréchal de France. A l'époque de la révocation de l'edit de Nantes, il rentra en Hollande où il avoit fait ses premières armes, et fut reçu avec distinction par le prince d'Orange qui se

Un parti devoit enlever le roi Jacques aussitôt qu'on l'auroit arrêté. Effectivement ce prince avança jusqu'auprès de Salisbury, et y fit camper ses troupes avant que d'y aller. On remarqua un certain milord, l'une des créatures du roi, et qui, de son page qu'il avoit été lorsqu'il n'étoit que duc d'Yorck, s'étoit si bien avancé, que le roi lui donna une partie du commandement des troupes près de Salisbury. Ce prince le croyoit bien résolu de se sacrifier pour lui, comme il le lui avoit témoigné, en considération de tous ses bienfaits. Le traître fit bien le contraire. Il avoit comploté avec le prince d'Orange de se saisir de la personne du roi le jour qu'il iroit visiter le camp dont il avoit le commandement, et de le livrer au maréchal de Schomberg. Dieu qui est le protecteur des rois, et particulièrement du roi d'Angleterre, défenseur d'une si bonne cause, et qui n'est haï de ses sujets que parce qu'il est catholique, ne l'abandonna pas dans cette occasion. Il fit con-

fit un devoir d'employer contre Louis XIV un maréchal de France. Schomberg se fit tuer en Irlande pour y soutenir la cause de Guillaume, monarque protestant qui montoit sur le trône, contre le monarque catholique qui en étoit précipité (*Note de l'éditeur*).

noître que les yeux de sa providence sont clairvoyans. Il inspira à quelqu'un de découvrir au roi la trahison machinée contre lui. Quoiqu'elle fût ourdie fort secrètement, elle fut néanmoins découverte comme par un miracle. Le roi étant sur le point de partir pour aller visiter le camp, il lui prit un saignement de nez qui dura long-temps, et permit à quelqu'un de ses fidèles sujets de l'avertir de la conspiration tramée contre lui. On devoit se saisir de sa personne dans le camp, et on lui dit que le prince Georges de Danemarck, son gendre, et l'un de ceux qui l'avoient fait partir de Londres pour aller à la rencontre du prince d'Orange, étoit du complot pour l'enlever.

Le roi, environné de dangers, se résolut de retourner à Londres, sous prétexte qu'il avoit été averti que des partis s'étoient emparés de la ville d'Yorck et de ses magasins, mais afin de faire rentrer les rebelles dans leur devoir. Il reconnut alors qu'ils agissoient tous de concert, et que la trahison étoit commune. Il commanda donc à l'armée et à son équipage de retourner à Londres en diligence, en leur disant : *Que ceux qui m'aiment me suivent ;* circonstance qui engagea les traîtres à lever

le masque. Le prince Georges se voyant découvert, quatre ou cinq cents soldats et la plupart des officiers du parti du prince refusant de suivre le roi, furent joindre le prince d'Orange, dont les forces augmentoient visiblement, quand celles du roi diminuoient.

D'un autre côté, à mesure que le parti du roi fondoit, on crut devoir imprimer de la crainte aux ambassadeurs qu'on croyoit attachés à Jacques. On pilla leurs hôtels : et pour en imposer aux catholiques romains qui pouvoient s'y assembler et y comploter, on pilla leurs maisons ; on profana leurs chapelles ; on en maltraita les prêtres, emportant leurs ornemens et les brûlant dans les places publiques avec les images. Celui qui fut le plus maltraité fut l'ambassadeur d'Espagne à qui l'on vola des effets précieux de la valeur de plus de deux millions. Les ouvriers, à qui on avoit inspiré ces désordres, disoient qu'il avoit retiré tous les biens des catholiques dans sa maison. Quant à l'ambassadeur de France, M. de Barillon, il avoit requis des gardes de la ville, et il protesta à milord maire qu'il tueroit tout Anglais qui viendroit pour le piller. Pour le lui prouver, il fit placer au passage de sa porte deux pièces de canon chargés de mitrailles. Il

y fit afficher que, si sa porte étoit forcée, il feroit tirer, et que, si son hôtel l'étoit, il le feroit sauter. Il passoit pour homme déterminé et capable, et la populace ne se présenta pas.

Le roi Jacques appréhendant aussi pour sa personne et étant rentré dans Londres pour y être en sûreté, l'embuscade de M. de Schomberg sortit de son poste, s'avança sur l'arrière-garde de l'armée du roi qui se retiroit, et la pilla. Le roi arriva avec son saignement de nez, à Londres, le samedi 9 décembre 1688, et manda à Louis XIV le péril qu'il avoit couru. Il lui disoit dans sa lettre une chose qui devoit accabler ce grand monarque, c'est que quatre cents de ses meilleurs officiers protestans, qui avoient fui la France à la révocation de l'édit de Nantes, étoient au service du prince d'Orange, ayant à leur tête M. de Schomberg, maréchal de France. Ces réfugiés s'animoient naturellement pour l'expulsion du roi Jacques, catholique, et le triomphe de Guillaume qu'ils alloient couronner chef des églises protestantes. Déjà ils le proclamoient le restaurateur du protestantisme. Au récit qu'on fit au roi du misérable état où étoit réduit le roi d'Angleterre, il ne put retenir ses larmes.

Il regrettoit sur-tout ses officiers qui s'étoient aujourd'hui indirectement armés contre lui. Monseigneur le dauphin, M. le duc d'Orléans ne virent personne; ils étoient trop touchés du dépit du roi et du malheur d'un monarque aussi pieux que le roi Jacques. La consternation fut générale à la cour, et à Paris où chaque bon Français ne put s'empêcher de donner des marques de sa tristesse. Le roi Jacques arrivé à Londres, reçut de sa fille, femme du prince Georges de Danemarck, une lettre qui lui annonçoit qu'elle étoit allée avec d'autres dames rejoindre le prince d'Orange pour éviter sa colère. Alors il vit, mais trop tard, que ses enfans et ses sujets réunis vouloient le perdre. Et quoique les évêques et les bourgs de Londres l'assurassent encore de leur fidélité, il vérifioit chaque jour qu'il sagissoient de concert avec le reste du royaume. Le secret étoit unanime et leur trahison générale. Les principales villes et les ports dissimuloient en demandant un *parlement libre*. Les évêques lui disoient qu'il ne seroit jamais en sûreté en son royaume s'il ne convoquoit un tel parlement. Le prince, pour les appaiser, consentit donc à convoquer un *parlement libre* pour le 25 janvier 1689, leur faisant connoître que les

lois du royaume seroient renversées par cette convocation, puisqu'un parlement d'Angleterre ne pouvoit être libre à côté des ennemis de l'état armés et répandus dans son royaume. Le roi fit donc expédier des lettres circulaires dans les provinces pour y envoyer leurs députés (1). Il vouloit faire croire qu'il y

(1) M. Necker mit la France, en 1788, dans la position où les Levellers, les Presbytériens et les Wigts conduisirent l'Angleterre en 1648 et en 1688.

Le presbytérien Genevois se garda bien, en 1788, de demander au roi des *états généraux libres* ou des états généraux exclusivement composés du tiers-état. Le parallèle des révolutions eût été trop facile ; mais il doubla le tiers-état pour composer en France une assemblée telle que les ennemis de la maison de Stuart l'avoient voulue sous Charles I.er et sous Jacques II. Il composa donc une assemblée dont la partie populaire fut prépondérante, afin qu'elle ne pût être arrêtée dans ses lois et ses destructions, ni par le clergé, ni par la noblesse, ni par la magistrature établis en France et dans tous les empires bien constitués pour la conservation des institutions politiques qu'il vouloit détruire. Tel étoit le *parlement libre* qui pouvoit convenir à M. Necker.

On connoît les opérations de ce parlement et les effets de la mesure genevoise, d'opiner *par tête* et de proscrire l'opinion *par ordre*. On a vu les effets terribles de la translation en France d'un mot qui n'étoit consentoit

consentoit volontiers. Mais il prenoit en même temps des mesures pour mettre en sûreté la reine et son fils le prince de Galles. Son con-

---

Français qu'à Genève, celui de *représentation nationale*. On a vu aussi combien nous avons été aimés de nos *représentans libres* que nous avions crées. On a vu combien ils se sont aimés eux-mêmes.

Frères et amis le 14 juillet, insurgés ensemble contre le plus doux des monarques, voyez les progrès de leur haine mutuelle quand ils se sont réunis, mesurés et connus. Voyez comme ils se calomnient, se fusillent, se proscrivent, s'emprisonnent, se décapitent, se déportent et se dépouillent, tantôt au champ de Mars en 1791, sur l'autel même de la patrie; tantôt au 10 août 1792; puis au 31 mai 1793, au 10 thermidor 1794, au 13 vendémiaire, au 18 fructidor, etc.

Les restes des proscrits, étudiez-les bien, continueroient encore à s'entre-détruire, si le suprême Pacificateur de tant de tempêtes n'eût établi, dans le sein de cette monstrueuse *représentation libre* et *nationale*, une monarchie en opposition au système anglican et révolutionnaire du banquier Genevois.

La nature enseigne à tous les hommes, elle enseigne aux nations qui ont des principes de vie, l'art de se conserver, et c'est la nature qui nous enseigna les moyens de nous sauver, en nous indiquant le chef qui se chargea de nos destinées.

En dernière analyse, le parlement *libre* de Guillaume devoit être opposé au parlement du roi Jac-

seil catholique et privé lui inspiroit d'un autre côté de confier la défense de ses droits au roi de France, plutôt que de la livrer à ce parlement prétendu libre, mais environné des forces de son ennemi.

---

ques pour détruire l'alliance de la France et de la maison de Stuart qui l'avoit conclue, comme en France les états-généraux devoient être opposés, en 1789, à l'Autriche et à l'influence de cette maison sur nos affaires. Cette cause fut une de celles très-nombreuses qui déterminèrent notre révolution; je les ai classées dans son histoire inédite (*Note de l'éditeur*).

.....

ÉVASION

DE LA REINE D'ANGLETERRE

ET

DU PRINCE DE GALLES,

CONDUITS EN FRANCE

PAR LE DUC DE LAUZUN.

ÉVASION

DE LA REINE D'ANGLETERRE

ET

DU PRINCE DE GALLES,

CONDUITS EN FRANCE

PAR LE DUC DE LAUZUN.

Il y avoit plus d'un mois que les Anglais ne savoient où étoient la reine et le petit prince: on disoit seulement qu'elle n'étoit pas sortie de Londres. Le roi avoit envoyé le prince de Galles en divers endroits, et l'on croyoit qu'il étoit à Portsmouth, afin de l'embarquer, et de le faire passer en France. Ce qui confirmoit qu'il pouvoit y être, c'est que le roi y avoit envoyé un carrosse à six chevaux, escorté de deux mille hommes : ce qui donna lieu aux Hollandais de l'investir par mer et par terre, croyant l'enlever ; mais Dieu le gardoit, et toutes leurs espérances furent vaines. Dans cette situation des Anglais, le roi vit qu'il étoit temps de sauver ce qu'il avoit de plus cher, la reine et son fils.

Alors on l'entendoit dire : *Tous les An-*

glais se déclarent contre moi ; il ne me reste plus que Dieu et le roi de France. Abandonné de sa nation, il choisit l'un des plus braves, des plus intrépides et des plus généreux Français pour sauver sa famille, le comte de Lauzun, à qui il confia sa femme et son fils, pour les tirer d'un misérable royaume, où petits et grands alloient les proscrire. M. de Lauzun reçut ce témoignage de la confiance du roi d'Angleterre avec tout le respect imaginable, en lui protestant qu'il sacrifieroit sa vie pour sauver ce sacré dépôt. Le roi lui dit : *Il n'y a plus de sûreté pour moi dans mon royaume; je ne puis demeurer à la merci du plus impitoyable des peuples, toujours altéré du sang de ses maîtres.* Il donnoit en même temps à la reine l'espérance de la suivre de près. Cette princesse ne croyoit pas que les affaires fussent aussi empirées; mais après les premiers sanglots, se recommandant à la divine Providence, elle se résolut de partir pour sauver ce petit prince; car elle eût mieux aimé périr avec son époux, plutôt que de se sauver seule en l'abandonnant. La promesse que le roi la suivroit bientôt, et la gloire de Dieu qu'elle avoit en vue, la déterminèrent. Elle considéra que, si le malheur

vouloit que son époux périt en cette rencontre, elle seroit admirée du siècle présent et de ceux à venir pour avoir sauvé ce jeune prince, qui, élevé dans notre sainte religion, seroit un jour *le vengeur de sa maison, le défenseur de la Foi, et le restaurateur du christianisme* dans un malheureux royaume, envenimé et armé contre la religion véritable. Au contraire en restant en Angleterre au milieu d'un peuple soulevé, elle devoit s'attendre que le prince d'Orange, maître des décisions de son *parlement libre,* feroit déclarer que le prince de Galles étoit un prince supposé. Il avoit déjà indiqué dans son manifeste qu'il falloit ainsi attaquer la légitimité de cet enfant(1); et après l'avoir ainsi perdu, on devoit s'attendre qu'il s'en prendroit à la reine elle-même qu'on livreroit au mépris des peuples. Enfin elle ne devoit pas se dissimuler que le parti

(1) Ce fut en effet la naissance du dernier rejeton de la maison de Stuart qui accéléra la révolution. Son alliance avec la France l'avoit rendue odieuse, ainsi que sa religion; et dans cette position extrême la naissance d'un héritier de la couronne, qui est une circonstance du jour dans les monarchies bien organisées et paisibles, étoit devenue une occasion de soulèvement contre la maison de Stuart, et l'une des causes de ses malheurs (*Note de l'éditeur*).

qui avoit ruiné Charles I.er, créé une république et le protectorat, étoit de nouveau soulevé contre le rejeton de son auguste famille. Ainsi son unique et dernière ressource étoit dans Louis XIV.

Le roi Jacques voyant son épouse résolue à partir, la livra aux soins de M. de Lauzun, que la France avoit envoyé à Londres pour être utile à son allié. Il le chargea de ne point l'abandonner qu'il ne l'eût déposée lui-même *dans les mains du très-chrétien roi de France, le plus pieux et le plus grand de tous les rois.* La reine partit à une heure après minuit, lundi 20 décembre. Trouvant la porte du jardin fermée, et gardée par un homme et une femme, elle sortit par une plus petite porte dérobée, et fit un détour en secret pour prendre le carrosse du résident de Florence qui étoit au premier poste, et qui la conduisit au bord de la Tamise à Westminster. Là M. le comte de Lauzun avoit posté un batelier, afin de passer l'eau, comme il faisoit souvent avec ses passe-ports, tant pour lui que pour sa famille. La nuit étoit extrêmement sombre, la pluie abondante et la rivière enflée et agitée extraordinairement. Elle fut traversée cependant, toute large qu'elle est,

et si vite, que le carrosse qui attendoit depuis deux jours dans un cabaret de village, à l'opposite, à deux mille pas de l'eau, ne se trouva pas prêt, malgré les instances de Dufour, valet de chambre français, fort intelligent et fort actif, qui menoit aussi l'affaire. Ainsi, la reine fut exposée à la pluie, et dans la boue pendant un quart-d'heure. Le maître du cabaret eut la curiosité de venir observer avec une lanterne ceux qui accompagnoient le comte de Lauzun qui avoit fait louer le carrosse. L'adroit Rina fit semblant de glisser; et se laissant tomber sur la lanterne, la renversa par terre, et éteignit la lumière, ce qui fit une querelle qui fut appaisée avec des honnêtetés. Lorsque le carrosse avança, la nourrice, avec le prince de Galles qui monta la première; la reine avec une cassette; le comte de Lauzun et la Seisse, firent partie carrée. Rina monta derrière le cocher. Saint-Victor qui avoit son poste à quatre pas de là avec trois cavaliers bien montés et bien armés, observèrent leur distance. On marcha avec de fréquentes alarmes.

Ils trouvèrent à mille pas du chemin six ou sept cavaliers qui dirent: *Voilà des papistes qui se sauvent, il faut les assommer.* Le co-

cher eût été peut-être leur complice ; mais Dufour le pressa, et les cavaliers détournèrent les charretiers de leur délibération, et en empêchèrent l'exécution. Deux mille pas après, un autre charretier, bien jureur, leur disputa un chemin étroit, disant : *Je ne recule pas pour des papistes ;* mais comme cette famille ne vouloit pas incidenter dans son malheur, le carrosse recula quelques tours de roue, reprit la route, arriva à sept heures du matin, et s'embarqua pour aller prendre l'yacht, demi-lieue au dessous et au milieu de la rivière. Une vingtaine de gens de la reine qui étoient partis de Londres par eau, l'attendoient dans de grandes inquiétudes depuis deux heures. On renvoya à Londres Gauthier, perruquier, sa femme et son petit enfant, de l'âge du prince de Galles, qu'on avoit fait descendre la Tamise, afin qu'en cas que la famille royale eût été arrêtée, comme soupçonnée d'enlever le prince de Galles, on eût fait prendre le change aux agresseurs, et livré le petit nourrisson, ce qui pouvoit sauver le véritable. Le comte et la comtesse de Ri.... furent encore reçus dans l'yacht, comme faisant partie de la suite de dona Victoria Vontecune, qui étoit dame d'honneur de

la reine, et l'on fit voile sur les neuf heures du matin.

La navigation fut fort heureuse. On n'eut pour toute rencontre qu'un vaisseau de guerre à l'ancre, éloigné à perte de vue, qui ne songeoit guère à des passagers. A cinq heures du soir, ils mouillèrent l'ancre à la hauteur des Dunes. Des coups de canon que l'on entendit tirer, les inquiétèrent fort la nuit suivante. Le petit prince avoit jusque-là favorisé la retraite par un silence merveilleux. Pressé par la faim, parce que sa nourrice, la plus malade de l'équipage, n'étoit pas en état de lui donner la mamelle, ou de lui rien donner de bon, il se mit à crier du ton que Dieu lui avoit donné, assez haut et assez fort; et le capitaine du yacht qui ne croyoit avoir ni nourrice ni enfant dans son bord, commença à deviner une partie du secret. Il s'en expliqua d'une manière obscure, en disant sur les cris si longs de cet enfant : *Mon Dieu ! j'ai bien de l'impatience de mette mon petit ami à terre.* Comme il étoit protestant, on s'étoit défié de lui; et on l'observoit. S'il eût fait le moindre mouvement contre son devoir, on avoit mis à la suite de dona Victoria quatre capitaines de vaisseau, catholiques hollandais, avec quel-

ques pilotes de la même nation et religion, qui devoient jeter ce capitaine et l'équipage anglais dans la mer, et conduire l'yacht en France.

Enfin, on y arriva, cinq heures après avoir levé l'ancre, le mardi, sur les neuf heures du matin, fort heureusement, par le secours du paquebot, qui empêcha l'yacht de toucher un banc à dix pas de lui, où il se seroit brisé, s'il ne lui eût servi de guide pour le pilotage. La reine en sortit la coiffe levée. Ce fut alors que le capitaine qui la reconnut, tomba en pamoison d'étonnement. La première parole qu'il dit, quand elle lui fut revenue, ce fut : *Madame, je serai pendu à mon retour.* La reine fut conduite dans une maison bourgeoise pour son logement, M. de Charost ne pouvant lui donner autre chose, dans l'état de précipitation avec lequel il fallut la recevoir. En s'asseyant dans un fauteuil qu'on lui offrit, elle dit : *Il y a plus de trois mois que je n'ai été ni si bien, ni en repos, ni en sûreté pour ma vie et pour celle du prince de Galles mon fils.* Elle fit venir le capitaine du passage, adoucit ses craintes et son chagrin par des honnêtetés, en paroles et en guinées, si bien qu'il lui protesta que, quand il l'auroit

connue, quoiqu'il y allât de sa vie, il auroit fait son devoir. Il est resté plus de vingt jours en France, sans oser repartir pour Londres.

Après avoir un peu respiré, la reine d'Angleterre a demandé du papier et des plumes pour écrire à notre invincible monarque. Elle l'a fait en ces termes.

SIRE,

« Une pauvre reine fugitive et baignée dans » ses larmes, n'a pas eu de peine à s'exposer » aux plus grands périls de la mer pour venir » chercher de la consolation et un asile auprès du plus grand et du plus heureux monarque du monde. Sa mauvaise fortune lui » procure un bonheur que les nations les plus » éloignées ont ambitionné. La nécessité n'en » diminue rien, puisqu'elle en fait les lois, » et que c'est par une estime singulière qu'elle » vient lui confier tout ce qu'elle a de plus » précieux dans le monde, la personne du » prince de Galles son fils. Il est encore trop » jeune pour en partager avec elle la juste reconnoissance; elle est toute entière dans » mon cœur, Sire, et je me fais un plaisir, au

» milieu de tous mes chagrins, de vivre à » l'ombre de votre protection ».

Signé, LA REINE D'ANGLETERRE.

La reine est presque seule dans son appartement ; elle a passé sa seconde nuit en France bien plus tranquillement que les précédentes. Elle a reçu deux courriers, dont le dernier, frère de milord Schelton, l'a assurée avoir baisé la main du roi samedi au soir, quand il s'embarqua pour la seconde fois dans une meilleure barque. Elle fait tous les jours des prières régulières ; elle y emploie six heures chaque jour, ne les interrompant que par des visites fréquentes au prince de Galles, à qui elle donne toutes ses assiduités. Elle est allée dans l'église cathédrale, à Beauvais, empêchant des cérémonies qu'on vouloit lui faire, comme en 1650, en pareille occasion, à la feue reine d'Angleterre sa belle-mère. En y entrant, elle s'écria : *Ah ! la belle église.* M. l'évêque de Beauvais lui dit qu'elle se distinguoit encore moins par l'élévation et la beauté de son édifice, que par le mérite du chapitre qui la desservoit. La reine lui dit : *Monseigneur, vous en êtes le chef.* Elle al-

la l'après-dîner aux Filles de Saint-François, me disant en chemin que depuis long-temps elle n'avoit pas reçu de si vrais témoignages de dévoûment et de zèle. Je profitai de sa conversation, et de la familiarité dont elle honora les religieuses. Elle dit que la chute du trône et de sa fortune, ses fatigues, ses dangers lui avoient moins coûté que sa séparation du roi son mari, et l'incertitude de son sort. Sa piété encore plus ardente que celle de la duchesse de Modène, et de la feue princesse de Conti, nous édifia. Elle ajouta : *Si le roi avoit voulu feindre en matière de religion, ou en prendre une autre que celle des catholiques, il auroit été le plus heureux prince, et le plus aimé qui ait régné en Angleterre ; mais*, dit-elle, IL VAUT MIEUX ÊTRE MALHEUREUX. Elle parle français aussi-bien que Madame, hormis cet accent qu'elle a plutôt emprunté de l'anglais qu'elle ne l'a retenu de l'italien. En cas de besoin, elle s'expliquoit en latin. Elle a beaucoup acquis par la lecture ; sa taille est aussi fine à proportion que la vôtre ; mais plus grande. Elle a le visage fort long et fort maigre ; cela peut n'être pas naturel ; car les troubles où elle est depuis trois mois, l'ont réduite apparemment

en cet état, plutôt que la prétendue et fausse grossesse qu'on lui a attribuée en Angleterre et en France. Quand elle est partie ce matin, après avoir entendu une seconde messe, elle s'est presque mise à genoux devant M. l'évêque de Beauvais, mais pour en recevoir la bénédiction. En montant dans le carrosse, elle lui dit qu'elle savoit l'estime et la distinction que le roi faisoit de lui, et qu'elle se flattoit que S. M. lui tiendroit compte de la bonne réception qu'il lui avoit faite. On ne peut pas faire une plus grande chère et plus magnifique que ses Anglais la firent chez l'évêque ; mais, en gens de leur nation. Les malheurs ne leur ôtent point l'appétit, et ce seroit pitié perdue que d'en avoir pour ces aventuriers. Ils nous racontent avec leur grand sang-froid le bouleversement de leurs affaires, et tout cela ne les empêche ni de boire, ni de manger, ni de rire. Vous dirai-je, madame, qu'un de ces messieurs, en nous parlant de la perte de ses biens et de ses charges comme d'une histoire du siècle passé, mangeoit ce matin, à son déjeûner, un poulet d'Inde, et la moitié d'un jambon? Et voulez-vous que je vous ajoute que le milord Herbert, chef de la justice, qui est la plus belle charge du royaume par l'autorité

torité universelle qu'il en retire, nous disoit en goguenardant, qu'il ne s'étoit sauvé avec la reine, tout protestant qu'il est, que parce que le milord Herbert son frère, ci-devant vice-amiral d'Angleterre, qui a pris le parti du prince d'Orange, lui avoit écrit qu'*il n'étoit qu'un misérable de servir un papiste; qu'il alloit à Londres, et qu'il seroit le premier pendu.* Ce M. Herbert nous a ajouté que son frère seroit homme à le faire comme il le lui avoit écrit. Jugez des massacres et du sang qui coule peut-être en ce moment à Londres. Il est des réflexions qui jettent la reine dans une extrême désolation, quand elle pense que ses amis répandent peut-être leur sang pour son époux, pour son fils et pour elle. C'est sans doute pour la consoler, qu'on lui a dit que son mari étoit dans un vaisseau de cinquante pièces de canon, le meilleur de son royaume; elle se flatte que le vent l'aura débarqué sur une des côtes de Normandie ou de Bretagne. Ce rayon d'espérance a changé le teint et l'air de la reine. Elle a été arrêtée au milieu de notre place par un courrier que le roi lui envoyoit, en confirmation de cette bonne nouvelle. Son petit prince y prenoit part; il nous a quitté en riant et en sautant

sur les bras de sa remueuse, et la reine lui a donné le surnom, en souriant, de *Jacques Pélerin*. Cet enfant a soutenu le voyage de terre et de mer, changeant de climat, sain et sauf, lui qu'on n'osoit changer d'appartement à Saint-James, sans la consultation des médecins.

PREMIÈRE ÉVASION

DE JACQUES II,

ROI D'ANGLETERRE.

PREMIÈRE ÉVASION
DE JACQUES II,
ROI D'ANGLETERRE.

IL EST ARRETÉ ET CONDUIT A LONDRES.

Sa Majesté Britannique tint parole à la reine. Il sortit de Londres, déguisé en valet de chambre du chevalier d'Aletz, catholique depuis quatre ou cinq ans. Arrivé à la Tamise, il y jeta le grand sceau de l'état; et comme il s'étoit confié à la première barque, elle se trouva si mal fûtée et elle prenoit tant d'eau, qu'ils se virent exposés à un naufrage certain, s'ils alloient plus loin. Après une heure de navigation dangereuse, ils vinrent à bord pour prendre un autre yacht qu'il avoit fait préparer pour la reine, en cas que celui de Granesine ne réussît pas, en attendant une seconde barque que le chevalier d'Aletz lui faisoit préparer. Le roi, débarqué et assis, fut insulté par des habitans qui lui disoient : *N'es-tu pas un papiste ?* La réponse étoit embarrassante pour un catholique romain qui ne doit pas nier ce qu'il est. Le roi dit qu'il

étoit connu de milord Tel, qui vivoit dans le voisinage, et qu'il croyoit homme sûr. Quelques-uns se détachèrent pour l'aller chercher, tandis que la canaille le maltraitoit; mais au point de lui dire qu'il étoit bien hardi d'être assis devant la compagnie, ayant une casaque si chétive. Le milord arrivé, reconnoissant le roi, se mit à genoux, et lui rendit, en apparence, de grands respects. Mais en témoignant à S. M. qu'il seroit perdu s'il facilitoit son évasion, il le retint, et il en donna l'avis à la ville de Londres, d'où la garde anglaise arriva pour le ramener; mais cette fois la populace, émue de ses malheurs, au lieu de le maudire, le reçut avec de grandes acclamations. Cet accident, et la bonne réception du peuple, jetèrent tous les partis dans les plus grandes inquiétudes; tout le plan des conjurés en fut dérangé. Deux rois sembloient arriver à Londres par deux portes différentes, pour occuper le même trône. On ne sut donc au premier moment vers lequel se diriger, à cause de la légèreté de la populace. On eût bien voulu que le roi n'eût pas été arrêté; mais la noblesse et le clergé anglican, revenus de leur premier étonnement, reprirent bientôt leur ascendant sur ce malheureux prince. Il

voulut profiter de ce retour simulé de son peuple; mais se voyant encore abandonné, il essaya de recourir à la pitié de son gendre, et de lui demander une conférence, pour concerter avec lui un accommodement. Or, le prince d'Orange étoit instruit qu'il n'étoit plus environné que de quelques ecclésiastiques romains. Il répondit à son roi et à son beau-père, en faisant arrêter son envoyé, milord Feversham, et en envoyant sa garde hollandaise investir le château de Witehal où étoit le roi, avec ordre d'expulser sa garde, et de l'en faire sortir lui-même quand il seroit sans sûreté. Il fit avancer en même temps ses troupes vers la capitale, et chargea un Italien de la maison du roi, et d'autres domestiques, de lui persuader en secret de prendre la route d'où il étoit revenu, tandis qu'il lui fit offrir publiquement le choix d'une retraite dans l'un des trois châteaux qu'il lui indiqua. Le roi préféra celui de Rochester.

Guillaume, qui avoit conduit son affaire criminelle avec tant de suite, de profondeur et de secret, ne fut point satisfait que la ville de Londres reçût ainsi son beau-père. Les seigneurs et le clergé anglican l'avoient prié de venir les défendre, de se dire leur protecteur, et de rétablir leur religion et leur monar-

chie dans un état florissant, et maintenant sans le consulter, ils rappeloient le roi Jacques : il est vrai qu'ils répondirent au prince d'Orange qu'il ne s'agissoit que d'un malentendu, d'une distraction. *Que faire du roi ?* étoit la demande de tous les partis dans cette douteuse circonstance. Voyant les troupes hollandaises s'approcher de Londres, les uns parloient de lui faire son procès, les autres, de le jeter dans un cachot, et les plus scélérats de l'empoisonner. Les plus fidèles, au contraire disoient que sa fille, princesse d'Orange, avoit tiré de son mari la promesse qu'il ne lui seroit pas fait de mal, ni attenté à sa liberté. Les plus osés proclamoient cette nouvelle consolante. En entrant dans Londres comme en triomphe, Guillaume leva les doutes. La veille de ce jour malheureux, Jacques n'ayant plus qu'un marchand de vin et un valet de chambre pour conseils, en étoit sorti par une autre porte. Des officiers français protestans, et fugitifs depuis les édits de révocation, entrèrent dans la capitale du protestantisme, à la suite de Guillaume. Les prêtres romains, et les jésuites du parti du roi en sortoient par une autre porte, essayant de s'enfuir en France, et de gagner un état ami et allié.

SECONDE ÉVASION

DU ROI JACQUES II.

IL ABORDE EN FRANCE.

SECONDE ÉVASION

DU ROI JACQUES II.

IL ABORDE EN FRANCE.

C'est le valet de chambre qui nous a dicté comment le roi se sauva la seconde fois. Il reçut d'abord une lettre assez respectueuse du prince d'Orange, par laquelle il lui marquoit que, craignant qu'à son arrivée dans Londres le peuple ne se portât à quelques insolences contre la personne de S. M., il lui conseilloit de se retirer dans un des trois lieux qu'il lui marquoit. Le roi lui répondit : qu'il prenoit volontiers le parti de la retraite ; mais qu'il ne pouvoit accepter aucun des lieux qu'il lui désignoit, préférant le château de Rochester. Les prêtres romains et les jésuites étoient alors enfuis et dispersés, et le valet de chambre qui racontoit le fait, ainsi que le marchand de vin, étoient l'unique et dernier conseil du monarque ; ils lui proposèrent cet avis, dans le dessein unique de le sauver. Le prince d'Orange agréa ce parti. Pour l'exécuter sûrement, il envoya cinquante de ses gardes à cheval, et cent de ses gardes à pied qui con-

duisirent la barque du roi dans des bateaux séparés, jusqu'à Rochester, où ils le gardèrent à vue, mais avec de grands soins. Le valet de chambre revint conférer avec le prince d'Orange à Londres (où il étoit entré avec de grandes acclamations et feux de joie, quand le roi en étoit sorti), pour lui demander un passe-port, pour lui troisième, qui contrefaisoit aisément le Hollandais, par la facilité qu'il avoit de parler la langue : encore ce valet de chambre, l'un des officiers les plus obscurs de la maison du roi, n'occupoit cette place que parce que ceux qui l'avoient eue, avoient abandonné S. M. Il pouvoit donc impunément contrefaire tel personnage qu'il vouloit, pour arriver à Guillaume. Revenu à Rochester avec son passe-port, il détermina le roi à se sauver, en lui observant qu'il n'avoit plus d'autre garde que celle du prince d'Orange, dont il étoit devenu le prisonnier ; ajoutant que le bruit commun dans Londres portoit les choses à de plus fâcheuses extrémités contre sa personne. Il fit coucher le roi le samedi, premier jour de l'an 1689, dès huit heures du soir. Il fit retirer les gardes de la chambre, les endormit ; et sur les dix heures et demie, il le fit relever, l'habilla d'un méchant sur-

tout de toile, lui mit un emplâtre au visage, une serviette sale et ensanglantée autour de la tête, et le fit sortir par une porte secrète et inconnue aux gardes, dont il avoit dérobé la clef à un valet du concierge. Le roi avoit deux montres, et quelque monnoie : c'est tout ce qu'il emportoit de ses trois royaumes.

Les trois fugitifs firent considérablement de chemin à pied dans des terres labourées. Ils les traversèrent, et prirent le premier bateau dans la rivière qui les mena, avec assez de périls, au port, je crois que c'est celui de Charnesse. Ils représentèrent le passe-port qui fut reçu, et s'accommodèrent avec le patron d'un si petit yacht, qu'ils avoient de la peine à y coucher tous les trois, n'ayant que deux hommes pour les conduire sur mer. Ils n'en eussent pas voulu davantage; car le premier compliment qu'ils leur firent, en se voyant en pleine mer, fut de présenter le pistolet au patron et à son matelot, leur ordonnant de les mener en France, et non pas en Hollande, comme ils étoient convenus, leur disant de choisir ou d'être jetés dans la mer, ou de faire une grande fortune. Le pilote, homme de composition, sur cette alternative, donna proue aux côtes de France, et aborda à

Ambleteuse, après quarante heures de navigation difficile, traversée par les vents, mais favorisée par une frégate française qui aborda au même port. Plusieurs officiers du roi déguisés, ayant quelques passe-ports, et cinquante Irlandais, cachés à fond de cale, y avoient été poussés par la même marée avec le duc de Berwich, fils aîné naturel du roi. Le roi dépêcha celui-ci à Versailles.

S. M. Britannique resta quelques jours à Ambleteuse. La réponse qu'il fit au premier compliment qu'il reçut en France fut laconique. Il dit au clergé : *Messieurs, priez Dieu pour nous : nous défendrons la cause de J. C. Il faut espérer qu'il ne nous abandonnera pas.*

Le roi se mit à table : il y fit mettre dix ou douze seigneurs avec lui, entre autres son second fils naturel qui arriva fortuitement avec un vaisseau, à Ambleteuse, quatre heures après que le roi y avoit abordé. Il invita aussi milord Melfort, le marquis d'Espani, et cinq ou six autres Français, à qui il fit apporter des couverts. Le roi se distinguoit par son habit ; il étoit d'une simple tiretaine brune ; mais il dit que l'étoffe valoit bien le surtout de toile qu'il avoit sur mer. Ce fut pendant

le premier souper que le valet de chambre dicta la manière dont il avoit sauvé le roi ; pour ne pas en oublier les circonstances.

Le duc d'Aumont, à la tête de la noblesse, alla prendre le roi, qui vint coucher à Boulogne. S. M. fit mettre à table jusqu'à son pilote qu'il a fort recommandé au duc d'Aumont. Elle entendit la messe le lendemain, déjeûna, mit un pain et une petite bouteille de vin dans sa poche, et se mit dans une chaise roulante pour aller coucher à Abbeville, jusqu'où le duc d'Aumont l'accompagna. M. de Chauvelin lui donna à dîner jeudi à Amiens, et à souper à Breteuil. Il passa hier dès cinq heures du matin à Clermont, dîna à onze à Creil, et trouva à Lusarche des relais et des hardes que le roi lui avoit envoyés. Il arriva à Saint-Germain-en-Laye, sain et sauf, après tant de périls et d'étranges aventures ; il n'avoit que les effets que le roi lui avoit envoyés, sans lesquels le roi de la Grande-Bretagne (1) n'eût pu être différent dans son extérieur d'un

(1) Louis XIV avoit offert à Jacques, quelques mois auparavant, des vaisseaux et des troupes françaises pour le secourir, quoiqu'une telle entreprise fût extrê-

homme du commun. Pour paroître devant le roi, il n'avoit pas même avec lui la marque de ses ordres.

---

mement délicate, puisqu'elle avoit pour but de réprimer la religion du pays, dans un temps d'insurrection. Cette assistance fut refusée, parce que le conseil du roi Jacques n'avoit pas encore désespéré de sa position, et parce qu'il ne voulut pas pousser à bout une nation jalouse de sa liberté que des troupes étrangères et catholiques auroient compromise. Dans le conseil du roi se trouvoient des personnes attachées à Guillaume, qui accéléroient en secret la révolution. On dit au roi qu'il falloit éviter l'inconvénient de recevoir la loi de Louis XIV, et que les mesures et les desseins du prince d'Orange n'étoient que présumés sans être connus. Jacques II refusa le secours, et l'on voit la position où il se trouva réduit en si peu de temps (*Note de l'éditeur*).

RELATION

RELATION

DE CE QUI S'EST PASSÉ

A SAINT-GERMAIN,

A l'arrivée de LL. Majestés Britanniques,
le 6 et le 7 janvier 1689.

RELATION

DE CE QUI S'EST PASSÉ A SAINT-GERMAIN,

A l'arrivée de LL. Majestés Britanniques, le 6 et le 7 janvier 1689.

Le roi notre maître qui avoit reçu le mardi au soir la nouvelle que le roi d'Angleterre s'étoit sauvé une seconde fois, fut en peine le lendemain, mercredi 5 janvier, de ce qu'il n'en recevoit pas de nouvelles. Toute la cour paroissoit dans une grande consternation ; lorsque sur le midi et trois quarts, la messe du roi étant entre l'évangile et l'offertoire, M. le Premier ayant parlé tout bas au roi, S. M. cria tout haut : *Le roi d'Angleterre est arrivé en France ; il est à Boulogne.* On ne pensa plus qu'on étoit à la messe ; et ce fut une si grande joie dans la chapelle, que le bruit des courtisans pensa interrompre le prêtre. Pendant cette confusion, Monseigneur ne put s'empêcher de dire en pleine chapelle à Madame : *Vous voyez le cœur des Français.*

Dès ce moment, la cour se livra à la plus

grande joie; on disoit que l'Angleterre étoit sauvée, et le prince d'Orange noyé.

L'entrevue du lendemain fut bien plus agréable. Le roi, partant après son déjeûner de Versailles, avoit commandé ses gardes du corps, ses gendarmes et ses chevau-légers, avec deux compagnies de mousquetaires. Ces troupes accompagnèrent S. M. jusqu'auprès de Chatou, dans un endroit où est une place ronde qui forme une étoile, où aboutissent plusieurs grandes routes. Le roi attendit là, près d'un quart d'heure, le prince de Galles. Sa voiture étant arrivée, S. M. fit la première démarche, ouvrit la portière elle-même en disant: *Il faut que je fasse ma première visite.* Il prit l'enfant dans ses bras, le baisa plusieurs fois, le caressa beaucoup, le trouva très-beau, et ferma la portière pour attendre le carrosse de la reine qui approchoit. Aussitôt que cette princesse aperçut Louis, elle mit pied à terre; et le roi l'ayant saluée, elle lui adressa ces paroles: *Sire, vous voyez une princesse malheureuse qui trouve une grande consolation dans les bontés de Votre Majesté. J'ose dire que je n'en suis point indigne, ayant toujours été très-attachée à ses intérêts.* Le roi lui répondit plus bas,

et je ne l'entendis pas. Bientôt il présenta Monseigneur et Monsieur, qui remontèrent avec le roi dans le carrosse de la reine d'Angleterre, et arrivèrent à la porte du château de Saint-Germain, sur les quatre heures et un quart. Le roi descendit le premier du carrosse, prit soin lui-même de ranger le sac, donna la main à la reine, et la conduisit dans son appartement, qui est celui de la feue reine notre maîtresse. Cet appartement est magnifiquement meublé. On conduisit ensuite le prince de Galles dans le sien, qui est celui de M. le duc de Bourgogne. Bientôt le roi introduisit cette princesse dans un cabinet, où ils furent ensemble environ une heure et quart, et de là il la conduisit dans l'appartement du prince de Galles, où il la laissa, et s'en retourna à Versailles.

Le lendemain, vendredi 7 janvier 1689, le roi, après avoir envoyé un gentilhomme au roi d'Angleterre qui avoit trouvé les carrosses de S. M. à Clermont, pour le prier d'aller tout droit à Saint-Germain, partit à cinq heures et un quart. Il fut chez la reine qui le reçut au lit. A six heures trois quarts, le roi d'Angleterre, éclairé d'un très-grand nombre de flambeaux, s'avançoit : M. le Premier

étoit avec lui, le chevalier de Saint-Deaude, lieutenant des gardes du corps, avoit été nommé par le roi pour servir auprès de sa personne. Il reçut le roi Jacques à la descente de son carrosse, et se mit en fonction. Après avoir traité cet officier avec des marques d'une très-grande bonté, le roi d'Angleterre, rencontrant M. de Lauzun, l'embrassa des deux côtés, et lui dit : *Voilà un bon ami que je suis bien aise de revoir ici.* Il monta l'escalier, et trouva le roi de France à la porte de la salle des gardes. Le roi d'Angleterre se baissant, plia un peu le genou ; le roi se baissa autant que lui, le retint, l'embrassa tendrement et à plusieurs reprises, si bien, qu'on compta qu'il l'avoit baisé dix fois. Notre roi lui dit : *On ne peut avoir plus de joie que j'en ai de voir que V. M. est ici.* Après toutes les embrassades, Louis dit au roi d'Angleterre : *Ne perdons pas de temps : montons ; la reine brûle d'impatience de voir V. M.* Il le prit par le bras, et le conduisit dans la chambre de la reine, lui donnant toujours la droite, ce que le roi d'Angleterre refusoit d'accepter ; mais le roi lui ayant témoigné qu'il le souhaitoit, il ne fit plus de difficultés de la prendre.

Jamais le roi notre maître n'eut tant de graces, tant de majesté, et tant de grandeur dans toutes ses actions, en même temps plus de joie qu'il en paroissoit sur son visage. Après que LL. MM. eurent demeuré environ un quart d'heure dans la ruelle du lit de la reine, on envoya chercher le prince de Galles; et comme on ne put l'avoir, parce qu'on le remuoit, les deux monarques allèrent de suite pour le voir dans son appartement. Le roi Jacques versa quelques larmes sur cet enfant. Louis, attendri, le ramena auprès de la reine, et s'en retourna a Versailles, après avoir été une demi-heure environ avec S. M. Britannique.

Louis fit donner à la reine six mille pistoles qui furent remises dans une cassette, placée dans son cabinet le jour qu'elle arriva; dix mille autres pistoles furent mises dans celui du roi le lendemain.

J'ai été témoin oculaire de l'arrivée de la reine, et de l'entrevue des deux Majestés. J'oublois de vous dire que la reine voyant les troupes de la maison du roi qui accompagnoient S. M., lui dit : *Sire, voilà les plus belles troupes du monde; mais ce que je trouve de plus beau, c'est leur fidélité pour*

V. M. Cela nous a paru fort à propos ; car c'est ce manque de fidélité qui nous la fait voir ici.

Le roi d'Angleterre fut samedi à Versailles ; le roi fut au-devant de lui au-delà de Sa... Les deux rois furent deux heures renfermés ensemble ; ensuite le roi l'amena chez madame la dauphine, où LL. MM. furent un bon quart d'heure ; il y avoit un grand nombre de dames. Le roi d'Angleterre l'ayant quitté au sortir de là, fut rendre visite de son chef à Monsieur et à Madame, après quoi il retourna à Saint-Germain.

Pendant que le roi a demeuré à Saint-Germain, il a été fort souvent à Versailles, où il a trouvé auprès du roi toutes sortes de conseils, de consolations et d'avis. Il vint à Paris avant de partir pour repasser en Irlande. Il fut à Notre-Dame le vendredi 25 février 1689; il y entendit la messe dans le chœur, et communia des mains de M. l'abbé Parfait. Il fut après chez monseigneur l'archevêque, et alla dîner chez M. le comte de Lauzun, auquel il avoit donné le même jour au matin l'ordre de la Jarretière. Après dîner, il alla voir les religieuses Anglaises des Fossés-Saint-Victor, et Monsieur au Luxembourg.

DESCENTE

DE JACQUES II

EN IRLANDE.

DESCENTE
DE JACQUES II
EN IRLANDE.

Le roi d'Angleterre partit le lundi 28 février, pour aller en Irlande où sa présence étoit nécessaire. Il fut coucher, accompagné de quantité d'officiers que le roi lui donna pour son conseil, à Orléans, où il logea chez M. de Creil, intendant, qui avoit été au-devant avec les habitans en armes, hors de la ville. Il fit mettre à table, avec lui, la femme de M. l'intendant qu'il baisa sur la joue, et d'autres dames; le lendemain, il fut coucher à Tours, et arriva à Brest. Il descendit en Irlande avec quatorze vaisseaux de guerre que le roi lui avoit donnés, et sept brûlots, où il trouva un royaume fidèle et catholique, gouverné par le comte de Tirconel. Le roi lui a toujours fourni l'argent qu'il lui a fallu. Il a passé la mer comme par miracle, sans donner aucun combat, quoiqu'il y eût beaucoup de vaisseaux anglais postés pour l'empêcher de passer.

Le roi d'Angleterre, en arrivant, dit au comte de Tirconel : *Je ne suis pas présentement en état de reconnoître votre fidélité ni votre valeur ; mais voilà un présent que le roi de France vous envoie.* En même temps, il lui donna dix mille pistoles, et une épée garnie de diamans, le fit duc lui et toute sa postérité, qui dès la naissance en portera le titre. Sa fidélité, son intrépidité et son courage lui avoient conservé ce royaume. Quelques villes qui tenoient le parti du prince d'Orange se rendirent; mais Londonderi, au nord de l'Irlande, lui résista : c'est une place très-forte devant laquelle il mit le siége. Comme il n'avoit pas les choses nécessaires pour le presser, il tint long-temps devant la place, et réduisit les assiégés à manger des chiens, des chats, des chevaux, et leva le siége. Il assembla un parlement en Irlande, à Dublin.

Pendant la première campagne, il ne s'est rien passé de considérable entre son armée et celle de Schomberg, qui commandoit l'armée débarquée pour le prince d'Orange. Les flottes, de part et d'autre, évitoient le combat; les troupes d'Ecosse étoient purement observatrices. Guillaume passa en Irlande. Le roi

hasarda une bataille, et la perdit complètement, et avec elle ses trois royaumes.

Telle fut en Angleterre la fin de la maison de Stuart; elle ne fit plus que des tentatives malheureuses depuis la bataille de la Boine. Guillaume III avoit déclaré la guerre à la France le jour qu'il accepta la couronne : c'est le portrait de ce célèbre usurpateur (1) qui

---

(1) L'étude des mémoires du parti opposé apprend que, si Jacques II avoit su profiter de l'enthousiasme inattendu du peuple touché de ses malheurs, quand il rentra dans Londres, il eût opposé à Guillaume de grandes difficultés. Le génie versatile de la populace, et les réflexions de la partie éclairée et paisible des habitans de Londres pouvoient être dirigés, dans cette circonstance, contre un prince qui venoit donner aux Anglais une monarchie dont ils ne connoissoient pas le caractère. Mais Jacques II ne sut ni plier, ni négocier, ni se montrer avec la dignité d'un caractère. Rentré dans ses foyers, il demandoit des satisfactions en faveur des catholiques qu'on avoit insultés, et des ambassadeurs qu'on avoit pillés. Les catholiques et les jésuites furent de nouveau son conseil, eux qui l'avoient induit par un zèle ardent et si déplacé en Angleterre, au milieu des factions. Le parti secrètement agitateur, qui travailloit pour Guillaume, et qui avoit cessé d'agir quand il crut Jacques embarqué, voyant le retour des catholiques, se réveilla, et la nouvelle, vraie ou

va nous occuper, ainsi que l'histoire de ses campagnes contre la France.

---

fausse, que le jésuite Peters étoit rentré au conseil avec le roi, donna soudain au génie du peuple une autre tournure.

En France, nous avons entendu quelques cris d'agitation qui décomposoient spontanément la révolution croissante, et la révolution quand elle périclitoit. Ces deux mots, *les Cordeliers se relèvent*, prononcés par les royalistes et circulant avec rapidité, ont mis un jour le directoire en péril, et accéléré d'autres événemens (*Note de l'éditeur*).

PORTRAIT

DE

GUILLAUME, PRINCE D'ORANGE,

ROI D'ANGLETERRE,

Auteur principal de la Ligue d'Ausbourg, contre Louis XIV;

Extrait du porte-feuille du Maréchal duc de Villars.

PORTRAIT

DE

GUILLAUME, PRINCE D'ORANGE,

ROI D'ANGLETERRE,

Auteur principal de la Ligue d'Ausbourg, contre Louis XIV;

Extrait du porte-feuille du Maréchal duc de Villars.

Il ne suffisoit pas au prince d'Orange, pour mériter le nom de grand homme, de se voir assis sur le trône d'Angleterre; il falloit que par des actions personnelles il méritât de porter ce titre bien ou mal acquis.

Avoir eu l'adresse de se faire offrir la couronne d'Angleterre, puisqu'on ne peut appeler conquête ce qui n'a coûté, ni combats, ni sang répandu, est le plus grand bonheur qui soit jamais arrivé à un homme qui n'eut besoin que de savoir garder son secret pour réussir. Il n'y a pas même lieu d'être surpris que l'auteur de l'entreprise et ses complices aient pu garder le secret, puisqu'il étoit convenu que la couronne en seroit le prix pour

le prince, tandis que ses complices étoient bien instruits qu'ils ne pourroient le découvrir, sans s'exposer au dernier supplice.

On peut donc assurer que le hasard, la rebellion, la religion protestante, et la situation des affaires ont porté, sans coup férir, le prince d'Orange sur le trône d'Angleterre, et que pour s'y placer, il a fallu seulement qu'il se soit prêté à la fortune qui a pris le soin de le conduire.

Il falloit en Europe un chef à l'eglise protestante qui alloit être réduite aux abois, à l'époque de l'avénement de Guillaume au trône d'Angleterre; et si la jalousie de quelques princes catholiques (1) contre le roi ne les eût ligués avec Guillaume pour se soutenir, ce prince eût régné fort obscurément dans son île. Cette jalousie fut si outrée, qu'elle alla jusqu'à vouloir réprimer le mérite que le roi se faisoit auprès de Dieu, en travaillant à l'abaissement bien motivé de la religion protestante européenne.

La plupart des princes catholiques, il est vrai, plus sages et plus religieux, n'ont pu voir avec indifférence cette ligue de princes

(1) Du pape, de l'empereur, de l'Espagne, du duc de Savoie, du roi de Pologne Sobieski, etc.

catholiques avec Guillaume. En effet, on avoit besoin en Angleterre d'un chef, sous le nom duquel on pût agir en Europe ; et comme il eût été honteux à un prince catholique de se mettre à la tête de la ligue, puisqu'il falloit commencer par détruire la religion catholique en Angleterre ; la ruine de Jacques fut résolue. La ligue d'ailleurs étoit très-puissante, et, comme il n'étoit rien qu'elle ne pût se promettre de ses forces, il n'étoit pas nécessaire pour elle de choisir un génie supérieur. Le prince d'Orange avoit à souhait tout ce qu'il pouvoit désirer pour l'entreprise. Les Hollandais étoient en sa disposition. Les autres, dans la pensée que l'union de la France et de l'Angleterre, alliée de la maison de Stuart, étant rompue, la France ne pourroit jamais résister à ses ennemis, se promettoient de réduire le roi, et d'empêcher l'exécution de ses plans. Enfin, on peut dire qu'au commencement de la ligue, que le prince d'Orange a réduite à l'extrémité par sa mauvaise conduite, il étoit maître à peu près de l'argent et des forces de l'Europe. Les états protestans que le roi avoit tant envenimés par la révocation de l'édit de Nantes, avoient fait de Guillaume leur idole, non qu'ils le crussent

de leur religion. Etoit-il possible d'en avoir une, et d'oser porter les crimes jusqu'où il les a poussés ? mais c'étoit assez qu'il affectât de paroître protestant, et qu'avec des forces suffisantes, il eût la volonté de faire la guerre au roi. En livrant de rudes assauts à la religion catholique, tout lui étoit favorable, et jusqu'à tel point, que si quelque chose avoit dû le chagriner, c'étoit de ne pouvoir contribuer à son élévation qu'en abandonnant son nom et sa personne à la fortune qui lui avoit applani tous les chemins, et qui l'entraînoit sur le trône, avec la rapidité dont elle se sert quand ses succès ne doivent point avoir une longue durée.

Le secret ayant été l'ame de cette affaire qui éclata tout d'un coup, on fait l'honneur au prince d'Orange de croire qu'il avoit fait mouvoir bien plus de ressorts qu'il n'en avoit fait agir ; mais la prompte élection de ce prince, sans aucun obstacle, fit voir qu'elle ne pouvoit lui avoir coûté que des souhaits. Se voyant à la tête de la plus grande partie des forces de l'Europe et de ses souverains, par le commandement qu'ils lui laissoient avec le pouvoir de résoudre et d'agir, il pouvoit faire des actions capables de lui mériter le nom de

Grand que lui donnoient déjà ceux qui l'avoient élevé. Il pouvoit, avec le secours de toute l'Europe, se rendre maître de tout ce que son ambition auroit pu le porter à envahir. Il pouvoit se répandre comme un torrent chez ses ennemis et conquérir. Cependant il n'a réussi dans aucune de ses tentatives pour la ligue. Comme capitaine, il n'a pu accabler ses ennemis ni par le nombre, ni par adresse; mais il a fait quelque chose de plus surprenant, et pour ainsi dire d'incompréhensible: il a gâté les dispositions favorables où étoient pour lui toutes les affaires de l'Europe, et déshonoré la puissance de presque tous les souverains qui s'étoient ligués avec lui.

Quand les alliés eurent formé la ligue, la France, qui ne vouloit point troubler le repos où elle avoit conduit l'Europe, n'étoit point armée. Si les alliés avoient eu un chef prudent et habile, ils auroient pu faire la conquête de Philisbourg, du Palatinat, de la Savoie, Mons et Namur, et remporter plusieurs autres avantages dont on ne dit rien; mais comme on n'a rien fait que par les ordres du prince d'Orange ou en sa présence, comme il a été l'ame qui a fait mouvoir ce grand corps contre le roi, on a fini, après l'avoir mis en

état de tout entreprendre, par lui reprocher d'avoir mal répondu à l'attente avantageuse qu'on avoit de lui. Aussi quand il avoit été nécessaire de se battre, il s'occupoit des siéges; et quand il falloit prendre des villes, il hasardoit des batailles.

Les ennemis n'avoient perdu aucun poste en Flandre depuis le commencement de cette guerre. Sitôt que Guillaume y parut, ce ne fut que pour y voir prendre Mons. Il a été en Angleterre, et il en a fait venir de nouvelles forces; mais il semble qu'il n'ait voulu les avoir, qu'afin de laisser prendre Namur avec plus de honte. Pour l'affaire de Mons, amis et ennemis, tout en a parlé, et ce n'a pas été à sa gloire. La perte de cette place lui devoit faire prendre de justes mesures pour empêcher celle de Namur; il le pouvoit, sans rien faire qui fût au dessus de la portée du moindre génie. Le roi ne s'étant point mis en campagne avant le temps ordinaire de l'ouvrir, il devoit en ne suivant que l'usage des armées de Flandre, s'y mettre aussitôt que ce monarque; cependant Namur se trouve assiégé avant qu'on lui voie dix mille hommes ensemble; la ville est prise avant qu'il en ait trente-cinq mille, et le reste s'assemble pen-

dant qu'on poursuit le siége du château. Quand il se voit à la tête de cent mille hommes, il menace et n'agit point, quoique les forces du roi soient divisées, et qu'il eût un prétexte pour risquer, puisqu'il auroit pu empêcher, et prendre Namur en gagnant une bataille; mais sitôt que les forces de S. M. sont unies, il n'y a plus de siége à faire lever; et quand le gain d'un combat lui apporteroit moins d'utilité, il ne manque pas à l'engager le 3 août 1692, afin d'en avoir perdu de toutes les sortes. Lorsqu'on donna la bataille de Flenoux, les deux partis avoient de la cavalerie et de l'infanterie; il n'y avoit à l'affaire de Leuze que de la cavalerie contre de la cavalerie, et dans celle du 3 août, l'infanterie seule a combattu contre l'infanterie, il falloit ce dernier combat pour le convaincre qu'il sera toujours battu de quelque manière que ce soit; et ce qu'il y a de chagrinant pour lui dans cette dernière affaire, c'est qu'il étoit fort persuadé que, si la cavalerie ne pouvoit tenir contre la nôtre, son infanterie étoit si supérieure, que la nôtre ne pourroit tenir contre la sienne, et c'est ce qui lui a fait hasarder si légèrement ce dernier combat, parce qu'il n'avoit que de la préventoin contre notre infanterie

sans certitude qu'elle dût mal faire ; un plus habile homme que lui auroit fait réflexion, que, si les Français font quelque prise, c'est rarement en reculant, et qu'une nation aussi belliqueuse que la Française, secondée des Suisses seulement, qui semblent ne respirer que dans la guerre, devoit triompher d'un corps composé de tant de nations ; où l'union des parties ne peut que très-difficilement être parfaite. La plus grande partie de l'infanterie du prince d'Orange a combattu contre la moindre partie de la nôtre. Lorsqu'ils ont résolu le combat du 3 août, sans avoir communiqué son dessein à personne, il fit le 2 août un détachement de son armée, qu'il envoya du côté de Namur, afin d'ôter les soupçons qu'on eût pu avoir de son dessein. Il ordonna aussi un grand courage pour le jour du combat, et le soir, pour se préparer à marcher la nuit pour venir à nous, il fit assembler l'état-major ; il l'assura que la victoire étoit certaine, qu'il connoissoit le terrain, et qu'il ne resteroit pas dix mille hommes ensemble à M. de Luxembourg. Il en étoit si persuadé, qu'il fit suivre toutes les tentes, ne doutant pas qu'il ne dût camper le lendemain dans le camp de ce général. Il fit prendre le devant à douze

mille hommes de troupes choisies, et il partit six heures après à la tête du reste de l'armée, et se rendit au rendez-vous qu'il avoit donné aux douze mille hommes ci-dessus. Il fut surpris de ne les y pas trouver. Il les fut chercher jusqu'à un village où il y avoit de nos troupes, et rejoignit son armée sans les avoir trouvés; il crut que nous les avions peut-être défaits. Il tint un grand conseil de guerre pour délibérer s'il continueroit sa marche pour nous attaquer. Les députés des Hollandais opinèrent à ne point combattre; le prince d'Orange fut du même avis; mais il ne l'appuya pas si fortement. L'électeur de Bavière soutint avec opiniâtreté qu'il falloit donner la bataille, et dit que le peuple de Bruxelles demandoit ce combat, croyant que c'étoit le seul moyen d'éloigner les Français de leur ville. Il y avoit si long-temps qu'il crioit *bataille*, qu'il fut déféré à son sentiment; et dans ce moment les douze mille hommes parurent : ils furent égarés par les guides qui les avoient ramenés au camp d'où ils étoient partis et d'où ils revenoient. Le prince d'Orange dit à ses troupes qu'il abandonnoit au pillage tout le camp des Français, et qu'ils trouveroient de quoi s'enrichir à jamais dans le quartier des

troupes de la maison du roi. Quinze jours avant ce combat qu'il avoit résolu de donner pour satisfaire l'électeur de Bavière et les peuples qui faisoient même des avanies à ses gens dans les villes de Flandre, et pour donner quelque cause aux reproches qu'il se faisoit à lui-même de n'être jamais venu dans les Pays-Bas que pour voir prendre des places, il résolut d'ordonner que son infanterie n'auroit qu'un drapeau par bataillon et il l'ordonna la veille du combat. Il se souvenoit que ses drapeaux avoient été vus souvent à Paris, tant après la bataille de Cassel qu'après celle de Fleurus: il avoit même ses raisons pressantes, comme cette guerre ne se fait que pour lui, quoiqu'il tâche de persuader le contraire à ses alliés, la politique demande qu'il déguise tous les bonheurs qui lui arrivent en Angleterre et en Hollande, et généralement à tous ceux de son parti, afin de pouvoir les tenir toujours armés, pour empêcher que le roi d'Angleterre ne remonte sur son trône, à quoi les alliés tant protestans que catholiques travaillent avec honte, et sans aucun avantage, pour eux. Aussi lorsqu'il s'agit de les aveugler, et de leur faire sacrifier leurs biens, leur vie, et leur gloire pour son avantage,

on a lieu de dire du prince d'Orange qu'il est le premier homme du monde. Il ordonna encore la veille du combat secrètement que ceux qui se verroient hors d'état de conserver les drapeaux eussent à les déchirer plutôt que de les abandonner. M. de Luxembourg avoit assez d'espions ; mais on ne put l'avertir de la marche du prince d'Orange ; ils furent pris et pendus, et entre autres un qui s'étant introduit parmi les domestiques de M. l'électeur de Bavière qui l'avoient trouvé si agréable par son enjoûment, qu'ils le firent connoître à leur maître qui lui avoit fait même plusieurs libéralités. Cet espion parloit plusieurs sortes de langues ; mais ayant été découvert pour ce qu'il étoit, il fut aussi pendu. Le prince d'Orange étoit persuadé que son infanterie étoit de beaucoup supérieure en bonté à celle de France et plus nombreuse, il voulut que l'infanterie de M. de Luxembourg eût seule part au combat. Il se souvenoit de celui de Leuze et craignoit que, si l'affaire devenoit générale, sa cavalerie intimidée ne lâchât pied. Il pensoit juste ; car notre cavalerie étoit supérieure en nombre et bonté. Il ne lui suffisoit pas de bien connoître le terrain, comme il disoit, il falloit qu'il fût propre à être attaqué, et qu'il ne fût

pas coupé de haies, de fossés et de ruisseaux qui faisoient qu'un sage capitaine l'eût trouvé inattaquable. Il vouloit risquer; mais il auroit mieux fait de risquer le tout pour le tout, comme il avoit dit qu'il le feroit à Namur. On ne l'auroit point alors blâmé quand il auroit été battu, puisque sa gloire, ses alliés, l'intérêt de la ligue, et tous les peuples de Flandre demandoient qu'il hasardât un combat pour conserver cette place. Il n'eût point été alors garant de l'événement, comme il le doit être pour en avoir voulu donner un sans nécessité, et sans qu'il lui en pût revenir nulle utilité; mais seulement un peu de gloire d'avoir affoibli une armée, qui, quelque avantage qu'il eût pu avoir, devoit, après le combat, être encore aussi nombreuse que la sienne. M. de Luxembourg, sitôt qu'il fut arrivé à Houds près d'Enghien, envoya plusieurs partis pour apprendre des nouvelles de l'armée du prince d'Orange. M. le duc du Maine les alla reconnoître dans leur camp proche de Notre Dame-de-Hall, où ils avoient la droite. Leur corps de bataille étoit à Brance-le-Château, et leur gauche à Bois-Seigneur-Izaac. Il remarqua qu'ils faisoient des passages. Cela ne faisoit pas assez d'effet pour deviner où le prince

d'Orange vouloit tourner. On sut qu'il avoit fait tenir cinq ou six mille prisonniers et rien davantage. Le prince d'Orange n'ayant point déclaré son dessein à personne, M. de Luxembourg étoit campé avantageusement, sa droite étoit à Strinkerke, sa gauche à Erindes, le centre et le quartier général à Houïr, à un quart de lieue d'Enghien, et le corps de réserve à Mark. M. de Luxembourg avoit envoyé divers partis le samedi 2 août pour reconnoître les ennemis et leurs desseins. Voici ce que dit M. de Tacy qui en commandoit un.

«M. de Luxembourg me donna la veille du combat soixante carabiniers et quelques dragons, avec ordre d'aller sur le camp des ennemis. Je me rendis fort près de leur camp à la pointe du jour du combat, et comme j'appréhendois qu'ils ne dérobassent une marche à M. le maréchal du côté de Ninoue, où il y avoit apparence qu'ils devoient aller, je n'avois attention que de ce côté-là; mais regardant autour de moi par curiosité, je découvris une grande colonne de cavalerie qui marchoit à la petite pointe du jour à la sourdine droit à Enghien où est notre camp. Ne croyant pas qu'ils eussent envie de marcher à nous, je m'avançai de plus près, et vis que c'étoit l'ar-

mée du prince d'Orange : j'écrivis à M. le maréchal ; je fis ensuite un prisonnier, qui me dit que le prince d'Orange faisoit marcher son canon. Je ne doutai plus de son dessein, j'écrivis encore à M. le maréchal ; en lisant cette lettre, il reçut des avis de sa droite que l'on découvroit les ennemis. Le prince d'Orange avoit envoyé ses bagages à Bruxelles ; le deuxième et troisième il partit de son camp à deux heures du matin. Il arriva à sept heures du matin sur des hauteurs à un quart de lieue de nous. On croyoit qu'ils ne venoient que fourrager, comme en effet ils en firent mine. La droite de notre armée où s'est fait l'attaque étoit fermée par un petit ruisseau et bordée de marais au devant de Strinkerke. M. de Luxembourg fait mettre son armée en bataille, avoit disposé ses troupes de manière qu'il pouvoit renforcer sa droite où devoit arriver le plus grand choc, de sorte que la ligne qui faisoit tête aux ennemis étoit soutenue de quatre autres lignes d'infanterie doublées derrière elle. La cavalerie de la droite, qui se mit en bataille derrière l'infanterie, étoit tantôt sur une, deux ou trois lignes, selon que le terrain le pouvoit permettre.

Les ennemis ne commencèrent à canonner qu'à neuf heures au matin, et les deux armées

ne furent rangées tout-à-fait qu'à deux heures. Les Anglais et les Danois firent l'attaque. Le feu fut grand ; ils étoient supérieurs à nous, avantageusement postés, et notre canon n'étoit pas encore arrivé. Les vieux officiers disent qu'ils n'ont jamais vu de feu semblable ; cependant nos troupes tinrent ferme. M. de Luxembourg étant avec tous les princes et M. le duc de Montmorency avec M. le comte de Luzasviots poussèrent ou étoit ce grand feu, et ce fut là où M. le duc de Chartres reçut deux coups aussi favorables que glorieux, et que M. le marquis de Tillades fut blessé. Les ennemis avoient un grand avantage, parce qu'ils s'avançoient à la faveur de leur canon. Ce qui fit que M. le marquis de Rochefort abandonna son poste et six pièces de notre canon qui venoient d'arriver ; il fut pourtant ferme jusqu'à ce qu'il eût eu quelques régimens de renfort. Cependant les ennemis, après avoir éssuyé une décharge de notre canon à bout touchant, nous en prirent encore six pièces au devant desquels ils mirent des chevaux de frise. M. le prince de Conti fut un moment seul l'épée à la main auprès de notre artillerie. M. de Vendôme lui mena deux bataillons suisses qui ne purent arrêter les ennemis, M. de

Poliv et deux des huit bataillons firent des choses si surprenantes et essuyèrent un tel feu des ennemis, que ces deux bataillons n'en firent plus qu'un. On n'a jamais vu une intrépidité plus surprenante que celle de M. Poliv; mais ceux qu'il commandoit avoient l'exemple des princes qui les animoit. Dans ce moment on cessa de tirer et on fut aux ennemis l'épée à la main. M. Bonejean y fut avec sa brigade des gardes, qui chassèrent les ennemis, regagnèrent le terrain, et le canon qu'on avoit perdu, en faisant d'eux un horrible carnage. Tous les princes et seigneurs demeurèrent toujours à la tête des gardes l'épée à la main, et passèrent les haies et les défilés. Les ennemis abandonnèrent dix pièces de leur canon; deux autres furent trouvées dans la boue après le combat; ceci se passa à l'aile droite. M. de Boufflers avec les dragons, après un rude combat l'épée à la main, chassa aussi les ennemis. M. Dumontal, M. le duc d'Elbœuf, M. de Mailly et M. d'Alègre y étoient; et ce fut là que M. le prince de Turenne, fils de M. de Bouillon, fut blessé, lequel mourut le lendemain.

Les ennemis firent mine d'attendre encore nos troupes jusqu'à la portée du pistolet, puis s'enfuirent

s'enfuirent, et se retirèrent pourtant en assez bon ordre; ils étoient sur trois colonnes, ils laissèrent, pour n'être point embarrassés, leurs tentes et leurs chevaux de frise.

Pendant le combat, on surprit un courrier que le prince d'Orange envoyoit au gouverneur d'Ath, auquel il mandoit que, sur les avis qu'il avoit eus que l'armée de M. de Luxembourg manquoit de canon et qu'il avoit jeté son infanterie dans plusieurs places, il alloit nous attaquer, et que, comme il étoit presqu'assuré de nous battre, il n'avoit qu'à prendre ses mesures. L'infanterie et l'artillerie de M. de Boufflers n'arrivèrent qu'après l'action; on auroit infailliblement défait toute l'armée ennemie sans la nuit qui survint; mais les ravines, les bois et les défilés la sauvèrent. M. de Boufflers coucha sur le champ de bataille, ce qui, avec le canon, les dragons et les prisonniers, marque une pleine victoire.

De dix canons que l'on a pris aux ennemis, il y en a quatre de six livres de balles et six de trois livres, deux aux armes du prince d'Orange, deux à celles d'Angleterre, deux à celles des alliés, et quatre à celles d'Hollande; et les deux embourbés avec huit drapeaux seule-

ment; le reste ayant été perdu. Ils n'en avoient d'ailleurs qu'un par bataillon. On a trouvé jusqu'à quarante corps morts l'un sur l'autre, et à cent pas de là, quatre-vingts auprès d'un colonel. Les chemins et les fossés en étoient tellement comblés, qu'ils fermoient le passage en plusieurs endroits. Ils ont perdu près de douze mille hommes, suivant même une liste qui vient de Bruxelles. Il y a environ mille quatorze cents prisonniers, par lesquels on a appris que le prince d'Orange avoit fait dire à toutes ses troupes que notre armée étoit extrêmement fatiguée, qu'il y avoit quantité de malades, que notre infanterie ne valoit rien, qu'elle étoit affoiblie de plus de cinquante mille hommes, et que nous fondions toute notre espérance sur notre cavalerie et sur la maison du roi; qu'il n'y avoit rien de si aisé que de nous battre dans l'endroit où nous étions, et qu'il n'y avoit qu'à nous attaquer avec vigueur, dans le temps que notre artillerie n'auroit pas joint, pour nous tailler en pièces avant qu'elle fût arrivée. Ils se fondoient beaucoup sur un renfort considérable des troupes d'Hanovre et des alliés, qui étoient venues d'Angleterre. On a pris plu-

sieurs charriots. M. de Boufflers envoya deux cents louis d'or aux soldats, aux gardes, et fut voir tous les officiers blessés.

Comme on ne put enlever tous nos blessés le même jour, on les pansa et on leur promit de les venir querir le lendemain. Trois cents des ennemis blessés se traînèrent parmi les nôtres; on ne vouloit pas les enlever, disant à M. de Chartres (1) que c'étoient des ennemis; mais ce prince leur répondit qu'il ne connoissoit point d'ennemis à moins qu'ils n'eussent l'épée à la main; et ils furent emmenés. Il fit donner de l'argent à tous les officiers blessés qui en avoient besoin.

Lorsque les ennemis accabloient par le grand nombre les Suisses qui étoient pressés de reculer, M. le prince de Conti prit un drapeau de leur bataillon en le tenant d'une main et son épée de l'autre, et leur dit. « Messieurs, » je vous crois trop braves pour m'abandonner dans une pareille occasion; et si vous » m'abandonnez, je suis résolu de demeurer » seul ». Ce fut alors qu'on gagna le canon des ennemis. Il a eu la vie sauvée, parce que son

(1) Depuis régent de France (*Note de l'éditeur*).

cheval se cabra dans le moment qu'un boulet passoit effleurant son chapeau ; il eut deux chevaux tués sous lui. Enfin toute l'armée dit qu'il sembloit que l'ame du Grand Condé animât ce prince et M. le duc de Bourbon.

On ne sait pas véritablement où étoit le prince d'Orange ni l'électeur de Bavière pendant l'action ; il est très-certain qu'ils étoient fort éloignés du péril. Le prince de Wirtemberg est celui qui a le plus agi. Les ennemis ne sont pas si en peine de ce qu'ont fait nos princes pendant le même combat, et ne peuvent s'empêcher de publier qu'ils les ont trop vus pour leur gloire, et pour l'intérêt de la ligue.

PRÉCIS HISTORIQUE

De la chute de la Couronne d'Angleterre, de l'établissement éphémère de la République et du Protectorat ; du rétablissement, et de la ruine définitive de la Maison de Stuart ; et de l'avénement de la Maison de Brunswick à la Couronne d'Angleterre.

PAR J. L. SOULAVIE.

PRÉCIS HISTORIQUE

DES

DERNIÈRES RÉVOLUTIONS

D'ANGLETERRE.

Portrait de cette Nation.

Les portraits du roi Jacques II et de Guillaume III ne sont point dans ces Mémoires très-ressemblans. Le premier est l'ouvrage d'un compagnon d'infortunes du roi, et le second d'un proscrit. L'un et l'autre contiennent sans doute des Anecdotes intéressantes, et la plupart inconnues, sur les détails de l'évasion. Sous ce point de vue, leur ouvrage est utile et curieux. Mais, comme les auteurs ne sont point impartiaux, ni envers la nation Anglaise, ni envers les deux rois, j'ai voulu ajouter ici le portrait de cette nation, celui des derniers rois de la dynastie des Stuart, et celui de Guillaume, prince d'Orange qui la précipita du trône en 1688.

Le portrait d'un grand peuple est la revue générale de ses principes et de ses actions. C'est l'image de sa conduite dans les circons-

tances de sa gloire et de ses infortunes. C'est le tableau de son caractère et de ses mesures à l'égard de son gouvernement et de l'opposition dans des temps difficiles.

La masse des peuples est inerte et soumise de sa nature. Elle jouit ou elle souffre long-temps en silence du bon ou du mauvais génie qui la gouverne ; mais il y a dans cette masse un fonds d'industrie qui lui est propre, qui caractérise les nations, et que je désire avoir bien démêlé dans ce portrait de la nation Britannique.

Les Saxons, qui subjuguèrent l'Angleterre, lui donnèrent ce gouvernement libre, litigieux et primordial, d'où naquirent tant de querelles domestiques. Guillaume I.er abolit la puissance mixte, et institua le gouvernement militaire.

Pour le maintenir, il dépouilla les grands de la monarchie Saxonne de leurs domaines, et les distribua aux compagnons de ses conquêtes. Quand cette révolution fut solide et consommée, l'aristocratie vint se combiner avec l'autorité royale. Une charte qui associoit les barons au pouvoir suprême, souvent méconnue des rois, fit long-temps couler le sang. Les guerres continentales furent

un objet de distraction salutaire. Pendant les croisades, les Anglais, comme les autres peuples, furent entreprenans et chevaleresques ; mais dans le deuxième et le troisième rang. Deux fois sous nos rois débonnaires, ils tentèrent de s'établir dans nos foyers, et deux fois ils en furent expulsés. Rentrés dans leurs domaines, ils s'abandonnèrent de nouveau à leurs querelles intestines pour la *Rose Blanche* et la *Rose Rouge*, pour la *Succession*, et pour la *Grande Charte*. C'est ainsi que s'écoulèrent les neuf premiers siècles de l'existence des Anglais, deux fois conquis et gouvernés par des Français ; deux fois conquérans ; et autant de fois expulsés de notre territoire.

Jusqu'à Henri VIII, il y a beaucoup d'entreprises sentimentales et d'humeurs chevaleresques dans les révolutions d'Angleterre. Son histoire, toujours mêlée avec la nôtre, offre alors beaucoup de ressemblance dans la partie militaire ; mais depuis le règne de Henri VIII, les affaires religieuses, changées en affaires d'état, et les affaires d'état, maniées par le peuple, modifient le caractère Britannique. Avant Henri VIII, la nation Anglaise agissoit davantage, suivant le génie des peuples guer-

riers. Dès le règne de Henri VIII, l'état, pour diriger les affaires, est obligé de méditer sur les opinions et de compter avec les factions domestiques. Son administration en devient bien plus difficile et plus compliquée. L'état n'a plus de modèles; il ne peut partir en sûreté, qu'après de nouvelles expériences. Les opinions théologiques passent des cloîtres dans les campagnes, dans les cités, dans les camps; celles du cabinet jusque dans les presbytères, et toutes les idées litigieuses et révolutionnaires du temps, dans la masse du peuple qui en est toute agitée. Cette période qui suit la chevaleresque, doit être appelée la *période de sang*. En voyant couper tant de têtes illustres, sur le trône, dans l'église, et parmi les grands, on sent bien que les factions victorieuses vouloient détruire les factions affoiblies. Tous ces crimes les multiplioient, et leur donnoient un caractère de fourberie et de férocité qui distingue la *période*.

La position des Anglais, renfermés, et en péril dans leur île, est la cause principale du mécanisme singulier de leurs mouvemens. Le caractère de leur histoire, si différente de celle des autres peuples, vient en partie de leur situation insulaire. La difficulté d'en sortir, pour

se réfugier en Europe, la nécessité de périr sous les coups et sous les yeux d'un vainqueur, concentroient la fureur des factions emprisonnées et en présence. Les factions de l'Angleterre étoient dans la position des factions de Paris, quand la dominante fermoit les barrières, pour exercer les vengeances du 10 août, du 2 septembre, du 31 mai, etc., etc.

La différence de l'histoire d'Angleterre de celles des autres nations vient d'ailleurs de la différence du principe moteur des révolutions. Dans les états du continent, c'est du sein des peuples que partent les opinions et les systêmes subversifs. En Angleterre, Henri VIII, Edouard, Marie, Elisabeth, Guillaume III les commencent et les conduisent. Les factions et la populace ne se saisissent du mouvement révolutionnaire que sous Charles II. Pour établir la vérité de ces observations, et distinguer la différence des mouvemens, voyez Henri VIII: il répand le sang le plus illustre pour fonder une religion, et abolir la catholique. Voyez sa fille Marie; elle dresse les échafauds pour y conduire les notables protestans, et rétablir l'Eglise catholique. Elisabeth succède: son règne, placé au milieu de tant de débats, est remarquable par des conceptions vastes et

ingénieuses ; elle pense que les lettres neutraliseront les opinions qui déchirent sa patrie ; qu'un système commercial, maritime et colonial, sera l'antidote de la maladie religieuse et politique qui a gagné ses peuples ; et que les lois les réformeront. L'histoire dit qu'elle ne put corriger la magistrature qu'elle avoit trouvée, ni en créer une; en sorte que plus les rois seroient remarquables par l'énergie de leur volonté, et la grandeur de leurs entreprises, tels qu'Elisabeth, Louis XIV, Frédéric II, etc., plus l'ordre judiciaire trouveroit de moyens d'échapper à leurs résolutions. Ces grands princes au moins nous ont laissé ce problême singulier à résoudre.

L'Europe, toutefois, admire encore aujourd'hui les institutions d'Elisabeth ; son système maritime qui reçoit à chaque règne de nouveaux accroissemens ; sa suprématie religieuse qui s'étend sur toutes les églises protestantes du monde ; sa religion épiscopale hiérarchique et sacramentelle, dont elle se déclare le chef, et qu'elle emprunte des Romains, des calvinistes et des luthériens, pour appaiser les sectes qui divisoient la nation Britannique.

Les calvinistes, il est vrai, continuèrent de dominer en Ecosse, et les catholiques en

Irlande. Les premiers lui reprochent leur dégradation, et les Irlandais la cruauté. Elisabeth en effet rouvrit les prisons, et dressa des échafauds pour immoler des catholiques : c'étoit l'erreur du temps. Il falloit aux rois le sang des protestans ou celui des catholiques. Elisabeth exigea bien davantage. Pour s'assurer que sa religion ne seroit pas détruite par Marie Stuart, héritière catholique de sa couronne, elle la fit mourir avec cruauté pour ne laisser après elle que des rois de la religion qu'elle avoit établie. Elle avoit méprisé en Ecosse une faction populaire qui n'en étoit pas. Cette faction mécontente et oubliée, se soulevant contre la religion d'Élisabeth, renversa la monarchie.

L'Angleterre, à la mort d'Elisabeth, étoit à peine entrée dans le dédale de ses révolutions. Cependant, sous Jacques I.er elle s'étoit reposée. A l'avénement de Charles à la couronne, les factions étoient mécontentes, mais silencieuses et assoupies. Le génie dangereux du cardinal de Richelieu les réveilla. Cet homme extraordinaire, protecteur des sectes protestantes d'Allemagne, étoit en France leur premier persécuteur. Il avoit conçu et commencé le démembrement des possessions Au-

trichiennes, et maintenant il travailloit à bouleverser la suprématie universelle et protestante, que le chef de l'église anglicane affectoit jusque sur les églises françaises. Trouvant en son chemin des ambassadeurs que Charles I.er tenoit chez les rebelles de la Rochelle, il résolut d'occuper chez lui un prince qui se mêloit ainsi des affaires des autres. Richelieu n'est pas l'auteur uniquement d'un *Testament politique*. Il avoit composé un mémoire plus laconique et plus infernal, intitulé : *Manière d'occuper chez elle sa Majesté Britannique, etc. etc.* Henri VIII, Marie, Elisabeth, qui avoient établi, renversé et rétabli trois religions différentes, lui avoient appris que, si les rois d'Angleterre pouvoient ainsi remuer les affaires des peuples, il étoit encore possible de prendre, dans les affections des peuples, de quoi remuer les affaires du roi, et d'user de représailles envers Charles I.er Ce monarque étoit chef de la religion anglicane, le métropolitain des églises protestantes européennes et le protecteur de celles de France. Richelieu, étonné de la hardiesse du système religieux et hiérarchique conçu par Elisabeth, vit la France entre deux feux; entre le pape de Rome et le chef de l'église anglicane; le

bon et le mauvais principe pouvoient agiter la France. Son rang en Europe reculoit. Londres devenoit une métropole. Voyant en Ecosse la secte républicaine des presbytériens extrêmement jalouse de cette hiérarchie religieuse et politique, il ordonna à Montreuil de partir pour l'Ecosse, de l'armer contre Charles, contre les évêques, contre toutes les parties de l'édifice religieux de la nouvelle église anglicane. Charles ne pouvoit manquer d'intervenir à ce litige, ni d'être attiré en Ecosse. Richelieu l'y attendoit. Guillaume Pitt ne fut, en 1789, qu'un machiavéliste du second rang, un dangereux copiste. Richelieu, voyant la profondeur et les périls de son ouvrage, recula et se repentit. Pitt le poursuivit et spécialement jusqu'au 21 janvier 1793. Les rois foibles, qui ont besoin des hommes d'état du naturel des Richelieu et des Pitt, encourent les dangers de Louis XIII et de Georges.

Richelieu et les chefs des factions Ecossoises avoient bien conçu qu'il falloit dans un roi Britannique quelque chose de plus que des vertus et des talens pour gouverner les Anglais. Ils voyoient dans les opinions religieuses et politiques qui divisoient le peuple des

forces menaçantes capables de donner à un roi de grandes inquiétudes. Une fortune audacieuse manquoit à Charles. Que pouvoient craindre d'un prince, dont la vertu étoit la qualité dominante, des conspirateurs déterminés qui voyoient de loin un trône vacant qui les attiroit, qui s'escortèrent d'une multitude hideuse et horrible pour s'y faire accompagner; qui dissipèrent les ordres antiques de l'état; qui en avilirent les dignitaires et firent les premiers essais d'un machiavélisme inconnu sur les favoris du roi. On dit qu'un prince très-puissant, instruit des inconvéniens des affections des souverains, décide et change tous les ans les grandes entrées de ses cabinets. Du temps de Charles I.er les rois ignoroient la mesure de mobiliser les faveurs du prince.

L'art de gouverner n'étoit point dans Charles aussi flexible. Il se trouvoit engagé dans une querelle avec Cromwel, conducteur de toutes ces factions audacieuses qui, sous les rois foibles et débonnaires, rôdent autour du trône pour le désoler. Cromwel envioit le sceptre de Charles. Dans ses profondeurs méditatives, il amenoit les coups définitifs par des coups préparatoires. Il fit accuser Buckingham l'ami du roi, pour tâter le terrain. Il envoya Laud et Strafford,

Strafford, deux confidens du roi, à l'échafaud avant de l'y conduire. Le caractère du peuple Anglais est versatile. Il s'étoit soumis au schisme sanguinaire de Henri, à l'humeur dévote et farouche de Marie, à la hiérarchie éclatante d'Élisabeth. A présent, dans le tumulte de ses mouvemens, il pouvoit adopter différentes sortes de régime. En immolant les fidèles et les favoris, le monstre combinateur étudioit en silence l'effet que devoit produire sur l'imagination d'un peuple pareil, le spectacle horrible et sanglant d'un monarque monté sur un échafaud.

L'affaire des conjurés alla vîte. Les Écossais soulevés et armés se soumirent et se révoltèrent plusieurs fois. Une portion du parlement d'Angleterre s'unit aux rebelles. L'autre composée de grands et de prélats lui resta fidèle; mais les presbytériens des deux royaumes d'Angleterre et d'Écosse se réunirent. Ces hésitations du parlement et de l'armée montroient dans les grands corps de l'état des masses encore difficiles à ébranler contre le roi.

Les incertitudes étoient les mêmes dans la populace. Aux avanies fréquentes, dont on accabloit le roi, succédèrent à Londres et à Edimbourg des réceptions et des entrées ma-

gnifiques. Le monarque hué s'entendoit proclamer quelquefois *le bon roi*. Le peuple une fois déclara digne d'exécration quiconque leveroit encore contre lui des troupes. Cromwel, dans la crainte que la populace ne lui échappât, fit demander au roi, pour la réprimer, des concessions que le monarque ne pouvoit accorder, celles de réprimer *les papistes*, de dépouiller les évêques de leurs voix au parlement, de limiter la puissance du clergé, d'abolir la lithurgie, d'éloigner ses ministres suspects. Le parlement contestoit au roi tous ses pouvoirs quand il falloit obéir ; il lui en supposoit pour le détruire. Son audace se multiplioit à chaque concession du monarque, et quand il parloit d'accommodement. Il demandoit que le roi ne fît de ministres que ceux qui seroient agréés ; qu'il ne fût accordé aucune place, sans l'aveu du parlement ; que la marine, les arsenaux, la milice et les plans fussent sous son autorité ; que les pairs catholiques fussent dégradés ; que la lithurgie d'Elisabeth fût changée ; que le roi congédiât ses gardes. Sur ces demandes, le parlement se divisa. Une partie vint se ranger autour du roi ; l'autre continua la résistance, et la guerre fut résolue entre les troupes du roi et celles que leva

le parlement. Cette guerre eut le caractère des guerres de révolution : elle fut impétueuse, destructive, méprisant les anciennes méthodes, soumise aux passions énergiques du temps. Charles fut victorieux à Edgehil et battu à Nesby. Dans son désespoir, il s'imagina qu'il trouveroit son salut dans l'armée victorieuse, et il alla se jeter dans ses bras. Il tenta de fléchir l'état-major, à la tête duquel un prince résolu et heureux pouvoit trouver encore le berceau d'une seconde monarchie; mais Cromwel négocioit, et il promettoit aux geoliers du roi de l'argent, ce principe moteur de toutes les sortes de forfaits. Il assiégeoit d'un autre côté les forteresses du roi, dont il avoit besoin comme prisons et comme places fortes, pour en imposer aux peuples qu'il avoit résolu de gouverner. Et tel étoit l'aveuglement du roi, qu'il croyoit encore que Cromwel dont il ignoroit les plans, se rangeroit dans son parti, s'il lui accordoit les articles qu'on lui demandoit.

La cour de France voyoit bien autrement; elle rougissoit d'avoir préparé tant de malheurs au gendre et à la fille de Henri IV. A la politique de Richelieu avoit succédé celle de la veuve de Louis XIII, régente de France. Jadis, persécutée du cardinal, sa politique

extrême ne pouvoit lui plaire. Elle fit entendre aux chefs de l'armée d'Ecosse, qu'elle les délivreroit des embarras où les affaires du roi les conduiroient, s'ils demandoient sa médiation. L'armée écossaise la sollicita, et la régente leur envoya Bellièvre.

Le négociateur avoit déjà tenté des mesures pacifiques à Londres, dans le parlement; ensuite il avoit traité avec les chefs de parti qu'il avoit pris un à un, et comblé de promesses. L'orateur lui répondit pour tous, que le parlement avoit résolu de ne point finir les affaires actuelles, par la médiation d'aucun prince étranger. Bellièvre eut recours aux chefs de l'armée d'Ecosse; mais Cromwel avoit pris les devans. Le négociateur français ne trouva que des hommes décidés à livrer le roi, pervertis par une promesse de Cromwel, de cent mille livres sterling pour un premier paiement. Bellièvre tenta de fléchir le roi, le conjurant de sacrifier cette hiérarchie litigieuse, proscrite et insultée de toutes parts. Le monarque étoit inflexible. Bellièvre s'unit alors à la noblesse écossaise, dont le culte étoit presbytérien, pour l'engager à supprimer ces évêques que l'Eglise romaine et l'Eglise réformée prenoient pour des faux prélats de l'invention d'Elisa-

beth. Charles avoit des principes bien différens.

La situation du monarque empiroit. Les auteurs de ses misères, à l'exception de Cromwel, en étoient épouvantés. Il se fit, vers ce temps-là, une de ces scissions qui changent la nature et les formes des séditions populaires. La partie religieuse des presbytériens, touchée des malheurs où elle avoit conduit le monarque, ne désirant que de capituler avec lui, se sépara de la partie ambitieuse qui alla se prostituer à Cromwel. On appela ce parti-ci celui des *indépendans*. Cromwel se trouvant à la tête de ces hommes, capables de tout forfait audacieux, s'aperçut qu'il étoit temps de s'emparer de la personne du roi. Les Ecossais le lui livrèrent, en touchant le premier paiement des sommes convenues. Cromwel en fit son prisonnier, en le comblant de respects et d'espérance. *Hé, s'il en revenoit,* dit-il à Fairfax, *il se ressouviendroit de moi, qui suis à ses yeux confondu dans la foule.*

Le parlement, voyant ce monstre devenu le maître du monarque, ordonna que le roi lui fût ôté et conduit dans un château. Cromwel répondit, en jetant une armée dans la ville de Londres, pour envelopper le parlement, et

en faisant décider que le roi abjureroit, et n'auroit plus de communication avec le parlement. La chambre des seigneurs, effrayée et observatrice, sentant que lorsqu'il n'y auroit plus de roi, il n'y auroit pas de pairie, fit des difficultés. Cromwel les leva avec de nouvelles troupes. Alors une partie des pairs disparut : celle qui restoit signa les décrets.

La nation Anglaise de tous côtés se souleva, désapprouvant les traitemens qu'on faisoit endurer à son roi. Cromwel écarta cet orage, en annonçant qu'on alloit traiter avec lui. Des commissaires effectivement allèrent lui demander ce qu'ils savoient bien qu'il ne leur accorderoit pas, l'abolition de l'épiscopat et des églises romaines, et cette longue suite sur-tout de propositions incendiaires qui anéantissoient la monarchie. Mais le roi captif leur accorda presque tout, à l'exception de l'épiscopat, dont il avoit besoin pour l'ordination des prêtres, et la conservation de l'église d'Angleterre.

Cromwel alors, craignant un accommodement avec lui, vient en personne au parlement. Il en expulse cent individus; il en emprisonne quarante. Les exclus protestent, les restes déclarent la protestation séditieuse.

Cromwel, pour les mettre d'accord, forme une compagnie de régicides, qu'il appelle *cour nationale*, pour finir toutes ses querelles avec le roi. Les estampes contemporaines de la révolution d'Angleterre peignent le monarque dans cet étrange tribunal, couvert et assis sur un fauteuil devant ses juges, et orné de l'ordre d'Angleterre. La femme de Fairfax se lève du sein des spectateurs, et apostrophe les accusateurs de Charles : *Non, ce n'est pas le peuple Anglais*, s'écrie-t-elle, *qui l'accuse, c'est le traître que voilà*, en montrant Cromwel. Le roi fut condamné à la mort, lui et ses principaux adhérens. On déclara la royauté abolie. On data les années de la 1.re de la liberté. On abolit tous les sermens dus au roi. On décréta ceux de la république.

Le génie vindicatif des révolutionnaires n'étoit pas encore satisfait.

Les *Levellers*, les *têtes rondes*, les *applanisseurs*, les amis de l'égalité, et cette longue suite de familles révolutionnaires, dont l'histoire se plaît de conserver les noms, ne trouvant dans Cromwel qu'un successeur du roi Charles, une république fictive, un gouvernement vigoureux, s'aperçevoient que les jour-

nées révolutionnaires qu'ils avoient soutenues et rendu si furieuses, tourneroient au profit de Cromwel. Après tous les périls qu'ils avoient encourus, en détruisant pièce à pièce l'édifice de la monarchie, ils s'imaginoient que le gouvernement leur appartenoit. Cromwel, pénétrant leurs intentions, résolut de leur couper chemin. Il les avoit appelés partout où il n'avoit pas voulu se commettre. Les trouvant plus grossiers que le reste de la population révolutionnaire, incapables de rien administrer, propres à tout détruire, doués d'un caractère ferme, violent et emporté, il les avoit exercés au commencement, et rendus propres à la sédition. Il les avoit façonnés dans des assemblées publiques et nocturnes: Il leur avoit appris comment il falloit précéder, suivre, escorter et huer un grand monarque aux prises avec des séditieux : comment ils devoient agir pendant les insultes populaires ; comment ils pouvoient glacer d'épouvante les citoyens de Londres observateurs de ces spectacles ; comment ils devoient les contenir dans une position purement observatrice, et comment il falloit agir en les mettant dans l'attente des événemens encore contenus dans les conceptions téné-

breuses de Cromwel. La nature avoit donné aux *Levellers* et aux *têtes rondes* une volonté déterminée. Par eux Cromwel avoit conduit et avivé la révolution et la république ; et maintenant, à la veille d'être chef d'un grand état que ces agitations avoient bouleversé, ne pouvant plus les employer, il avoit résolu de les détruire. Il fut aisé à son génie fécond en ressources de les attirer à divers combats; ils s'y laissèrent mener; et quand il les enveloppa, Cromwel, à la tête de son régiment rouge, tua de sa main les chefs, et fit une boucherie effroyable de six mille de ces *têtes rondes*. Pitt, d'Orléans, Mirabeau..... ordonnateurs de nos journées du 14 juillet, 5 octobre, etc. etc. ne tiennent que de Cromwel *l'art de la subversion des monarchies. Voyez le mécanisme des soulèvemens des fauxbourgs de Paris dans mon Histoire*, sous presse, *de la Révolution, spécialement l'organisation de la journée du* 10 *août.*

Le système de Cromwel se développoit. Ces *têtes rondes* abattues, il alla soumettre l'Irlande et les Ecossais. Le jeune roi Charles II osa tenter une descente en Angleterre et le soulèvement de son parti. Cromwel dis-

sipe cet orage ; il confie le gouvernement de l'Ecosse à Monck, dont la conduite adroite et suivie prépare en silence, à la tête de ses troupes, le rétablissement de la monarchie. Monck se soumet à toutes les autorités qui s'élèvent et tombent sous ses yeux, se réservant pour des circonstances prospères.

En Angleterre, en attendant, toutes choses réussissent à Cromwel. Le jeune roi Charles II vaincu, s'en est éloigné. Son parti est nul, épouvanté et impuissant. L'Ecosse est appaisée ; l'Irlande soumise. L'Angleterre est délivrée d'une armée royale. Cromwel, auteur de tant de succès, est admiré, obéi, flatté et complimenté, comme si toutes ses expéditions étoient légitimes. Il voit cet état des esprits, et il en profite pour faire son entrée triomphante dans la ville de Londres. Le parlement, plus *républicain* que *cromwelliste*, jaloux de sa puissance, veut déclarer la guerre en Hollande pour l'y envoyer. A côté de tant de bonheur, un mécontentement secret et dangereux se manifeste. Cromwel pénètre et prévoit le dessein. Pour remédier à tout événement, il se présente sans le prévenir, à ce parlement, dit *le rump*, dont il s'étoit servi pour ruiner les affaires de Char-

les. *Ce rump*, reste ignoble de l'ancien parlement d'Angleterre, mutilé par les factions successives, devoit sa longue permanence à sa haine pour la monarchie; et maintenant que Cromwel vouloit en former une, le tour de ce long parlement arrivoit d'être dissipé. Cromwel va le trouver, prend avec lui un ton populaire pour le déshonorer; casse et disperse les quatre-vingts derniers républicains qui le composoient. *Tu es un ivrogne*, dit-il à celui-ci; à l'autre, *tu es un voleur*; à celui-là il disoit, *tu es un adultère .... je te dis que Dieu ne veut plus de toi*, dit-il à un autre de ces représentans. MAISON A LOUER est l'affiche qu'il appose sur la porte du palais qu'il ordonne de fermer.

La joie secrète des royalistes, qui voyoient les républicains et les juges du roi châtiés par Cromwel, étoit extrême. Celle des catholiques, témoins de la chute de l'église d'Elisabeth, et des désordres qui se mettoient dans la révolution, étoit égale. Rome les gouvernoit assez en secret par des missionnaires, et il ne manquoit à cette église clandestine que de pouvoir sans danger célébrer au grand jour ses mystères. Pour s'appuyer d'un simulacre de parlement nécessaire à l'imagination

des Anglais, Cromwel ayant détruit *ce rump* qui duroit depuis dix ans, établit ce parlement, que les Anglais appelèrent *Bare-bone*, dont les individus n'étoient connus que par des mœurs décriées. Avides, joueurs, immoraux, sans propriétés, sans principes, et sur-tout sans religion, Cromwel les choisit propres à devenir les grands de sa monarchie. *Le rump* qu'il venoit de casser étoit remarquable par ses mœurs républicaines et grossières; *Bare-bone* l'étoit par ses mœurs grossières et ses immoralités. Ce que la société renfermoit de plus vicieux y étoit concentré, mais avec des vices plus polis que populaires. Les Anglais l'appellent *Bare-bone* du nom d'un marchand à qui la nature avoit donné une éloquence marquante et populaire.

Bare-bone, esclave le jour qu'il devient législateur, reçoit de Cromwel et des officiers de l'armée un diplôme qui le nomme souverain pour seize mois. L'état-major en donne un autre à Cromwel, qui lui décerne la réalité de la puissance. Il est proclamé PROTECTEUR DE LA NATION ANGLAISE. Avec ce titre non défini, la gloire extérieure et la puissance de Cromwel sont portées à leur

comble. Respecté de la Hollande, recherché à l'envi de l'Espagne et de la France, son commerce et sa marine sont florissans ; la discipline militaire est rigoureuse. Il est craint des officiers, respecté de l'Europe, parce qu'il est fort ; mais il est abhorré de sa nation ; il est vu comme un monstre hardi, ingénieux et puissant. Son administration est éclairée et ferme. Il protége dans toutes les parties du monde tout ce qui est protestant. Le cardinal Mazarin respecte en France les injustes prétentions de sa suprématie religieuse. Ses vaisseaux, qui couvrent les mers, lui permirent de publier cet acte de navigation qui en assure aux Anglais la souveraineté ; souveraineté si bien enracinée et chaque jour accroissant avec de telles forces, que les coups que lui porte encore en ce moment tout le génie de la France conduit avec tant d'énergie et de sagesse, n'a pu, ni la détruire, ni l'ébranler. Ne pouvant se dissimuler l'état d'opprobre où est tombé *Bare-bone*, Cromwel l'induit à reconnoître lui-même son impuissance, et à rendre ses pouvoirs à ses officiers ; mais il ordonne la convocation d'un troisième parlement pour laisser à ses peuples un fantôme de liberté.

Ce parlement est composé de *cromwelistes*, de *républicains* et de *royalistes* qu'il paie et appaise avec sept millions sterlings tirés de la caisse des troupes. La liberté toutefois se manifeste de toutes parts. Ce parlement, voyant la puissance publique se mobiliser, passer de l'état-major à *Bare-bone*, et de *Bare-bone* à l'état-major au gré de Cromwel, veut examiner les sources de ce pouvoir fantastique.

La puissance réelle qui étoit dans l'armée, dans l'état-major et dans Cromwel, étoit en opposition à toutes les lois de l'Angleterre. Le tyran, qui ne pouvoit se le dissimuler, tempéroit les mécontentemens de ses officiers. Il parloit autrement aux membres du parlement, leur faisant entendre qu'ils mettoient en question une puissance positive qui les avoit convoqués. Un jour voulant entrer dans leur chambre, ils trouvèrent une garde qui ne permit d'entrer qu'à ceux qui signèrent en sa faveur *l'engagement de fidélité*. Quatre-vingts qui refusèrent furent mis à la porte. Le reste ne signa que pour se réunir et soulever les provinces.

De quelque côté que Cromwel se tournât, et quelque position qu'il prît, il étoit entre deux

précipices. Les royalistes d'un côté, de l'autre les républicains ne trouvoient en lui qu'un usurpateur de la couronne et de la liberté publique. Les conspirations se multiplioient. Les coupables étant décapités, Cromwel, pour renforcer l'autorité militaire, sa dernière ressource dans les temps de crise, établit des *majors généraux* à la tête de tous les comtés, et changea encore le parlement. Il en falloit bien un à ce peuple infortuné. Il avoit vu le parlement abolir la monarchie, faire mourir le roi, dissiper la chambre des seigneurs, établir l'égalité, s'approprier la puissance suprême, et le titre de *représentant de la nation*. Ce peuple obéissoit au mot de parlement, aux sabres de Cromwel et au conseil des officiers.

Cependant ce parlement ne fut pas plus soumis à Cromwel que l'antécédent. Dès le jour de la première séance, cent membres ayant refusé de signer *l'engagement*, en furent exclus avant d'y siéger; ceux qui restèrent, plus intimidés, renoncèrent à reconnoître Charles II par un acte solemnel. Ils déclarèrent par un autre que tout attentat contre la vie du protecteur seroit un crime de haute trahison.

Cromwel, effrayé de ses succès et de ses crimes, ne couchoit plus deux nuits de suite dans

le même appartement. Il ne voyoit par-tout que des *Levellers*, des *têtes rondes*, des *anglicans* et des *royalistes* qu'il avoit emprisonnés, proscrits ou mitraillés. Il se résolut de changer de système, de caresser tous les partis, de placer les membres démis, de ne plus distinguer aucun des anciens partis et de les appeler tous à le servir indistinctement. Alors l'Angleterre, terrorisée par Cromwel, se reposa. Les emprisonnemens et les supplices cessèrent; les suppôts de sa police furent jetés dans des prisons. Dès-lors tous les partis, appelés et caressés par Olivier Cromwel, l'aidèrent à rendre la nation Britannique une des premières puissances de l'Europe. Des poètes ornoient leurs ouvrages d'estampes d'oliviers chargés des épithètes d'*éternel, bénigne, pacifique, juste, clément, pieux, magnanime*..... Cromwel n'a plus dans le parlement mutilé que des voix favorables. Une partie de l'Angleterre est ivre de sa gloire au dehors et de sa prospérité intérieure. On voit paroître inopinément dans cette circonstance un alderman de Londres, membre du parlement, qui demande dans la chambre de déclarer que Cromwel est *roi d'Angleterre*. La situation des esprits étoit telle alors, que

ses

ses amis, son gendre, et son beau-frère s'élevèrent contre la proposition. Ses ennemis, au contraire, l'adoptèrent. La masse de la chambre, toute stupéfaite, ne savoit comment opiner. Dans cette incertitude les ennemis de Cromwel l'emportent, et le trône lui est offert. C'est ce que vouloit l'hypocrite. Aussi éloigné de manifester ses désirs que de faire ce que désiroit son ennemi, il cita *sa conscience qui lui défendoit d'accepter la couronne, et sa politique qui lui ordonnoit de soutenir la république et de la faire prospérer.* A l'*acte d'offre* succéda l'*humble requête.* Dans cet acte nouveau, le parlement lui confirmoit le protectorat, lui donnoit le pouvoir d'élire son successeur, et conservoit à la nation anglaise celui d'élire un parlement en deux chambres, qui ne seroient plus destituées ni ensemble, ni partiellement. C'est en vertu de cet acte qu'il partagea le parlement en deux parties. Pour tranquilliser les *égaliseurs*, les *Levellers*, les *têtes rondes*, il en appela une la *chambre des communes.* L'AUTRE CHAMBRE est le nom qu'il donna à celle qui pouvoit rappeler la chambre des pairs qu'il n'aimoit pas et qu'il avoit détruite. Les républicains en fureur, en voyant l'état

se métamorphoser en monarchie avec deux chambres, et avec un pouvoir exécutif à vie, le menacent sourdement. Pour le glacer de terreur, le colonel Sexby, l'un des chefs des applanisseurs échappés au massacre, publie l'ouvrage, intitulé : *Tuer n'est pas assassiner,* où il prouvoit qu'il étoit juste de le tuer à quelque prix que ce fût. La majorité de la chambre des communes, composée de royalistes, unis aux républicains, ôte la voix négative, le *veto*, à l'autre chambre.

Il manquoit une hiérarchie d'intérêts et de rangs à l'édifice politique de Cromwel. Voyant deux partis extrêmes de nouveau réunis contre lui, voyant que sa haine à la royauté et à l'anarchie lui procuroit en retour la haine des républicains et des royalistes, il casse la chambre des communes et l'AUTRE CHAMBRE. *Dieu soit juge entre vous et moi*, dit-il. Ils lui répondent *amen ;* lui, les dépouille. Au milieu de tant de luttes, une fièvre mortelle le saisit. Il est entre la mort et la coalition des républicains et des royalistes qui méditoient de le faire périr. Ainsi finit cet homme, que la postérité déteste et admire ; mais elle ajoute qu'il rendit la nation anglaise puissante et respectable ; qu'il la gouverna au milieu des dis-

sensions intestines ; qu'il l'empêcha de tomber dans le gouvernement désordonné des *têtes rondes ;* et que l'anarchie après lui se releva. Que ne se présentoit donc un homme puissant en génie, en vertu et en caractère militaire, pour créer un état, et dompter comme lui les crimes déchaînés dans toute l'Angleterre ? Cette nation seroit sortie du cahos par la bonne voie ; et l'histoire en honoreroit le héros. La nature n'avoit pas créé la nation anglaise, la première nation, ni en génie, ni en moyens, comme sa voisine.

Richard son fils et son successeur n'avoit ni sa vigueur, ni son hypocrisie. Les factieux et les intrigans qui l'entouroient et qui l'avoient mesuré et approfondi, dédaignèrent de se ranger autour de lui, pour gouverner au nom d'un homme nul, comme ils le font dans les monarchies bien assises. N'ayant hérité de son père d'aucun moyen de les contenir les uns en présence des autres, toutes les factions furieuses, dont ils étoient les chefs, sortirent des positions où son père les avoit réduites, et se déchaînèrent. Une fois déchaînées, le protectorat usé ne put plus ni les ramener, ni les réunir, ni les réduire. Comment obtenir des officiers le respect et la soumission, qui

étoient les deux bases de la puissance du père ? Richard n'étoit pas guerrier. La mort du père n'ayant pas légitimé la puissance du fils, que toutes les factions appeloient *usurpateur*; les royalistes, parce qu'il occupoit le trône; et les républicains, parce qu'il les avoit dispersés, il ne restoit plus un seul appui à Richard. Il essuyoit les coups tout à la fois et des républicains et des royalistes. Son état, comme celui de son père, manquoit de hiérarchie. Le fondateur de cet étrange gouvernement n'avoit cessé de lutter contre cette position pénible; et Richard qui n'en connoissoit pas les mystères, ne pouvant le maintenir, une confusion générale en saisit toutes les parties.

Pour en débrouiller le cahos, qu'on se rappelle des différens parlemens, organisés et cassés par Cromwel : qu'on se représente le *rump*, *Bare-bone*, les *presbytériens*, les *royalistes*, l'*état major*; tous ces partis s'ébranlèrent, lorsque Cromwel eut disparu. Le nouveau protecteur, effrayé, tente de se faire un appui d'une chambre des communes, et de l'AUTRE CHAMBRE.

Toutes choses étoient dans cette position critique, quand les parens de Richard,

effrayés comme lui, commencent la débacle de ce gouvernement. Son oncle et son beau-frère lui persuadent que le parlement qu'il alloit convoquer, ne pouvant être docile, il devoit, comme son père, s'environner d'officiers. Richard ordonne à chaque régiment de lui en envoyer. Ils s'assemblent donc, et ils se font appeler le *grand conseil de l'armée*. Les communes et l'AUTRE CHAMBRE, composée d'officiers, s'assemblent de même. Les communes votent contre ce *grand conseil;* l'autre chambre le protège. Les luttes et les désordres recommencent. L'Angleterre voyant le conflit d'une chambre haute, d'un parti protectoral, d'une chambre des communes, d'un grand conseil des armées, ne sait plus où trouver son gouvernement. Les officiers, qui le convoitent, ordonnent au protecteur de dissoudre le parlement, s'emparent de l'autorité publique, et rappellent le *rump*. Cromwel père l'avoit cassé. Ce *rump*, rétabli, se venge sur le fils; il le dépouille. Ainsi finit le protectorat, qu'Olivier n'avoit soutenu qu'en remplissant l'univers de sa renommée et de ses actions. L'Angleterre ne cite pas du fils une seule action historique.

Où étoit allé se placer, s'avilir et se perdre

le gouvernement d'une grande nation ! Les sobriquets de *rump*, de *parlement croupion*, de *Bare-bone*, indiquent combien l'Angleterre étoit humiliée et désolée; mais de quelque côté qu'elle se tournât, elle ne pouvoit entrevoir un gouvernement paisible. Le retour des *royalistes* lui faisoit redouter un règne de sang et de vengeances. Les *indépendans*, qui avoient renversé la couronne et établi le protectorat, lui étoient odieux. Elle avoit en exécration les *têtes rondes*. Les *presbytériens* et les *républicains*, jouets des *royalistes* et des factions, élevés et abattus au gré des vents, étoient environnés de puissans ennemis. De tant d'autorités établies et avilies, il restoit un parlement et des officiers qui continuoient la lutte. Le roi Charles II, errant en Europe, instruit de ce désordre, s'établit en Bretagne, à St.-Malo, comme spectateur. Monck, qui négocie avec lui, obéit au *prince* et à la *république*. Il reçoit les instructions du *roi* et du *rump* avec un respect égal. Il promet à tous les deux l'influence et les secours de douze mille hommes de ses troupes. Il assure le roi qu'il le délivrera de la république et du protectorat de Lambert. Il promet au parlement républicain de le faire respecter, et

de ruiner pour toujours le système de Cromwel, et il tient parole à l'un et à l'autre successivement : si bien que, de quelque côté que la fortune voulût passer avant qu'il entrât dans Londres, il eût pu dire et prouver au parti victorieux qu'il l'avoit servi fidèlement.

Le péril des révolutions, les cachots d'où Monck étoit sorti, les proscriptions toujours menaçantes, avoient rendu la génération si bien circonspecte, si méditative et si fausse, que toutes les factions, leurs chefs et individus avoient une opinion secrète, différente de leur conduite connue. La variété des sermens révolutionnaires qu'ils avoient prêtés, et les différentes espèces de terreurs dont ils avoient souffert, expliquent ce phénomène des révolutions ; mais ceux qui étoient attachés au système du protectorat approfondirent et jugèrent Monck. Lambert qui en étoit le chef, se voyant environné de dangers, se résout d'en sortir par un coup de parti. Il marche sur Londres à la tête de ses troupes, et le *rump*, se voyant à la veille d'être enveloppé, maîtrisé, dispersé et peut-être emprisonné, casse Lambert.

Personne n'obéissoit plus en Angleterre. Lambert, sans s'étonner, entre dans Lon-

dres, ferme les avenues et les portes du parlement. L'Angleterre se voit sans protecteur, sans roi, sans pouvoir exécutif, sans parlement. Un *conseil des dix* se forme dans le sein de l'armée; il est composé de *royalistes*, de *républicains*, de *cromwellistes*. Chaque faction en danger avançoit ses chefs dans ces momens de crise. Tous les partis envoient des députés à Monck pour pénétrer ses dispositions dans ce temps d'alarme publique. Monck, fort de ses troupes, de ses résolutions et de son courage, sort de son état d'inaction, annonce au *roi* qu'il va le délivrer du continuateur de Cromwel, et du *rump républicain*. Il déclare aux émissaires du *rump* qu'il viendra le protéger de ses troupes et dissiper le *protectorat*. Il avance. Le gouvernement provisoire de Londres, le sentant approcher, reconnoît la faute d'avoir accepté l'exercice de la puissance suprême, sans avoir consulté le général, l'idole des Ecossais et de ses troupes, comme l'avoient fait les deux Cromwels. Le *conseil des dix* tente de négocier avec lui, et donne l'ordre de l'arrêter ou de débaucher ses troupes. Monck amuse le comité de sûreté par des négociations lentes. Par une espèce d'arrangement, il convient qu'il s'opposera

au rétablissement du roi, et il continue sa marche. Le *rump*, feignant de croire que Monck vient le protéger, et le délivrer de Lambert et de ses troupes qui l'avoient enveloppé, se rassemble au nombre de quatre-vingts membres. C'étoit le reste de tant de républicains. On est surpris de toutes les faussetés de ces factions jadis si déterminées. La trahison étoit devenue un art : funeste résultat de tant d'oppressions et de tant de conjurations différentes. Celui-là seul étoit à plaindre et coupable qui ne trompoit pas habilement et heureusement.

Bare-bone étoit effrayé. Le *rump* affectoit le courage. Non loin de ces deux ombres de parlement, Monck voyoit, dans une position bien moins abjecte, une secte religieuse, odieuse au roi et à l'anarchie. C'étoit une de ces factions tracassières, pernicieuses, et sans caractère véhément, que les révolutions accroissantes jettent à côté de leur chemin, mais qui se relèvent quand les contre-révolutions arrivent. Les temps de calme revenus, ces sectes, se donnant de nouvelles dénominations, recommencent leurs intrigues sourdes ou séditieuses. Leurs talens et leur ambition consistent à traverser le gouvernement qui ne

la connoît pas, à le jeter dans de grands périls ; à capituler avec lui dans ces circonstances difficiles, ou à le conduire au bord d'un précipice. Là s'arrêtent les factions mitoyennes pour ne pas se perdre ensemble. L'histoire la plus austère compare ces sectes inquiètes et intrigantes, à ces fées fugitives, aventurières et malfaisantes des Mille et une Nuits, qui, voltigeant depuis des siècles, d'un bout du monde à l'autre, agitent les gouvernemens et les peuples, sur-tout en Italie dans les temps moyens, et dans tous les temps en Angleterre et en France. Jadis elles s'appeloient en Angleterre la *Rose blanche* ou la *Rose rouge*. Sous Charles I.er elles se firent connoître, dans l'église et dans l'état, sous le nom de *Puritaines*. En France nous avons vu aussi ces sectes mitoyennes, placées entre les anarchistes et les royalistes qu'elles désoloient ensemble ou séparément, et qui se détruisoient elles-mêmes. Puissantes du poste qu'elles occupoient dans la classification des ordres d'un état mal organisé, l'usage qu'elles faisoient de la loi du plus rusé contre le plus fort, et leur agiotage de la liberté et du patriotisme, étoient les causes de leurs succès et de leurs revers. En effet, quand elles s'associent *avec*

l'anarchie, elles incendient. En France et en Angletererre, elles ouvrent la porte qui mène à l'échafaud les rois débonnaires, et elles les abandonnent; et au contraire quand elles s'associent *avec les couronnes*, elles dissipent *les républiques* et *les protectorats*, et de telle manière que la place demeure nette, jusqu'à ce que de nouveaux objets changent le nom, la face et la position de toutes choses, savoir, leurs *alliances* éternelles avec tout qui est dissident chez l'étranger; le *caractère débonnaire* d'un nouveau monarque; la *haine* éternelle qu'elles ont vouée à toute autorité, et leur facilité naturelle de se liguer entre elles, et de se dissoudre. Les couronnes bien constituées sont fortes d'une hiérarchie d'opinions et d'affections utiles que l'état ne doit jamais perdre de vue. Cette affection brûlante, qui sert avec une espèce de fanatisme le gouvernement, qu'on observe sur-tout dans les troupes, et qu'on trouvoit, dans l'ancien régime, par exemple, dans le haut clergé, dans la haute noblesse et dans la haute magistrature, est la première et la plus énergique des passions qui servent les états monarchiques. Les affections amies et prudentes, que l'on trouve sur-tout dans l'administration,

viennent après. Les jouissances paisibles et amicales de la masse des peuples qui profitent en silence des bienfaits d'un gouvernement régulier, suivent les antécédentes. L'opinion hostile de l'opposition, qui tend à bouleverser les empires, quand toutes ces affections amies n'existent pas, ou quand elles ne pèsent pas toutes ensemble sur elle, se trouve au fond et dans les marais d'une monarchie saine et vigoureuse. Mais, en Angleterre, la hiérarchie des sentimens affectionnés étoit intervertie (1). Cette fée malfaisante, que je

(1) Cette hiérarchie le fut bien davantage en France par la révolution qui avoit tout jeté dans le chaos, quand, dès le premier jour du consulat, on vit peu à peu la hiérarchie des sentimens et des ordres, succéder à la confusion antécédente. Les conceptions du grand architecte de ce nouvel édifice se développèrent avec tant de suite et de prévoyance, que les ennemis extérieurs de la nation furent étonnés de l'apparition spontanée du nouvel ordre, et sur-tout de son caractère hiérarchique. Deux coopérateurs de ce grand ouvrage, C**** et F** parurent avec des opinions pacifiques; et cette hiérarchie, dont la destruction avoit coûté tant de sang précieux, n'en coûta pas une goutte quand il fallut la rétablir.—C.et F. qui jouissoient d'une grande prépondérance dans les temps où ils parurent,

viens d'indiquer, s'étoit établie, à l'époque dont je parle, au milieu de la hiérarchie monarchique pour remuer tous les ordres de l'état et les empêcher de suivre leur destinée. Une fois elle dirigeoit les torches de l'anarchie, une autre fois abandonnant ce parti, elle disposoit des affections supérieures. Cette fée vit encore en Angleterre; mais les trois Georges l'ont vieillie et déplacée; on l'appelle *l'Opposition*. Plus vigoureuse, sous Louis XIV, elle se disoit *la faction des Wigts*, et sous Charles II, *la secte des presbytériens*. Charles I.er et Cromwel, dans leurs débats avec elle, l'avoient bien approfondie. Les amis de la maison de Stuart précipités du trône par ses intrigues étoient loin, en songeant à la restauration, de se fier à elle et de vouloir en faire la base de la nouvelle monarchie. De tout temps elle étoit odieuse aux rois; et, comme elle étoit odieuse aussi à l'anarchie, elle pouvoit être employée à peu de chose, parce que l'anarchie se réprime par les lois et la force, et non par des opinions.

---

ayant attaché à cette hiérarchie tant de Français, l'histoire leur conservera ce qui leur est dû d'éloges, et la génération actuelle, ce qui leur est dû de gratitude.

Les anciens presbytériens ayant aboli la suprématie pontificale du pape sous Henri VIII, et l'épiscopat sous Edouard; ayant accablé d'affaires et d'embarras le roi Charles pour le réduire et l'obliger à capituler; établis par leur religion *au fond de la hiérarchie des pouvoirs et des rangs;* rougissant de cette position qui leur est particulière; ne pouvant, suivant leur système religieux et politique, endurer qu'un grand monarque s'adressât à si peu de monde pour être obéi de tous; riches, éclairés et fort remuans, leur inimitié étoit dangereuse. Leurs services étoient suspects au roi; l'intrigue audacieuse étoit leur élément. Ils étoient odieux aux royalistes qu'on alloit rétablir dans les charges, et à l'anarchie qu'on vouloit adoucir et ramener. Ils étoient étrangers à la restauration de l'état. *Que faire de ces presbytériens,* disoient les chauds amis de Charles II?

Monck les trouvant contre-révolutionnaires étoit malgré lui leur allié nécessaire et leur ami de circonstance. Ce profond militaire, content de voir leur état de zizanie avec le cromwellisme, qui duroit depuis leur expulsion du parlement, résolut de les faire servir à ses fins, de les introduire dans le plan et d'en faire

en politique ce qu'un général fait à la guerre, *une réserve*. En les replaçant au parlement et à côté *du rump*, d'où Cromwel les avoit précipités, il les neutralisoit. Cette position les empêchoit de recommencer les anciennes querelles contre la couronne qu'il alloit relever. C'est avec les presbytériens, ainsi constitués en opposition avec la république et en présence des guerriers de la contre-révolution, qu'il alloit dissoudre *le rump*, en attendant que le tour de ces presbytériens pût arriver d'être exclus du *long parlement* où ils avoient joué, usé et fini quatre rôles : celui de *l'intrigue* contre Charles I.er ; celui d'une *lâcheté extrême* en présence de Cromwel, à qui ils sacrifièrent la république et la couronne ; celui d'une *vengeance inutile* envers le *rump* qui expiroit, et celui de la *versatilité* dans l'ensemble de leur conduite depuis le commencement jusqu'à la fin du *long parlement*.

Monck est un modèle des hommes d'état, quand, dans les contre-révolutions, il s'agit d'abattre les échafauds et d'ouvrir les prisons de l'anarchie ; lui seul savoit où cesseroit le mouvement de tant de roues et où étoit le point d'échappement ; lui seul pouvoit décider cette question sanguinaire de ces tyrans de nouvelle

espèce qui se disoient, en répandant le sang français, *où nous arrêterons-nous ?* Monck avoit en horreur tous les assassinats politiques. Il s'étoit convaincu qu'ils continuoient, au lieu de finir les révolutions. Obligé de contenir l'impatience de Charles II, qui le soupçonnoit de fausseté et qui pouvoit tout gâter par les mesures gauches et en contre-sens, suivant son caractère; obligé d'un autre côté de négocier avec les presbytériens pour aboutir par eux et sans se commettre, jusqu'aux royalistes et aux républicains, il s'étoit dit que toutes les pièces de la machine révolutionnaire s'écrouleroient ensemble et sans danger. Ainsi avons-nous vu Perronet décintrer ses ponts en tirant une cheville. Dans cette opération, Monck vouloit agir d'une manière purement mécanique sans employer la violence des passions, et sans mettre en présence celles qui avoient soutenu, et celles qui détruisoient la révolution.

Les presbytériens, plus avisés et plus instruits que les anarchistes, et que la masse des royalistes et des épiscopaux, voyoient le danger de leur position. Ecartés des affaires et odieux à tous, ils ne demandoient qu'à trouver un libérateur, à capituler, et à rentrer dans

dans les affaires et les intrigues. Monck, assuré des chefs presbytériens, et par eux de la masse de la faction, s'approche davantage de la ville de Londres. Toutes les apparences annonçoient qu'il venoit protéger la république, comme il l'avoit assuré, ou qu'il venoit rétablir le *rump*, et dissiper les troupes de Lambert, qui l'avoient dispersé. L'Angleterre, qui voit approcher une crise, ignore quelle sera sa destinée. Tous les partis étoient usés, épuisés et impuissans. Ils ne pouvoient plus régner sur l'Angleterre qu'avec les instrumens de la tyrannie. Le cromwellisme étoit soutenu, à la vérité, par un homme capable, le général Lambert; la république par le vieux *rump;* mais la couronne l'étoit par les vœux secrets de tout le monde.

Le protectorat, la république, la royauté épiscopale, la royauté presbytérienne étoient en présence de l'armée de Monck. La patrie se croyant de nouveau en état de danger, il se forme un *comité de sûreté*. Le parti du roi et celui de la république étoient animés, mais sans intelligence, contre le protectorat qui les avoit persécutés. Ce monstre politique alloit être attaqué par deux ennemis à la fois, quand les troupes de Lambert, voyant celles de Monck

s'approcher de la ville, se saisissent de leur général, le jettent dans la tour, se dévouent aux destinées de la patrie, et se mêlent dans ses rangs.

Ainsi finit l'horrible invention du protectorat, gouvernement tyrannique d'un homme violent, rusé et profond qui se trouva à la tête d'une armée victorieuse; qui conduisit son roi à l'échafaud; qui fonda une monarchie viagère et périssable comme lui, qui ne trouva ni clergé, ni noblesse pour donner quelque dignité à son institution odieuse; qui n'eut ni la puissance ni le crédit de se composer un sénat; qui choisissoit à la hâte, dans la plus vile canaille de Londres, *les roués* de tous les partis pour en composer un parlement éphémère qu'il renversoit au besoin; qui n'avoit que des places amovibles à distribuer, et qui, battu par deux tempêtes à la fois, celle que suscitèrent les royalistes, et celle des républicains, devoit succomber à la première mutation de gouvernement. C'est avec de tels moyens que Cromwel gouverna l'Angleterre, et se fit respecter en Europe. La république n'avoit-elle pas bien façonné les Anglais à la tyrannie?

Dès que les soldats de Lambert eurent jeté

le dernier ambitieux du protectorat dans la tour, la guerre civile se simplifia. Le mécanisme de la révolution se détendit et se décomposa. Le champ de bataille resta à la république, à un *comité de sûreté* qui rétablit le *rump* dissipé par Lambert, et qui se changea *en conseil d'état*. Monck avoit promis au *rump* qu'il viendroit le défendre des factions. Arrivé à vingt milles de Londres, il demande que les troupes de la ville en sortent pour faire place à celles qui s'en approchent pour défendre le parlement. Ne voyant plus devant lui que ce *rump* décrépit, mutilé et qui parle encore de république, il se résout de décomposer, dénaturer et dissiper ce dernier épouvantail des citoyens intimidés et paisibles; mais l'histoire observe qu'il veut détruire sans effusion de sang ces restes d'une république qui en avoit tant répandu, et de si illustre.

Pour le faire finir de sa mort naturelle, Monck n'eut qu'à comparer ce qu'avoit été ce *rump*, ce qui lui étoit arrivé, ce qui l'avoit fait *rump*, ce qui l'avoit fait appeler le *long parlement*, le *parlement croupion*, et ce qu'il étoit actuellement devenu. Monck, ayant traité avec les presbytériens expulsés, se libéroit avec eux en les rétablissant dans le pou-

voir législatif. Il tempéroit, il neutralisoit, il changeoit, il mobilisoit ainsi les factions.

Il fit en même temps un essai public du crédit expirant de *Bare-bone*, extrait par Cromwel de la lie de l'Angleterre. *Bare-bone* étant peu instruit, Monck l'induisit facilement à faire la demande d'un serment général d'abjuration de la royauté. Si la pétition de *Bare-bone* pouvoit réussir, Monck appréciait ce qui restoit de forces au *cromwellisme* et à la *république*. Il vérifioit si elles étoient défaillantes. Si *Bare-bone* n'étoit pas écouté, la république et le parlement de Cromwel étoient reconnus pour ce qu'ils valoient. *Bare-bone* n'obtint pas même de réponse ... C'est bien alors que Monck redouble la marche de ses troupes. La république et le protectorat étoient jugés en face de l'Angleterre.

Les événemens étant ainsi préparés, Monck à la tête de ses troupes fait son entrée triomphante dans la capitale et dans le parlement. Quelques membres du *rump* soupçonnant qu'il vouloit ou succéder à Cromwel ou relever le trône, lui demandent *le serment* contre *Charles II*. Monck lève le masque, il leur demande *la réinstallation des ministres fidèles dans l'église, un parlement libre et complet et le*

rétablissement des membres exclus en 1648. *Vous serez vous-mêmes*, leur dit-il, *ce parlement complet, si vous le voulez, quand vous ferez siéger à vos côtés des collègues qui vous manquent depuis* 1648. Quant au serment contre Charles II, Monck fixe le *rump;* et se souvenant de la variété et du nombre des sermens que ses individus avoient prêtés au roi, à la république et aux deux protecteurs, *moins vous ferez de sermens*, leur dit-il: et *plus votre conscience sera nette.* Se plaignant ensuite des complaisances du parlement pour *Lambert*, *Vane*, et *Ludlow*, le général Monck indiquoit la chute des factions et des autorités chancelantes. *Vane* étoit un des plus célèbres chefs de la république, *Ludlow* l'un des juges du roi, et *Lambert* vouloit rétablir le protectorat. On jugea alors que la république étoit perdue et que le roi Charles se releveroit.

Pour accélérer ce grand événement, Monck, comme il l'avoit médité, appelle à son secours ces presbytériens par qui le trône avoit été si souvent insulté. Il appelle, assemble et mène au parlement ces presbytériens expulsés par le *rump*, et les installe. Le nombre des nouveaux venus est si supérieur en crédit et en nombre

à celui du *rump*, que tous les prétendus *indépendans* dont il se disoit composé, saisis de frayeur, se lèvent spontanément et abandonnent la salle. Les presbytériens se croyant devenus une autre espèce de *parlement croupion*, satisfaits d'avoir dispersé leurs ennemis, désignent Monck généralissime des troupes, et convoquent la chambre des pairs et une chambre légale des communes. Une partie de la république d'Angleterre s'étoit déjà réduite en fumée ; ses restes se précipitoient dans les bras d'un général. C'est ainsi que finit ce *long parlement*, *ce rump*, *ce croupion*, qui avoit fait mourir le roi, et désolé si long-temps la nation Britannique. Ce ne fut qu'alors que les républicains maladroits commencèrent à lire et à voir clair dans leurs destinées. S'apercevant que Monck ne vouloit pas de la succession de Cromwel, toutes les terreurs dont étoient saisis et accablés les *royalistes*, les *épiscopaux*, passèrent dès ce moment dans l'ame des *républicains* et des *cromwellistes*. Les bourgeois de Londres, se jouant de la terreur, commencèrent alors à boire à la santé de Charles II ; ce qui ne leur étoit pas arrivé depuis 1648.

Lambert, chef des *cromwellistes*, et les notables de sa faction étant dans les fers, ceux

qui tenoient de ce parti leurs emplois et leurs richesses, se trouvèrent dans de cruels embarras. Les artistes qui, sous Olivier Cromwel, avoient imaginé et gravé cet olivier surchargé d'épithètes glorieuses; les gens de lettres qui, en divisant cette idée primitive et en la multipliant, avoient changé les branches de cet olivier en autant de vignettes dont ils ornoient leurs ouvrages, n'étoient pas moins embarrassés de ces monumens de leur servitude. J'ai recueilli quinze gravures de ces rameaux d'olivier, et je les ai classées dans ma collection d'estampes sur l'histoire de France dans la section relative aux enfans de Henri IV, à Henriette sa fille et à son gendre Charles I.er. Sur chacune de ces vignettes gravées en bois est écrit l'un de ces attributs : *fortis, victor, princeps, felix, pacificus, sapiens; benignus, misericors, justus, gloriosus, religiosus, cœlestis, æternus.*

Les presbytériens n'étoient pas maltraités dans la personne de leurs chefs, comme les cromwellites dans celle de Lambert. Richard Cromwel étoit oublié et méprisé, mais Lambert, né avec des talens et de l'ambition, étoit réputé dangereux. Ils alarmoient encore la prévoyance du général Monck et ils étoient

eux-mêmes alarmés de tous les progrès de la monarchie. La terreur des autres républicains fut plus expressive. Ils avoient accusé Monck de vouloir usurper le protectorat, et ils le lui offrirent, par une pétition en règle comme s'ils lui avoient demandé une faveur, lui promettant d'avance de le servir avec fidélité. Le conseil d'état demandoit de plaisanter de leur politique par une punition, Monck intercéda. Ils s'avisèrent alors d'un autre stratagême : ils publièrent des lettres supposées qui annonçoient que le roi alloit arriver *pour faire pendre tous les républicains*. Londres fut un moment dans le trouble, quand soixante-dix notables de la capitale publient l'engagement de vivre en paix et sans se venger de leurs tyrans.

Toutes les factions étant ainsi déconcertées, désunies, dispersées, désarmées, et changées en fumée, Charles II s'annonça du continent avec les expressions d'un libérateur bienfaisant: Il accordoit un pardon général (*mais à l'exception de ceux que le parlement en jugeroit indignes*). Il confirmoit la vente des biens du clergé et de la couronne. La chambre des pairs fut rétablie. Une chambre légale des communes fut élue. On ôta des

registres publics tous les actes injurieux à la royauté. On proclama le rétablissement de la monarchie, qui ne coûta pas à Monck une goutte de sang républicain, et l'incendie révolutionnaire s'éteignit peu à peu dans le sein du parlement faute de combustibles. Pour donner l'exemple de la soumission, Monck, né royaliste, emprisonné par les républicains, défenseur en apparence du protectorat, temporiseur enfin et royaliste, reçut à genoux Charles II, le réinstalla et rentra lui-même dans la classe des premiers sujets de la monarchie.

Pourquoi Charles n'appela-t-il pas Monck dans ses conseils et ces soixante-dix aristocrates, qui avoient répondu de l'amnistie ? Peut-être sa maison régneroit encore ; mais la cour, mal conseillée, accumulant d'autres combustibles dans ses entours, préparoit un nouvel incendie. Le *fanatisme de la liberté* venoit de finir. Le *fanatisme royal* alloit commencer. La nature avoit condamné ce peuple insulaire, plus méditatif que sentimental, à des secousses et à des bouleversemens périodiques. D'où venoit donc ce principe agitateur tantôt dans le peuple et tantôt dans le monarque ? de l'amour de la liberté politique et religieuse dans le peu-

ple; de la roideur et de la foiblesse dans les rois; de la fureur d'écrire et de parler sur l'extension et les limites de la puissance royale; de la part que les troupes prenoient à ces discussions; des factions qui en résultoient; et de la politique secrète des puissances continentales ennemies naturelles des Anglais.

Le rétablissement et la chute définitive de la maison de Stuart.

Le goût des discussions politiques étoit en effet la maladie incurable des Anglais. On a vu où leur gouvernement poursuivi par les factions avoit été se jeter, se ruiner et se perdre. Sa mobilité depuis Cromwel ne permet pas facilement à l'histoire de le suivre pour le peindre dans ses égaremens et ses métamorphoses. Charles I.er se laissa pousser dans la république; la république dans le protectorat; le fils de Cromwel dans la confusion de quatre à cinq gouvernemens inexplicables : et maintenant que la dynastie s'étoit relevée avec tant de pompe et d'acclamations, des scènes d'un nouveau genre alloient s'offrir. Le génie méditatif, analytique et mécontent des Anglais alloit commencer un autre système de dépouillement et de démolition. C'est la ruine

de la maison de Stuart et le retour de ses misères qu'il me reste à peindre depuis le moment où toute l'Angleterre, toutes les autorités, tous les ordres de l'état sont soumis à Charles II remonté sur son trône en 1660 jusqu'au jour où son frère et son successeur Jacques Stuart, délaissé du peuple, du clergé, des grands de l'état, de ses amis personnels et de ses enfans, n'a plus qu'un valet de chambre et un marchand de vin pour conseils, et se laisse persuader de fuir en France pour éviter le sort de son père Charles I.er

Et cependant les acclamations et le dévoûment pour Charles II, quand il vint rétablir le trône, étoient unanimes et sincères. Si ce prince avoit fixé et organisé ce dévoûment, s'il l'avoit même supposé adhérent à quelque chose de permanent, s'il l'avoit revêtu de la puissance imposante que je vais peindre et qui l'effrayoit depuis longtemps, s'il avoit employé ces piérres fondamentales et angulaires sur lesquelles reposent tous les états, les rois comme les peuples, la maison de Stuart étoit rétablie sur des bases plus solides; mais Charles II n'avoit ni génie ni vertu militaires; il avoit même le cœur ulcéré contre les troupes

d'Ecosse et d'Angleterre qui avoient joué sur tant de théâtres au profit de toutes les factions. Sous Charles I.er l'armée s'étoit partagée ; la partie fidèle au roi étant vaincue, ne se releva plus ; et la partie triomphante servit la république. Sous Cromwel, l'armée, qui avoit battu le roi au nom de la république, laissa celle-ci se ruiner et se perdre pour se dévouer au protectorat. Sous un général contre-révolutionnaire, l'armée étoit également étrangère à la *couronne*, à la *république* et au *protectorat*. Monck, la menant en triomphe dans la ville de Londres, pouvoit encore, la veille du jour qu'il leva le masque, en faire la base et la force de toutes sortes de gouvernemens.

En méditant sur cette variété de positions humiliantes, on est obligé de convenir que chacun de ces gouvernemens contradictoires eut recours à une force armée pour son établissement, ses progrès et sa conservation éphémère, et que, de quelque côté que l'état se tournât pour sortir de la crise, et se délivrer de la puissance de ces armées anarchiques, le roi avoit encore besoin d'une armée pour se soutenir, quand il sortiroit de l'arène où la monarchie s'étoit précipitée, et

où elle avoit reçu tant de blessures ; mais où les rois trouvent la source naturelle de leur puissance, Charles n'aperçut que des dangers. Il ne voit dans les troupes que des factions argumentantes et munies de sabres. L'armée de son père, qui étoit chevalier et brave, avoit plié. L'armée victorieuse l'avoit jeté dans les fers. L'armée, que Cromvel envoya contre lui en Ecosse, acheta sa tête à prix d'argent. L'armée d'Ecosse, qui avoit négocié et vendu cette tête précieuse, la livra en touchant la somme convenue, à l'armée qui la porta sur un échafaud. L'armée fidèle, que lui-même Charles II avoit commandée pour l'aider à remonter sur le trône, n'ayant ni des opinions ni des humeurs chevaleresques, avoit été vaincue par l'armée de la révolution, et il avoit été obligé de fuir en France. L'armée de Monck venoit, à la vérité, de le rétablir sur le trône, en dissipant les factions usurpatrices ; mais Charles, né timide, indolent et défiant, incapable sur-tout des conceptions qui créent ou réparent les monarchies usées ou abattues, ne crut apercevoir dans cette armée qu'une force versatile, toujours capable de lui prescrire une conduite et un plan, ou de le dé-

laisser pour se jeter sous les ordres d'un dernier enchérisseur. Les fêtes mobiles de l'église romaine bouleverseroient l'ordre des temps, si tous les ans un calendrier nouveau ne les tenoit à leur place. L'armée Britannique, n'ayant pas de régulateur, devenoit à chaque événement la puissance effective d'un gouvernement de nouvelle espèce. Charles ne se crut pas capable de fixer à son service les armées fugitives de sa nation. Cromwel seul avoit connu l'art de diriger, et contenir les troupes qui escortoient sa puissance; encore ce dévoûment odieux prouvoit-il que l'armée n'étoit plus en Angleterre qu'une vagabonde, prostituée à toute faction dominante, et sur laquelle Charles ne crut pas devoir compter.

Ce prince reçu de ses peuples avec tant d'empressement, voyant les factions détruites, s'abandonna donc, à l'aventure, à toutes les affections apparentes de ses sujets. Il oublia qu'en Angleterre et dans tous les états, quand le roi ne jouit pas de la puissance de l'épée, combinée, tempérée, éclairée, conseillée, retenue, ou mise en activité par les intérêts de l'état, il tomboit au pouvoir des factions argumentantes. Il ignoroit l'artifice des mo-

narques éclairés qui l'avoient précédé, qui avoient mis en présence la force armée et matérielle de l'état et la force morale des autorités méditatives et délibérantes pour les contenir, et qui avoient régné en paix et prévenu les catastrophes, en balançant les deux forces. Charles ordonna donc la dissolution de l'armée de Monck; il n'appela point en son conseil les soixante-dix membres du clergé et de la noblesse qui avoient garanti l'oubli du passé. On va voir comment son système politique s'exécuta, et où il le conduisit, lui et son frère. Les débats de la couronne et des factions recommencent.

Toutes ces furies religieuses, politiques et ambitieuses, qui avoient insulté et renversé le trône, loin d'être anéanties, n'étoient qu'amorties, invisibles et plus réservées. Il étoit naturel que le génie de l'égalité, jeté dans le sang des Anglais, fût offensé du rétablisement d'une nouvelle hiérarchie. La faction de l'égalité presbytérienne, des *indépendans*, des *Levellers* et *des têtes rondes*, sortis de son sein, s'étoit éloignée de ses enfans à mesure que les intérêts avoient troublé toute la famille. Mais à présent les chefs de ces factions républicaines, mécontens d'être gouvernés par un roi leur

ennemi commun, se réunissoient en secret, et se rendoient compte de ce que chacune avoit observé de la marche et du plan du gouvernement. Les presbytériens furent les premiers à parler. Quand le roi rétablit la hiérarchie, ils s'avisèrent qu'il les avoit jetés dans une autre roture. Ils se plaignirent qu'on ne leur avoit pas tenu parole. Ils haïrent en secret le gouvernement, et ce fut la première et la plus active des causes de la dégradation définitive de la maison de Stuart. La faction ne voulut plus se réconcilier avec le trône.

Les griefs des *têtes rondes*, des juges du roi, des chefs du *cromwellisme* étoient d'un autre genre. Quand ils s'aperçurent que le roi n'avoit promis qu'une amnistie équivoque; quand le chevalier Vane, le plus remarquable des républicains qui n'avoit pas voulu la mort du roi, fut mis en jugement; quand on eut écarté des emplois presque tous les révolutionnaires; quand le roi ordonna aux juges fugitifs de son père de venir se constituer prisonniers pour jouir de l'amnistie; quand on eut ôté les biens et la liberté à tous et la vie à plusieurs pour le prix de leur soumission et de leur confiance; quand dans la chambre haute on demanda la tête de cent soixante républicains;

républicains ; quand on institua la fête annuelle et religieuse *du Repentir*, le jour de la mort de Charles Ier ; quand les cadavres de plusieurs notables républicains confondus avec celui de Cromwel furent déterrés et attachés à un gibet ; quand les prisonniers les plus remarquables du parti du *protectorat* furent tirés de leurs cachots, traînés sur une claie la corde au cou, et montrés en spectacle au pied d'une potence ; quand le chevalier Vane, républicain tempéré qui avoit tout tenté pour empêcher le supplice de Charles Ier, porta la tête sur un échafaud, etc. etc. toute la nation Anglaise, qui avoit pris plus ou moins de part aux révolutions, douta de la clémence et de la capacité du prince. L'histoire d'Angleterre offroit des preuves éclatantes que les plus violens révolutionnaires pouvoient servir le roi et s'amender. L'envoyé d'Angleterre en Hollande avoit été ministre de Charles Ier, de la république, de Cromwel père, de Cromwel fils, et des comités des officiers pendant la confusion du gouvernement. Il l'étoit encore de Charles II, et le protée étoit cité. Royaliste et républicain, cromwelliste et de nouveau royaliste, il ramassoit à présent en Hollande, pour le service du roi, les juges de Charles Ier

avec lesquels il avoit jadis révolutionné, pour être menés à l'échafaud. Dans les factions religieuses on trouvoit des faits analogues. L'archevêque de Cantorbéry, Cranmer, *catholique* sous Henri VIII défenseur de la foi; *schismatique* sous Henri hérétique; *catholique* de nouveau sous Marie, changea de religion pour la quatrième fois en montant à l'échafaud. Il se déclara luthérien. Dans l'administration de l'état on voyoit le grand chancelier Shaftsbury qui avoit servi toutes les sortes de gouvernemens. Monck avoit servi les deux Cromwel et les deux Charles. De ces exemples on inféroit que le génie révolutionnaire des Anglais étoit susceptible de modifications et d'amendemens; tandis que le roi remontoit la machine de la révolution par de nouvelles effusions de sang.

Charles n'étoit pas capable de profiter de ces exemples. Les révolutionnaires, qu'il avoit appelés à son service avoient beau se citer comme preuve de l'utilité du système d'oubli; les ennemis du feu roi, ceux-mêmes qui s'étoient volontairement constitués prisonniers du monarque, et sur son invitation, perdirent leurs emplois. On ôta à tous les juges de Charles I.er les biens et la liberté, et un grand

nombre porta la tête à l'échafaud. Okeiy déclara que la peur de la mort l'avoit engagé à fuir. Il se disoit dévoué à Charles II. Il prioit pour sa prospérité. La commission royale, qui le condamna à la mort, accorda son corps à ses amis pour l'ensevelir honorablement, à cause de sa résignation (1).

Le supplice du chevalier Vane caractérise mieux l'esprit de Charles II. Ce républicain disoit à ses juges : *Si la soumission à la république d'Angleterre est un crime, la nation fut donc criminelle. Cependant les anciennes lois vouloient que personne ne fût coupable, pour avoir obéi à l'autorité dominante, parce qu'un prince chassé n'a pas le droit d'exiger l'obéissance de celui à qui il ne peut offrir sa protection. De simples particuliers pouvoient-ils discuter les titres du*

(1) Sur quatre-vingt-neuf individus, qui avoient pris part au jugement de Charles I.er vingt-cinq étoient morts, vingt-neuf étoient fugitifs, sept furent remis à la clémence du roi, et vingt-neuf condamnés à mort. Dans ces vingt-neuf, il y en avoit dix-neuf qui s'étoient constitués prisonniers sur l'invitation du roi pour obtenir l'amnistie ; l'un d'eux fut exécuté avec dix autres, qu'on avoit attrapés pendant leur fuite.

gouvernement? L'usurpation, plus forte que la puissance déchue, nous obligeoit également de lui obéir. J'ai condamné toutes les violences contre Charles Ier, mais le voyant dans son malheur extrême, je m'attachai aux communes, à la source de tous les pouvoirs quand la patrie est abandonnée. Eh! qui oseroit condamner la nation Anglaise d'avoir eu recours au gouvernement républicain dans sa détresse, quand le prince n'avoit pas pu conduire le gouvernement royal? Je pouvois fuir au retour du roi; mais je voulus rester, fort de ma conscience, de la promesse royale de l'oubli, et de ma résolution de défendre la liberté à l'exemple des plus grands hommes de l'antiquité et au prix même de mon sang.

Toutes ces raisons étoient loin de toucher les commissaires du roi. Ils l'avoient déjà jugé. Son courage les offensa; afin que Vane ne parlât plus de la sorte en présence du peuple spectateur de son supplice, on ordonna des roulemens de tambour. Il dit seulement que *sa mort étoit le passage à la félicité et la récompense de ses actions.* Lambert fut aussi condamné à mort, mais avec sursis.

Les juges dirent que Vane auroit obtenu la même faveur, si ses raisons n'avoient irrité. Lambert fut exilé.

Après ces vengeances le roi renvoya le parlement dont il craignoit les presbytériens qui y étoient prépondérans. Pour les attirer à l'église anglicane, il leur offrit des évêchés; un seul accepta. Il leur ordonna des prières communes avec les anglicans; il chassa de leurs emplois ceux qui ne voulurent pas s'y conformer, et les exila à cinq milles de distance du lieu où ils prêchoient. Il épousa une princesse catholique, il s'allia avec la France réputée l'ennemie des Anglais et du protestantisme, et il lui vendit Dunkerque pour quatre cent mille francs. Son frère, le duc d'Yorck, se convertit à la religion catholique, et il se forma dans son ministère une cabale de cinq ministres, qui résolurent de rétablir et de fixer l'autorité du roi.

Les deux chambres se plaignirent alors de l'accroissement du *papisme*, des confréries catholiques, de l'influence des jésuites, et de la célébration de la messe. Le duc d'Yorck, pour braver les plaintes, se déclara lui-même catholique. Le roi s'allia à la France au mépris de la ligue protestante de l'Angleterre,

du Danemarck et de la Hollande. Il osa devenir pensionnaire de Louis XIV, qui paya sa neutralité jusqu'à la somme de deux millions sterlings, au grand scandale des Anglais.

Le parlement, qui duroit depuis dix-huit ans, lui témoignoit de la défiance; le roi le cassa. Il avoit pour ennemis, dans cette circonstance, les révolutionnaires dont il avoit conduit les chefs à l'échafaud; les presbytériens qu'il avoit dégradés et trompés; le parti ennemi de la France son alliée, et le parlement qu'il avoit cassé. Il commençoit à s'attirer la haine du corps épiscopal, parce qu'il favorisoit les *papistes* ouvertement. Ce mécontentement des autorités de l'état et des factions ayant passé dans le cœur de ses sujets, plus il changeoit de parlemens, et plus la nation s'obstinoit à lui envoyer des républicains et des presbytériens mécontens pour former de nouveaux parlemens. Le duc d'Yorck, plus détesté que lui, passa à Bruxelles pour éviter un orage. La chambre des communes le déclara déchu de la succession. Bientôt on vit ce prince revenir dans le royaume, en sortir, y rentrer alternativement. Chaque voyage avoit l'air d'éluder autant de proscriptions.

Le parti des Wigis, composé de *presbytériens*, d'*anarchistes*, de *têtes rondes*, d'*indépendans*, de *républicains*, grossissoit à vue d'œil. Le parti du roi et des citoyens timides, crainte de retomber dans les malheurs du dernier règne, se concentroit. Celui des sages cherchoit des moyens-termes, et désiroit des rapprochemens. Le roi, occupé de dissoudre et de renouveler ces parlemens, en cherchoit un qui voulût concourir à son dessein de rétablir l'autorité absolue. La nation lui prouvoit, en lui envoyant cinq parlemens consécutifs républicains et presbytériens, qu'elle étoit envenimée.

Le cinquième parlement n'avoit duré qu'une semaine. Ces successions rapides des parlemens annullés par le roi et rétablis par la volonté nationale; la résolution que prit le monarque de s'en passer; ces évasions inopinées et ces retours du duc d'Yorck, héritier présomptif du roi, fuyant les proscriptions et attiré par son droit à la couronne; ces conjurations protestantes qui font couper des têtes catholiques; ces conjurations catholiques qui font couper des têtes républicaines et protestantes; l'audacieuse supposition de ces crimes d'état; vile et honteuse ressource des factions

qui rougissoient de leur haine ; l'incendie de la ville de Londres dont elles s'accusèrent réciproquement ; les débats qui s'élevèrent sur la souveraineté des peuples et sur les limites de la puissance royale, avoient mis l'Angleterre dans un état de crise dont la mort de Charles II retarda le dénouement. Il est temps de faire connoître les puissances continentales intéressées à jeter les Isles Britanniques dans tous ces embarras, et de saisir sur le fait la main invisible qui étoit, dans le conseil même du roi, l'instrument de cet infernal machiavélisme.

Louis XIV, qui dirigeoit ses affaires depuis la mort de Mazarin, voulut connoître à fond ses intérêts relativement à la maison des Stuart. Richelieu avoit mis aux prises le peuple et le roi d'Angleterre. Mazarin, allié du protectorat, laissant dans l'abjection la maison des Stuart, avoit amusé Charles II, fugitif et proscrit ; il lui disoit que, s'il ne se montroit pas, c'étoit pour le mieux servir quand les circonstances seroient favorables. Ses promesses, grimaces de ministre, étoient des titres que Louis XIV, gouvernant lui-même ses états, eût pu réaliser ; mais Colbert, qui vouloit créer un système commercial mari-

time et manufacturier, et Louvois qui avoit un plan militaire analogue au caractère du roi, voyant cette nouvelle Angleterre sortir du sein de l'anarchie, et la maison de Stuart se relever de ses infortunes, étoient bien résolus de ne point s'écarter des principes de Richelieu et de Mazarin, mais de prendre avec l'Angleterre un parti définitif et différent de ces embûches interminables que les deux nations étoient accoutumées à se dresser. Louis, instruit de la puissance que sa maison retiroit de la loi fondamentale de la succession, demandant à Louvois et à Colbert quelle étoit la condition de la maison de Stuart à ce sujet, les ministres lui montrèrent une liste des rois d'Angleterre qui prouvoit que depuis Guillaume le Conquérant jusqu'à Charles II, l'Angleterre n'avoit jamais eu de suite plus de trois rois régnant par droit héréditaire; mais que, souvent tourmentée par des convulsions pour la succession du trône, les rois se retiroient des dangers par des dangers différens. Ainsi le roi désignoit quelquefois son successeur; d'autres fois le conseil le nommoit lui-même à la mort du prince en le supposant désigné. Le plus souvent le parlement avoit usé du droit de le choisir ou de

concourir au choix. Les usages favorables à la branche aînée avoient été souvent intervertis, et de longues guerres civiles en avoient toujours été le résultat. Le droit de succession étoit donc en Angleterre une source de litiges, et la maison de Stuart, qui avoit approfondi toutes ces questions en succédant à Elisabeth, avoit résolu de terminer ces troubles en suivant cette loi salique et conservatrice qui, depuis Pharamond, étoit une base de la puissance de la nation française.

Louvois et Colbert, qui avoient des intérêts différens, avoient mis par leurs réponses unanimes Louis XIV dans une nouvelle sphère politique. Ce prince demandant aux deux ministres quelle étoit la condition à cet égard de l'Angleterre soumise à la famille du protecteur, ils répondirent : *Cromwel désigna vainement son fils pour successeur ; à sa mort, les passions qu'il avoit comprimées se réveillèrent soudainement toutes ensemble pour replonger Richard dans la foule. Les premiers empereurs Romains et Ottomans ayant détruit, comme Cromwel, les autorités établies dans l'état quand ils l'avoient conquis, la liste chronologique et l'histoire de ces empereurs furent si extraordinaires,*

qu'elles obligent les fidèles ministres du roi à se soumettre à ses méditations, afin qu'il juge de la destinée de l'Angleterre, si les anciens ordres de l'état ne se fussent réveillés et rétablis à la mort de Cromwel. Ils observèrent au roi qu'une armée, des officiers et un second Cromwel auroient sans cesse succédé au premier, à ses officiers, à ses troupes, si Charles II n'avoit été rappelé à temps pour rétablir toutes choses à leurs places. Ils délivrèrent en même temps à Louis XIV les listes comparées des rois de France et d'Angleterre, des empereurs Romains, Ottomans et Germaniques, afin que dans sa sagesse il jugeât comment il devoit en agir avec l'Angleterre, avec la maison de Stuart, et avec les autorités qu'avoit abolies le protectorat (1).

J'ai extrait en 1788 les pièces relatives à ces instructions des papiers de Colbert de

(1) Il résultoit des mémoires des ministres et des listes comparatives des empereurs Romains, Ottomans et Germaniques, que, plus les états ont d'institutions civiles, et plus leur histoire étoit paisible et tempérée, et qu'une dynastie ne pouvoit au contraire s'établir paisiblement dans un état militaire. On ne voit pas alors comment Louis XIV, après la destruction

Croissi, recueillis avec ceux de Colbert et de Torcy, célèbres ministres de Louis XIV. Elles étoient conservées avec beaucoup de

---

de l'ancien clergé anglican ; après la chute de la noblesse, et dans une circonstance où il ne restoit plus qu'un fragile parlement, pouvoit vouloir établir un gouvernement absolu en Angleterre. La liste dont je publie ici les résultats lui présentoit des données qui méritoient bien quelques méditations.

Résumé *de la liste des cent quinze empereurs Romains, depuis Jules César, jusqu'à l'empereur Constantin V.*		Résumé *de la liste des quarante-huit empereurs d'Occident, depuis Charlemagne, jusqu'à Ferdinand III.*	
Morts naturellement.	37		32
Assassinés.	54		8
Empoisonnés.	2		1
Expulsés du trône.	6		5
Abdications.	6		1
Enterré vivant.	1		0
Suicidés	5		0
Frappés de la foudre.	2		0
Noyé.	0		1
Genre de mort inconnu.	2		0
Sommes.	115		48

La liste des successions dans l'empire ottoman étoit singulièrement remarquable. Depuis la chute des empereurs Grecs, les Turcs n'avoient régné qu'en mas-

soins par le feu duc de Luines, qui me les communiqua et qui les tenoit de ses ancêtres. Louis XIV prit le double des mémoires et

---

sacrant leurs frères, leurs oncles, leurs cousins. Tous ces faits montrent avec quel zèle, dans les empires nouvellement établis, les sujets doivent concourir à l'envi à la paisible formation des autorités conservatrices des dynasties. La bonne ou la mauvaise destinée des peuples dépend des institutions primitives. Il faut laisser *aux rouës* seuls de dire comme madame de Pompadour : *après nous le déluge*. Cette longue suite de princes qui ont régné sur la France avec si peu de révolutions sanglantes et intestines ; cette antique prospérité de nos ancêtres ; notre horreur naturelle en lisant les histoires barbares et ignominieuses des empereurs Romains, prouve que notre constitution française avoit des institutions réfléchies et amies des dynasties régnantes. Tous les états de l'Europe y avoient puisé des principes, des moyens et des idées. Mon opinion particulière sur les causes de la longue conservation de nos anciennes dynasties, avec si peu de révolutions, est établie, 1.° sur la permanence du premier ordre de l'état indéfectible depuis Clovis à côté du trône ; 2.° sur la noblesse qui devint héréditaire ; 3.° et sur l'existence d'une magistrature puissante dans l'état. Nos trois dynasties, où l'on voit tant de princes incapables, tant de rois infirmes, mineurs et vieillards, n'ont pas commis une seule faute grave contre leurs intérêts, que ces ordres

des listes, et ordonna de lui choisir à Londres un agent fidèle *pour relever la maison de Stuart, pour lui assurer l'autorité absolue, pour rétablir la religion catholique en Angleterre, pour la dégager, ainsi que la couronne, des entraves du parlement; pour empêcher le retour de la politique d'Elisabeth; pour traverser l'établissement d'une suprématie religieuse et protestante qui tendoit à faire de la ville de Londres une métropole bien plus agissante dans le monde que l'église romaine*, etc. Le roi vouloit que ses peuples pussent s'occuper d'affaires commerciales. Il résolut de mettre aux prises les deux puissances commerçantes, l'Angleterre et la Hollande, pour les détruire l'une par l'autre. Il voulut que la France eût des alliances avec la Hollande pour attaquer l'Angleterre. Il

---

auxiliaires, observateurs du danger commun, n'en aient averti le chef de l'état. Divinités tutélaires de la nation éternelle, puissiez-vous répandre les idées conservatrices de NAPOLÉON et de l'ancienne France. J'ai touché beaucoup de ces questions dans les *Mémoires de Louis XVI* et dans le discours préliminaire des *Mémoires de madame de Pompadour*. A Paris, chez *Treuttel* et chez *Bertrand*, 7 vol.

voulut en avoir une, quoi qu'elle pût coûter, avec l'Angleterre pour détruire la Hollande. Il ordonna de lui chercher auprès de Charles un ministre habile capable de l'aider à l'exécution de ce plan, d'attirer à son service le comte de Shaftsbury, et de le préférer pour le plan à tout autre ministre ou courtisan.

Ce ministre de Charles II, entré dans la chambre des communes sous Charles I.er à l'âge de vingt ans, avoit été le serviteur de ce prince, puis de la république et puis de Cromwel. La mobilité de ses affections, son inimitié pour les *Levellers*, les services qu'il rendit à Monck quand il vit revenir la monarchie, la hardiesse de son éloquence, la facilité de son caractère et la beauté de son génie ayant fait parler de lui, Charles II l'avoit appelé dans son conseil privé. On avoit bientôt démêlé qu'il étoit tout à la fois homme d'état, intrigant ou quelque chose de plus. Charles II n'avoit pas d'enfant. Les Anglais les plus dévoués à sa famille parloient de le remarier, de le délivrer d'un libertinage plus scandaleux à la cour d'Angleterre que dans celles du continent, et d'engager son épouse stérile et princesse portugaise à prendre le voile en France dans le couvent des Anglai-

sés. On assuroit que la maison de Stuart, récemment battue par tant de tempêtes, qui vouloit adopter le système de la succession de France, trouveroit dans une autre génération de princes le moyen d'assurer la couronne et d'étouffer d'avance ces révolutions éventuelles indiquées par des citoyens éclairés et prévoyans. Les malheurs récens étoient une leçon terrible. On présumoit que Charles II éviteroit de suivre les plans de Charles Ier. La couronne avoit fait naufrage; on la croyoit relevée de ses dangers.

Les plans de la France et de Shaftsbury étoient bien différens. Pour écarter le système d'une fécondité en princes du sang et fixer le roi dans son libertinage, il jette dans son lit une seconde maîtresse. La nature a voulu que les princes d'un génie étroit et contemporains des princes puissans en pensées et en courage seroient malheureux, et que les nations sous un prince débonnaire seroient punies des règnes célèbres et entreprenans. Louis ordonna de préparer une alliance intime et perpétuelle avec Charles, de séduire ce prince, ses ministres, les notables du parlement et des factions, et de recevoir et de suivre ses ordres.

Il se formoit dans ces circonstances en Hollande un prince militaire et sérieux de son naturel, sage, ambitieux et prévoyant, qui brûloit de se distinguer en imitant ses illustres ancêtres. Les princes d'Orange avoient créé la république de Hollande, province démembrée de la couronne d'Espagne; Guillaume III, voyant que la maison de Stuart et le système de Louis XIV s'établissoient en Angleterre malgré le génie, les intérêts et la résistance de cette nation, résolut de se mettre à la tête des puissances protestantes, de détrôner la maison de Stuart, de tenir tête à Louis XIV, de bannir ses principes de la cour de Londres, et d'épouser la nièce de Charles II pour donner des titres colorés à son plan d'usurpation, qu'il roula dans sa tête pendant neuf ans. Il se promit de faire jouer à l'Angleterre, puissance maritime, un rôle continental; d'établir un système inconnu et des expressions nouvelles dans la politique générale; de faire valoir contre la France l'audacieuse expression *d'équilibre de l'Europe;* de diriger contre Louis XIV toutes les puissances sous prétexte de cet équilibre; de rétablir à la cour de Londres le système d'Elisabeth; et dans l'état, la suprématie religieuse et pro-

testante, à la tête de laquelle Charles II et le duc d'Yorck, esclaves de Louis XIV, dédaignoient de se montrer.

Guillaume pénétra bientôt le comte de Shaftsbury et les autres agens de Louis XIV. Il ne coûte à un traître, pour servir deux puissances ennemies, que les moyens difficiles de rendre des services agréés et mixtes. Le comte, obligé de suivre à prix d'argent les instructions de Louis et de Guillaume, se trouva de nouveau dans son élément, l'intrigue, le trouble, les conjurations et les perfidies. Pour obéir aux deux mobiles, il se jette dans le parti populaire. Et parce que Charles flottoit entre les deux systêmes, celui de la *puissance absolue* qui convenoit à la France, et celui de la puissance mixte qui convenoit à Guillaume, le comte, voyant le roi d'Angleterre se refuser à des mesures arbitraires, lui dit que, puisque le parti républicain faisoit chaque jour impunément des progrès nouveaux, il étoit de son devoir de s'insinuer dans cette faction pour la connoître et la réprimer dans les circonstances.

Shaftsbury avoit un génie naturellement fécond en objections et en moyens d'opposition. Ce genre d'esprit le rendoit propre,

par conséquent, à renverser plutôt qu'à créer. Il avoit des fils d'intrigues qui aboutissoient à tous les partis qu'il avoit servis. Il passoit pour homme capable de soutenir un bon et un mauvais parti avec sang-froid et avec passion. On le disoit décidé à commettre tous les crimes nécessaires à la réussite de ses plans qui ne lui coûtoient que la peine de les préparer et de les exécuter. Fanfaron, audacieux, menteur, impudent, il disoit, sous le règne de Charles II, que Cromwel avoit voulu le faire roi. Quand LouisXIV envoya Croissy à Londres, il se vanta de ses moyens de succès pour une grande entreprise, en lui citant la variété des factions qu'il avoit servies, et en lui montrant la variété de manteaux et d'habits qu'il avoit conservés. Il ouvrit en sa présence une grande armoire, où étoient pendus ceux qu'il avoit portés quand il étoit membre des communes sous Charles Ier; quand il servit la république; quand il s'attacha à Cromwel; quand il suivit les entreprises de Monck; quand Charles II l'appela en son conseil; et quand il fut créé grand chancelier. C'est en effet sous ces divers manteaux que le comte avoit agité la nation Anglaise. Ce fut lui qui, dans le conseil de Charles II, fit

accorder la liberté de conscience à toutes les sectes dissidentes, pour plaire à Louis et à Guillaume ; à Louis, parce que cette mesure favorisoit les catholiques ses amis ; à Guillaume, parce qu'elle lui préparoit de loin les voies du trône et les succès d'une conjuration qu'il ne pouvoit exécuter que lorsque les factions animées seroient aux prises. Ce fut lui qui suscita les plus méchantes contrariétés au duc d'Yorck, et le fit déclarer, en citant sa religion et son amour du despotisme, inhabile à succéder à la couronne. Le roi Charles, ayant démêlé sa conduite tortueuse, lui ôta la charge de grand chancelier, et l'envoya à la Tour. Là, devenu plus circonspect, son caractère s'aigrit ; il jura de ruiner la maison de Stuart, et de soulever contre elle tous les partis dont il disposoit. Elargi, il forgea deux conspirations contre Charles, qu'on attribua aux républicains et aux royalistes. Méprisé de la France qui l'avoit payé, abhorré des partis qu'il avoit soulevés, se voyant à la veille de périr du même supplice auquel il avoit conduit le parti d'Oates et le parti de Sidney, l'un et l'autre soudoyés par un prince que je ne nommerai pas, parce que les pièces sont inédites et incroyables, il s'enfuit, et alla mourir

en Hollande, contre laquelle il avoit dit en plein parlement *delenda est Carthago*, quand il arma contre elle le roi son maître.

Jacques II, arrivé à la couronne, s'étoit déjà égaré dans une route où Louis XIV, Guillaume III, et le comte de Shaftsbury l'avoient conduit. Une bonne intelligence avec son parlement, ou plutôt le système d'Elisabeth, pouvoit encore le retirer de la position où le plan de la France, de son père et de son frère le tenoit immobile et captif. Mais le commencement de son règne apprit que Jacques étoit un roi perdu. Il fit monter à l'échafaud le duc de Montmouth, son frère, coupable, mais dont la conspiration découverte n'étoit plus dangereuse. Bientôt il envoya au pape, qui n'étoit pas son ami, une ambassade odieuse aux Anglais, et permit au nonce de faire à Londres en habits pontificaux cette entrée pompeuse qui scandalisa toute l'Angleterre, sans que le pape lui en sût gré. Il fit emprisonner à la Tour sept évêques anglicans qui ne vouloient pas se soumettre à sa doctrine.

A mesure que la cause de Guillaume III triomphoit ainsi à Londres, celle de Louis XIV y dépérissoit; et parce que Louis affectoit un grand zèle contre le protestantisme, parce qu'il essayoit de le détruire en France et à

Londres, parce qu'il faisoit cause commune avec Jacques dans sa lutte contre les Anglais, l'Europe se réunissoit pour soutenir par-tout le protestantisme contre [redacted] Guillaume III promettant d'humilier Louis XIV en Angleterre si on vouloit lui sacrifier Jacques II, tout le monde le lui abandonna. L'animosité étoit telle, que le pape lui-même, dédaignant le zèle de Jacques, disoit publiquement que ce prince détruiroit tout ce qu'il y avoit encore de catholiques en Angleterre. L'Autriche, qui le poussoit, la Savoie, l'électeur-Palatin, la Prusse, la Bavière s'unirent à Guillaume pour rompre l'union de Louis et de Jacques, pour rétablir en son lieu le chef de l'église protestante en opposition ouverte contre le zèle catholique de Louis XIV. Voyez, Français, quelles conceptions suivies et profondes dans Napoléon! Le système religieux et diplomatique de la tolérance vient de renverser l'église patriarchale de Georges III et de ses successeurs. Le véritable protecteur des églises protestantes est désormais au château des Tuileries. Les protestans européens ne sont plus ni les instrumens ni les alliés de la cour de Londres; l'église de Georges ne s'étend plus au-delà de son île.

Jacques II étoit déjà détrôné dans l'esprit

de tous les peuples. Devenu odieux à l'église anglicane, aux presbytériens et à toute l'Angleterre dont il méprisoit les droits, Guillaume s'aperçut qu'il étoit temps de se montrer, de prévenir ses troupes et ses flottes, dont il fit semblant de menacer la France, pour cacher son jeu ; mais Louis en avertit Jacques et lui offrit des secours qu'il refusa, et Guillaume débarqua en Angleterre sans opposition.

Le roi Jacques, observateur de ses infortunes, voit dès ce moment toutes les parties de sa puissance se dissoudre. Ses troupes, sa marine, son parlement, ses amis, ses conseils, ses deux filles, l'abandonnent, le renient ou ne le connoissent plus. Ses troupes jettent les armes. Les presbytériens lèvent les bras vers Guillaume leur libérateur. Les catholiques romains consternés et fugitifs prennent la route de France. Le roi, demandant des avis et des secours à un vieux courtisan dont il avoit fait mourir le fils à la suite d'une conspiration: *J'avois un fils qui eût pu vous servir*, dit-il à Jacques, *par sa jeunesse et ses talens ; quant à moi, je suis trop vieux*, et il passe dans le parti de Guillaume.

On a vu ci-dessus, dans les pièces que j'ai

publiées, le détail des malheurs de ce prince. Il fut réduit à consulter ce qu'il y avoit de plus ignoble et de plus ignorant dans la société pour savoir ce qu'il avoit à faire dans ces dures circonstances. Son valet de chambre et un marchand de vin le déterminèrent à fuir à la hâte ses trois royaumes, et cette fin ignominieuse et triste le préserva du sort qui l'attendoit et que lui réservoit la nature des choses, s'il se fût obstiné à régner sur un parti aussi impuissant en Angleterre, que l'étoit celui de l'église romaine. Un parti Français très-nombreux vint dans le continent s'attacher à ses destinées.

Résumé.

Telle fut la fin du roi Jacques II; trois fautes, que ne commettent point les rois prévoyans, l'y conduisirent.

1.° Le refus d'entrer dans la ligue catholique et protestante d'Ausbourg contre Louis XIV. Il voulut conserver l'alliance d'une nation ennemie de la Grande-Bretagne; et toute la nation Anglaise se souleva.

2.° La tentative de Jacques de gagner à son parti par l'édit de la tolérance, les deux enne-

mis de la monarchie et de l'église anglicane; les presbytériens et les catholiques.

3.° Le mépris des lois et des autorités établies depuis Elisabeth pour contenir les deux ennemis d'une constitution protestante et hiérarchique.

Jacques, à la vérité, avoit appris de Mazarin *qu'il est inutile de placer et de récompenser ses amis quand on a des ennemis à neutraliser;* mais il étoit plus équitable, plus sûr et plus naturel d'écouter Louis XIV, qui disoit : *en donnant un emploi à un homme qui ne m'aime pas, je fais un ingrat et cent ennemis; je me suis toujours mieux trouvé de me servir de mes amis.* M. de Voltaire ne devoit pas se permettre de mutiler cette observation profonde d'un grand roi qui en avoit recueilli de si beaux fruits.

Cependant les presbytériens triomphoient. Vainqueurs de l'ancienne église anglicane sous Henri VIII; vaincus sous Marie; méprisés d'Elisabeth fondatrice de l'église hiérarchique-épiscopale qui fut prise dans leur sein; mécontens et tracassiers sous Jacques I.er; conspirateurs sous Charles I.er; dédaignés de Cromwel; intrigans subalternes sous Charles II; de nouveau conspirateurs sous Jacques II; ils

avoient tant cherché de gouvernemens, qu'ils avoient enfin rencontré dans la maison d'Orange une dynastie de leur secte, animée contre la France. Mais Guillaume pouvoit-il les relever de l'état de nullité où leur religion les retient et les conserve, et détruire pour eux la religion nationale hiérarchique qui déjà avoit fait tant de martys ? Embarrassé de ces presbytériens auteurs de tant de ravages, Guillaume s'imagina d'occuper leur génie remuant en le dirigeant contre la France ; il en composa sa diplomatie secrète ; et tout le règne de Guillaume se passa en haines éclatantes et secrètes contre nous. Ils auroient soutenu contre la France une guerre éternelle, si Anne qui succéda à Guillaume, fatiguée de leur caractère audacieux et turbulent, n'eût précipité de sa cour les chefs d'une faction aussi difficile et aussi mutine. Des hommes d'état, des généraux du premier ordre la conduisoient. Anne fut obligée de les poursuivre. Pour les écarter des affaires dans lesquelles ils n'étoient pas très-purs, elle les fit mettre en jugement, et la France, qu'ils avoient réduite à une sorte d'extrémité vers la fin du règne de Louis XIV, put alors obtenir la paix d'Utrecht.

Mais la dynastie ayant fini en Angleterre dans la personne de la reine Anne, les presbytériens se relevèrent encore. Pour soutenir un nouveau roi sur le trône d'Angleterre, on crut devoir recourir à leur audace. La maison de Brunswick professoit le même culte; mais fort embarrassée de l'amitié républicaine et turbulente des sectaires Anglais, Georges I.er et ses successeurs continuèrent à les diriger contre la France et à conserver dans leur cabinet leur funeste politique extérieure. Plus réservés dès ce moment, obligés de se travestir, de changer leur nom révolutionnaire odieux et criminel, et de faire oublier leurs conspirations, on ne les appela plus que *des Wigts*. Le cardinal de Fleury traita avec les chefs de ce parti pour en obtenir la longue paix de 29 ans. On les perdit donc de vue dans les cabinets diplomatiques. Pitt père, qui faisoit la collection de leurs papiers, qui étudioit leurs moyens, leurs projets, leurs systêmes, se réservoit pour développer un jour la haine héréditaire de la faction contre la nation française et la transmettre à son fils. Je vais résumer aussi, et laisser à mes concitoyens et à mes enfans, la doctrine si peu connue et si imperturbable des Wigts et des

presbytériens, qui forment une seule et même secte quand il s'agit de la France, de la religion catholique, et de la suprématie religieuse des rois d'Angleterre sur les puissances protestantes.

A la paix de Riswick, ils obtinrent qu'une dynastie presbytérienne-hollandaise seroit établie sur le trône d'Angleterre (1).

A la paix d'Utrecht, ils voulurent qu'une dynastie hanovrienne et presbytérienne succédât à la hollandaise qui finit dans la personne de Guillaume III, mort sans enfans, et que la couronne de Prusse fût confirmée à la maison de Brandebourg (2).

Par le traité de la quadruple alliance,

---

(1) Ils demandoient de plus que la maison de Brandebourg fût couronnée. Les cinq puissances catholiques, qui avoient mis à Londres une dynastie protestante, en opposition à Louis XIV, s'y refusèrent, et les presbytériens se réservèrent pour un autre traité.

(2) Cette fois la monarchie prussienne fut reconnue en Europe. L'électeur de Brandebourg, qui avoit manqué son coup, se ravisa. Instruit que cinq confesseurs jésuites, directeurs de la conscience de cinq rois catholiques, spécialement de l'empereur, s'étoient opposés à la création de sa monarchie, l'électeur traita avec le confesseur de l'empereur, qui reconnut la mo-

les presbytériens obtinrent que la maison de Hanovre seroit maintenue, et celle de Stuart sacrifiée. Ils voulurent qu'en cas de mort de Louis XV, Philippe d'Orléans, neveu de Louis XIV, seroit préféré au roi d'Espagne, qui en descendoit. Directeurs de la politique de Dubois et de Law, c'est à cette secte que nous devons attribuer les troubles de la régence.

Par le traité d'Aix-la-Chapelle, leur parti voulut que Marie Thérèse alliée de l'Angleterre seroit et demeureroit dépouillée, et qu'un prince protestant (pour favoriser la balance

---

narchie prussienne. Soyons justes envers le confesseur. La compagnie de Jésus, qui n'avoit pu conserver, sous Jacques II, la liberté de conscience favorable au parti catholique en Angleterre, obtint que la Prusse ne persécuteroit jamais les catholiques, et que, dans une prochaine circonstance, la liberté extérieure *de culte et de conscience* leur seroit accordée. *Par ce moyen*, disoit le confesseur jésuite, *la Prusse deviendra prospère et florissante; elle aura dans son sein les réfugiés protestans, les réfugiés catholiques, et ses naturels.* Trois peuples se réuniront. On ne peut avoir une politique plus déliée. Frédéric II s'est souvenu depuis de l'ancienne alliance de la maison de Brandebourg avec les jésuites. Quand le pape les détruisit, il les conserva en Silésie.

des forces protestantes et des forces catholiques en Europe) garderoit la Silésie, et que les restes de la maison de Stuart seroient de nouveau et définitivement sacrifiés :

Par le traité de Londres, que le Canada, terrain français, égal à l'Europe en étendue, et catholique romain, passeroit sous le régime du gouvernement Britannique.

Par un traité qui n'est pas public (signé à l'occasion de la conversion du landgrave de Hesse, entre l'Angleterre, le Danemarck, et la Suède, auquel accédèrent les maisons de Brunswick et d'Orange), le parti voulut que les souverainetés protestantes fussent conservées *in statu quo* avec des articles d'éventualité en cas d'extinction des maisons catholiques.

Il voulut que la Pologne catholique, démembrée principalement au profit d'une puissance protestante et d'une autre puissance séparée de Rome, ne fût pas secourue par le gouvernement d'Angleterre.

Par le traité de Paris, le parti voulut que la souveraineté de la république Américaine, presbytérienne, fût accordée sur la demande de la France aux Etats-Unis. Ce parti, pendant toute la guerre d'Amérique, ne cessa

de lutter contre le cabinet de Georges III. La France vouloit établir un nouvel état qui se trouva protestant ; c'est la seule fois que la France et le presbytérianisme ont travaillé dans le même but.

Enfin, pour suivre cette faction dans ses dernières opérations, je dirai qu'elle voulut par toutes ses manœuvres souterraines, avec d'Orléans et avec les autres révolutionnaires, qu'une maison protestante régnât sur les Français ; que le culte constitutionnel fût établi sur les débris du culte préexistant ; que les Irlandais ne fussent pas écoutés ; et que sa secte prît un autre nom et formât des alliances en Allemagne et en France.

Tel est le système religieux protestant et patriarchal de l'Angleterre, en opposition au culte catholique de la maison de Bourbon et au système de liberté religieuse de NAPOLÉON. On voit que les lois anglaises ne sont pas tolérantes.

La suprématie maritime des Anglais est assez connue. Leur système commercial ayant étouffé celui des Portugais, des Vénitiens, des Génois, de l'Anse, de la Hollande, des Echelles, etc. présage de ce qui doit arriver à la Suède, à la Russie, au Danemarck, à toute l'Europe, si

l'Angleterre ne succombe, je n'ajouterai rien à tout ce qu'on sait sur cet article. Mais, après avoir peint la faction qui a révolutionné cette nation pendant des siècles, telle que l'histoire nous le montre, je vais observer ce principe moteur des bouleversemens dans le sens que la politique veut qu'on l'étudie; comme principe dissolvant de toute société bien établie.

Lorsque la cour de Henri VIII, d'un côté, et la secte qui embrassa la doctrine presbytérienne, de l'autre, insultèrent à l'antique église anglicane, le culte catholique succomba à cette attaque combinée.

Quand la démocratie presbytérienne, d'un côté, et les autorités constituées, de l'autre, attaquèrent en même temps le roi Charles I.er, ce prince fut la victime nécessaire des deux factions réunies contre lui.

Quand le protectorat eut animé les royalistes de l'ancienne Angleterre et les factions républicaines des *presbytériens* et *Levellers*, que Cromwel destitua ou qu'il foudroya lui-même, ce gouvernement tomba comme une feuille d'automne.

Quand l'état-major, qui succéda quelque temps au protectorat, devint l'objet de la risée

risée des aristocrates de l'ancienne Angleterre et des restes des révolutionnaires de la république et du cromwellisme, cet état-major passa comme une ombre fugitive.

Quand les deux monarques, Charles II et Jacques II, se trouvèrent poursuivis par la chambre haute et par la chambre basse, Guillaume III entra en triomphe dans la ville de Londres.

En France, quand l'ancienne monarchie fut attaquée en 1788, par les notables du royaume, par le clergé, la noblesse, les parlemens, les pays d'état, d'une part; et de l'autre par la démocratie presbytérienne et populaire qu'un banquier, un aventurier Genevois organisa et lui suscita, l'ancienne monarchie française succomba à l'attaque simultanée.

Quand la monarchie constitutionnelle de 1791 fut assaillie par les royalistes de l'ancien régime et par les républicains, une poignée de brigands des faubourgs suffit pour la renverser le 10 août.

Quand la révolution eut essuyé, pendant la réaction, assez de coups sanglans des royalistes, et des révolutionnaires *constituans*, *girondins* et *cordeliers*, elle se réduisit en fumée; mais

il resta en France, comme il étoit resté en Angleterre dans les Wigts et presbytériens, une faction intacte, méditative, ancienne directrice des calamités publiques, et alliée nécessaire des presbytériens. Je l'ai peinte dans mon *Histoire de la Révolution.*

Aucun parti révolutionnaire, excepté ce parti privilégié, n'a résisté aux coups portés par deux partis opposés. L'échafaud fut constamment le résultat de la vie politique des notables de chaque faction ; et, quand d'Orléans, Brissot et Robespierre y arrivèrent, les royalistes de 1789 et les révolutionnaires de 1792 crioient ensemble : *vive la République !*

Deux forces vives avoisinent tous les gouvernemens.

Ceux qui l'aiment, qui le louent, le défendent et l'environnent, sont d'un côté. Les mécontens qui en sont l'opposition sont de l'autre.

Quand la portion de l'état, intéressée à l'aimer, à le louer et à le défendre, se trouve à côté ou dans l'opposition, là se trouve la chute nécessaire de tout gouvernement.

C'est pourquoi toute monarchie est en péril quand la section la plus distinguée du peuple professant les plus saines maximes du gouvernement monarchique est en opposition

de cœur avec lui ; comme toute république touche à sa fin quand avec une bonne doctrine elle a des mœurs perdues.

En deux mots, un gouvernement n'a pas des moyens de résister à l'attaque combinée ou simultanée de ses amis et de ses ennemis naturels : c'est le gouvernement de Jacques II et de la France avant le 18 brumaire.

On pourroit dire cela d'une autre manière. La monarchie française, tourmentée par la doctrine régnante en 1788, se jeta dans le sein d'une république et méprisa ses mœurs naturelles ; et la république française, traversée par ses mœurs monarchiques, retourna à ses institutions primitives et méprisa sa doctrine éphémère.

Or, quel est le principe dissolvant de l'ordre établi et hiérarchique des monarchies paisibles et tempérées, sinon l'intrigante faction politique, religieuse, intermédiaire, qui passe à droite et à gauche dans les partis amis et ennemis des gouvernemens, pour diviser, affoiblir, attaquer et dissoudre, formant des inimitiés et des alliances nouvelles ?

J'ai peint les factions anglaises ; il me reste à montrer la nation qui en a souffert.

Portrait de la Nation Anglaise.

Militaire et conquérante pendant le sommeil de la France, vaincue et fugitive pendant son réveil, l'Angleterre mit trois siècles à nous subjuguer, à défendre sa conquête continentale et à la perdre; mais elle employa aussi trois siècles à renoncer à la vie militaire continentale; et ce n'est que sous Napoléon que les Anglais ont ôté leur titre de *roi de France* de leurs diplômes, de leur monnoie et de leurs monumens.

Déchirée par ses factions intestines et sanglantes, quand la guerre continentale n'en fut pas l'antidote, l'Angleterre sortit de ses positions révolutionnaires pour se jeter dans le commerce, et depuis Cromwel elle fut et elle s'est conservée jusqu'à ce jour la *grande monarchie commerçante et maritime de l'univers*, dictant sa volonté à tous les cabinets européens, non par la terreur de ses armes, mais par l'attrait des récompenses pécuniaires et par ses alliances avec les factions intestines continentales.

Métropole du protestantisme, ses pénates et ses principes conservateurs depuis Henri VIII furent des instrumens destructeurs de

la maison de Bourbon. Foyer des révolutions, ses aventuriers, ses Law, ses Necker, ses Marat devinrent des hommes d'état en France pendant les minorités et les troubles ; et telle est la contrariété du génie des deux nations, que les opinions qui la conservent doivent nous détruire, quand ce qui nous détruisoit est par contre-coup le maintien de son salut et de sa puissance (1).

Voudroit-elle donc la paix avec nous, cette puissance monstrueuse sous le règne de Napoléon ? Tant que la faction qui la gouverne dominera, elle ne peut vouloir que la guerre ; elle est peut-être incapable de négociation. La situation et les plaintes de la France depuis vingt ans démontrent que les Anglais, étudiés en Asie, en Amérique et en Europe, sont devenus les ennemis, par leurs principes, de l'espèce humaine. Les malheureux ! ils ont oublié l'époque de la grande paix de vingt-neuf ans sous le cardinal de Fleury.

---

(1) J'ai traité en détail son Histoire Moderne dans les *Mémoires du Règne de Louis XVI*, 6 vol. à Paris, chez *Wurtz* et *Treuttel*. Ils se vendent, traduits en anglais, à Londres, 6 vol. *in*-8.° chez *Robinson*, rue *Pater Noster* : ainsi que dans l'*Histoire de la Décadence de la Monarchie*, 3 vol. chez *Duprat*, à Paris, rue Gît-le-Cœur.

Ennemis du roi de France et de Navarre, du roi constitutionnel, du gouvernement révolutionnaire et directorial, du consulat, de l'empire et de tout Français, qu'ils ont cru devoir inscrire dans leurs quatre listes de proscription pendant nos périodes révolutionnaires, chaque opération de Napoléon les irrite. Il n'est pas un acte du Gouvernement français qui ne les contrarie. Le projet d'une marine ; le sacre de Napoléon, son empire héréditaire ; surtout la liberté de conscience qui leur ôte un allié ; l'extension du territoire, résultat de leurs principes ; la fermeture des ports ; le silence de nos factions, leurs alliées ; la confiscation de leurs marchandises ; un livre nouveau sur les intérêts de la France ; un ouvrage célèbre écrit par un Français, s'il ne rend hommage à la grande nation insulaire ; tout ce qui arrive en France depuis vingt ans, presque tout en sens contraire de ce qu'ils ont voulu ; la création de huit nouvelles monarchies presque toutes en faveur de princes catholiques de la maison Napoléon ; le démembrement ou la chute des couronnes et des souverainetés protestantes ; la dissolution de leur système diplomatique ; le rétablissement d'une dynastie suzeraine sur de nouvelles bases ; notre profond et éternel mépris des cinq couronnes que les

Anglais ont voulu nous donner; les justes châtimens qui arrivent à presque toutes celles qui ont osé y prétendre; l'insuccès de la révolution, la grandeur de Napoléon, etc., etc., etc., déconcertent, irritent, animent, confondent les Anglais. Dans la position actuelle, ils ont des plans régicides et incendiaires à Paris, à Pétersbourg, à Copenhague.

Si les trois royaumes demeurent intacts; si le progrès de leur richesse commerciale continue; si leur marine n'est pas morcelée; si la marine française reste dans un état d'inaction; si notre commerce extérieur ne se rétablit; si les factions alliées de l'Angleterre ne se neutralisent absolument; si celle des *roués* lui demeure dévouée; si la Russie, que de grands intérêts attirent sans cesse vers la cour de Londres, ne demeure fidèle; si les états héréditaires de l'Autriche ne sont pas démembrés; trente ans de recherches et de réflexions sur ces matières me font craindre et dire en bon français que si nous sommes bien assurés de notre gloire et sûreté pendant tout le règne de Napoléon, l'Angleterre, qui veut se venger de Richelieu, de Louis XIV, de Louis XVI, de Napoléon, attend une minorité ou le passage d'un règne à un autre pour recouvrer sa domination politique sur le con-

tinent et tenter de renverser la monarchie de Napoléon.

Les puissances secondaires ont un génie qui leur est particulier. Souffrantes en présence d'un homme de caractère qui rarement gouverne une nation du premier rang, elles se saisissent de la supériorité, pendant les minorités, et sous les rois foibles des puissances du premier ordre.

Or, la nation Anglaise, sage, prévoyante, énergique, industrieuse, politique dans l'exercice de ses intérêts, a prévu pour elle tous ces cas; elle est toujours l'Angleterre, sous Guillaume III comme sous ses rois impuissans, et c'est ce qui la sauve des coups de la France.

Il n'est pas nécessaire d'observer que cette grande nation a déjà assuré à la postérité, aux nations futures, des productions éternelles de son génie. Comme tout ce qu'elle a fait porte le caractère de la force et de la profondeur; sous ce point de vue, les ouvrages de ses philosophes, tels que Newton, Robertson et autres, et de ses littérateurs Milton, Richardson, Pope, etc., etc., suffisent pour la placer dans le rang des immortelles.

FIN DU PORTRAIT DE L'ANGLETERRE.

LETTRES

DE LOUIS XIV,

DE MADAME DE MAINTENON

ET DU

MARÉCHAL DUC DE VILLARS.

LETTRES
DE LOUIS XIV
ET DU
MARÉCHAL DUC DE VILLARS,

Écrites pendant la guerre de la Succession d'Espagne, et communiquées à l'éditeur,

Par M. le marquis de VOGUÉ, *lieutenant-général des armées du Roi, par feu M. l'évêque de Dijon, et par le comte de* VOGUÉ, *député à l'assemblée constituante.*

DESCRIPTION *de la bataille de Fridlingue, adressée à Louis XIV, le* 16 *octobre* 1702, *par le maréchal duc de Villars, qui l'avoit gagnée.*

SIRE, j'avois l'honneur de rendre compte à V. M. par une assez longue dépêche du 14 de tout ce qui regardoit la prise de Neubourg, qui a coûté le sieur Petitiers, capitaine des grenadiers de Coussol, à la valeur duquel et à celle du sieur Gaureau, lieutenant colonel de Béarn,

est dû l'heureux succès de cette entreprise. M. le marquis de Biron a fait à son ordinaire: j'y avois envoyé M. le comte du Bourg pour donner tous les ordres nécessaires; ce qui lui a causé le malheur de ne pouvoir se trouver à la bataille, dont M. de Choiseul aura l'honneur de donner la première nouvelle à V. M.

Je fus informé que le 14, à la pointe du jour, l'armée de l'empereur, commandée par M. le prince de Bade, se mettoit en marche et quittoit ses retranchemens. . . . . .

V. M. comprendra que son armée ayant été placée au-delà du Rhin dès le 13, par les raisons que j'ai l'honneur de lui dire, fut promptement en bataille dans les retranchemens des ennemis. Le matin du 14 MM. Desbordes et de Chamarante s'étoient mis à la tête de l'infanterie. Elle marcha très-diligemment pour gagner la crête d'une montagne assez élevée.

La cavalerie des Impériaux, plus forte de deux mille chevaux que la nôtre, étoit en bataille dans la plaine, et celle de V. M. fut placée, la gauche au fort de Fridlingue, malgré un assez gros feu de l'artillerie du fort, et la droite appuyée à cette montagne que l'infanterie avoit occupée.

On aperçut dans ce moment que l'infante-

rie des ennemis faisoit tous ses efforts pour gagner la tête de la hauteur, avec cette circonstance qu'elle y montoit en bataille par une pente douce, et que celle de V. M. traversoit des vignes et des hauteurs escarpées qui en ralentissoient la marche. . . . . L'on voyoit avec peine le trop d'ardeur de notre infanterie, et malgré ses heureux succès, on n'oublia rien pour lui inspirer plutôt de l'ordre que la valeur (*). On vit la cavalerie des ennemis s'ébranler pour venir à la charge : celle de V. M. étoit dans tout l'ordre convenable. On avoit, dès le matin, recommandé aux cavaliers de ne point se servir d'armes à feu, et de ne mettre l'épée à la main qu'à cent pas des ennemis, et, à la vérité, ils n'ont pas tiré un seul coup ; les Impériaux ont fait les trois quarts

(1) Ce succès dépendoit de la promptitude du soldat Français, que la nature a rendu si industrieux pour le coup de main fait à propos, et pour un mouvement inopiné et inattendu qui lui assure le gain des batailles ; le soldat grimpa vers la hauteur, à travers des vignes ou des lieux difficiles, sans désordre. C'est pendant ce mouvement pénible que les armées française et ennemie se trouvèrent en présence : nos troupes ne connurent leur position qu'au son du tambour de l'ennemi (*Note de l'diteur*).

du chemin.... La cavalerie impériale a été entièrement renversée sans qu'aucun escadron de celle de V. M. se soit démenti (1). J'ose dire à V. M. que sa cavalerie s'est surpassée, et elle peut juger de la perte des Impériaux par leur avoir pris plus de trente étendards, trois paires de timballes; et nous voyons par des ordres de bataille pris aux ennemis qu'ils avoient cinquante-quatre escadrons, et V. M. trente-quatre. . . . . Notre infanterie avoit ren-

---

(1) Quelques soldats Français, entraînés par leur impétuosité, poursuivoient encore les fuyards, et en avoient atteint la masse. Celle-ci les repousse, et les fait rentrer dans notre armée, qui, voyant ce mouvement rétrograde, se laisse saisir d'une terreur panique après le gain de la bataille. Villars, stupéfait de voir son armée rétrograder, court à elle un drapeau à la main, et s'écrie : *Vive le roi ! la bataille est à nous.* Les rangs répétoient : *Vive le roi!* Une bataille gagnée pouvoit se perdre par des marches et des attaques qui n'étoient pas dans les plans de son général. Villars se portant vers sa cavalerie, sa bonne fortune lui envoya un soldat qui lui dit : *Vous allez être enveloppé par les bataillons ennemis ; ils sont là.* Le secrétaire de Villars, qui lui servoit d'aide de camp, fut pris. Villars ne marque au roi aucune de ces circonstances (*Note de l'éditeur*).

versé celle des ennemis, pris leur canon, mais le trop d'ardeur..... la porta à sortir dans la plaine après avoir chassé les ennemis du bois, et à perdre ainsi son avantage..... Cependant on peut juger de l'avantage qu'elle a eu..... pour avoir gagné plusieurs drapeaux *sans en avoir perdu un seul.* Tous les jeunes colonels y ont montré une valeur infinie..... Les ennemis ont eu plus de trois mille hommes tués sur le champ de bataille, ils n'ont pas un seul de nos prisonniers. Nous savons que le général Stauffenberg y a été tué..... Nous avons été aujourd'hui sur le champ de bataille, et les endroits où leurs bataillons ont été défaits sont marqués par toutes leurs armes abandonnées. L'on a poussé les ennemis une lieue au-delà du champ de bataille dans lequel l'armée de V. M. a campé.... etc. etc.

Signé, le Marq. DE VILLARS.

Nous apprenons dans ce moment que M. le comte de Furstemberg, un des premiers et des meilleurs généraux de l'empereur, a été tué; c'est l'homme en qui M. le prince de Bade avoit sa principale confiance (1).

(1) Le soldat Français, qui sentoit le prix d'être commandé par Villars, cria à plusieurs reprises, en voyant

Lettre de M. le marquis de Villars au roi, du 21 octobre 1702.

SIRE, tous les jours nous découvrons des nouvelles pertes des ennemis qui n'ont sauvé que leur canon, lequel même a été abandonné pendant vingt-quatre heures dans les bois de Kander; toutes leurs autres munitions de guerre ont été transportées dans Huningue, jusqu'à la concurrence de dix milliers de poudre, des boulets à proportion, et une quantité prodigieuse d'outils à remuer la terre. Nous n'apprenons pas qu'ils aient plus de quarante ou cinquante de nos prisonniers, l'on retrouve des drapeaux dans les bois, et ce dernier courrier rapporte encore à V. M., aussi-bien que le précédent, que leur armée ne s'est rassemblée qu'à dix lieues du champ de bataille: M. le maréchal de Catinat m'a mandé que M. le prince de Bade avoit été blessé au bras.

---

la victoire se déterminer: *Vive le maréchal de Villars !* Le fort de Fridlingue se rendit le lendemain à discrétion. Le roi envoya à Villars le bâton de maréchal de France, et une lettre très-flatteuse, où le roi lui disoit : *Je suis autant Français que roi ; ce qui terniroit la gloire de la nation me seroit plus sensible que toute autre chose* (Note de l'éditeur).

J'apprends

J'apprends par la dernière lettre de Strasbourg que tout ce qu'il y avoit de troupes vers Haguenau a repassé le Rhin : et du moins, Sire, un des premiers fruits de la bataille est d'avoir chassé des terres de V. M. ce grand nombre d'Allemands qui prétendoient s'y établir cet hiver. Le principal que j'en espérois, V. M. le verra par les lettres de M. de Ricous dont je lui envoie copie.

J'avoue, Sire, que ce n'est pas sans un extrême étonnement et une bien vive douleur que je trouve M. l'électeur manquer à la parole qu'il m'avoit donnée de marcher de notre côté, et que M. de Ricous estime que, si je ne puis percer jusqu'à eux, il ne faut compter sur aucune jonction de cet hiver.

Les troupes de V. M. sont en bon état ; et elle sera informée que la cavalerie que j'ai emmenée s'est entièrement rétablie. J'ai trouvé ce moyen-là en sauvant la Haute Alsace, en résistant aux premières plaintes des officiers qui n'entendoient pas leurs intérêts, et qui, par une avidité mal placée, ne comprennent pas qu'il faut donner un jour ou deux aux communautés pour voiturer les fourrages, et qu'après cela le cheval qui n'est pas obligé d'aller en chercher à trois ou quatre lieues, s'est rétabli

avec la moitié moins, et l'on empêche la ruine entière des villages. J'ose dire à V. M. que cette économie, je l'entends assez, et je suis très-assuré que M. Dubourg, des brigadiers et des colonels conviendront que j'ai sauvé leurs régimens, ainsi que la Haute Alsace, et qu'elle se ressent du bon ordre qui a été observé..... etc.

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 10 *mars* 1703.

Sire, Votre Majesté est maîtresse de Kell; et par cette conquête importante j'ose dire qu'elle est maîtresse de la guerre. J'ai l'honneur d'envoyer à V. M. la capitulation. J'ai été tenté de donner quelques jours de plus, afin que la garnison pût être prisonnière de guerre; mais quand j'ai songé que les ennemis ont encore la contrescarpe entière; qu'il falloit une descente d'un fossé revêtu, prendre une espèce de demi-lune, passer deux fossés pleins d'eau, ruiner, ouvrir une place, dont le rétablissement auroit coûté trop cher à V. M., balançant les divers intérêts, je n'ai pas cru qu'ils pussent être comparés. Les lettres que j'ai reçues de M. le maréchal de Tallard, une heure avant que de signer la capitu-

lation, m'engageoient encore à finir une affaire si importante : et ce qui marque le plus le bonheur qui accompagne les armes de V. M., c'est qu'à peine cette capitulation a-t-elle été signée, qu'il a commencé une neige si abondante, qu'il y en a présentement plus de deux pieds sur la terre, et qu'en vérité les tranchées, le service de l'artillerie, et tout siége devient bien difficile. Que n'auroient pas à souffrir les troupes de V. M., desquelles, ayant fait ce siége avec toutes les commodités du monde, vont achever de se rétablir pour recommencer dans six semaines, puisque V. M. verra dans la copie de la lettre de M. l'électeur de Bavière ci-jointe, que ce prince songe réellement à la jonction, et que l'on peut compter certainement qu'elle se peut, je crois, faire, mais du moins tenter, sans que l'armée de V. M. soit exposée à sa perte certaine, comme jusqu'à présent l'on auroit pu le craindre de tous les obstacles qui s'y rencontroient.

J'aurai l'honneur d'envoyer à V. M. par le retour du courrier Sainte-Marthe un projet conforme à celui qu'elle trouvera dans la lettre de M. l'électeur de Bavière ; et j'ose supplier très-humblement V. M. d'être persuadée

que la joie parfaite, que je ressens de l'heureuse exécution de sesdits ordres, ne ralentit pas mon ardeur de lui rendre, si je puis, de plus importans services. J'ai déjà pris la liberté de le dire à V. M., cette ardeur, mon zèle pour sa gloire, me tiennent lieu de capacité et de lumières : et c'est déjà beaucoup d'être persuadé que rien n'est impossible à tant d'ardeur. J'en attends les plus heureux et les plus grands succès, et des bontés de V. M. qu'elle daigne avoir pour agréables ces sentimens, aussi-bien que le profond respect et la parfaite vénération, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

J'envoie M. le marquis de Saint-Hermine porter cette lettre à V. M. J'avois envie de procurer à mon frère le bonheur d'apprendre à V. M. quelque chose qui lui fût agréable ; il le regarde bien comme un des plus sensibles de sa vie ; mais il a cru et moi aussi qu'elle auroit pu penser qu'il n'étoit auprès de moi que pour un pareil voyage. Il désire plus ardemment encore les occasions de la servir ; et j'espère, Sire, en avoir souvent de causer des dépenses à V. M. par de pareils envois.

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 12 mars 1703.

Sire, j'ai ouï dire que M. le maréchal de Vauban avoit envoyé à M. de Lapara le plan de la manière dont il croyoit que nos attaques devoient être menées. A Dieu ne plaise que je prétende désapprouver des conseils respectables comme les siens, mais assurément je ne les aurois pas suivis, quand une garnison est foible, et l'infanterie des assiégeans nombreuse; mais si c'est le contraire, il faut une autre conduite; et sans compter que l'événement a justifié celle que je me suis opiniâtré à suivre, j'ose dire que toute autre rendoit le succès long et même incertain.

Lettre du roi à M. le maréchal de Villars. De Versailles, le 16 mars 1703.

Mon cousin, la lettre que j'ai reçue de vous par le courrier Sainte-Marthe me donne lieu de traiter la matière la plus importante, sur laquelle j'aie eu depuis long-temps à prendre une résolution, et d'autant plus difficile, que je vois bien des choses nécessaires que la conjoncture ne permet pas d'attendre. Je sais que mes troupes auroient besoin de repos pendant

quelque temps, pour pouvoir agir plus utilement dans la suite ; qu'il n'y a aucunes réparations faites ; que les recrues, les habits, les chevaux de remonte n'ont pas joint ; que plusieurs officiers sont absens, ou par congé ou par semestre ; et que trois semaines ou un mois de temps auroient entièrement rétabli des troupes qui souffriront pendant toute la campagne d'une marche précipitée; mais quand je compare ces inconvéniens à celui de laisser la Bavière exposée à toutes les forces de l'empereur, à celles de l'Empire, et une partie de celles des Hollandais qui ont dû joindre depuis peu de jours le prince de Bade ; que ce général qui a laissé prendre Kell, n'en étant qu'à six lieues, ne peut avoir d'autre objet que celui de profiter du temps qui reste, avant l'entrée de la campagne, pour marcher le plus diligemment qu'il pourra vers la Bavière, et attaquer de toutes parts les états de ce prince, le forcer à recevoir de l'empereur les conditions qu'il voudra lui accorder, ou le chasser entièrement de ses états; que c'est le seul allié à qui je dois tous les avantages que vous avez remportés jusqu'à présent ; qu'il peut, avec des forces suffisantes, faire trembler l'empereur et l'Empire, leur donner la loi, et pro-

eurer la paix si nécessaire à l'Europe; je ne trouve pas qu'il y ait d'autre parti à prendre que celui de vous mettre en état, avec un corps de troupes considérable, ou de joindre les siennes, ou de vous approcher du prince de Bade, et de l'occuper de manière à ne lui pas laisser la liberté de partager ses forces, sans s'exposer à se faire battre, et vous faciliter des moyens plus glorieux de faire la jonction. Mon intention est donc qu'aussitôt ma lettre reçue, vous preniez les mesures nécessaires avec l'électeur de Bavière pour faire la jonction. Par tout ce que vous me mandez, et la connoissance que j'ai du pays par où vous devez marcher, il me semble que vous le devez déterminer à faire avancer à Willinghen le plus de troupes qu'il pourra, et qu'en arrivant, vous devez vous rendre maîtres de ce poste, qui vous servira pendant tout le reste de la guerre pour assurer vos subsistances, et établir vos communications; que c'est le seul endroit où vous pouvez vous joindre plus sûrement. L'électeur de Bavière peut faire couler le long du Danube les troupes qu'il destinera pour cette jonction; elles seront en sûreté, couvertes de ce fleuve, et se mettront à portée de ne rien craindre, lorsqu'elles le pas-

seront pour s'avancer à Willinghen le même jour que vous y arriverez : vous le pourrez faire avec la même facilité, en vous couvrant de la Kinche, et vous trouverez des secours à Offembourg et Geyembach. Il y a même plusieurs gros lieux sur votre route qui pourront servir à vous procurer des commodités pour vos vivres et la subsistance de mon armée ; si le prince de Bade ne laisse aucunes troupes que celles qui sont nécessaires pour garder les places du Rhin, Landaw et la Loutre, et qu'il marche avec toutes ses forces en Bavière, je vous permets de mener avec vous jusqu'à soixante bataillons et soixante escadrons : je les ai marqués sur l'état que je vous envoie ; vous ne changerez rien à la cavalerie ni aux dragons. Pour l'infanterie, comme elle n'est pas toute à portée de marcher aussi diligemment qu'il est nécessaire, je vous permets d'y faire les changemens que vous croirez être obligé de faire indispensablement, observant néanmoins de laisser en Alsace Navarre, Nettancourt et Couesquen, et quelques autres des anciens régimens, pour faire la tête de l'armée qui s'assemblera en Alsace pendant la campagne prochaine, en cas que les ennemis aient des troupes à portée ; s'ils n'en ont point,

je verrai pour lors l'usage que j'en pourrai faire ; quoique je n'aie pas lieu de douter que le prince de Bade ne marche avec toutes les troupes qu'il a, vous devez néanmoins vous assurer, avant de vous avancer avec les soixante bataillons et soixante escadrons, qu'il ne restera pas assez de troupes pour le Rhin, pour assembler un corps, et entrer en Alsace ; car en ce cas, je désire que vous ne preniez que quarante bataillons et cinquante escadrons pour les mener en Bavière. Je m'abandonne sur cela à votre discrétion, avec une entière confiance, étant bien persuadé, avec la bonne volonté que je vous connois, que vous prendrez toujours sur vous tout ce qui ne vous sera point absolument nécessaire. Vous trouverez à Huningue des équipages d'artillerie à la Petite-Voie. Vous ferez du mieux que vous pourrez pour les vivres. Je donne ordre à Chamillart de faire avancer le plus diligemment qu'il sera possible les chevaux et équipages qui sont en état. Il vous envoie un fond extraordinaire pour la subsistance d'un mois, et cherchera tous les moyens d'en faire passer dans la suite, lorsque vous en aurez besoin.

Je fais avancer le maréchal de Tallard à Phalsbourg, et lui ordonne de tenir le corps

de troupes qu'il commande aux environs, afin qu'il soit à portée de marcher en cas de besoin, ou pour soutenir l'Alsace, ou pour vous fortifier. Je ne saurois trop vous répéter l'importance dont il est de faire au plutôt la jonction, ou d'assembler une armée assez nombreuse pour retenir celle du prince de Bade. Vous avez acquis assez de gloire, vous avez fait tout ce que le courage, le zèle le plus ardent, et l'expérience la plus consommée me devoient faire attendre de vous; ce qui vous reste à faire est encore plus important, et vous pouvez vous combler d'honneur, et me procurer une paix glorieuse, en joignant les troupes de l'électeur de Bavière, et portant avec lui la guerre dans le milieu de l'Empire. Chamillart vous enverra par mon ordre l'état des officiers généraux qui doivent marcher avec vous; et la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde.

Signé, Louis.

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 25 avril 1703.

Sire, j'ai toujours soutenu, quand V. M. nous ordonnoit dans les dernières guerres de

chercher l'ennemi et de combattre, et que l'on assuroit que ses postes étoient inaccessibles, qu'il falloit les approcher et les voir pour en juger nous-mêmes, puisque l'armée qui cherche le combat ne hasarde rien d'approcher les meilleurs postes. S'ils sont bons, l'ennemi ne les quitte pas pour marcher en avant, ni pour nous suivre en nous retirant. S'il en sort, c'est faire ce que désire l'armée, qui a intérêt de chercher le combat. Enfin, Sire, le salut ou la perte de l'armée de V. M. dépendra entièrement de la fidélité d'un prince, auquel l'empereur peut faire du bien et du mal, et V. M. ne peut lui faire que du bien. V. M. sait bien que pour s'assurer des hommes, il faut ces deux grands moyens; et elle daigna approuver ce raisonnement que je pris la liberté de lui faire sur M. le duc de Savoie, lorsqu'après avoir fait espérer un traité à M. de Tessé, quand l'armée de V. M. étoit dans ses états, il refusa toutes les conditions qu'il avoit acceptées, dès que cette armée eut repassé en Dauphiné, etc.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 7 juin 1703.

On ne peut être plus sensible que je le suis, monsieur, à toutes les marques de bonté que je trouve dans les lettres que vous m'écrivez; je dois craindre d'en abuser, et j'avoue, monsieur, que je me reproche de vous avoir parlé trop souvent sur une grace que deux raisons m'ont porté à désirer avec plus d'ardeur que naturellement je n'en devois montrer; peut-être que la première ne devroit pas déplaire à S. M.

La seconde a été un désir très-vif de voir S. M. mortifier ses ennemis; car je nomme ainsi ceux qui ne se déclaroient les miens que parce que j'ai le bonheur de la servir plus heureusement qu'un autre, et qu'une grace aussi grande punit ceux qui veulent ternir les meilleurs actions, et attaquer une conduite jusqu'à présent, j'ose le dire, aussi sage qu'heureuse.

A Dieu ne plaise que je puisse regarder autrement que comme une grace infinie celle que j'ai osé demander; mais pour obtenir des graces, il faut, je crois, représenter ses services, sur-tout quand on n'est pas assez

habile ou assez heureux pour se ménager de puissantes protections. Personne n'est plus convaincu que moi du mérite de M. le duc d'Harcourt, et ne trouve plus justes les graces qu'il a reçues de la bonté de S. M. Quant à la part qu'il a eue à mettre la couronne d'Espagne sur la tête du roi à présent régnant, je serois bien fâché de diminuer le mérite des négociations heureuses par lesquelles il peut avoir favorablement disposé les esprits; mais, monsieur, on ne peut pas me refuser d'avoir autant contribué que personne à ce grand événement, puisque, pendant que M. le duc d'Harcourt étoit à Paris, le cardinal Porto-Carrero et ceux qui ont le plus contribué ensuite au testament, portèrent le feu roi d'Espagne à envoyer à l'empereur le pouvoir de s'emparer de tous ses états d'Italie, et firent donner ordre à tous les vice-rois et gouverneurs de recevoir les ordres et les troupes de l'empereur dans toutes leurs places.

J'ai vu les princes Eugène et de Vaudemont prêts à porter les ordres déja expédiés pour les régimens qui devoient aller dans l'état de Milan et à Naples. Le roi me fit l'honneur de m'avertir de cette résolution des Espagnols par un courrier, m'ordonnant *de ne rien*

omettre pour traverser un dessein qui mettoit l'Italie entre les mains de l'empereur.

Après vingt-sept jours d'une négociation très-vive, j'eus le bonheur d'obtenir de l'empereur un engagement par écrit, qui me fut remis par MM. les comtes d'Harach et de Kaunitz, par lequel l'empereur promettoit de n'envoyer aucune troupe en Italie, où étoient celles de S. M., pour traverser pour lors ce dessein. Il n'y en avoit encore aucune en Dauphiné, tout étoit vers Baïonne, la Catalogne et l'Alsace. Ce fut cette résolution du conseil de l'empereur qui porta le roi des Romains à de si grandes fureurs contre le ministère, qui l'obligea à dire qu'il falloit faire pendre les ministres; que j'avois reçu cinq cent mille écus et distribué très à propos. Le refus de l'empereur de profiter de cette bonne volonté du roi d'Espagne arriva à Madrid peu de semaines avant la mort de ce prince, et marqua si bien la foiblesse de la cour de Vienne, que ces mêmes ministres, qui vouloient se donner à l'archiduc, conclurent à un parti contraire. Ne pourrois-je pas me flatter d'avoir rendu dans cette occasion un service assez important? . . .

La crainte qu'avoient l'Angleterre et la Hol-

lande d'un accommodement du roi avec l'empereur ne pouvoit-elle pas contribuer à faire trouver quelques facilités à M. de Tallard auprès du roi Guillaume? .. . Cependant, monsieur, à mon retour je trouvois que j'avois battu les buissons et mes camarades pris les oiseaux.

Voici, monsieur, la dernière fois que je vous parlerai sur tout cela. Je n'ai pas l'honneur d'être encore bien connu de S. M. J'espère de celui qu'elle m'a fait de me mettre à la tête de ses armées les plus sensibles récompenses; pour moi, *c'est la gloire de lui rendre de grands services*. Qu'elle ne craigne jamais que mon intérêt particulier ait la moindre part à mes actions : j'ose dire que je suis né *véritable et vertueux*. Peut-être qu'avec certain général il faudroit se dire quelquefois : a-t-il intérêt que la guerre dure? profitera-t-il des plus heureuses conjonctures pour accabler ce qui est ébranlé? J'irai toujours au bien avec la même ardeur, et suivant la droite raison autant que je pourrai connoître. Graces à Dieu, jusqu'à présent je ne me suis pas trompé dans les projets; et j'espère le même bonheur, puisque j'aurai toujours le même zèle et la même ardeur, et pour vous, monsieur, toute

la considération et l'attachement que mérite le plus honnête homme qui ait jamais été ministre.

Je crois, M. devoir vous dire que si quelqu'un de MM. les généraux se plaint de moi, il est d'une profonde dissimulation ; je n'en vois aucun qui ne me montre et beaucoup d'estime et beaucoup d'amitié. Mon caractère naturellement n'est bien caressant, mais il ne m'est jamais arrivé de dire une parole dure; pour pénible, je ne dis pas qu'à Bichel celle-ci ne me soit échappée à quelqu'un des plus difficultueux. Messieurs, je vous ai assez fait connoître de quelle importance il étoit pour le roi et pour l'état de trouver les moyens d'emporter cette place pour que l'on dût plutôt chercher à m'applanir ces difficultés qu'à m'en faire tous les jours; et je regretterai toute ma vie ces deux premières journées, mais il n'en faut plus parler. Je vous dirai seulement que, comme rien ne convient mieux à ceux qui ont l'honneur de commander qu'une politesse infinie, et toujours des termes qui adoucissent ce qu'il y a de dur dans l'obéissance, il y a aussi de la foiblesse à être trop occupé de plaire et de caresser. Celui qui en fait son premier soin se défie de son génie et de sa vertu ; les qualités

les

les plus nécessaires à ceux qui commandent, c'est justice et fermeté ; celles-là attirent le cœur des honnêtes gens et mènent les autres par la crainte. Le pauvre M. de Luxembourg caressoit tout le monde et avoit mille ennemis ; ses favoris tour à tour se déchaînoient contre lui. N'ayez nulle inquiétude sur les manières dont je vivrai avec tout le monde. Hors les paresseux et méchans officiers, vous verrez que l'on sera content de moi. Vous m'ordonnez de vous dire librement ma pensée sur nos principaux sujets, il y a de l'esprit, de la capacité ; du reste je ne vous dirai mot d'aucun : quand ils auront bien fait, je n'oublierai pas d'en rendre un compte fidèle. Après cela, ce que je connois tous les jours dans la pratique des hommes, c'est que l'on ne les connoît point, et que souvent les idées que l'on en a en bien ou en mal sont mal fondées. Je suis quelquefois forcé de me rendre à cette opinion des Espagnols, laquelle j'ai toujours combattue, qui veulent que l'on dise : cet homme-là étoit brave ce jour-là : ce qu'il y a de bien certain, c'est que la vertu ferme, solide, constante est bien rare : si par hasard vous la trouvez soutenue de quelque génie, ne la rebutez pas par les défauts dont elle peut être

accompagnée. Vous, monsieur, qui êtes un grand ministre chargé des plus importantes affaires du plus grand royaume de l'univers, vous en avez une plus nécessaire et plus difficile que de régler les finances et l'état de la guerre, c'est d'étudier et de connoître les hommes qui n'approchent jamais du roi et de vous qu'avec un masque. Pour moi, je suis assez démasqué, Dieu merci, sur-tout depuis quelques jours; c'est ce qui me fait vous supplier d'aimer vos serviteurs avec leurs défauts. Je suis très-parfaitement, monsieur, votre très-humble, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS (1).

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 8 septembre 1703.

Vous verrez, monsieur, dans la dépêche de Sa Majesté, que je la supplie très-instamment de m'accorder mon congé : je vous conjure de me le faire obtenir; car je ne

(1) C'est dans cette circonstance que M. de Villars reçut le portrait qu'on trouve au commencement de cet ouvrage, du Vicomte de Turenne, où ce grand homme est peint comme un personnage simple et modeste. Villars marque à son épouse, au sujet de ce portrait, qu'il

veux absolument plus demeurer dans un emploi où je perdrois mon honneur qui m'est plus cher que ma vie. Je ne suis pas mal avec l'électeur ; mais d'être bien ou mal avec lui, d'en être estimé ou méprisé, est absolument inutile pour l'obliger à prendre les bons partis. Je savois tout cela avant que de le joindre ; le baron de Smiconi, homme de bon esprit qui l'a gouverné et qui pourroit le gouverner encore, a voulu absolument s'en séparer, et l'auroit plutôt quitté sans nul emploi. Pour moi, monsieur, je finirai cette campagne comme je pourrai, après quoi vous pourriez, si vous voulez, me faire mourir de chagrin ; mais je n'y veux pas demeurer davantage.

Au reste, nous sommes à la veille de manquer de tout ; le parti que je proposois pouvoit nous remettre dans l'aisance. Les troupes affligées, l'officier inquiet, Dieu veuille nous assister ! Enfin je désire absolument mon congé, que vous devez d'autant plus volontiers m'accorder que je suis inutile au roi ici. Je pourrois lui rendre de bons services ailleurs.

J'ai l'honneur, d'être, monsieur, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

---

prit pour une leçon : *chacun fait comme il peut et comme il est capable* (Note de l'éditeur).

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 8 septembre 1703.

Sire, Votre Majesté a été informée par toutes mes précédentes dépêches et par la première même, que, dans la première conversation que j'ai eue avec M. l'électeur, je le pressois de s'assurer d'Ausbourg. Depuis cela, je n'ai cessé de lui représenter qu'il ne pouvoit être tranquille sur la sûreté de ses états qu'en occupant une ville mal intentionnée et qui n'attendoit que la première occasion de marquer sa mauvaise volonté. Toutes mes représentations ont été inutiles par les traîtres qui environnent ce prince, et par la disposition qu'il a toujours eue à préférer les mauvais conseils aux bons. Enfin, Sire, depuis un mois j'ai redoublé mes instances, je lui ai envoyé le colonel Ocford; et ne pouvant rien gagner par la fausse opinion qu'avoit l'électeur que les otages donnés par la ville d'Ausbourg lui suffisoient, ou par quelque autre raison que je ne puis encore démêler, il n'a jamais voulu y marcher. Voyant donc que, selon toutes les apparences, le prince de Bade prenoit cette route, j'avois pris toutes les mesures ou pour combattre ce prince entre le

Danube et l'Iller ou entre l'Iller et le Lech, ou pour arriver avec lui à Ausbourg. M. l'électeur, par une opiniâtreté que notre armée entière croit une perfidie, m'a empêché d'autorité de prendre ces partis-là ; et enfin a marché vers Ausbourg si lentement, que l'ennemi y est arrivé une journée entière avant nous. A peine ce prince a-t-il vu l'armée ennemie occuper cette ville, que son abattement et sa consternation ont paru conformes au péril de ses états ; tout le monde a cru sa douleur feinte, et qu'ayant été aussi vivement sollicité par moi sur une entreprise indispensablement nécessaire, ce prince, accommodé secrètement avec l'empereur, avoit voulu une raison qui parût forcée de changer de parti. Je ne dis pas, Sire, que moi-même je n'aie eu la même pensée ; mais enfin, voyant que l'armée de V. M. étoit perdue sans ressource s'il vouloit se livrer aux Impériaux, et qu'il n'y avoit de parti à prendre, pour voir s'il étoit véritablement changé, que de tâcher de relever son courage par quelque grand dessein, je lui ai demandé: *voulez-vous vous livrer à nos ennemis, ou prendre le parti du roi?* Il m'a dit qu'il sacrifieroit sa vie pour me le prouver. Je lui ai dit : *prenons donc une grande*

résolution; mais je vous demande qu'elle ne soit connue de personne au monde. Vous avez trente-trois bataillons, le roi en a cinquante; vous avez quarante-cinq escadrons, le roi soixante; faisons deux armées, que l'une défende le Lech et couvre la Bavière; que l'autre marche en Autriche; des deux armées ennemies l'une sera forcée de courir au secours de l'empereur, et par terre, puisque nous avons les rivières; l'autre sera observée par celle que vous laisserez sur le Lech, qui gardera les lignes; rien n'empêchera les secours qu'enverra monseigneur le duc de Bourgogne. Faisons trembler l'empereur PAR LE CŒUR DE SES ÉTATS, *relevons le courage abattu de vos sujets et même de vos officiers, et vous verrez que tout ira mieux que jamais.* Ce prince m'a embrassé avec des larmes que je crois véritables, et m'a dit que c'étoit le St.-Esprit qui m'inspiroit. Enfin, Sire, c'est un grand parti; mais c'est le seul qui puisse sauver votre armée, laquelle à présent se croit perdue sans ressource, du moins les officiers; mais le soldat est ferme. Car, Sire, quel autre parti pour notre salut? si après avoir donné à ce prince des troupes pour mettre sous Ulm dont les

ennemis sont déjà consommés de fourrage et de subsistance, je me trouvois entre l'armée du prince de Bade et du comte de Stirum, sans pouvoir avancer ni reculer qu'avec un très-grand péril d'être défait dans plusieurs marches qu'il faut faire au travers d'un pays difficile pour s'approcher des montagnes Noires. J'espère, Sire, pouvoir rétablir les affaires et l'esprit chancelant de l'électeur, mais, après cela, j'ai une grace à demander à V. M. c'est la permission de quitter un commandement qui expose ma réputation, laquelle m'est plus chère que la vie. Je ne servirai point sous un prince environné de traîtres, qui font manquer les plus sages et les plus grands projets, et je conjure V. M. de m'accorder cette permission, laquelle je préférerai aux plus grandes graces dont elle pourroit m'honorer. Ma santé, Sire, est même si altérée de ces dernières agitations, que mon corps ni mon esprit ne peuvent plus les soutenir. Je me trouve assez de force encore pour ce que j'entreprends; mais, Sire, si V. M. ne veut pas perdre un serviteur dont la première qualité est le zéle, qu'elle me permette un peu de repos, et de n'être plus exposé à la mortelle douleur de me voir chargé d'une honte que je

n'ai pas méritée; quand je prends la liberté de supplier très-humblement V. M. de m'accorder mon congé, ce n'est point du tout que je sois mal avec M. l'électeur; il me marque beaucoup d'amitié, et je sais qu'il a donné des ordres réitérés au baron de Smiconi, pour obtenir des graces de V. M. pour moi. Mais ce n'est point du tout celui qu'il aime ni qu'il estime le plus dont il suit aveuglément les conseils, c'est de celui qui l'obsède et le mène par opiniâtreté à son but. Cela, Sire, est si contraire à mon naturel, que pour ma vie je ne le ferois pas. D'ailleurs quel est l'homme sage qui, étant soumis à un prince, veut prendre sur soi dans des occasions difficiles d'agir contre sa volonté et répondre de tous les événemens? V. M. n'a pas un sujet dans ses armées qui ne soit plus propre que moi à commander sous l'électeur. Ce prince n'a jamais pu me dire d'autre raison pour n'avoir pas suivi le projet concerté de marcher à Passau et à Lintz, si ce n'est qu'il a cru que M. de Bade m'accableroit. J'en ai été bien embarrassé de M. de Bade, j'ai conservé avec quarante-cinq bataillons assez foibles et soixante-six escadrons, malgré toute sa supériorité, tout le Danube depuis Ratisbonne;

c'est-à-dire, les postes suivans : Ratisbonne, Kelheim, Ingolstat, Donnavert, Hostel, Dillingen, Lauvingen, Lespheim, Ulm, Aschen et Memmingen : dès que l'ennemi a passé le Danube, il a été attaqué et battu, et je l'aurois fait encore en dernier lieu, si M. l'électeur n'étoit venu pour m'en empêcher. V. M. saura un jour que l'empereur étoit perdu, si l'on avoit marché à Passau; et il n'y a que des gens gagnés par l'empereur ou des ignorans qui aient pu s'opposer à ce dessein. Présentement, Sire, nous nous approchons d'Ausbourg. Si le comte d'Arco n'a pas suivi les premiers ordres de l'électeur, qui étoient d'aller à Munich, et que ce comte puisse nous aider à assurer uu pont sur le Lech, nous pourrons, sans repasser cette rivière, couvrir un peu la Bavière. Si le prince de Bade a fait des ponts sous Ausbourg, notre marche sera inutile. Enfin, Sire, je ferai tout ce qui me sera possible pour aider à la jonction des forces de V. M. par le Haut Danube. Mais si V. M. veut être bien servie, j'ai déjà eu l'honneur de lui mander, ce n'est point un simple détachement, c'est son armée d'Allemagne presque entière qui doit, après la prise de Brisack, le Hougraben, prendre Willinghen et s'établir sur

le Haut Danube, car, comme j'ai eu l'honneur de lui dire, plus elle aura de troupes dans l'Empire, plus aisément elles y subsisteront. J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 10 septembre 1703.

Sire, quand on veut absolument prendre de fausses mesures, on a le malheur et la honte de les voir toutes manquer. M. l'électeur a voulu rapprocher d'Ausbourg l'armée de V. M., c'est-à-dire vingt-six bataillons et deux de M. l'électeur, et quarante-huit escadrons, le reste étant avec M. d'Usson dans le camp de Dillingen, ou dans Ulm avec M. de Blainville.

L'armée de V. M., composée du nombre de troupes que j'ai eu l'honneur de lui expliquer, a marché par une plaine de cinq lieues jusques aux portes d'Ausbourg. M. l'électeur avoit compté que son général Arco seroit de l'autre côté du Lech avec tous les matériaux nécessaires pour faire un pont de radeaux sur cette rivière. Nous avons trouvé, Sire, que le général l'avoit abandonné par des ordres de l'électeur dont je n'ai eu aucune connoissance,

et séparé ses troupes ; qu'il en avoit envoyé une partie à Munich, le reste dans Friberg, qui seront prisonnières de guerre demain, si elles ne se retirent pas cette nuit ; ainsi nous n'avons eu dans cette marche que l'avantage de présenter la bataille au prince de Bade, lequel ayant déjà deux ponts sur le Lech, et fait entrer un corps de troupes en Bavière, n'a pas seulement laissé sortir un escadron de son camp pour nous reconnoître. L'armée de V. M. est si consternée de toutes les fausses démarches que l'on lui fait faire depuis huit jours, qu'elle croit l'électeur dans une intelligence secrète avec les ennemis ; et certainement, Sire, si l'on agissoit de concert avec eux pour faire réussir tous leurs desseins, l'on n'auroit pas une autre conduite. Plusieurs des officiers-généraux de V. M. m'ont pressé de sonder l'électeur sur les sentimens dans lesquels il peut être ; je l'ai fait en lui demandant même s'il seroit possible qu'il eût pris quelques mesures avec l'empereur. Je dois dire, Sire, qu'il m'a paru dans une fermeté entière sur les intérêts de V. M. ; elle trouvera ci-joint une copie d'une de ses lettres sur mes instances pour se rendre maître d'Ausbourg, par laquelle il me mande qu'il a des raisons

insurmontables de n'y pas songer. Je garde l'original comme une justification des bons conseils que je lui ai donnés, dont il n'a voulu suivre aucun. V. M. verra par les *duplicata* ci-joints de mes dépêches du 30 août et 8 septembre, que toutes mes mesures étoient prises pour combattre le prince de Bade; car j'avoue, Sire, que je suis outré de douleur que, hors l'armée entière de V. M., informée de ma conduite et de mes projets, toute l'Europe puisse me croire capable des fautes puériles que nous faisons depuis huit jours. J'ai pris la liberté de dire à V. M. que ma réputation m'étoit mille fois plus chère que ma vie, et je la supplie de me pardonner celle de lui représenter encore qu'il est hors de mon pouvoir de commander son armée, et de veiller l'électeur d'assez près, pour que tous les mauvais conseils que des traîtres ou des ignorans lui suggèrent, et que de lui-même il préfère toujours à tous les autres, ne prévalent. V. M. a des généraux qui, très-capables d'ailleurs, et dont l'esprit est naturellement plus propre à insinuer leurs sentimens, réussiront parfaitement bien ici. Pour moi, Sire, quand ma santé, qui est bien altérée, me le permettroit, j'avoue que je ne puis en même temps gou-

verner une guerre très-difficile, et la plus extraordinaire tête qui ait jamais été : c'est celle de l'électeur. Je ne me plains point de lui ; il a des bontés infinies pour moi, approuve tout ce que je dis, et n'en fait jamais rien. M. de Monasterol, qui se croit très-capable, lui a fait faire des fautes considérables. Je supplie V. M. de se faire rapporter ma lettre du 17 mai ; elle verra que M. de Ricous l'a convaincu d'avoir seul porté M. l'électeur à ne pas donner le temps d'établir une communication vers le haut du Danube ou le lac de Constance ; car, sans les ordres réitérés de l'électeur, j'en comprenois trop bien la conséquence, pour m'éloigner sans avoir un poste fixe qui pût communiquer à Ulm ou à Memmingen. Je ne sais plus ce que l'électeur fera pour sauver sa femme et ses enfans. Pour le gros des affaires, je sais bien que le principal intérêt de V. M. est que son armée se rapproche d'Ulm, pour qu'il n'y ait aucune difficulté à la jonction des troupes qu'elle a sans doute ordonné à M. le maréchal de Tallard d'envoyer. D'ailleurs, nous sommes sans une pistole, ni sans un sac de grain assuré ; passé le mois de septembre, je suis obligé de nourrir et payer le peu de troupes que M. l'électeur

m'a laissées. Ses commissaires, ses commandans de place volent tout pour eux, et ne tirent rien pour leur maître. Jamais je n'ai pu obtenir que le commandant de Braunau, place vers l'Autriche; ceux de Ratisbonne, Amberg, vers la Bohême; Ingolstat, tirassent une pistole de contribution au profit de leur maître; mais lui-même, Sire, n'est-il pas sorti du Tirol, sans autre profit que des porcelaines et un cheval de bronze. M. de Ricous, qui d'autorité a renvoyé M. de la Billardrie, n'a pu me donner aucune raison sur cela. Le départ de l'électeur la nuit d'Inspruch est la plus honteuse chose du monde; qu'avec dix-huit bataillons, et autant d'escadrons, on craigne deux ou trois mille paysans, cela ne se comprend pas; et s'il étoit demeuré, je réponds à V. M. que, quoique plus foible de près de vingt mille hommes que M. le prince de Bade, avec toutes les forces qu'il avoit devant moi, ce prince n'auroit pas gagné Ausbourg, du moins sans un combat, dans lequel je n'aurois pas craint la supériorité en nombre des ennemis; car jamais armée n'a montré une si grande fermeté que celle de V. M., et je suis sûr de renverser tout ce qui ne sera pas couvert de rivière ou de murailles. Il est vrai,

Sire, que l'inquiétude leur prend; le soldat et presque tous les officiers se croient trahis. J'espère, Sire, pouvoir mander par cette dépêche à V. M. à quoi se déterminera M. l'électeur.

En attendant, Sire, je dois avoir l'honneur d'informer V. M. de ce qui regarde le rang de ses officiers-généraux avec ceux de V. M., et ce qui s'est passé à cette occasion.

J'ai fait savoir il y a long-temps à M. le comte d'Arco, que l'intention de V. M. étoit que ses lieutenans-généraux prissent l'ordre de lui, et il est très-content de cette bonté de V. M.; à l'égard des lieutenans feld-maréchaux qui répondent à la dignité de maréchal de camp (car pour expliquer les rangs à V. M., j'aurai l'honneur de lui dire que parmi les Allemands le feld-maréchal prétend le commandement égal à celui de maréchal de France)il y a de grandes différences; mais pour entendre les divers grades, il faut mettre celui-là égal. Au dessous de feld-maréchal, il y a les généraux de cavalerie et d'artillerie qui sont comme les lieutenans-généraux. Sous ceux-là sont les lieutenans feld-maréchaux ou dans la cavalerie ou dans l'infanterie, qui répondent au maréchal de camp: sous ceux-là,

les généraux-majors ou généraux de bataille, ou général vacht-meister (car ces trois noms différens sont le même état), qui répondent à l'état de brigadier. Or, les lieutenans feldmaréchaux de l'électeur, dont M. de Monasterol et M. de Ricous sont, ont voulu être lieutenans-généraux ; et pour lever toutes difficultés, ont porté l'électeur à les déclarer tels, et prétendent rouler avec ceux de V.M. et commander tous nos maréchaux de camp, lesquels m'ont tous fait leurs plaintes, et marquant cependant une soumission entière, m'ont prié de faire ensorte qu'ils ne reçussent pas les ordres de M. de Ricous qui n'a jamais été que capitaine d'infanterie, et de M. de Monasterol qui étoit capitaine de dragons il y a six ans. J'avois trouvé, Sire, un expédient à cela, que M. l'électeur a d'abord approuvé. Auparavant, j'en ai parlé à M. de Ricous, lequel m'a dit : *que je voulois mettre la division entre les troupes de V. M. et celles de l'électeur ; que j'offensois même M. l'électeur qui, sachant que les lieutenans-généraux de M. de Savoie avoient roulé avec ceux de V. M., trouveroit fort mauvais qu'on fît la moindre difficulté.* Je lui ai dit : *mais au nom de Dieu rendons-nous un peu*

de

de justice ; voulez-vous être tout d'un coup lieutenant-général des armées du roi? en vérité, c'est un grand pas ; et si mon frère, pour lequel je pourrois obtenir la même grace que vous avez demandée à l'électeur, avoit cette vision, je lui dirois : mon frère, vous n'êtes pas sage. Je n'ai pu l'en faire revenir ; mais M. l'électeur s'étant accommodé d'un expédient qui satisfaisoit ses lieutenans-généraux, qui étoit de leur donner des postes dans l'ordre de bataille, disant : quand il se trouvera des maréchaux de camp, vous les commanderez ; et mon intention, secrètement, et du consentement de l'électeur, étoit de n'y en point mettre, sans recevoir l'ordre de V. M. ; j'ai dit même à M. de Ricous qu'on lui pratiqueroit un poste pareil, en cas de bataille. Il m'a dit tout haut devant l'électeur : Il faut, monsieur, que cela soit décidé ; et, puisque M. l'électeur nous fait lieutenans-généraux, nous en devons servir. Je lui ai dit : M. l'électeur a approuvé ce que je lui ai proposé ; et pour vous, monsieur, je ne donnerai à aucun des maréchaux de camp la mortification de recevoir vos ordres, sans un consentement du roi sur cela : discours dont il a été très-offensé, et qui me paroît à moi la justice même. Cela

s'est passé tout haut devant M. l'électeur. Voilà, Sire, un détail que je suis très-honteux d'expliquer à V. M. dans une conjoncture où il y a tant d'autres affaires difficiles et fâcheuses; mais c'est pour avoir l'honneur de lui rendre un compte fidèle de ma conduite en tout.

Je dois avoir l'honneur d'expliquer à V. M. que dans les pressantes instances que j'ai faites à M. l'électeur, pour le porter à se rendre maître d'Ulm, j'ai eu l'honneur de lui mander et celui de lui dire que j'étois très-persuadé que V. M. ordonneroit à monseigneur le duc de Bourgogne de faire tous les efforts possibles pour lui envoyer un puissant secours du côté du Rhin; que je ne désespérois de celui d'Italie, mais que s'il pouvoit arriver que l'un et l'autre manquassent, je m'engageois, étant maître de la ville d'Ulm, de soutenir la guerre plus d'un an, sans aucun secours. Enfin, Sire, ses domestiques sont les premiers à dire qu'il est trahi, ou qu'il s'accommode. Notre armée est dans une terrible agitation; et pour moi, Sire, dans la plus vive que puisse jamais ressentir un fidèle serviteur; car, enfin, Sire, M. le prince de Bade, maître d'Ulm, en y laissant trois ou quatre mille hommes avec des

milices, peut, à jour nommé, donner un rendez-vous à l'armée du comte de Stirum, le joindre dans le confluent de l'Iller et du Danube, au dessus d'Ulm; alors je ne puis plus aider en rien le secours que monseigneur le duc de Bourgogne voudroit m'envoyer; et l'armée de V. M. n'ayant plus d'argent ni de vivres que pour ce mois, court risque d'être perdue, si dans cette juste crainte je ne me hâte de prévenir les ennemis, pour gagner Ulm. M. l'électeur y avoit déjà consenti; mais M. de Ricous s'oppose à ses sentimens, et je ne puis m'empêcher de me plaindre de ce que M. de Monasterol a toujours traversé mes conseils, et tenu de très-dangereux discours.

Je ne veux rien omettre de ce qui peut faire voir à V. M. mon extrême attention pour tout ce qui peut marquer une déférence aveugle pour M. l'électeur; ses trois escadrons de cavalerie, et ses deux bataillons, et un escadron de gardes tiennent la droite et la gauche de notre armée, et messieurs ses lieutenans-généraux à leur tête, dont la conduite pour la guerre est si surprenante, qu'un d'eux, pouvant se retirer avec trois des meilleurs bataillons de l'électeur, il les a placés dans un bourg,

à une demi-lieue des ponts des ennemis sur le Lech ; c'est-à-dire que nous apprendrons d'un moment à l'autre qu'ils sont prisonniers de guerre.

J'ai appris que M. de Monasterol, qui veut gouverner absolument, et disposer des projets, a empêché le dessein de Passau, projet qui mettoit l'empereur à deux doigts de sa perte ; et comme M. de Monasterol a voulu publier que c'étoit moi qui avois détourné l'attaque du Tirol, M. le comte du Bourg leur a soutenu publiquement qu'il avoit été envoyé pour faire reprendre le dessein de Passau, et empêcher celui de Nuremberg qui étoit visionnaire ; et quant au dessein du Tirol, qu'il m'en apprit les premières nouvelles. Il en avoit été parlé auparavant, mais après celui de Passau. Ce petit ministre ne sait à qui s'en prendre des fautes capitales qu'il a fait faire à son maître, malgré tout ce que j'ai pu faire pour les empêcher, ce dont l'armée entière de V. M. est informée.

M. l'électeur vient me dire qu'il voyoit bien que son pays étoit dans un très-grand péril ; qu'il croyoit qu'il falloit le conserver autant que l'on pourroit ; mais préférer à tout les facilités de la jonction des troupes de M. le duc

de Bourgogne, et l'établissement d'une communication ; qu'il avoit donné les ordres nécessaires pour faire sortir l'électrice de Munich, et ses principaux meubles. Voilà qui est dit, il faut voir combien cette volonté durera.

Tous nos officiers-généraux, dont j'ai les opinions par écrit, et lesquelles j'aurai l'honneur de rapporter à V. M., sont du sentiment de préférer à tout la communication, et la raison de guerre le veut ; car combien de fois a-t-on vu quitter un pays pour y pouvoir revenir plus fort quelque temps après ; mais M. l'électeur nous demande quatre ou cinq jours, après quoi il en voudra encore davantage. On croit lui devoir donner cette satisfaction ; j'y consens : sachant cependant fort bien que les momens sont précieux à la guerre, sur-tout quand un ennemi peut vous prévenir, je ferai tout ce qui sera possible pour établir la jonction ; après quoi, Sire, j'ose encore une fois demander à V. M. mon congé, persuadé qu'il est même du bien du service qu'elle me l'accorde, puisque parmi le très-petit nombre de talens que Dieu m'a donnés, celui de gouverner un prince comme l'électeur ne s'y trouve point assurément. Le baron de Smiconi est auprès de V. M. Il ne parlera pas indis-

crètement sur ce qui regarde son maître ; mais il m'a dit, quand je l'ai pressé d'y passer, au moins cette campagne, que pour cinquante mille écus par an, il ne voudroit pas être son premier ministre. J'ose donc supplier très-humblement V. M. de vouloir bien destiner un général pour cette armée, par les raisons que j'ai l'honneur de lui expliquer ; et d'ailleurs, c'est que ma santé très-altérée, ayant même eu déjà quelques accès de fièvre, succombera : ma plus vive douleur étant de ne pouvoir sacrifier ma vie utilement pour la gloire de son service, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 21 septembre 1703, sur la bataille d'Holstet.

Sire, l'armée de V. M. vient de remporter une victoire très-complète sur celle de l'empereur, commandée par le comte de Stirum. Les ennemis ont perdu toute leur artillerie, dont nous avons déjà plus de trente pièces de canon de fonte, parmi lesquelles plusieurs de vingt-quatre ; leurs pontons, et généralement tous leurs bagages. Leur infanterie étoit de

quatorze mille hommes de pied effectifs, et celle de V. M. n'étoit pas de neuf. La bataille a duré sept heures, et l'infanterie ennemie n'a été entièrement rompue qu'après une lieue et demie de retraite, leur cavalerie se ralliant toujours sous leur feu; celle de V. M. a fait des prodiges de valeur. Nous comptons déjà près de quatre mille prisonniers, et jamais victoire n'a été si complète. M. le chevalier de Tressemane aura l'honneur d'informer V. M. des détails, et de quelle manière cette bataille a été donnée; elle étoit d'une nécessité indispensable pour le salut des forces que V. M. a daigné me confier. Enfin, Sire, si V. M. veut donner la loi à ses ennemis, je la conjure de ne pas faire dépendre ses avis de personnes dont la conduite très-irrégulière me fait mille fois plus de peine que le prince de Bade à la tête de deux armées, dont la moindre est plus nombreuse assurément que celle de V. M. J'ose la supplier d'avoir pour agréable notre zèle pour sa gloire, et le bien de son service. Pour moi, Sire, je regarde comme mon plus grand bonheur celui de la persuader qu'elle n'aura jamais de serviteur plus ardent ni plus fidèle.

J'aurois fort voulu, Sire, procurer à mon

frère le bonheur d'apprendre à V. M. une nouvelle qui lui sera agréable; mais dans les agitations où je me suis trouvé depuis quelques jours, je lui dois cette justice, que ses conseils et sa fermeté m'ont été d'un grand secours.

Je dois me louer, Sire, de tous les officiers-généraux. M. de Lée est dangereusement blessé, et a servi avec sa fermeté ordinaire.

J'ai eu l'honneur de dire à V. M. que la cavalerie avoit fait des merveilles. Je lui dois nommer M. le marquis de Levy qui l'a très-dignement commandée; M. le marquis de Boujoles, MM. de la Vrillière, d'Heudicourt, du Bourg et Kercado, entre autres, ont fait les plus belles charges, ce dernier étant entré, seul, au milieu de l'infanterie des ennemis; et si pour lors j'avois trouvé un plus grand nombre d'escadrons pour le soutenir, elle étoit entièrement détruite. Les Irlandais ont marqué leur bonne volonté et leur ardeur ordinaire, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 24 septembre 1703.

Sire, S. A. E. voulant absolument que j'aie l'honneur d'informer V. M. des détails de la plus grande et la plus heureuse victoire qui ait été remportée depuis long-temps, bien que ce prince, et par s'être trouvé par-tout, et dans les endroits les plus périlleux, et par le commandement général, ait une connoissance plus parfaite que personne de tous les événemens, je dois croire que sa modestie l'empêche de parler d'une action si glorieuse pour lui; et j'aurai l'honneur de dire à V. M. que M. Dusson qui commandoit le corps d'armée, laissé dans les lignes de Willinghen, me manda le 17 que l'armée impériale, commandée par le général-maréchal, comte de Stirum, avoit quitté son camp d'Hausen ce jour-là, et marchoit au-delà d'Holstet. Je reçus la lettre de M. Dusson à cinq heures du soir: j'allai en rendre compte à S. A. E. Comme l'on étoit bien résolu de marcher à celle des deux armées ennemies qui nous en donneroit la première occasion, il fut proposé de ne pas perdre un moment de temps pour joindre M. de Stirum, espérant que l'on pourroit le mettre entre l'ar-

mée que commandoit S. A. E. et le corps de M. Dusson, et l'attaquer en même temps. Je m'avançai cette nuit sous Donavert, avec les brigades de Massembach et Danlezi. S. A. E. résolue à marcher dès le matin, pour suivre avec l'armée, j'envoyai des partis toute la nuit, qui me rapportèrent que les ennemis étoient campés au dessus d'Holstet, leur camp s'étendant du bord du Danube au pied des montagnes. Les lettres de M. Dusson me le confirmoient, et j'écrivis à S. A. E. à deux heures après minuit, que je croyois absolument nécessaire qu'elle suivît la première résolution, et s'approchât de Donavert. Pendant le 19, les avis furent un peu incertains : la plupart cependant confirmoient que l'armée de M. de Stirum étoit toujours dans son même camp. L'on ordonna de ne laisser sortir personne de Donavert, pour cacher nos mouvemens aux ennemis ; et j'allai trouver S. A. E. comme elle arrivoit dans son quartier d'Oberdorff, à près de deux lieues de Donavert.

M. de Cheladet, qui avoit ordre d'observer les mouvemens des ennemis avec la cavalerie de M. Dusson, m'envoya son frère me dire, que très-assurément ils étoient campés à la hauteur de Gremingen. Sur cela, je mandois

à M. Dusson de prendre ses mesures pour arriver à la pointe du jour près des ennemis ; que dès qu'il verroit leur armée, il tirât trois coups de canon, que l'on feroit la même chose de notre côté ; et il fut résolu que l'on marcheroit dès dix heures du soir, laissant tous les bagages entre le Danube et la Vemiltz. S. A. E. partit à minuit ; cependant, quelque diligence que l'on pût faire, les marches de nuit étant toujours embarrassantes, et l'armée ayant le Danube et la Vemiltz à passer sur un seul pont, et près de quatre lieues à faire, on n'arriva à la vue des ennemis que sur les huit heures du matin. Cependant M. Dusson s'étant trompé sur le signal des trois coups de canon, parce que les ennemis le tirèrent dès qu'ils le virent approcher, et qu'il crut que c'étoit nous, passa le ruisseau d'Holstet, et se mit en bataille devant eux, commençant même un gros feu d'artillerie, que nous n'entendîmes pas, parce que le vent étoit contraire. Se trouvant trop avancé, et les ennemis marchant à lui, il se retira, et rentra dans les lignes de Dillingen, la cavalerie ayant fait même diverses décharges, dont plusieurs lui furent heureuses : les régimens de la Vrillière et de Montmain ayant pris quelques étendards

et des timballes, et MM. de Vivans, Saint-Contest, de la Vrillière, d'Aubusson et Montmain s'y étant fort distingués.

Cependant l'armée que commandoit S. A. E. approchoit, et se mit en bataille ; la gauche au château de... dans lequel les ennemis avoient cent hommes que l'on fit sommer, et qui répondirent fièrement, et la droite au pied des montagnes. En approchant de l'ennemi, l'on trouva qu'il avoit quitté son camp et s'étoit mis en bataille sur deux lignes bien formées derrière le ruisseau de..... La plupart des tentes étoient tendues, et l'on aperçut d'abord que leurs bagages commençoient à s'ébranler pour prendre le pied des montagnes. L'armée fut très-promptement en bataille, et l'on marcha aux ennemis, dont quinze à seize troupes de cavalerie se retiroient à deux cents pas de nous, à mesure que l'on approchoit.

L'on se trouva sur le bord de ce ruissseau, derrière lequel étoit celle des ennemis, et l'on songea à gagner le pied des montagnes. La brigade du Dauphin eut ordre de border les bois, et l'on passa plusieurs petits ruisseaux et marais très-difficiles d'eux-mêmes, mais que la valeur de la cavalerie de V. M. ne trouva pas la moindre difficulté à traverser.

Le comte de Lannion commandoit l'aîle droite, lequel, dans tout le cours de cette action, a marqué sa valeur ordinaire. En approchant du village de..... qui est auprès des montagnes, l'on fut très-étonné d'y trouver la brigade de Bourbonnais, du corps de M. Dusson, laquelle n'avoit pu se retirer avec le reste de ses troupes. Cette brigade qui pouvoit être inquiète, ne fut pas fâchée de nous voir arriver. L'on appuya diligemment la droite à ce village. La brigade du Dauphin eut ordre de s'en approcher, et l'on attendit que l'infanterie eût gagné un village qui étoit dans le centre, pour marcher de front aux ennemis. Les Irlandais, commandés par le milord Clare, l'avoient occupé avec une ardeur de combattre que l'on ne peut assez louer; et d'abord on marcha aux ennemis. M. de Lannion, à la tête des brigades de Conflans et de Bouzoles, composées des escadrons des gardes de S. A. E. et des régimens de Royal, Royal-Piémont, Prince-Charles, Livry, d'Hudicourt et Conflans, chargea la gauche des ennemis avec une extrême vigueur. On ne peut trop louer les brigadiers et les colonels de ces deux brigades. L'on trouva devant soi plusieurs bataillons qui se retiroient avec beaucoup de fer-

meté ; et comme l'infanterie de V. M. qui avoit fait près de neuf lieues, sans le moindre repos, ne pouvoit arriver assez vîte, l'on ordonna aux escadrons du Dauphin et de Barentin de charger cette infanterie. Ceux du Dauphin le firent avec une extrême valeur, et le marquis de Kercado s'y jeta, malgré un très-gros feu, rompit deux bataillons, et prit un drapeau ; mais comme il n'avoit que ses trois escadrons, l'infanterie reprit sa marche.

Dans le même temps, l'on vit divers bataillons des ennemis qui appuyoient leur gauche à un bois près des montagnes. M. de Lée marcha pour les attaquer, à la tête de la brigade du Dauphin, que celle de Bourbonnais suivoit. Les ennemis firent un assez gros feu ; et ayant un peu ébranlé les seconds bataillons Dauphin et celui de Guienne, ils entrèrent dans ces bataillons, et firent une très-belle charge et très-hardie. Les escadrons du Dauphin furent commandés pour soutenir cette infanterie, laquelle d'elle-même se rétablit. Le régiment de la Fronnaye attaqua aussi les bataillons d'arrière-garde, rompit les derniers rangs, mais le reste fit un feu prodigieux ; et enfin, quoique notre cavalerie, que le sieur Douville faisoit suivre, et servir le plus promptement

qu'il étoit possible, leur fit diverses décharges ; cette infanterie fit plus de deux lieues et demie, depuis le premier champ de bataille, sans être rompue en aucune façon. Cependant la cavalerie la côtoyoit toujours, gagnoit même les devants de la brigade des Irlandais, et quelques compagnies de grenadiers ayant joint les derniers rangs, le désordre s'y mit ; elle fut entièrement rompue. Nos troupes en tuèrent beaucoup dans les bois, où le massacre fut fort grand, il dura même toute la nuit. Il est certain que les ennemis ont eu plus de cinq mille hommes tués sur le champ de bataille. Le nombre des prisonniers passe sept mille; et à tous momens nos partis qui sont dans les bois nous en amènent, et il en arrive quantité d'eux-mêmes, espérant plus de quartier de l'armée que de ceux qui les poursuivent.

Les ennemis ont perdu leur artillerie entière, consistant en trente-trois pièces de fonte, dont plusieurs de vingt-quatre, lesquelles ont été conduites à Ulm ; un pont de bateaux, sur des charriots qu'ils avoient intention de jeter sur le Danube, au dessous d'Holstet, pour séparer l'armée du corps de M. Dusson ; et généralement, tous leurs bagages, quantité d'étendards,

drapeaux, timballes, dont on ne sait pas encore le nombre. Jamais armée n'a fait un plus grand butin ; mais l'on doit cette louange aux troupes, qu'elles ont traversé les bagages sans qu'aucun homme ait quitté les rangs ; et hors les hussards qui n'ont fait que piller, aucun cavalier ni soldat n'a eu part au butin qu'après l'affaire entièrement consommée.

La cavalerie de V. M. y a fait tout ce que l'on peut attendre de sa réputation si établie.

Quant à l'infanterie, commandée par MM. de Magnac et de Chamarande, c'est un bonheur, Sire, comme j'ai déjà eu l'honneur de le dire à V. M. qu'elle n'ait pu joindre celle des ennemis qu'elle auroit bien battue ; mais ce n'eût pas été sans perte, et nous l'avons défaite plus tard, mais plus sûrement, et sans qu'il nous en ait rien coûté. M. de Lée, qui se trouva à la tête de ces bataillons Dauphins ébranlés, paya dignement de sa personne, et a été percé de cinq ou six coups ; il en reviendra, comme je l'espère. MM. Durosel et Druy, qui menoient les secondes lignes, l'ont fait avec tout l'ordre et la capacité que leur expérience leur donne. MM. de Marivaux et Legall ont parfaitement bien fait.

Je dois nommer singulièrement M. le marquis

quis de Levy, commandant la cavalerie ; MM. les brigadiers les marquis de Conflans, Bousoles, Massembach ; MM. de Kercado, Jeune, Dubourg, d'Heudicourt ; enfin, Sire, tout ce qui s'est trouvé à portée de pouvoir attaquer les ennemis, les a parfaitement battus. M. le comte de Tressemanes, major-général, et M. de Beaujon, maréchal des logis de la cavalerie, ont très-utilement servi.

S. A. E. me défendroit sans doute, par sa modestie, la justice que je lui dois d'avoir toujours donné les ordres avec cette présence d'esprit et cette netteté que sa valeur et son expérience lui donnent, et s'être trouvé dans les endroits les plus périlleux, et d'avoir ajouté à sa première gloire toute celle de cette action. Pour moi, Sire, je ne payerois pas assez de mon sang l'honneur de la confiance de V. M. et la gloire de la servir.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

Lettre du roi à M. le maréchal de Villars. Fontainebleau, le 25 septembre 1703.

Mon cousin, lorsque j'ai reçu votre lettre du 10 de ce mois, j'avois été informé par différens endroits de la prise d'Ausbourg, et des

embarras dans lesquels se trouve l'électeur; que les ennemis sont maîtres de ravager son pays, d'attaquer Munich, et de lui ôter tout moyen de subsister avec son armée; la mienne, sans argent ni magasins, étant beaucoup inférieure à celle de M. de Bade. Dans une pareille situation, il n'est pas question de raisonner sur les fautes passées, ni de chercher l'auteur; il faut songer uniquement au mal présent, et aux moyens de sauver mon armée. S'il n'est pas possible de conserver les états du duc de Bavière, je lui mande par la lettre que vous trouverez dans votre paquet, et que je vous envoie par trois différens endroits, afin que vous en receviez quelqu'une, que, dans l'extrémité où il se trouve réduit, ses intérêts m'étant aussi chers que les miens, il doit travailler à faire son accommodement avec l'empereur, plutôt que de perdre ses états; et dans cet accommodement, procurer une entière sûreté, pour que mon armée puisse rentrer en Alsace. Je mande au maréchal de Tallard de se tenir prêt à marcher vers Willinghen, pour se rendre à jour nommé, aussitôt que vous lui aurez donné de vos nouvelles; et en les attendant, de se tenir de l'autre côté du Rhin, afin d'être plus à portée de vous secourir, si

vous êtes forcé de prendre le parti de vous retirer. Pour qu'il reçoive plus sûrement de vos lettres, écrivez par la même voie du sieur de Fonbeausard, par laquelle les deux dernières de vos lettres sont venues; par celle du sieur d'Aubusson, qui en a plusieurs dans sa famille qui ont été reçues; et par tous les autres endroits que vous pourrez trouver. Ne faites point avancer le maréchal de Tallard sans nécessité, et sans être bien assuré de le joindre. Je lui mande de porter le plus de vivres qu'il pourra. Je donnerai ordre que l'on fasse trouver de l'argent pour les troupes que vous commandez, afin qu'elles soient secourues de toutes les choses dont elles auront un besoin plus pressant. Si vous pouvez faire en sorte, en cas que l'électeur trouve l'empereur porté à le recevoir à un accommodement, de l'engager à ne point donner ses troupes pour servir contre les miennes; mais de demeurer dans une exacte neutralité, en lui fournissant seulement son contingent, ce sera un nouveau service que vous me rendrez, qui n'est guères moins important que ceux que vous m'avez rendus jusqu'à présent. Vous pouvez, pour l'y engager, lui représenter que ces troupes ont été levées en partie, et entre-

tenues de mon argent. Faites-lui entendre en même temps, sans vous engager à rien, que je n'oublierai point l'état où il s'est mis pour me soutenir ainsi que le roi d'Espagne, dans la guerre injuste que l'empereur a entreprise contre moi. Si vous croyez qu'il soit impossible de rester en Allemagne, après avoir pris vos dernières resolutions avec l'électeur, vous vous retirerez par la voie la plus sûre; et lorsque vous aurez joint le maréchal de Tallard, vous pourrez venir me rendre compte de votre campagne, et lui laisser le soin de l'armée, qu'il distribuera dans des quartiers, pour y passer l'hiver, suivant les ordres que je lui enverrai. J'espère que vous conduirez aussi heureusement votre retraite que vous avez fait l'entrée, en forçant les passages des montagnes; et la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde.

Signé, LOUIS.

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 1.er octobre 1703.

Sire, M. le chevalier de Tressemanes aura l'honneur de rendre un compte fidèle à V. M. de la situation des affaires en ces pays-ci.

Il est très-constant, Sire, que, sans la bataille que j'ai donnée malgré l'électeur et toute sa cour, son accommodement étoit fait avec l'empereur, et peut-être en abandonnant l'armée de V. M., laquelle étoit perdue sans ressource, sans la victoire qu'elle a remportée, et qui n'a pas assurément tant affligé l'empereur que madame l'électrice et tout Munich. Je sais, Sire, que l'on a été au désespoir par l'opinion que cet heureux succès pourroit retarder la conclusion du traité avec l'empereur, lequel, selon toutes les apparences, se renoue présentement; du moins M. l'électeur a dit que les envoyés de Brandebourg et d'Hanover à la diète y travailloient. Il n'a pas été en mon pouvoir d'obtenir de ce prince qu'il me laissât profiter de la victoire, soit en m'avançant dans le Wirtemberg, ou en marchant au devant des secours que nous devons attendre du Rhin, et dont les retardemens pourront faire renouer le traité de l'électeur. Ce prince a voulu marcher à Ausbourg, s'imaginant que le prince de Bade s'en éloigneroit. Je l'ai assuré du contraire; le prince de Bade n'a fait autre chose, depuis qu'il a su que l'armée de Stirum étoit battue, que de prendre Preiberg, petite ville de Ba-

vière, vis-à-vis d'Ausbourg, sans demander cependant des contributions à tout un pays dont il a pu tirer plus de quatre mille écus, depuis vingt jours qu'il est le maître d'envoyer des partis jusqu'à Munich. V. M. jugera des raisons de sa modération.

Présentement, Sire, je puis me trouver presque aussi embarrassé qu'avant la bataille, n'ayant pas une pistole pour payer l'armée, passé le 5 octobre; et parmi tant de différentes inquiétudes, la plus grande est de n'être honoré d'aucun ordre positif de V. M. *depuis cinq mois.* Il y a divers partis à prendre, et, hors de traverser les montagnes et de m'abandonner à la conduite d'un prince qui certainement n'en a pas une fort réglée, je n'ai pu me déterminer à rien par les ordres de V. M. C'est un état bien cruel pour un sujet rempli d'ardeur et de zèle. V. M. a vu par mes précédentes dépêches que le seul bon, sage et grand parti que l'on pourroit prendre dans l'ouverture de la campagne, étoit *d'attaquer Passau ou Lintz.* Ce dessein fut rompu *par quelque bon serviteur de l'empereur*, et le comte de Monasterol ayant voulu répandre faussement que c'étoit par mes conseils qu'on avoit pris celui d'aller en

Tirol, le comte du Bourg lui a soutenu publiquement que cette résolution avoit été prise sans ma participation. Il est vrai qu'il en avoit été parlé; mais l'exécution ne s'en devoit faire qu'après celle de Passau, et après avoir pris préalablement les mesures convenables avec M. de Vendôme. Enfin M. le comte du Bourg m'apprit, non seulement que le dessein étoit pris d'attaquer le Tirol, mais que les troupes s'ébranloient déjà pour cela. Dans les commencemens le succès a passé nos espérances, et dans la suite il est arrivé des malheurs auxquels on n'auroit jamais dû s'attendre, par la perfidie et la lâcheté de ceux auxquels la garde des places avoit été commise; les mêmes sentimens ont paru, quand on a empêché l'électeur de se rendre maître d'Ausbourg. Je sais par ce prince même que, montrant mes lettres au comte d'Arco, son général, par lesquelles je le persécutois incessamment de se rendre maître de cette ville, il lui fut répondu : quand même le prince de Bade l'auroit, que feroit-il tant avec Ausbourg. Nous le voyons présentement, après avoir reconnu le camp retranché du prince de Bade, rempli de fourrages et de grains pour faire subsister son armée plus de six

mois ; que, qui tient un tel poste est, sans difficulté, maître de la Bavière. V. M. aura vu encore dans mes lettres que je mandois à l'électeur que, bien que je comptasse sur les secours du Rhin sans désespérer de ceux d'Italie, cependant, s'il arrivoit que l'un et l'autre manquassent, je pouvois avec Ausbourg me passer de tout ; comme il est certain aussi, Sire, que l'ennemi, maître de cette place, et ayant une armée retranchée sous ses murailles, peut nous empêcher de prendre aucune sorte de quartier d'hiver entre Ulm et Munich. M. l'électeur ne connoît point ou feint de ne pas connoître de telles conséquences ; et j'avoue que je suis outré de douleur de gouverner les armées de V. M. sous un prince qui, par opiniâtreté, veut toujours prendre les mauvais partis, et l'on ne peut suivre les bons qu'en se brouillant avec lui. Par exemple, il vouloit opiniâtrement mener toute l'armée de V. M. au dessus d'Ausbourg, abandonnant tout le Danube depuis Ulm jusqu'à Ratisbonne. J'ai disputé trois heures ; et ne pouvant le convaincre par raison, je suis demeuré ferme à ne pas faire une faute aussi capitale que de laisser au prince de Bade la liberté de faire revenir sur

Lauvingen et Donavert les forces qui se rejoignent à Stirum; il a été fâché six heures, et m'a avoué, après cela, qu'il avoit tort.....

Quand je le presse de faire raccommoder Munich, il me parle des ouvrages de Scheleiskemb; il me dit qu'ils avoient été interrompus pendant trois ou quatre jours par la peur qui s'étoit emparée des ouvriers, mais que tous y étoient revenus; et quand on lui représente la nécessité de faire quelques ouvrages à Munich, il me parle de celle de profiter du mois d'octobre pour incruster les marbres de son orangerie.....

J'ose supplier V. M. de m'honorer de ses ordres précis. Je n'ai point du tout l'esprit timide à prendre sur moi de certains partis; mais ceux qui peuvent faire périr une armée sans combat, comme si je la jetois toute entière au-delà du Lech, sans aucune espérance de communication, ni de troupes, ni de lettres de change; ceux-là, Sire, il faut que V. M. les ordonne..... etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

Lettre du roi à M. le maréchal de Villars. Fontainebleau, le 14 octobre 1703.

Mon cousin, les dernières lettres que vous m'avez écrites du 30 du mois passé et du 3 de celui-ci, que j'ai reçues par le sieur de Freteville, aide-major de l'armée que vous commandez, m'ont confirmé tout ce que j'avois vu dans celles que j'avois reçues de vous des 8 et 10 de l'autre mois, et qu'il y a si peu de concert entre l'électeur de Bavière et vous, que rien ne peut rétablir la conformité des sentimens si nécessaire dans la conjoncture présente. Il veut faire hiverner toutes mes troupes et les siennes dans ses états ; vous voulez vous séparer de lui, l'abandonner à ses propres forces en les augmentant néanmoins de quelques-unes des miennes, vous retirer avec le surplus du côté de Wirtemberg et des montagnes Noires, où vous prétendez prendre des établissemens et vous y maintenir pendant l'hiver. Mais pour l'exécution de ce dessein, vous me mandez de faire avancer à Willinghen l'armée du Rhin, de donner mes ordres pour que le maréchal de Tallard se rendre maître de cette place, qu'il continue sa route jusqu'à Moescrik, que vous lui ferez trouver des sub-

sistances. Si la lettre que je vous ai écrite le 8 a pu passer, vous serez informé dès à présent de la résolution que j'avois prise aussitôt après la nouvelle de la victoire que vous avez remportée sur le comte de Stirum, de faire le siége de Landau : la prise de cette place m'a paru de telle importance pour la suite de cette guerre, en cas qu'elle dure, que, malgré les difficultés de la saison déjà bien avancée et celles qui se rencontreroient pour vous joindre, j'ai donné mes ordres au maréchal de Tallard pour l'investir le 9 de ce mois ; rien ne peut l'avoir retardé que les pluies qu'il a fait qui ont rendu les chemins de la forêt d'Haguenau presque impraticables.

Je vous envoie le duplicata de cette même lettre, qui vous instruira si particulièrement de mes intentions, que je n'aurois rien à y ajouter, si les affaires de Bavière ne demandoient pas que je prisse une prompte résolution qui mette M. l'électeur de Bavière en état de se déterminer. Rien n'y peut contribuer davantage que de vous accorder la permission que vous me demandez de revenir en France et d'envoyer le comte de Marsin auprès de lui. Vous lui connoissez des talens propres à gouverner une cour difficile ; vous en voyez la nécessité ; vous m'assurez que vous ne sauriez y demeu-

rer, vous n'êtes point assez fort pour vous séparer ; la conjoncture est si délicate et les conséquences du retardement sont si grandes, que j'ai jugé plus convenable à mes intérêts de vous employer ailleurs, que de vous laisser dans une situation à ne pouvoir me rendre tous les services dont vous êtes capable, si vous n'aviez pas à combattre la mauvaise volonté des uns et le peu d'ardeur des autres. Pour l'électeur, il me paroît par ce qu'il me mande qu'il est engagé de bonne foi, et la proposition qu'il me fait de faire donner des vivres et le logement à mes troupes dans son pays pendant l'hiver ne me laisse pas lieu d'en douter; s'il avoit dessein de s'accommoder, il vous auroit laissé suivre votre projet ; mes troupes étant éloignées de son pays, rien ne l'auroit retenu. Prenez donc vos mesures pour passer le plus sûrement et le plus promptement que vous pourrez. Si le comte de Marsin ne se trouve pas à Schaffouse lorsque le sieur de Tressemanes, que j'ai chargé de cette lettre, y arrivera, que l'escorte soit prête à revenir, et qu'il ne la puisse faire attendre. Vous en prendrez une telle que vous croirez convenable pour votre sûreté, et vous vous rendrez à Schaffouse le 9 ou le 10 du mois prochain.

Je donne ordre au chevalier de Tressema-

nes de mander au sieur de Senerie de retenir le comte de Marsin à Huningue jusqu'au 6, afin qu'il ne se rende à Schaffouse que la veille ou le jour que vous y arriverez. Je me réserve, lorsque vous serez près de moi, à vous faire connoître toute la satisfaction que j'ai des services importans que vous m'avez rendus, et la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde.

Signé, LOUIS.

Lettre de M. le maréchal de Villars, à M. de Chamillart, du 21 octobre 1703.

Je dois, monsieur, vous rendre compte d'une cabale qui s'est formée contre moi, et des raisons particulières qui ont animé chacun de ceux qui la composent. M. de Ricous, parce que je n'ai pas trouvé juste que de capitaine d'infanterie il fût lieutenant-général des armées du roi..... Du reste le roi sait combien j'ai eu l'honneur de lui en mander du bien, en lui expliquant ses intentions de prendre la main sur moi par-tout. M. Dusson, parce que je n'ai pas loué sa sottise de s'être approché trop tôt des ennemis, puisque la raison veut que l'armée la plus foible se trouve

à portée d'attaquer quand la plus forte commence, ce qu'il pouvoit en se plaçant derrière le ruisseau d'Holstet ; et d'ailleurs j'ai blâmé sa prompte et honteuse retraite qui pouvoit nous faire perdre la bataille ; mais vous avez pu remarquer dans ma relation à S. M. comme je traite cette matière. Il ne peut point s'excuser sur ma première lettre de se mettre à portée d'attaquer à la pointe du jour. Premièrement, parce qu'un général qui voit les mouvemens des ennemis doit toujours se conduire sur ce qu'il peut en découvrir de ses propres yeux. L'ennemi ne pouvoit pas faire remuer un escadron que l'on ne le vît de la tour d'Holstet. D'ailleurs c'est que je lui écrivis une seconde lettre à minuit, qu'il reçut à sept heures du matin, par laquelle je l'avertissois que nous ne pouvions pas arriver sitôt que je l'avois espéré, par les difficultés de passer le Danube et la Vemiltz sur un seul pont.

Enfin ce M. Dusson, me croyant d'ailleurs peu satisfait de ce qu'il a envoyé un courrier pour rendre compte de la bataille, est à la tête de la cabale. Je l'ai un peu traité comme je le devois, et il est venu aujourd'hui me demander pardon de sa mauvaise conduite devant la plupart des officiers-généraux, les-

quels me paroissent très-contens de moi, et je ne sache personne qui puisse se plaindre que de ma vivacité à faire bien servir. Ils savent d'ailleurs que je suis juste, qualité qui attire plutôt l'estime que l'amitié, mais que je crois vous convenir mieux que toute autre. Je voudrois, monsieur, être moins sensible, mais vous, sur les bontés de qui je compte, n'avez-vous point pensé que je serois outré de douleur, que dans la première lettre dont S.M. daigne m'honorer après la bataille, il ne paroisse la moindre attention sur un tel service, qu'elle ne soit occupée que de ce qu'on lui écrit faussement de ma conduite avec M. l'électeur et ses généraux. Je vous avoue, monsieur, que je sens vivement un tel malheur, étant aussi occupé que je le suis de la gloire de plaire au roi. Ma santé s'en ressentira, et je ne puis vous cacher que j'en ai eu la fièvre. J'en avois déjà ressenti plusieurs accès. Je vois que l'on me compte pour peu, et peut-être n'est-il jamais arrivé que dans la première lettre que reçoive un homme qui vient de gagner une grande bataille donnée malgré l'électeur et son petit ministre, le général qui sauve l'électeur et l'armée pour la quatrième fois ne reçoive aucune marque de la satisfaction que

l'on a de sa conduite. En voilà assez, monsieur, car vous serez affligé de ma douleur. Je demande du moins du repos de corps et d'esprit : je ne le prendrai pas que je ne sois entierement accablé, et cela à Schaffouse dont le séjour n'est pas charmant ; mais c'est que je n'en puis plus.

Au reste, monsieur, les nécessités de l'armée sont extrêmes, S. M. aura la bonté d'y pourvoir. Je vous envoie un secrétaire homme d'esprit et capable de vous rendre un bon compte de tout. Je crois que l'on est quelquefois bien aise de pouvoir interroger.

M. Dusson se fait tout blanc de son épée et de la lettre en chiffre dont vous l'avez honoré et l'a montrée à tout le monde. Je vois bien que ces gens-là sont quelquefois écoutés ; pour moi, je ne sais qu'avoir une conduite très-droite et telle, je crois, qu'un aussi honnête homme que vous la peut désirer dans les serviteurs du roi.

Vous croyez, monsieur, que par cette lettre en chiffre que vous avez écrite à M. Dusson, et qu'il montre à tout le monde, et par deux lettres du roi rendues par M. Ricous, sans que le général de l'armée puisse dire un seul mot dans cette occasion, on donne lieu à ces deux

messieurs

messieurs de me décréditer entièrement et dans l'armée et auprès de M. l'électeur; c'est-à-dire que S. M. ne m'honore pas d'une entière confiance. J'avois pris la liberté de mander à S. M. dès le commencement, qu'il étoit du bien de son service que moi, ou tout autre qui auroit l'honneur de commander son armée, parût tellement accrédité auprès d'elle, que personne n'osât contredire ses avis. M. de Monasterol n'a pas eu cette crainte, les ayant tous attaqués depuis le premier jusqu'au dernier; mais, graces à Dieu, inutilement celui de la bataille. C'est à vous de juger de ce qui peut convenir sur cela au bien du service du roi: pour moi, je suis plus que satisfait de l'estime dont mes amis et ennemis veulent bien m'honorer. Je suis très-parfaitement, monsieur, votre, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 21 octobre 1703.

Sire..... je supplie très-humblement V. M. de pardonner à un homme, qui a pour premier objet la gloire de lui plaire, de montrer à V. M. quelque douleur que dans la pre-

mière lettre dont elle daigne m'honorer, après avoir appris la bataille, elle paroisse plus occupée de ma mauvaise conduite avec M. l'électeur et ses généraux, que de celle que j'ai eue dans cette action. Il est certain, Sire, que je n'écris point ces lignes sans avoir les larmes aux yeux, et je connois trop la grande bonté de V. M. pour n'être pas persuadé qu'elle sera sensible à ma juste douleur, laquelle certainement ne rétablira pas ma santé ..... etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 23 octobre 1703.

Je vous assure, monsieur, que c'est avec une bien sensible joie que je reçois la liberté que S. M. veut bien m'accorder, et vous ne pouviez me donner des marques de votre amitié plus satisfaisantes qu'en me tirant d'un lieu où j'ai le malheur de voir les plus importans services tellement détruits par les impostures de M. de Monasterol, que dans deux premières dépêches dont S. M. a daigné m'honorer après la bataille, sa bonté si naturelle pour tout ce qui a la gloire de la servir ne

l'a pas portée à me dire un seul mot sur ma conduite dans cette action. Je l'ai seul projetée, opiniâtrement voulue, acheminée malgré tous les conseils de ce petit fripon de Monasterol qui veut encore ternir ma reputation sur l'intérêt..... Mon capitaine des gardes, qui est un très-honnête homme, sait que depuis le premier mai ce que j'ai reçu des sauvegardes ne va au monde qu'à cent soixante-cinq mille francs..... Et cet argent a servi au munitionnaire général et au trésorier; enfin je n'en veux d'autre avantage que de me dédommager en partie de mon équipage et de ma campagne..... L'honnête homme et le pillard sont toujours confondus. N'a-t-on pas dit la dernière campagne qu'elles ont valu cinq cent mille francs en deux mois à M. le maréchal de Boufflers : je l'ai toujours connu homme très-désintéressé; mais l'on outre les opinions que l'on a sur cela. J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 25 octobre 1703.

Vous jugerez, monsieur, par toutes les raisons que je prends la liberté d'expliquer à S. M.

que je ne puis pas ne point désirer très-ardemment mon congé. Ma santé est véritablement altérée, mais je la menerois jusqu'à la mort si ma réputation n'étoit pas hasardée au métier que je fais, assuré que l'on empoisonne mes meilleures actions; et quelle cruelle expérience n'en fais-je pas? Quoi! je serai chargé de tout le mal qu'on s'attirera malgré mes conseils. Enfin, monsieur, j'attends M. le comte de Marsin avec la plus grande impatience du monde. Les passe-ports ne me manqueront pas pour lui et pour moi si les escortes sont trop difficiles. En vérité, monsieur, je ne sais si vous ne m'avez pas un peu abandonné dans tout ce qui s'est passé en dernier lieu; je ne le craindrai jamais de l'amitié que vous m'avez fait l'honneur de me promettre, ni de l'attachement avec lequel je suis, monsieur, etc.

Signé, le Maréchal DE VILLARS(1).

---

(1) On a déjà publié dans divers ouvrages quelques fragmens de trois des lettres précédentes du roi et du maréchal de Villars. J'ai cru devoir les faire imprimer en entier, et y ajouter celles qui furent adressées au ministre par ce général. Ces lettres suffisent pour montrer combien les camps sont, comme les cours, des foyers d'intrigues. Celle qui détourna Villars de

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 14 novembre 1704.

..... J'apprends dans ce moment par M. d'Alais une chose qui vous paroîtra assez surprenante.

Un monsieur de Mandajors, seigneur de la terre du même nom, maire d'Alais, ayant dans cette ville et dans la comté les premières charges qui ont été vendues pour le roi ou pour M. le prince de Conti, ayant d'ailleurs été long-temps subdélégué de M. de Baville, est un homme de soixante ans, sage pour ses mœurs, de beaucoup d'esprit, ayant composé et fait imprimer divers ouvrages; j'en ai lu quelques-uns, mais dans lesquels, avant que de savoir ce que je viens d'apprendre de lui, je trouvois une imagination bien vive. Voilà le caractère de cet homme.

Une prophétesse de vingt-sept à vingt-huit ans fut arrêtée il y a dix-huit mois et menée devant M. d'Alais. Il l'interrogea en présence de plusieurs ecclésiastiques: cette créature, après

---

se porter sur Vienne ne fut pas la moins préjudiciable aux intérêts et à la gloire du roi.

l'avoir écouté, lui répond d'un air grave et modeste, et l'exhorte à ne plus tourmenter les vrais enfans de Dieu, et puis lui parle une heure de suite une langue étrangère, à laquelle il ne comprit pas un mot. Comme nous avons vu le duc de la Ferté autrefois, quand il avoit un peu bu, parler anglais devant les Anglais, j'en ai vu qui disoient. j'entends bien qu'il parle anglais, mais je ne comprends pas un mot de ce qu'il dit. Cela eût été difficile aussi à comprendre, car jamais il n'avoit su un mot d'anglais. Cette fille parle de même le grec et l'hébreu.

Vous croyez bien, monsieur, que M. d'Alais fit enfermer la prophétesse. Après plusieurs mois, cette fille paroissoit revenue de ses égaremens, et par les soins et avis du sieur de Mandajors qui la fréquentoit, on la laissa en liberté, et de celle que le sieur de Mandajors prenoit avec elle il s'en est ensuivi que cette prophétesse est grosse.

Mais le fait présent est que, depuis huit jours, le sieur de Mandajors maire s'est défait de toutes charges, les a remises à son fils, et a dit à quelques particuliers et même à M. l'évêque que c'étoit par le commandement de Dieu qu'il avoit connu cette prophétesse, et

que l'enfant qui devoit naître seroit le véritable Sauveur du monde. De tout cela, monsieur, en tout autre pays que celui-ci l'on ne feroit autre chose que d'envoyer M. le maire et la prophétesse aux Petites-Maisons. M. l'évêque et M. de la Fande m'ont proposé de faire arrêter cet homme. J'ai voulu en conférer avec M. de Baville, ordonnant cependant de l'observer et la prophétesse aussi, de manière qu'ils ne puissent s'échapper; ma pensée étant qu'au milieu des fous ce qui regarde un fou comme celui-là doit faire le moins de bruit qu'il est possible, et tâcher de le dépayser tout doucement et l'arrêter ensuite. Car vous jugez bien, monsieur, que de déclarer pour prophète un maire d'Alais, seigneur de terres assez considérables, subdélégué de l'intendant, tout cela, au milieu des gens qui jusqu'aux derniers paysans se disent prophètes, pourroit faire quelque désordre.

Voilà qui vous est conté bien au long; mais ne trouvez-vous pas, monsieur, l'aventure, comme je vous l'ai promise, assez surprenante; car cet homme-là, hors cette folie de croire que Dieu lui a ordonné de connoître cette fille, paroît avoir beaucoup d'esprit, de savoir et de sagesse dans ses discours; enfin comme

étoit Dom Quichote, très-sage, hors quand il étoit question de chevalerie errante.

Je vous supplie, monsieur, de ne point divulguer ce que j'ai l'honneur de vous mander, jusqu'à ce que nous ayons tout doucement enfermé notre homme et sans bruit.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 14 mai 1705.

Il arriva hier ici un scandale dont je crois qu'il faut faire punir sévèrement les auteurs. Un dragon du régiment de Pau étoit condamné pour duel à être pendu et mené à la potence; comme il étoit prêt à y monter, un capitaine de l'étranger, nommé Dorvise, commandé pour la garde, étant à la tête de son détachement, s'avise de demander qu'on relise la sentence. Le lieutenant-général de Thionville la fait relire par une complaisance ridicule; pendant ce temps-là ce capitaine crie que c'est un plaisant jugement; fait marcher la garde les armes hautes. L'aide-major de la place le saisit par le juste-au-corps; le capitaine des portes lui dit. Comment, monsieur, vous alliez contre les ordres du roi. Le capitaine dit qu'il s'en moque et marche à la potence, d'où le dragon se sauve, etc.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Marlboroug, du 5 juin 1705.

Monsieur, je suis fort honteux dans le premier commerce que j'ai l'honneur d'avoir avec vous, d'être obligé à vous supplier de me pardonner un manque de politesse, ouvrant quelques lettres qui vous étoient adressées ; quoique le courrier qui les portoit n'eût aucun passe-port, j'aurois eu pour tout ce qui vous regarde le respect qui vous est dû, si un homme comme vous, monsieur, ne méritoit trop d'attention pour ne pas inspirer beaucoup de curiosité. Je vous avouerai, monsieur, que je n'ai pas présentement ces lettres; j'aurai l'honneur de vous les renvoyer incessamment et bien cachetées, etc.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 9 juin 1705.

. . . . . .

Je vous avoue que je suis surpris du grand nombre de déserteurs des ennemis et de toutes les nations. Leur armée est assurément grosse, mais je la crois mauvaise. Je désirerois fort qu'ils voulussent m'attaquer. Je ne vous dirai pas que j'aspire à une affaire générale ; elles

sont si décisives, et il y entre tant de hasard, quelques précautions que puisse prendre un général, que tout homme sage doit regarder ces grands événemens-là avec respect : mais j'en chercherai de petites, persuadé de la supériorité de nos troupes. . . .

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Ferriol, ambassadeur à la Porte, du 15 *juin* 1705.

. . . . . .

En attendant les grands événemens, il règne une fort grande politesse entre M. de Marlboroug et moi. Il m'a fait faire beaucoup de complimens, et fait dire qu'il espéroit voir une belle campagne, puisqu'il avoit affaire à moi. Je lui ai fait présent de quatre pièces de vin de Champagne ; il m'a renvoyé beaucoup de liqueurs d'Angleterre. Enfin, monsieur, aux intérêts du prince près, l'intelligence et l'honnêteté de part et d'autre ne peuvent être plus grandes. . . . .

Lettre de M. le maréchal de Villars au roi, du 18 *juin* 1705.

Sire, dans le moment mon trompette, que j'avois envoyé à l'armée des ennemis la veille

de leur départ, en arrive, et a laissé le duc de Marlbouroug à Trèves ; toute leur armée a passé hier et aujourd'hui la Moselle et la Sarre, une partie sur des ponts faits à Igell, et l'autre à Consarbrick.

Mais, Sire, je dois avoir l'honneur de rendre compte à V. M. de ce que mon trompette me rapporte, sur quoi je l'ai très-soigneusement interrogé, et lui ai bien défendu de me mentir.

Il m'assure donc que M. le duc de Marlboroug, après beaucoup de complimens pour moi, lui avoit dit ces mêmes paroles : dites à M. le maréchal de Villars que je suis au désespoir que le prince Louis m'ait manqué de parole, et que je ne puis m'en prendre qu'à lui de voir toutes nos mesures rompues.

Il a envoyé un de ses aides-de-camp à l'empereur pour lui faire ses plaintes. Les discours publics de tous les généraux sont de se déchaîner contre le prince Louis, traitant sa conduite de trahison manifeste. V. M. sera bien persuadée que j'ai eu peine à croire les discours de mon trompette ; il m'a soutenu qu'il n'augmentoit ni diminuoit les propres termes du duc de Marlboroug.

Le prince de Bade n'est point arrivé à Trè-

ves. Ce trompette dit avoir entendu de plusieurs officiers généraux, lesquels paroissent outrés ainsi que le milord, et même s'expliquoient audit trompette, que le prince Louis devoit, avec toutes les troupes, joindre l'armée le 10 (la retraite honteuse des ennemis se fit le 11); et puis, conformément aux résolutions déjà prises, attaquer l'armée de V. M.; en un mot, faire les derniers efforts, ou pour la forcer dans son poste en la tournant, ou lui ôter ses subsistances, et la forcer à reculer.

Non seulement M. le prince de Bade n'a pas voulu joindre l'armée; mais le duc de Wirtemberg, commandant en son absence, a eu ordre de lui de ne pas combattre. Enfin, Sire, mon trompette m'a dit qu'il sembloit qu'ils s'étoient tous donné rendez-vous pour venir jurer autour de lui. J'apprends encore par ledit trompette que l'on embarque à Trèves le gros canon qui y étoit arrivé, et la plupart des munitions de guerre; que le duc de Marlboroug fait marcher en Flandre quarante bataillons; il n'a pu m'expliquer le nombre d'escadrons : ce seroit de seize plus qu'il n'auroit amenés.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. le marquis d'Alègre, du 19 juin 1705.

. . . . . .

J'aurai seulement l'honneur de vous dire que mon trompette, que j'avois envoyé à l'armée des ennemis la veille de leur départ, revint hier au soir, et me rendit compte du chagrin mortel de M. de Marlboroug qui le chargea de me dire, après beaucoup de complimens, que le prince de Bade lui avoit manqué de parole, et qu'il ne pouvoit s'en prendre qu'à lui de la manœuvre honteuse qu'il étoit obligé de faire. Tous ses généraux ont parlé de même à mon trompette, jurant publiquement contre le prince Louis, l'appelant hautement le prince des Louis (mots que je vous répète pour avoir été dits à mon trompette par M. de Marlboroug lui-même).....

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 27 juin 1705.

..... Au reste je vous dirai que j'ai reçu de grands complimens de M. l'électeur de Bavière que l'on recevoit toujours de bonnes nouvelles des pays où je commandois; qu'il me prioit de compter sur son amitié. Je ré-

pondrai à ces avances-là avec beaucoup de reconnoissance et de respect. Il a bien fait de commencer, car, tout grand prince qu'il est, il n'auroit jamais eu signe de vie de ma part.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Thungen, du 26 juillet 1705.

Je ne veux pas être plus long-temps sans avoir l'honneur de vous informer d'une folie outrée que nos hussards firent hier, et dont je fais chercher les auteurs avec soin pour vous les envoyer liés et garrottés, afin que vous en fassiez la justice que vous trouverez convenable.

Vous saurez donc, monsieur, que dans un parti de la garnison de Landaw sur lequel nos hussards tombèrent hier, il se trouva parmi les prisonniers un jeune homme qui leur dit que l'on avoit pendu à Landaw le même jour un des hussards qui avoit été pris la veille; sur quoi les hussards sans autre délibération pendirent sur-le-champ cet homme-là et vouloient traiter de même d'autres prisonniers, s'étant révoltés contre un capitaine français qui arriva dans le temps qu'ils venoient de faire ce crime-là : il y a deux officiers hus-

sards qui en sont coupables, lesquels ayant été avertis, avant de rentrer dans le camp, de l'intention que j'avois de vous les renvoyer pour leur faire subir telle punition qu'il vous plairoit, se sont évadés. Je les fais chercher très-soigneusement et vous promets, monsieur, de vous les envoyer liés et garrottés. Je n'ai pas voulu vous cacher plus long-temps cette action indigne, pour que vous connoissiez l'horreur que j'ai de la conduite de ces misérables-là, etc.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Thungen, du 26 juillet 1705.

..... Je déteste ce qu'ont fait nos hussards, et vous voyez vous-même que l'on n'est pas le maître de leur conduite, puisqu'un de nos trompettes avec un de mes passe-ports a été comme assassiné par nos propres hussards qui lui ont pris, outre les chevaux que vous aviez la bonté de renvoyer, le sien et tout ce qu'il avoit pour moi.....

Lettre de madame de Maintenon à M. le maréchal de Villars, du 26 mai 1709.

Quand je pourrois douter de ce que vous dites, monsieur (ce qui ne m'arrivera pas)

nous savons assez d'ailleurs l'extrémité où vous vous trouvez, et avec quelle activité vous vous êtes mis en état de subsister quelques jours. Je vis, il y a quelque temps, une lettre de M. de Tarneau, qui mandoit à madame d'O les peines utiles que vous vous donniez, et votre prodigieux travail. Il auroit écrit tout de même le contraire.

M. le prince Eugène dit hautement à la Haye qu'il entrera en France. Comme rien n'échappe à mes craintes, mon inquiétude est qu'il ne se mette entre vous et nous. Je n'ai osé confier ma pensée qu'à mon ami M. le maréchal de Boufflers, ayant peur que ce ne fût une sottise : mais il m'a dit que ce n'en étoit point une, et que ce seroit le plus grand malheur qui pourroit nous arriver.

Mon espérance est en Dieu et en vous, qui ne vous laisserez pas surprendre, et qui ne pouvez être accablé que par le nombre. Au reste, je ne cesse de persécuter le roi, M. de Chamillart et M. Desmarets pour votre subsistance.

Nos maréchaux de France sont persuadés que si le roi étoit bien servi, nous pourrions encore soutenir la guerre. Ils ont, monsieur, une très-grande opinion de vous.....

Ce

Ce sont de grandes extrémités de manquer d'argent et de pain. Il faut bien céder, quand Dieu se déclare aussi visiblement contre nous.

..... Il n'est question ici que de pain. M. Desmarets a donné des ordres pour en faire venir de tous côtés. On croit pourtant que la récolte sera meilleure qu'on ne pensoit.

On vous croit à St.-Cyr, un saint. Je voudrois que cela fût vrai, afin d'attirer sur vous la bénédiction de Dieu.

Lettre de M. le maréchal de Villars à madame de Maintenon, du 26 mai 1709, au camp de Lens.

Je vois, madame, avec la plus sensible peine, toute celle que vous souffrez de la situation actuelle des affaires. J'aurai l'honneur de vous donner quelque soulagement sur une partie de celles dont le roi me fait l'honneur de me charger. Je m'assure des vivres; et quoique tous ceux, sur lesquels je comptois en partant de Marly, m'aient manqué, j'en ai trouvé de nouveaux, et j'en ai jusqu'au 10 juillet. Quant aux fourrages, par l'économie que j'ai pratiquée depuis près d'un mois, et par

les ordres que j'ai donnés de mettre toute la cavalerie au verd dans des quartiers, à deux journées au plus du rendez-vous général, non seulement j'en aurai autant que les ennemis, mais j'épargne tous les jours plus de cent mille francs au roi.

Dieu veuille, madame, que je puisse soulager non seulement ses finances, comme j'en ai déjà eu le bonheur quelquefois, mais les soins dont un si grand et si bon roi est cruellement travaillé; et qu'il ait autant de bonté pour moi que nous lui en avons vu pour ceux qui le servoient plus mal.

L'on trouvera dans les troupes le zèle et l'ardeur qu'elles doivent à leur maître et à leur patrie, et à moi, s'il plaît à Dieu, les sentimens que vous me faites l'honneur de me souhaiter dans la conjoncture présente.

Je suis très-redevable aux dames de Saint-Cyr de l'opinion qu'elles veulent bien avoir de ma sainteté, je voudrois bien qu'elle fût fondée, puisque j'aurois, pour mon salut et celui de l'état, toutes les qualités nécessaires. Quand je parle de mon salut, permettez-moi de me compter avant l'état. Quand il ne sera question que de ma vie, je la mettrai à sa place, par rapport à ce que je dois au roi et à

mon pays. J'oserai toujours, madame, me flatter de vos bontés que je mérite par le profond respect et la parfaite vénération, avec lesquels j'ai l'honneur de vous être dévoué.

Les ennemis n'iront point en France, madame, et j'espère me conduire de manière, avec l'aide de Dieu, que je réprimerai leur orgueil.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Chamillart, du 6 juin 1709.

. . . . . ,

Je reviens à mes moutons, c'est-à-dire à quelques graces du roi. Quoique je sois bien attristé de tous les soins présens et à venir, et que mon zèle pour le roi me soutienne, ne pensez-vous jamais, messieurs les ministres, que quand un homme est un peu surchargé, il faudroit l'égayer dans son travail. Ayez au moins la bonté de penser que, pour disputer de bonheur au prince Eugène et à milord Marlboroug, il faudroit quelque petite chose qui ne coûtât rien au roi. Vous ne vous êtes pas mal trouvé d'avoir demandé la Duché avant la campagne de la Moselle d'où je renvoyai Marlboroug; que me donneriez-vous tout à l'heure, si j'en pouvois faire autant?

Beaucoup, je crois : et s'il y avoit une chambre des assurances pour vous tranquilliser sur une campagne où nos ennemis, par leurs insolentes propositions, paroissent vouloir nous envahir, vous y mettriez gros. En vérité, monsieur, je vous croirai un très-mauvais politique, si, pour me mettre en bonheur, vous ne m'envoyez la pairie. Il n'en coûtera pas tant au roi, que pour six ou sept maréchaux de France qui ont eu en même temps toutes les dignités, charges, gouvernemens, biens, et qu'il a fallu prier de se reposer.

Je ne vous en dirai pas davantage, et serai toujours avec plus d'attachement que personne, etc.

Lettre de M. le maréchal de Villars à madame de Maintenon, du 6 *juin* 1709.

. . . . . .

Il ne faut pas toujours faire tant d'honneur à l'homme, que de croire que la seule gloire le mène. Cependant ces sentimens, fortifiés de mon zèle, et ma fidélité pour le roi me soutiendront toujours; mais quand on songe à toutes les charges, dignités, biens, honneurs que le roi a donnés à tant de maréchaux de France, qu'il a été obligé d'ôter du service !...

Sur tous ces discours, madame, qui sentent l'ambition, les dames de Saint-Cyr ne me croiront plus si dévot. Je ne me donne pas pour tel; je me recommande pourtant bien à Dieu, et à vous aussi, et j'ose vous demander un peu de réflexion sur les vues d'ambition et d'élévation, et le bonheur des deux généraux que j'ai devant moi. Voulez-vous que je leur dispute la fortune? Quelque chose, madame, pour m'égayer un peu le cœur, qui ne laisse pas d'être par fois contristé. En vérité, madame, c'est moins par ambition que pour me mettre en bonheur.....

Lettre du roi à M. le maréchal de Villars, du 9 juin 1709.

Mon cousin, j'ai été forcé de prendre la résolution de continuer la guerre, mes ennemis n'ayant voulu consentir à la paix qu'à des conditions, dont l'exécution ne dépendoit pas de moi.....

J'ai fait faire aux Invalides du pain, moitié de farine de froment, et moitié de farine d'avoine. J'ordonne à votre courrier d'en prendre deux, et de vous les porter, s'ils sont en état d'en pouvoir faire l'épreuve. Je fais sa-

voir en même temps au commissaire qui a la direction de cette maison, qu'il vous envoie un mémoire de la manière dont on prépare l'avoine ; de ce qu'un septier, mesure de Paris, fournit de farine, et ce que l'on ôte de son. J'en ai déjà fait faire l'épreuve à un quart de farine d'avoine, contre trois quarts de froment : il s'est trouvé très-bon. S'il vient des blés assez abondamment, on pourra se passer de ce secours; mais dans ces commencemens-ci, vous ne devez rien négliger pour prolonger vos subsistances.....

Je suis persuadé de la bonne volonté de mes troupes, et de celle de ceux qui les commandent ; mais cela seul ne suffit pas pour arrêter un ennemi audacieux qui a été heureux depuis long-temps, et dont les forces sont encore plus considérables que par le passé ; et la présente, etc.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. Voisin, du camp de Lens, le 13 juin 1709.

J'avois écrit à M. de Chamillart, monsieur, dans le temps que j'ai appris qu'il étoit hors de place (Il se retira le 10 juin 1709, et eut pour

successeur M. Voisin), pour le supplier d'offrir ma vaisselle d'argent au roi, comme font plusieurs autres qui ne sauroient avoir un zèle plus ardent que le mien; mais je ne sais comment accommoder ma bonne volonté à ma situation présente, qui m'oblige à tenir une table assez considérable; et il vous reviendra peut-être que je nourris un assez grand nombre d'officiers généraux et particuliers. Pourvu qu'il ne déplaise point à S. M. que je mange ici dans de la vaisselle d'étain, je donnerai tout ce que j'ai de bon cœur. Elle sait bien que j'ai pris la liberté de la supplier plus d'une fois de ne me laisser pour tout revenu que ce qu'il faut pour nourrir quinze ou vingt domestiques qu'il y a chez moi, et je serai toujours prêt à donner tel exemple.

Lettre de madame de Maintenon à M. le maréchal de Villars, du 14 juin 1709, à Marly.

. . . . . .

Vous aurez été fâché de M. de Chamillart; mais le roi a été obligé de se rendre à la voix publique. J'espère que M. Voisin s'abattra moins, et servira plus vivement.....

La reine d'Angleterre m'ordonna hier de

vous conjurer de sa part de bien traiter le chevalier de Saint-Georges que vous aurez mardi. Il marche avec peu d'équipage. Il fera mauvaise chère..... C'est un aventurier qui n'en sauroit trop faire : s'il périt, il n'a plus besoin de rien ; s'il vit, et qu'il vous suive, il aura une réputation qui contribuera à le rétablir.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à madame de Maintenon, du 17 juin 1709.

. . . . . .

Il est vrai, madame, que je suis très-fâché que M. de Chamillart ait pu s'attirer la disgrace de S. M. Vous savez, madame, ce que j'ai eu l'honneur de vous dire quand vous avez eu la bonté de m'en parler à mon dernier voyage. Ses intentions et son zèle étoient tels que l'on pouvoit le souhaiter, ne croyant pas volontiers ; pour moi, je sais bien qu'il ne m'a jamais cru. J'étois fort raccommodé avec lui cet hiver ; je comptois fort sur son amitié : j'ai pour principe de m'attirer toujours celle de ceux que le roi honore de la première confiance. J'étois des amis de M. Voisin, et je suis persuadé que c'est un bon choix. Qu'il ne se laisse pas subjuguer par les courtisans, c'est

un dangereux écueil pour quiconque veut bien servir son maître.....

Lettre de madame de Maintenon à M. le maréchal de Villars, du 19 juin 1709.

Il est vrai, monsieur, que vos dernières lettres m'ont affligée en ce qui a rapport à vous. Je voudrois bien que vous n'augmentassiez pas les peines du roi, en l'exposant à vous refuser quelque chose, et je voudrois bien aussi que vous n'eussiez point d'autres inquiétudes que celles de la place où vous êtes ; il me semble qu'il y en a bien suffisamment pour vous occuper, et pour vous faire oublier vos intérêts particuliers.....

J'espère que notre nouveau ministre sera moins lent et moins abattu que l'étoit l'autre, ou du moins que ce ne sera pas sitôt. Il est fort de mes amis, et je vous prie, monsieur, qu'il soit des vôtres.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Torcy, du 27 juillet 1709, au camp de Denain.

Je n'ai pas voulu me plaindre jusqu'à présent, monsieur, des irrégularités de la poste. On me mande que l'on ouvre toutes mes let-

tres, et je vous assure que je ne demande pas mieux: je ne saurois imaginer que S. M. l'ait ordonné : je compte trop sur l'honneur de votre amitié pour penser que vous vous amusiez à ces petites curiosités-là; et je ne crois pas que les gens de la poste eussent l'insolence de manquer au respect qu'ils doivent à de certaines gens, et sur-tout dans le poste où je suis ; mais il est bien vrai que madame de Villars ne reçoit pas mes lettres, et que les siennes, et la plupart de celles que je reçois de Paris, m'arrivent deux jours plus tard qu'à la plupart des autres personnes. Enfin, monsieur, je vous en fais mes plaintes. J'ai ouï dire que M. le maréchal de Berwick vous en fit de pareilles l'année dernière.

M. Voisin m'a envoyé une copie de la lettre que vous lui écrivez, sur ce que mes courriers en portent trop : c'est ce qu'on pourroit faire à celles de trois ou quatre particuliers quelquefois, et même très-rarement. Cela a confirmé l'opinion, que l'on vouloit voir tout ce qui s'écrit. Personne n'est plus indifférent sur cela que moi; car, Dieu merci, je n'écris à personne qu'au roi et à mon ministre. J'en usois de même avec vous, monsieur, quand vous étiez le mien. Je serai fort aise, je vous assure, mon-

sieur, quand je n'aurai à écrire à personne, et que je pourrai demeurer dans mon château. Je fais ici la plus surprenante campagne qui ait jamais été : c'est un miracle que nos subsistances, et une merveille que la vertu et la fermeté du soldat à souffrir la faim : on s'accoutume à tout ; je croyois cependant que l'habitude de ne pas manger n'étoit pas bien facile à prendre.

Je suis, etc.

Lettre de M. le marquis de Torcy à M. le maréchal de Villars, du 2 août 1709, à Marly.

Aussitôt que j'ai reçu, monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 27 du mois dernier, j'ai envoyé querir M. Pajot, et je lui ai montré les plaintes que vous faites de l'irrégularité des postes. Je vous assure que je lui ai parlé avec la même vivacité que vous m'avez écrit sur ce sujet, ne pouvant être indifférent ni sur ce qui vous regarde, monsieur, ni sur les moindres soupçons de votre part. Comme de la part de la poste les justifications sont inutiles, quand il arrive quelque retardement, je ne vous ennuierai point en vous rendant compte de ce qu'il m'a

dit pour attribuer la faute à ceux qui écrivent, et qui n'envoient pas les lettres aux heures fixées pour le départ du courrier. Il vaut mieux vous assurer que j'espère que vous n'aurez plus lieu de vous plaindre après l'avertissement que j'ai donné. Il est non seulement juste que vos lettres soient portées régulièrement ; mais il faut aussi que chacun contribue à vous épargner la peine sur des bagatelles, quand vous êtes occupé et chargé de tout ce qu'il y a de plus important pour l'état. Je vous assure que cette considération, quelque grande qu'elle soit, ne peut rien ajouter au désir que j'ai toujours eu de contribuer, autant qu'il peut dépendre de moi, à votre satisfaction, et de vous marquer en toutes occasions que je suis plus que personne, etc.

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. Voisin, du 17 août 1709.

. . . . . .

L'on veut me faire défier des troupes. M. d'Albergoty qui est un brave homme, m'ayant dit même l'avoir fait savoir à Monseigneur, il dit que cette armée est bonne pour faire la paix, mais non pour faire la guerre....

Examinons tout. Vous savez, monsieur,

que depuis long-temps l'esprit de gloire et d'ambition est fort baissé dans les officiers généraux. En vérité, les deux derniers maréchaux de France que le roi a faits peuvent-ils réveiller l'ardeur? Jugez-en vous-même. L'on peut donc compter que les plus anciens officiers généraux sont dégoûtés.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. Voisin, du 20 août 1709.

. . . . . .

Vous voulez bien me demander, monsieur, ce que vous pourriez faire pour moi auprès du roi dans la conjoncture présente. J'aurai l'honneur de vous parler avec ma franchise ordinaire. Je vous proteste que je ne me soucie bien vivement de rien, que de rendre au roi et à ma patrie des services qui puissent conserver la gloire de l'un, et empêcher la ruine totale de l'autre. Il est vrai que la commission est dure; que depuis quatre mois je n'ai pas un moment de repos. Ne pourroit-il point venir dans l'esprit de S. M. qu'un homme dans cet état violent a besoin que son travail soit égayé? Comment madame de Maintenon, qui m'honore de ses bontés, n'a-t-elle pas pensé que la pairie pourroit me faire plai-

sir ? Qui, de tous ceux qui en sont honorés, et qui ont l'honneur d'environner le roi, comblés d'ailleurs de toute sorte de graces, a rendu de plus grands et de plus heureux services à S. M. ? Peut-elle être retenue par croire devoir faire la même grace à d'autres ? Sera-ce à gens qui ne veulent ou n'ont pas voulu servir ? Si je m'étois opiniâtré à ne point partir, que mes subsistances ne fussent assurées, l'armée du roi seroit dissipée il y a plus de deux mois, et celle de ses ennemis seroit peut-être sur la Seine.

Jetez les yeux sur les passe-ports du prince Eugène et de milord Marlboroug. Outre les biens, les revenus immenses, quels honneurs, quels établissemens, quelles dignités n'ont pas ces deux hommes-là ! Le roi me fait l'honneur de m'opposer aux deux plus heureux généraux de l'Europe par ces endroits-là ; pourquoi ne veut-il pas, que pouvant leur disputer le bonheur des actions de guerre, j'approche un peu de leur fortune par les dignités, sur-tout quand il n'en coûte rien au roi. Encore une fois, monsieur, les travaux rudes, pénibles et accablans doivent être égayés par quelques graces du maître. Si vous faites usage de cette lettre, je vous supplie, monsieur,

que cela paroisse venir de vous uniquement, et vous en ferez usage, si vous n'êtes pas retenu par des considérations de cour, lesquelles ont mis l'état sur le bord du précipice. Vous serez bien persuadé, monsieur, de ma très-vive reconnoissance, et du parfait attachement avec lequel je suis, etc.

Lettre du M. le maréchal de Villars au roi, du 14 septembre 1709.

Sire, M. le marquis de Nangis aura l'honneur de présenter à V. M. les drapeaux et étendards, et de lui rendre compte de la bataille d'Aunoi, ce qu'il peut mieux qu'un autre, ayant toujours été dans le plus grand feu et le plus grand péril. Par les perquisitions les plus exactes, je ne vois point que les troupes de V. M. aient perdu plus de quatre ou cinq drapeaux ou étendards.

Je supplie V. M. de vouloir bien se souvenir que j'avois l'honneur de lui mander la veille de la bataille que par fois j'aurois préféré une action de cavalerie à une d'infanterie; mais que cependant les dispositions étoient si bonnes, que j'avois lieu d'espérer un bon succès. La vérité est que j'ai souhaité d'être attaqué; et pour que V. M. puisse comprendre

quelle a été la prodigieuse perte des ennemis, j'aurai seulement l'honneur de lui dire que la bataille a duré près de huit heures; qu'ils ont attaqué vingt-six bataillons des troupes de V. M. avec près de cent quatre-vingts; que pendant les deux premières heures, ils n'ont pas gagné un pouce de terrain; qu'on les a repoussés plusieurs fois des endroits où ils avoient pénétré; et que dans les attaques de poste, le soldat qui est à couvert fait un furieux massacre des troupes qui ne l'emportent pas d'abord. Enfin, Sire, si Dieu nous fait la grace de gagner encore une pareille bataille, V. M. peut compter que ses ennemis sont détruits.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Lettre de l'électeur de Cologne à M. le maréchal de Villars. De Valenciennes, le 26 août 1709.

Comme vous souhaitez, monsieur, que je vous informe de tout ce qui vient à ma connoissance, je vous donne avis par cette lettre que, selon les nouvelles que je reçois dans ce moment de très-bon lieu, le duc de Marlborough, piqué au vif des railleries que l'on fait de lui en Angleterre, de ce qu'avant l'ouver-

ture

ture de la campagne il avoit assuré qu'il iroit jusqu'à Versailles rendre visite à S. M. T. C., a résolu, pour les faire cesser, de changer le siége de la citadelle de Tournai en blocus, et de vous attaquer dans vos retranchemens pour pénétrer, s'il réussit, jusque dans le cœur de la France. Quoique je sois persuadé, monsieur, que, par les bonnes dispositions que vous avez faites, le succès ne répondra pas à son attente, j'ai cru que je devois vous faire part sur-le-champ de cette nouvelle, afin de vous témoigner que je ne néglige rien de tout ce qui peut regarder le bien de la cause commune. Je me sers en même temps de cette occasion pour vous assurer que personne n'a véritablement plus d'attention à ce qui vous regarde en particulier, ni plus d'estime pour votre mérite, monsieur, que

Jos. Clément, *électeur.*

Lettre du maréchal de Villars à madame de Maintenon, du 29 août 1709.

Vous serez bien affligée, madame, de la pitoyable conduite de M. de Surville .... Il est certain, madame, que la fermeté et le désir de la gloire s'affoiblit dans la plupart des

officiers..... Il est surprenant que l'on voie approcher une bataille qui doit décider du sort de l'état, sans que personne parte pour s'y trouver. Quand Charles-Quint assiégea Metz, tous les princes du sang, et ce qu'il y avoit de gens de qualité la plus distinguée, s'y jetèrent. J'espère, avec l'aide de Dieu, que tout ira bien.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. Voisin, 29 août 1710.

J'ai vu, monsieur, avec une extrême peine la mauvaise nouvelle arrivée d'Espagne dont je crains bien les suites : mais ce qui vous surprendra, c'est que cette bataille donnée et perdue le 20 de ce mois a été si bien sue des ennemis le 27 au soir, qu'ils en ont fait la réjouissance hier. Un capitaine de cavalerie qui vient de... et un maréchal des logis qui déserte de leur armée et arrivent dans ce moment, nous apprennent que cette réjouissance a été faite sur la nouvelle d'une bataille gagnée qu'ils disent leur donner toute l'Espagne. Vous pouvez donc compter, monsieur, qu'il est parti quelqu'un de Paris dans le même instant que M. le duc d'Albe a reçu la nouvelle, qui l'a apportée en toute diligence aux enne-

mis. Elle a été connue dans l'armée du roi par les courriers de M. l'électeur de Bavière ; et la tenant secrète, tous les officiers de la gauche où est logé M. le comte d'Arco me l'apprirent dans le même temps que je recevois votre courrier. Je vous avoue, monsieur, que ces intelligences des ennemis DANS LE CENTRE DU ROYAUME SONT BIEN CRUELLES : mais ce qui l'est encore davantage, sont les malheurs même. Celui-ci me touche fort. Béthune jusqu'à présent se défend parfaitement bien : vous jugerez mieux de la beauté de la défense par les gazettes même des ennemis que par les lettres de M. de Vauban. Je vous envoie celle de Bruxelles.. . . . . .

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. le marquis d'Antin, du 12 septembre 1710.

Je sais, monsieur, l'intérêt que vous prenez à M. le Duc, et sur cela j'ai cru devoir me donner l'honneur de vous dire que, quelques bonnes et grandes dispositions qu'on voie dans ce jeune prince, un homme de mérite, d'autorité et de confiance est cependant nécessaire pour donner ses conseils ; et s'il y a un âge où l'on en ait plus besoin, c'est celui où l'on entre dans le monde. Ce pauvre Lanoue mourut avant-

bier. C'étoit assurément un très-honnête garçon, mais il perdoit son crédit. M. de Xaintrailles est plus propre que personne à cet emploi-là, et ce sera un malheur pour M. le Duc si sa mauvaise santé l'empêche de lui rendre des services utiles. Voyez à choisir, personne n'est plus propre que vous à choisir bien. N'allez pas prendre des bigots sur-tout qui croient avoir tout gagné quand ils empêchent un petit péché, et pardonnent mille sottises. Enfin vous en savez plus que moi sur cela et sur beaucoup d'autres choses.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. Voisin, du 23 septembre 1710.

..... J'aurai l'honneur de vous parler sur MM. les officiers-généraux. Il y a des sujets excellens dans toute sorte d'états, parmi les colonels, les grenadiers, les maréchaux de camp et lieutenans-généraux; mais tous ne sont pas égaux, il s'en faut de beaucoup, et il y en a tels qui nous feroient perdre une bataille parfaitement bien et par conséquent mettroient le royaume en fort grand danger. M. le maréchal d'Harcourt pourra vous en parler à son retour. Il a aussi bon esprit qu'homme de France. Mais je vois que tous les gens d'un

esprit net jugent presque de même sur les hommes. M. de Bernières, qui est depuis 12 ans dans ces pays-ci, les connoît fort bien : je lui trouve l'esprit sain..... Choisissez deux ou trois hommes à qui vous puissiez vous fier : il seroit bon que S. M. eût la bonté de les consulter, ou par vous, ce qui seroit mieux, ou par elle-même si elle aime mieux être directement informée. Je les connois fort bien, mais moi qui vous parle, monsieur, je trouve que je ne les ai pas connus dans les premiers commerces que j'ai eus avec eux. D'ailleurs les hommes changent, et tel qui a été fort bon, devient médiocre et quelquefois misérable. Les ennemis ont en cela un grand avantage sur nous. Premièrement leurs armées se trouvent remplies de princes que le hasard a fait trouver du plus grand courage. Il y en a trois entre autres qui ont les premières charges, quoiqu'assez jeunes, et qui ont essuyé plus de coups de fusil que nos capitaines de grenadiers. Leurs deux généraux en chef ont grande part à l'élévation et au choix des officiers-généraux. Aucun emploi de guerre ne se vend parmi eux, et par conséquent il n'y a pas tant d'enfans colonels.....

Lettre de M. de Torcy à M. le maréchal de Villars, du 1er. juin 1711.

.... L'affaire d'Angleterre dont le roi vous a parlé prend un fort bon train, et je commence à croire que ce sera par cette voie qu'on pourra voir le dénoûment de toutes choses. M. de Marlborough a de terribles ennemis à combattre dans son pays, et s'il ne fait rien ou s'il est malheureux cette année, il peut compter d'être absolument perdu. Mais le sort d'un particulier est de peu d'importance par rapport aux affaires générales.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. de Torcy, du 11 juin 1711, à Marly.

M. l'électeur de Cologne, monsieur, a une passion d'aller à Barcelone, à laquelle il ne peut résister, et il est bien persuadé que l'archiduc ne pourroit résister aussi à tous les moyens qu'il a de le séduire. Il me propose de feindre d'aller se renfermer à la Trape et de partir déguisé. Il s'imagine que la comtesse d'Œting, grande maîtresse de l'archiduchesse, ayant été sa grande maîtresse à lui-même, ne pourroit se défendre de leurs anciens engagemens. Je ne sais ce que madame la com-

tesse de Fugger diroit à tout cela; mais enfin, monsieur, je ne puis m'empêcher de vous exagérer le zèle et l'ardeur de ce bon prince pour le roi. Je lui ai mandé que connoissant la véritable amitié de S. M. pour S. A. E. j'étois persuadé qu'elle ne consentiroit jamais aux fatigues et aux périls d'un tel voyage. Ne parlez pas de tout ce projet-là, s'il vous plaît, à M. Cark, lequel peut-être n'approuveroit guères plus le pélerinage de Barcelone que la retraite de la Trape. Pour moi qui suis le bon ami de M. l'électeur, il me fait l'honneur de me confier toutes ses vues et passions. Il est bien certain qu'il en a une très-forte pour les intérêts du roi et n'approuve des vues de M. l'électeur de Bavière que celles qui sont conformes à nos intérêts.. . . . . .

Lettre de M. le maréchal de Villars à M. Voisin, du 18 août 1710.

. . . . . .

Il ne faut pas s'imaginer que, si l'Espagne n'étoit plus chargée de ces guerres, elle nous enverroit de puissans secours; vous n'en auriez pas une pistole ni un homme de plus au service du roi: et les Espagnols verroient avec joie les ennemis aux portes de Paris.....

Lettre de M. le maréchal de Villars à madame de Maintenon, du 29 juillet 1711.

J'espère que S. M. sera satisfaite de la guerre que nous faisons ..... Mais, madame, ce qui vous fera encore un plus sensible plaisir, c'est l'ordre et la discipline qui s'observent dans cette grande armée. L'on y voit les cavaliers et soldats éviter de marcher dans un champ semé, et dans les blés que l'intérêt du roi oblige de conserver entiers à la tête du camp; et tout cela, madame, sans que depuis trois mois j'aie été obligé de faire mourir un seul homme : il est peut-être sans exemple qu'un si grand nombre d'hommes ait vécu si longtemps avec tant de sagesse. (Il y en avoit vingt-six mille)... .....

Vous me faites l'honneur de me dire, madame, que vous voudriez bien ne me voir plus gronder. Permettez-moi de vous dire que les bons et solides serviteurs grondent souvent, que les mauvais et ceux qui ne songent qu'à plaire pour leurs propres intérêts approuvent toujours. Je devrois, madame, être un peu mieux connu du roi et de vous. Quelle intrigue me croyez-vous à la cour? Je n'écris au monde qu'au roi, à vous, madame,

très-rarement et au ministre ..... L'on passe tout l'hiver à vous dire que je suis haï : les courtisans répandent qu'il règne une discorde affreuse dans cette armée, que tous les officiers-généraux sont brouillés avec moi. Rien n'est plus faux : mais ils le disent, et de ces discours répandus sans fondement il en reste une impression, et même dans votre esprit, malgré votre juste pénétration.

J'aurai l'honneur de vous dire, madame, que je ne suis brouillé avec personne dans l'armée, et que les gens de bien et de courage, et qui comptent plus sur leurs actions que sur la cabale, me regardent comme leur unique ressource : mais ce nombre diminue tous les jours. Nous voyons depuis plusieurs années l'esprit de cour régner dans les armées : et comment cela ne seroit-il pas, si les protections de cour l'emportent sur les bonnes actions ?

Fin des Lettres de M. le Maréchal de Villars.

HISTOIRE

DE LA

CAMPAGNE DE L'ANNÉE 1734

EN ALLEMAGNE,

Commandée par le maréchal de Berwick, et après sa mort par le maréchal d'Asfeld,

Ecrite par les officiers de l'état-major, avec des Notes des différens partis qui la divisoient, et conservée dans les portefeuilles du comte de Mailly, mestre-de-camp de cavalerie dans cette armée, et depuis maréchal de France.

ÉTAT DE L'EUROPE
EN 1733,

ET PORTRAIT DU CARDINAL DE FLEURY,

Considéré comme diplomate dans ses Relations avec la Maison d'Autriche : suivi de l'Exposé des causes et des effets de la guerre de 1733 : pour servir à l'intelligence du Mémoire des maréchaux de Berwick et d'Asfeld.

Par l'éditeur de ces Mémoires.

La guerre de 1733, la troisième du dix-huitième siècle, en est une des plus remarquables par ses effets, quoiqu'elle ait fait peu de bruit.

Un misérable esprit de haine et de parti ayant égaré tous ceux qui ont consulté M. de Voltaire sur cette guerre, il est convenable d'en exposer en peu de mots les causes et les suites.

M. de Voltaire d'ailleurs en a mutilé l'histoire à un tel point, qu'il ne parle pas de la guerre d'Allemagne, où nous avions cent mille Français commandés par le maréchal de Berwick contre le prince Eugène ; tandis qu'il écrit avec soin et avec beaucoup de détail

l'histoire de notre armée en Italie, et celle des quinze cents hommes envoyés au nord, pour faire semblant de soutenir l'élection de Stanislas.

Quant aux causes de cette guerre, la résolution du cardinal de Fleury, de rétablir la politique extérieure et intérieure de la France sur les bases qu'elle avoit sous Louis XIV, en fut la principale; et ce fut pour y arriver par la guerre avec le moins de dépense possible (mais en évitant une guerre maritime et continentale), que l'adroit cardinal divisa nos armées en trois parties. La principale se porta en Allemagne; la seconde passa en Italie, et se mêla avec celles d'Espagne et de Piémont, que Fleury avoit résolu d'armer contre l'Autriche; et la troisième au nord. Mais tout ce que Fleury prépara et ordonna en Pologne ne fut que feintise. Il détestoit la reine, et il ne vouloit pas lui faciliter les moyens d'avoir à la cour ni un parti, ni du crédit. Il ne pouvoit pas d'ailleurs convenir à la France de faire de grands sacrifices pour rétablir au nord le père de cette princesse, qui étoit âgé et sans enfans mâles. La France n'étoit pas assez intéressée à sacrifier, à chaque élection d'un roi de Pologne, des millions et une armée pour faire un roi qui ne pouvoit établir avec nous un

système de politique permanent. Il étoit plus utile au système national, étouffé par le cardinal Dubois et relevé par le cardinal de Fleury, d'y envoyer quelques troupes seulement, pour faire entendre à l'Autriche que la France n'abandonnoit pas Stanislas, afin d'occuper cette puissance du côté du nord, quand on démembreroit ses possessions du côté de l'ouest ou du midi. Telle étoit la cause de la division de nos armées en trois parties en 1733. Trois idées étoient la base de cette opération. Le cardinal vouloit une armée formidable et menaçante en Allemagne, toute composée de Français, qu'il étoit dans l'intention de ménager comme réserve. Il en vouloit une seconde en Italie, composée de Français, d'Espagnols et de Piémontais, pour frapper les grands coups à la maison d'Autriche; c'étoit son armée active; et il voulut faire semblant d'avoir une armée au nord, *avec un roi de paille*, comme on le disoit à la cour, pour retenir en Pologne les troupes de la maison d'Autriche quand on la chasseroit de ses domaines d'Italie. Tel étoit le plan du cabinet, gouverné absolument en 1733 par le cardinal de Fleury. La France n'avoit jamais mieux combiné la politique et les armes, la force et la ruse.

Les puissances ennemies avoient des intérêts bien opposés. La Russie, à qui Pierre le Grand avoit montré toutes ses forces et l'art de s'en servir, vouloit les essayer contre la puissance dont elle avoit essuyé le plus d'insultes et de mépris pendant l'époque de sa barbarie. Résolue de se faire une réputation en Europe et de mériter d'y être remarquée, elle envoyoit aux Polonais une armée combinée avec celle d'Autriche, pour leur donner un roi, pour éloigner Stanislas, et couronner un électeur de Saxe. La Russie étoit loin de vouloir faire un affront inutile au beau-père de Louis XV. Elle avoit déjà proscrit et chassé de Pologne Stanislas; mais elle méditoit un principe qui se développe et se confirme dans la suite du dix-huitième siècle, et qu'on ne trouve en 1730 que dans les dépêches de l'ambassade de Vienne, celui d'*induire les grandes puissances continentales à s'entre-détruire.* Voyant la maison d'Autriche toute occupée de l'idée de faire accepter de gré ou de force sa *pragmatique* dont je vais parler, la Russie l'amusoit en Pologne, où cinquante mille hommes de troupes Autrichiennes créoient un roi, quand leur monarque étoit détrôné à Naples, suivant les projets de la maison

maison de Bourbon, exécutés par Fleury. *Mettre aux prises les grandes puissances de l'Europe, les dépouiller au profit des subalternes, pour tout envahir un jour à l'ouest et au midi*, étoit déjà la maxime secrète de la cour de Russie; mais son cabinet n'avoit pas conçu le premier cette iniquité. Cette invention étoit due au grand Henry, au grand cardinal de Richelieu, au grand Louis XIV, avec cette différence entre les systèmes français et moscovite, que le principe, dans le cabinet de Russie, étoit l'ouvrage de la violence et du machiavélisme criminel d'une couronne déjà assez puissante, quand, dans les conseils de la maison de Bourbon, ce principe étoit le résultat d'un ressentiment aussi noble que juste contre une puissance moderne, éphémère, périssable, qui avoit démembré l'empire de Charlemagne. Je vais la peindre.

La maison d'Autriche venoit d'éprouver d'une manière douloureuse les effets des systèmes de Henri IV, de Richelieu et de Louis XIV. Elle avoit vu le dernier de ses archiducs, roi d'Espagne, appeler à sa succession un prince de la maison de Bourbon. Elle avoit fait couronner Charles VI, autre archiduc, à Madrid; et deux rois, Louis XIV, Philippe V, l'en avoient chassé,

Désespérée des progrès de sa ruine et des accroissemens des forces de la France, elle avoit traité pendant la minorité de Louis XV avec l'abbé Dubois, chef des *roués* qui gouvernoient la France, et qui ne demandoient pas mieux que de vendre leur patrie à quelque puissance ; elle leur avoit fait entrevoir la probabilité de la mort de Louis XV, enfant débile, dont on n'espéroit pas un long règne. Elle s'étoit comportée avec eux par des traités, comme si la mort de l'enfant royal étoit assurée; et pourvu qu'elle régnât en paix en Italie, elle avoit garanti au duc d'Orléans, le cas arrivant, la couronne de France. Cette politique tendoit à préserver ses possessions en Italie de l'ambition de la reine d'Espagne. En France, elle mettoit aux prises la loi Salique et le traité d'Utrecht. Les hommes sages et prévoyans y voyoient les causes d'une guerre générale en Europe pour la couronne de France, et peut-être le germe d'une guerre civile. Effectivement, la maison d'Orléans étoit bien résolue de soutenir ses droits à la couronne, fondés sur le traité d'Utrecht et sur les renonciations du roi d'Espagne. L'Espagne, de son côté, étoit bien résolue de maintenir l'ordre de la succession réglée par la loi Salique.

Le cardinal de Fleury voulut sortir de cette position. *Les roués* y avoient précipité la France. L'Autriche étoit intéressée à l'y replonger. Fleury, trouvant l'antidote de leur politique dépravée dans la politique de Louis XIV, l'embrassa et la suivit dès le jour même de son entrée au ministère. J'en ai sous les yeux les preuves instrumentales dans les instructions qu'il ordonna d'envoyer au jeune duc de Richelieu, alors ambassadeur à Vienne. Elles sont inédites, et elles prouvent que le cardinal préféroit de se trouver dans un état de rivalité offensive avec l'Autriche. La feintise de l'alliance ne pouvoit donc plus durer. La cour de Vienne sentit que notre cabinet étoit Français, et que le cardinal ne méritoit pas la réputation d'homme foible dans laquelle il sembloit se complaire, et qu'il permettoit aux *roués* de lui prodiguer (1).

(1) Fleury ne tarda pas à ôter à l'Autriche le fils du régent ; c'étoit le seul ami puissant qui lui restât en France dans le conseil. Sans violence et sans coups d'état, le cardinal dispersa son parti, et l'envoya lui-même, dépouillé de ses emplois, dans un monastère, où, s'occupant de théologie, il demeura jusqu'à sa mort, comme une espèce de prisonnier volontaire. Il y avoit un ancien plan parmi *les roués* contre la

Instruite que le cardinal de Fleury vouloit la remettre dans sa situation dangereuse de rivale de la France, et l'y tenir pour suivre les plans de Louis XIV, l'Autriche s'avisa de vou-

---

sûreté de la branche régnante ; et ce plan, qui avoit échoué sous la minorité, étoit connu de l'Autriche et de l'Angleterre. De nouveaux *rouës*, même depuis la naissance du dauphin, pouvoient donner encore les vives inquiétudes qui avoient tant tourmenté Louis XIV. Pour en prévenir même la possibilité, Fleury voulut séparer le chef des Orléans, de sa maison et de ses officiers, jusqu'à ce que l'état pût obtenir plusieurs enfans de Louis XV, pour la sûreté de la couronne. Tout cela se fit sous Fleury, sans commotion et sans violence. Et si Louis XVI, si Lafayette, si le parti constitutionnel attaché au prince régnant (au lieu d'envoyer en Angleterre, où étoit le principe moteur des événemens, le successeur des Orléans) avoient autrement disposé de la personne qui causoit tant de troubles, la révolution, qui n'étoit conduite, le 6 octobre 1789, que par une trentaine d'individus qui ne demandoient qu'à se vendre, s'arrêtoit où elle étoit arrivée. Ceux-là le savent bien, qui peuvent se souvenir de ce qu'elle leur coûta de peines, de sollicitudes, de contentions d'esprit et de courses, pour la maintenir et la ravitailler depuis le 5 octobre jusqu'à la fin de la constituante, lorsqu'ils la laissèrent envahir par la faction des Cordeliers, qui détrôna le roi l'année suivante.

loir en sortir par un autre stratagême. C'est ici que l'on voit tout ce qu'il y avoit de réflexions, de tempérance, de combinaisons et de luttes secrètes dans l'esprit du cardinal, quand il s'agissoit ou de suivre la politique de Louis XIV, ou de s'en écarter, pour adopter une nouveauté de l'espèce que proposa l'Autriche pendant l'ambassade du maréchal de Richelieu.

Cette puissance, qui avoit fait trembler toute l'Europe sous Charles-Quint, qui se débattit contre la France pendant trente années, soutenant une guerre qu'on croyoit interminable, pour se délivrer des entraves qu'elle reçut de Mazarin à la paix de Westphalie; cette fière maison, à laquelle Louis XIV avoit opposé pendant un demi-siècle le génie de tant de généraux, de tant de négociateurs et de tant d'hommes d'état; en un mot, l'orgueilleuse Autriche, tombant en quenouille à la mort de Charles VI, demandoit au cardinal de *marier un prince de la maison de Bourbon, dom Carlos, à Marie-Thérèse, héritière de toutes les possessions Autrichiennes.* Effectivement, de tant de princes de cette maison, il ne restoit plus que Charles VI, occupé à chercher des maris à ses archidu-

chesses. Il y en avoit sept dans toute sa race ; dont deux bonnes à marier.

Quelle occasion apparente d'une gloire éclatante pour le cardinal ! Le mariage d'une archiduchesse jetoit dans la maison de Bourbon cette suite innombrable de grandes et petites souverainetés accumulées, que l'Autriche tenoit sur-tout de ses alliances conjugales. La postérité de Louis XIV, dont Fleury respectoit si profondément la mémoire, alloit régir presque toutes les possesions de Charlemagne, toutes celles de Charles-Quint et toutes celles de Louis XIV. Fleury étudia long-temps la nature de ces offres ; mais plus il admiroit ce qu'elles avoient de spécieux et de grand, plus il faisoit d'objections. Il flottoit, il combinoit, il consultoit. Adroit, patient, rusé, fin, retenu dans ses spéculations diplomatiques, il apprit que la Russie, le Nord, la Prusse, l'Allemagne, s'opposeroient à la puissance colossale des enfans de Louis XIV, résultant de ce mariage, et que l'Angleterre renonceroit à l'alliance avec nous pour tirer sa part de la succession. Redoutant la simultanéité d'une guerre continentale et d'une guerre maritime, contre laquelle le feu roi l'avoit chargé de prévenir son successeur, il résolut,

après avoir examiné les effets de ce mariage, proposé cinq fois au duc de Richelieu, ambassadeur à Vienne, de le rejeter pour les considérations suivantes.

Dès le commencement de son ministère, Fleury, les armes à la main, avoit exigé de l'Autriche qu'elle dissoudroit sa compagnie d'Ostende. Uni à l'Angleterre, il avoit étouffé de cette manière le projet que l'Autriche avoit conçu de se placer dans le rang des puissances maritimes. Ensuite il avoit fait camper trois armées de cavalerie sur la Sambre, sur la Saône, sur la Meuse, pour tenir en respect et dans l'embarras Charles VI. Pour le désoler, il avoit répandu dans les cabinets ce problême : *deviner où l'empereur sera frappé.* Il étoit bien résolu de protéger l'établissement projeté de dom Carlos en Italie, et celui qui étoit stipulé par la quadruple alliance.

Malheur aux minorités après le règne des princes entreprenans. Charles VI, ayant lieu de craindre, après sa mort, le démembrement de ses états, voyant la France capable de traiter l'Autriche comme il avoit traité lui-même la France à la mort de Louis XIV, avoit imaginé une pancarte, qu'il appeloit sa *pragmatique sanction*, et qu'il offroit à la signature

des puissances qui vouloient lui promettre de respecter après lui l'unité et l'indivisibilité de sa monarchie. Cette démarche de la cour de Vienne manifestoit le sentiment qu'elle éprouvoit déjà de sa foiblesse. Fleury, qui connoissoit mieux que lui ses moyens, l'attendoit à cette signature. Il l'attendoit sur-tout aux négociations du mariage de sa fille. L'Autriche ne pouvoit éluder soit l'opposition, soit les entraves, soit l'intervention de la France à ce mariage, quand Marie-Thérèse seroit nubile. Le cardinal, instruit que Charles VI avoit des vues secrètes à cet égard sur le duc de Lorraine, avoit résolu, dès le premier jour de son ministère, de réunir cette province à la France, suivant le projet de Louis XIV, qui l'avoit tenté si vainement. Dans les instructions du duc de Richelieu, cet article étoit traité comme un secret d'état. Le cardinal avoit lui-même attiré le duc de Lorraine à Paris, pour en avoir un acte de foi et hommage au roi pour le duché de Bar. Ensuite il avoit inondé ses possessions de troupes Françaises, qu'il ne retira que pour cacher son jeu quand il voulut donner des satisfactions à l'Angleterre. Habile à tromper les ennemis de la France et ses propres ennemis; paisible

observateur des événemens ; rusé et sage, Fleury reculoit quand il étoit menacé, et feignoit de craindre quand on lui parloit bien décidément. Plein de réserve et d'adresse, il déconcertoit son ennemi pour arriver à son but, et partoit de la position où il sembloit avoir été conduit et réduit pour reprendre et soutenir ses vues et ses entreprises. C'est la ressource des vieillards qui ont un caractère fin, conciliant, et une grande expérience. On sent combien la France, audacieuse, puissante et militaire de son naturel, dirigée par un homme de ce caractère, devoit en tirer de profit. La ruse et la force gouvernoient la France. En diplomatie, Fleury parloit rarement avec netteté et rondement. Maître du fin de l'art, il trompoit souvent ceux qui se flattoient de le tromper. Il s'étoit mis en cela de niveau avec le cabinet de la cour de Vienne, dont l'affirmative et la négative devoient être sans cesse comparés pour ne pas en être la dupe.

Ceux-là s'écartent donc de la vérité de l'histoire, qui, prévenus contre les prélats qui ont le mieux servi la monarchie, se permettent, depuis un demi-siècle, de dénaturer le portrait du cardinal, pour en publier la cari-

cature. Nous devons à sa prudence les heureux effets de la guerre de 1733. Si le mariage de dom Carlos avec Marie-Thérèse fut proposé de bonne foi, il nous eût donné une guerre compliquée maritime et continentale, du caractère de celle de la Succession. En 1733, la France n'étoit point guérie des maux que l'Europe lui avoit faits pendant cette guerre, ni de ceux auxquels elle avoit été induite pendant la minorité par la politique astucieuse de l'Angleterre. Qui osera blâmer Fleury de s'être contenté des duchés de Lorraine et de Bar, et du royaume de Naples; d'avoir employé la ruse et la force à l'égard d'une puissance si habile à s'en servir, et d'avoir repris et continué avec trois armées, réelles ou simulées, l'ancien système de démembrement de la maison d'Autriche?

Le cardinal se contenta donc de se présenter à elle dans une attitude fière, militaire et menaçante. Il étoit bien résolu de ne rien entreprendre de décisif en faveur de Stanislas. Il avoit l'air de le secourir, et il le laissoit partir pour la Pologne, déguisé en marchand. Mais il perçoit au cœur la maison d'Autriche en Allemagne, et il la démembroit en Italie. L'expédition militaire nécessaire à l'exécution

de ce plan est l'objet du mémoire qui suit; où sont tant de mesures locales et savantes contre le prince Eugène, conçues par les plus habiles capitaines de Louis XIV. Ceux de Louis XV venoient sous de tels maîtres faire leurs premières armes contre l'Autriche, continuant ainsi les plans de la maison de Bourbon sous un nouveau roi de France.

Dans cette guerre de 1733, on voit les généraux de Louis XIV terminer leur carrière militaire; Villars en Italie, et Berwick en Allemagne. Brave comme dans sa jeunesse, Berwick octogénaire, voulant observer les mouvemens du prince Eugène, se place sur un lieu élevé une lunette à la main, entre le feu des batteries française et autrichienne. Il étoit soutenu par ses enfans. Dans cette position un boulet lui emporte la tête. Turenne et Charles XII, ainsi élevés sur des monticules pour observer, avoient été frappés de mort, le premier au cœur, et le second à la tempe.

La nature a donné aux grands militaires un caractère différent du reste des hommes; mais ces trois généraux ne portoient pas en leur personne la destinée du reste des mortels! Le danger qu'ils affrontoient ne tenoit pas dans des transes cent millions d'Européens!

Le maréchal de Mailly, de qui je tiens ce mémoire, servoit dans cette armée en qualité de mestre-de-camp de cavalerie. Il ne parloit jamais de cette campagne sans émotion; sans blâmer la funeste division des généraux; sans parler d'une main invisible, celle de Fleury, qui tenoit cette armée stationnaire; sans louer la résolution spontanée de vingt-trois officiers qu'il vit prêts à partir pour aller enlever ou détruire l'inscription injurieuse contre la France que le duc de St.-Simon a conservée dans ses Mémoires que j'ai publiés en treize volumes (à Paris, chez Wurts), et que l'Autriche avoit fait placer à Hocshtet quand elle gagna la bataille de ce nom; sans parler du maréchal de Berwick que Mailly peignoit en 1785, étendu, palpitant et versant la dernière goutte de son sang sur les genoux de ses gendres et de ses enfans qui s'en trouvèrent tout couverts.

Voyez à la suite de cet ouvrage le reste des Observations relatives à l'Autriche et au ministère du cardinal de Fleury.

HISTOIRE
DE LA CAMPAGNE
DE L'ANNÉE 1734.

Le roi, ayant pris la résolution de faire vivement la guerre à l'empereur du côté du Rhin, donna au commencement de l'année 1734 les ordres nécessaires pour remplir les magasins des villes frontières de munitions de guerre et de bouche : il nomma M. le maréchal de Berwick général de ses troupes du Rhin et de la Moselle; et vers la fin de février il envoya ses ordres à M. le maréchal du Bourg, qui commandoit en Alsace, pour faire marcher du côté de Weissembourg toute l'infanterie qui avoit hiverné dans cette province et la disperser dans les villages qui sont le long de la Loutre, depuis cette ville jusqu'à Lautrebourg.

Les ennemis qui avoient pris sur la fin de l'année dernière leurs quartiers sur les bords du Rhin depuis Stolophen jusqu'à Philisbourg, et avoient travaillé tout l'hiver à relever leurs lignes d'Etlinguen, s'imaginèrent que ce corps de troupes ne s'assembloit à

Weissembourg que pour travailler de notre côté à rétablir les lignes qui bordoient anciennement la Loutre; mais ils se trompoient, comme le roi l'avoit prévu; il n'avoit choisi ce quartier d'assemblée, que pour leur faire prendre le change, et il avoit de bien plus grands projets qui avoient été mûrement rédigés et concertés pendant l'hiver avec M. le maréchal de Berwick dans plusieurs conférences que ce général avoit eues avec les ministres.

Le maréchal ayant enfin reçu ses instructions sur toutes les opérations de la campagne, prit congé du roi, sous prétexte d'aller vaquer pendant quelques jours à ses affaires domestiques; mais il partit lorsqu'on s'y attendoit le moins, et prit la route de Strasbourg. En passant à Nanci, il fut long-temps enfermé avec MM. de Belle-Isle et Duvernay, directeur général des vivres. Il dit au premier qui étoit venu exprès de Metz pour recevoir ses ordres, de se tenir prêt à marcher incessamment avec quinze bataillons et vingt escadrons pour s'emparer de Trèves, et faire ensuite le siége de Traherbak (1). Cette place, quoique petite,

(1) Il n'est pas décidé s'il fut avantageux à la France

est extrêmement forte, étant située sur une montagne presque inaccessible; et elle rend maître celui qui l'occupe d'une partie du cours de la Moselle. Toutes les choses nécessaires pour cette expédition étoient préparées depuis long-temps. M. de Belle-Isle s'étoit bien douté que si les armées du roi faisoient

---

de commencer la campagne par le siége de Traherback; ceux qui ont été d'avis de cette expédition diront que Traherback et Trèves nous servent très-utilement à interrompre la communication de Mayence à Luxembourg, donnent la facilité de prendre des quartiers le long de la Basse Moselle, et de les étendre en tirant vers le Rhin.

Ceux qui ont été de l'avis contraire diront que Traherback étoit une conquête assurée pour la fin de la campagne; que le temps qui a été employé à faire ce siége l'auroit été plus utilement, si on avoit marché d'abord aux lignes d'Ellinguen; qu'il falloit, sans s'arrêter pendant trois semaines dans le camp de Spire, éloigner des bords du Rhin les ennemis qui n'avoient pas eu le temps de rassembler leurs troupes; même, selon toute apparence, n'auroient-ils pas été en état de soutenir le camp d'Hailbron, n'ayant alors que neuf à dix mille hommes. La preuve de ce dernier raisonnement est évidente, puisqu'au 4 mai leur armée n'étoit pas composée de vingt-cinq mille hommes, quoique notre présence, le long des bords du Rhin, les pressât de se mettre au plutôt en campagne.

quelques entreprises du côté du pays de Trèves, il seroit chargé du soin de les conduire ; aussi n'avoit-il rien négligé, soit pour l'arrangement de l'artillerie, soit pour la subsistance des troupes. Il avoit été secondé dans cette dernière opération avec un zèle extrême par M. Duvernay. Ils regardoient l'un et l'autre succès des armes du roi comme leur affaire particulière, et oubliant les chagrins qu'ils s'étoient autrefois causés réciproquement, ils avoient travaillé de concert à tout ce qui pouvoit faciliter l'exécution de ce dessein.

Les magasins des villes d'Alsace n'étoient pas moins bien fournis que ceux du Pays Messin ; il y avoit depuis Strasbourg jusqu'à Landau des amas de fourrages assez considérables pour nourrir au sec vingt mille chevaux pendant plus de six semaines, et des farines pour un an.

Ces heureuses dispositions déterminèrent M. le maréchal à se mettre au plutôt en campagne, sans craindre de ruiner sa cavalerie ; ce qui est ordinaire, lorsqu'on y entre de bonne heure.

Il arriva à Strasbourg le 30 mars : M. le duc de Noailles s'y rendit le 1.er avril, et en repartit

partit le lendemain pour aller rassembler proche de Sar-Louis un corps de troupes de dix-sept bataillons et de vingt-un escadrons, et marcher du côté d'Humbourg, afin de couvrir l'armée de M. de Belle-Isle pendant le siége de Traherbak.

Les mouvemens des troupes de la Moselle et de la Sarre étant réglés, M. le maréchal ne pensa plus qu'à se mettre incessamment en campagne. Il employa quatre ou cinq jours à préparer toutes choses. Le 7, il fit partir du Fort-Louis M. de Dreux avec quinze bataillons et lui donna rendez-vous le 8 à la Petite Hollande. M. de Silly, qui commandoit dans les lignes, reçut ordre de rassembler ses quartiers, et de venir camper le 8 sous Landau. M. le maréchal s'y rendit le même jour, et le 9 au matin il détacha ce lieutenant-général avec neuf escadrons et deux mille grenadiers pour faire l'avant-garde des colonnes, et aller reconnoître le terrain où devoit camper l'armée.

M. de Silly marcha droit sur Philisbourg; et lorsqu'il fut arrivé sur la hauteur, d'où l'on voit cette ville, environ à une demi-lieue de la chaussée qui y conduit, il mit ses troupes en bataille et fit halte.

M. le maréchal, ayant reconnu le camp, prit Spire pour son quartier général, mit toute l'armée sur une ligne ; la gauche au Spirback, le centre à Helinguesteim, et la droite à la hauteur, qui regarde la Petite Hollande. Il fut reconnoître un ouvrage à corne que les ennemis avoient rétabli en-deçà du Rhin : il sert à couvrir le pont volant de Philisbourg. Cet ouvrage avoit été rasé à la paix, mais depuis la guerre déclarée les ennemis y avoient travaillé avec tant de promptitude, qu'il étoit en défense lorsque nous arrivâmes. On crut cependant qu'on l'attaqueroit ; les troupes furent même commandées pour l'emporter l'épée à la main ; mais, après une mûre délibération, il fut résolu de se retirer et de se mettre seulement hors d'insulte de ce côté-là. On porta pour cet effet à la tête de la chaussée, qui conduit à cet ouvrage, quatre cents hommes. M. de Dreux, qui fut chargé d'aller reconnoître le terrain, trouva les vestiges d'un ancien retranchement qui avoit autrefois servi au même usage ; il le fit border par son infanterie, et réparer les endroits que le temps avoit détruits.

M. le maréchal envoya un détachement de cent hommes à Guermesseim. On s'est tou-

jours servi utilement de ce vieux château, il met à portée d'observer de près et de loin les mouvemens des ennemis; de près en les empêchant de jeter des ponts dans les îles voisines; de loin, par ce qu'on découvre du haut de la tour une partie des mouvemens qu'ils peuvent faire entre Philisbourg et Stolophen.

Après que M. le maréchal eût mis en sûreté le côté par où les Impériaux pouvoient l'inquiéter le plus facilement, il pensa à prendre des précautions sages pour mettre son quartier général hors d'insulte, il fit entrer dans la ville de Spire deux bataillons, et outre cela il fit couvrir ce quartier du côté de Worms par la brigade d'Artois, composée de quatre bataillons. La nature sembloit avoir retranché ce camp; il étoit couvert d'un côté par les murs de cette ville, et entouré par les autres du Spirback, qui se sépare en plusieurs petits bras. Telle étoit la position du camp de Spire, que M. le maréchal occupoit avec quarante-deux bataillons, dix-huit escadrons de cavalerie, six de dragons, et un de hussards. Il avoit jugé à propos de ne pas faire avancer le reste de sa cavalerie pour ménager le pays.

Ce général resta dans ce camp sans faire

aucun mouvement, jusqu'au 15 qu'il détacha M. de Balincourt, maréchal de camp (1), avec six escadrons et une brigade d'infanterie pour aller proche de Menstat, à cinq lieues de Spire. Ce poste est excellent, ayant à sa gauche une montagne inaccessible, à sa droite un bois très-fourré et marécageux, en avant deux ruisseaux assez considérables, le Neuback et le Spirback. Tous les généraux qui ont campé à Spire ont occupé par quelques gros détachemens la trouée qui est entre Neustat et Spiredorff, comme étant le seul lieu par où l'on puisse tenter en force le passage du Spirback.

En 1703, les Impériaux avoient fait des lignes (qui sont à présent entièrement rasées) depuis Spiredorff jusqu'à Oberambak, pour

(1) Puisque M. le maréchal avoit résolu de différer jusqu'au 1.er mai les opérations de la campagne, il auroit pu occuper son infanterie à travailler aux retranchemens du Spirback. Il ne pouvoit pas ignorer que ce poste ne devînt un jour très-nécessaire à fortifier; et l'eût-il été beaucoup moins, il falloit employer le loisir des troupes, que cette occupation eût détournées du libertinage et de la maraude, qui furent poussés au dernier excès.

empêcher les Français d'entrer dans la plaine de Worms, ville ouverte et sans fortifications, située a une demi-lieue du Rhin, à moitié chemin de Spire à Mayence. Worms appartient à l'évêque de ce nom; cette ville est extrêmement pourvue de grains; ce fut dans la vue de s'en emparer et de les conduire de l'autre côté du Rhin, que le 18 les Impériaux y envoyèrent huit cents hommes; mais M. le maréchal ayant détaché M. de Beauklay, maréchal de camp, avec douze cents hommes d'infanterie, six compagnies de grenadiers, et les deux régimens d'Aumont et de Châtellerault cavalerie, pour les en chasser, ils se retirèrent, lorsqu'ils apprirent que nos troupes étoient arrivées à Frakandal. M. de Beauklay continua cependant sa marche jusqu'à Worms. M. le maréchal qui avoit résolu d'occuper cette ville pendant que l'armée resteroit proche de Spire, fit marcher trois bataillons pour soutenir ces premières troupes et mettre ce poste en sûreté contre un coup de main.

Pendant que nous étions tranquilles à Spire, Belle-Isle étoit occupé à faire les approches de Traherback; cette entreprise étoit traversée par des difficultés presque insurmontables; les pluies continuelles avoient ren-

du les chemins difficiles, et malgré tous les soins qu'il se donnoit pour hâter la prise de cette place, on étoit incertain du temps où il pourroit s'en rendre maître, étant impossible d'ouvrir la tranchée avant le 25.

Toute l'armée étoit persuadée que l'événement de ce siége devoit déterminer le commencement des opérations que M. le maréchal avoit projetées : mais ce général, attentif à tous les mouvemens que faisoient les ennemis, ayant appris par des voies sûres que leurs troupes augmentoient tous les jours et que M. le prince Eugène étoit arrivé à Philisbourg du 27, résolut de ne plus différer sa marche.

M. le duc de Noailles (1), qui étoit resté avec la plus grande partie de l'infanterie près

(1) Le corps des troupes que commandoit M. le duc de Noailles proche de Humbourg n'y étoit pas d'une grande utilité. Si M. le maréchal de Berwick eût fait avancer dès le commencement de la campagne, ce général auroit alors été en état de forcer les lignes trois semaines plutôt, et auroit couvert encore plus sûrement le siége de Traherback, en éloignant les ennemis des bords du Rhin, et les contraignant de se retirer à Hailbron ; il auroit pu aussi, dès ce temps, se préparer au siége de Philisbourg. Il est du devoir

d'Humbourg pendant les préparatifs du siége de Traherback, et qui avoit été obligé de renvoyer toute sa cavalerie du côté de Sare-Louis pour subsister plus facilement, venoit de rassembler son armée et s'étoit mis en marche depuis quelques jours pour se rendre à Haguenau le 29. Il avoit mandé à M. de Toerlay, commandant la brigade des Gardes Françaises (lequel étoit détaché à Kaisés-Loutre pour établir par Neustat une communication avec l'armée de M. le maréchal), de se rendre le même jour à Landau, et d'y attendre de nouveaux ordres.

M. de la Billarderie étoit resté à Strasbourg pour y faire passer sur le pont de Kell la gendarmerie et quelques régimens qui venoient de Condé et de la Haute Alsace. Toutes ces troupes se tenoient prêtes au premier ordre; elles avoient autant d'impatience de marcher que M. le maréchal pouvoit en avoir de se mettre à leur tête. Il fit partir du camp de Spire six bataillons et le régiment de Fits-James cavalerie pour arriver le 1.er mai au Fort-

---

d'un bon général de ne jamais remettre au lendemain ce qu'il peut faire d'utile; souvent l'occasion s'échappe lorsque l'on y pense le moins.

Louis, rendez-vous général des troupes qui devoient y passer le Rhin.

Pendant que M. le maréchal se préparoit à marcher aux lignes d'Ellinguen, il avoit laissé dans le camp de Spire M. le marquis d'Asfeld avec trente-deux bataillons, quatorze escadrons, sans compter ceux qui étoient détachés à Worms, et vingt-trois campés proche Landau qui devoient aussi marcher à ses ordres. La position où étoit cette armée amusoit M. le prince Eugène; et le retenant dans son camp proche Philisbourg, l'empêchoit de s'opposer du côté du Fort-Louis au passage de nos troupes dont il n'avoit aucun soupçon: ensuite cette armée venant à marcher vers le Bas-Rhin, elle le mettoit dans l'incertitude, et ne lui permettoit pas de prévoir de quel côté M. le maréchal vouloit porter toutes ses forces.

Quoique ces deux armées fussent séparées de plus de vingt lieues, elles n'en faisoient, pour ainsi dire, qu'une, et la réussite du projet dépendoit tellement de la justesse de leurs mouvemens, que M. d'Asfeld n'en devoit faire aucun sans avoir été averti de la marche de M. le maréchal.

M. d'Asfeld reçut le 22 la nouvelle que

l'armée étoit passée sans que personne se fût présenté pour s'y opposer ; sur le champ il manda à la cavalerie qui étoit restée derrière de le venir joindre, il fit venir de Landau cent bateaux et tous les agrêts nécessaires pour jeter un pont sur le Rhin.

Le 3 à six heures du soir, il détacha M. de Dreux lieutenant-général et MM. de Beaufremont et de Banière maréchaux de camp, avec trente-deux compagnies de grenadiers et autant de piquets pour marcher à l'île de Nekreau et s'en emparer. Ce détachement arriva au bord du Rhin vers minuit ; on mit à l'eau tous les bateaux avec une si grande diligence, que les grenadiers furent en état de passer à trois heures du matin : on travailla tout de suite à la construction du pont qui fut parfaitement achevé à deux heures après midi (1).

(1) Trop de prudence fit perdre l'occasion de défaire entièrement le peu de troupes que M. le prince Eugène avoit rassemblées. Si M. d'Asfeld avoit eu ordre de passer tout de suite à Nekreau, et de marcher vers Brucksal, il coupoit par cette marche la retraite des ennemis, qui ne pouvoient plus gagner Hailbron. Ce coup étoit immanquable ; mais M. le maréchal de

Les grenadiers, qui s'étoient emparés de l'île, n'avoient trouvé aucune résistance à cette expédition. Ce poste important n'étoit gardé que par soixante hommes des troupes de l'électeur Palatin. Ce prince demeuroit dans son superbe château de Manheim, où, tranquille au milieu des alarmes de deux armées ennemies, il s'étoit fait une loi d'observer une parfaite neutralité, et recevoit en apparence avec une égale bonté les officiers Français et ceux des troupes Impériales;

Berwick craignit que M. le prince Eugène (dont il croyoit les troupes plus nombreuses qu'elles ne l'étoient en effet) ne marchât à M. d'Asfeld, et ne vînt lui livrer bataille; cette crainte paroît avoir été mal fondée; à douze escadrons près, l'armée de M. d'Asfeld étoit aussi forte que celle de M. le maréchal de Berwick. Ce dernier attaque les ennemis, quoique derrière des retranchemens où ils n'osent l'attendre; il veut craindre cependant pour l'armée de M. d'Asfeld, et ne lui permettant pas de passer le Rhin, il l'oblige à s'en retourner par ses derrières, comme si réellement les ennemis étoient en état de combattre; mais, au lieu de faire tête, ils se retirent avec précipitation. Des ordres supérieurs arrêtent M. d'Asfeld, et l'empêchent, en se portant sur leur passage, d'inquiéter leur retraite d'un côté, pendant que M. le maréchal les poursuit de l'autre.

mais, dans le fond de son cœur, il faisoit des vœux pour les Français, et désirant leur procurer l'avantage de ce poste, il avoit donné ordre à l'officier qui commandoit cette troupe de se retirer dès qu'il nous verroit paroître.

M. d'Asfeld avoit suivi de près le détachement de M. de Dreux; il étoit venu passer la nuit à l'endroit où l'on construisoit le pont, et prenoit plaisir à voir avec quelle activité on y travailloit. Il avoit ordonné à l'armée de marcher une heure avant le jour, sans tambour ni trompette, et pour mieux dérober notre marche aux Impériaux, de laisser une partie des tentes tendues. M. de Flavacourt fut chargé de l'arrière-garde, composée de six escadrons de dragons, et de deux hommes par compagnie d'infanterie.

Tout réussit suivant nos desseins. Les Impériaux ne furent avertis de notre marche, que lorsqu'il ne fut plus temps de s'y opposer. Dans le moment que nos détachemens marchoient vers Nekreau, M. le prince Eugène apprit que M. le maréchal avoit passé le Rhin au Fort-Louis. Il laissa dans son camp de Philisbourg cinq à six mille chevaux pour observer l'armée qu'il voyoit encore campée à Spire, et marcha avec toute son infanterie

vers les lignes, ne doutant pas que M. le maréchal ne dût les attaquer incessamment. Lorsque son infanterie fut en marche, il prit les devans et vint coucher à Mulberg. En arrivant, il demanda aux officiers qui commandoient les lignes, s'ils ne savoient aucune nouvelle des Français. Ces officiers étoient les mêmes qui avoient été chargés du soin de faire rétablir ces lignes; ils comptoient sur la bonté de leurs retranchemens. Ils lui répondirent avec confiance qu'il n'y avoit rien à craindre; que l'on disoit à la vérité que les Français avoient passé le Rhin; mais que, quand même leur armée seroit plus forte de moitié, il ne leur étoit pas possible de forcer les lignes.

M. le prince Eugène leur reprocha leur trop grande sécurité, et les assura, en les renvoyant chacun dans leurs postes, que si elles étoient attaquées avant que toute son infanterie fût arrivée, elles seroient emportées: enfin il leur ordonna de se tenir prêts à combattre le lendemain.

Quelque diligence que l'infanterie qui venoit de Philisbourg pût faire, elle ne pouvoit arriver que le 4 au soir, ce qui jetoit M. le prince Eugène dans une inquiétude inexprimable. A le voir, on eût dit qu'il avoit un

pressentiment secret de toutes les mauvaises nouvelles qu'il devoit recevoir. A peine fut-il monté à cheval le lendemain, pour reconnoître les lignes et faire sa disposition pour les défendre, que l'on vint lui dire que Traherback étoit pris du 2; une heure après, que M. d'Asfeld avoit passé le Rhin à Nekreau; et enfin, pour mettre le comble au malheur qui sembloit le poursuivre, que les lignes venoient d'être forcées; que les Français, les ayant tournés par la montagne, en étoient maîtres. De ce moment, il ne pensa plus qu'à se retirer. Il manda à ses troupes qui venoient de Philisbourg, et à celles qui se retiroient des lignes, de marcher droit à Graben. Le 5 il continua sa route vers Brucksal, d'où il partit le 6 avec une précipitation si grande, que sa marche ressembloit plutôt à une fuite qu'à une retraite. De Brucksal, il prit le chemin d'Hailbron, ne se croyant pas en sûreté en deçà du Nècre. Laissons-le pour quelque temps respirer, après plusieurs jours de marche forcée, et revenons à l'armée de M. le maréchal de Berwick.

Son projet (1), en passant le Rhin au Fort-

(1) Le projet de M. maréchal de Berwick, pour

Louis, avec une partie de son armée, et envoyant l'autre à Nekreau, étoit d'obliger M. le prince Eugène à abandonner les lignes, sans avoir d'autre parti à prendre. Ce général étoit campé à Philisbourg, avec environ vingt-cinq mille hommes. Son armée étoit trop foible pour la séparer et faire tête des deux côtés.

S'il marche aux lignes avec toutes ses forces, M. le maréchal repasse le Rhin, et venant à grandes journées joindre M. d'Asfeld qui s'est assuré d'un passage, il va prendre les lignes à revers, et contraint l'armée ennemie, trop foible pour l'attendre, à se retirer.

S'il marche du côté de Nekreau pour attaquer M. d'Asfeld, qui l'attend dans un camp retranché, ou si, faute d'être averti, il demeure dans son camp de Philisbourg, M. le maréchal attaque les lignes, et les trouvant peu garnies de troupes, s'en rend facilement le maître.

---

forcer les lignes, est un des plus beaux et des plus sûrs que puisse former un général habile; il fut conduit avec secret et les précautions qu'exigent les affaires importantes; il eût cependant été à souhaiter que ce général eût suivi les ennemis avec plus de vivacité; il les auroit fort embarrassés dans leur retraite.

Le succès montre que notre général ne s'étoit pas trompé dans ses conjectures.

Etant arrivé le 3 à Morche, il sut que les lignes n'étoient gardées que par quatre ou cinq mille hommes. Le moment lui parut favorable. Il résolut d'en profiter, et d'attaquer le lendemain sur deux colonnes, afin de partager les forces des ennemis. M. le prince de Tingris fut chargé de l'attaque de la gauche; M. le duc de Noailles de celle de la droite, par où l'on espéroit les forcer le plus facilement. M. le maréchal devoit avec le reste de l'armée demeurer derrière les colonnes, pour être en état de marcher où sa présence et ses forces seroient nécessaires.

Pour arriver à l'attaque de la droite, il falloit prendre un grand détour; ce qui fit que M. le maréchal de Noailles partit sur le soir avec neuf compagnies de grenadiers, deux brigades d'infanterie, deux régimens de dragons, et quelques troupes de la maison du roi. Cette colonne marcha toute la nuit par des chemins difficiles et escarpés avec une joie et une légèreté qui sembloient annoncer un heureux succès. Elle se trouva au point du jour peu éloignée des lignes. M. de Noailles fit faire halte pour laisser reprendre haleine à

son infanterie, et pour aller reconnoître l'ennemi.

Pendant ce temps, M. le prince de Tingris marchoit vers Mulberg, avec la colonne de la gauche (dont le régiment des Gardes avoit la tête); mais l'intention de M. le maréchal n'étant pas que cette colonne attaquât la première, lorsqu'elle fut à la grande portée du fusil des ennemis, elle s'arrêta, les laissant occupés a examiner la manœuvre que nos troupes vouloient faire.

Cependant M. de Noailles, ayant laissé Etlingen à sa gauche, tâchoit de gagner les hauteurs, où il ne put arriver que sur les dix heures. Il trouva les retranchemens bordés de quelques bataillons, et en avant des lignes des abattis considérables. Ces difficultés n'arrêtèrent point le courage des Français, déterminés à vaincre ou à mourir.

Lorsque les Impériaux virent la tête de la colonne à cent pas d'eux, ils firent une décharge de toute leur mousqueterie qui ne tua que sept ou huit des nôtres. Leur ardeur n'en fut point rallentie ; au contraire, se jetant avec plus de vivacité dans les abattis, ils marchèrent à grands pas vers les lignes. Ils ne purent cependant y arriver avant que les ennemis

nemis eussent rechargé leurs armes. Nos grenadiers n'étoient plus qu'à vingt pas d'eux, lorsque les Impériaux firent une seconde décharge, qui mit hors de combat environ soixante hommes tués ou blessés. Comme nous avancions toujours malgré ce feu, les ennemis, se voyant forcés, tournèrent le dos, et ne pensèrent plus qu'à marcher vers les bois qui leur offroient une retraite assurée, d'où ils gagnèrent Graben sans avoir perdu beaucoup de monde.

Les troupes des ennemis qui occupoient les postes du côté de Mulberg, au moment que M. le prince de Tingris marchoit pour les aller attaquer, ayant appris que leurs lignes avoient été forcées par la gauche, et que M. de Noailles se disposoit à les prendre en flanc, se retirèrent sans en disputer l'entrée. S'ils eussent tenu ferme, il n'eût pas été facile de les forcer, les lignes du côté de Mulberg ressemblant plutôt à une forteresse qu'à un retranchement ordinaire (1).

(1) M. le duc de Bevrenne avoit fait travailler pendant tout l'hiver à rétablir les lignes d'Etlinguen. Il en avoit coûté aux princes de l'Empire plus de trois millions pour achever ce grand ouvrage. Depuis le

M. le maréchal, ayant appris que la colonne de M. le prince Tingris avoit pénétré, fit marcher toute son armée pour le soutenir. Il n'étoit pas sans inquiétude de ne point apprendre des nouvelles de M. le duc de Noailles, qui avoit cependant eu l'attention de lui mander son heureux succès; mais l'aide de camp s'étoit égaré, et quoique depuis plus de trois heures la colonne de la droite fût entrée dans les lignes, la première nouvelle qu'en eut M. le maréchal fut par M. de Noailles lui-même. Il avoit observé de la montagne les mouvemens des ennemis, et voyant leur contenance mal assurée, il avoit fait couler ses troupes le

---

Rhin jusque par-delà Mulberg, toutes les redoutes et les courtines étoient revêtues de poutres et de madriers joints ensemble, qui formoient une muraille de dix à douze pieds de haut. Les fossés et les bernes étoient garnis de fraises et de palissades. C'est ainsi qu'étoit assurée la droite des lignes que la situation rendoit la plus foible, et qui par ces travaux étoit devenue la plus forte; le centre étoit défendu par des inondations et des abattis; la gauche du côté d'Etlinguen, par des retranchemens ordinaires couverts en avant par des abattis, et terminés du côté de la montagne par des redoutes fortifiées de même manière que celles de la droite.

long des retranchemens, pour en faciliter l'entrée à M. le prince de Tingris, et venoit le joindre.

Alors M. le maréchal fit avancer quelques escadrons pour suivre les ennemis jusqu'à l'entrée du bois ; mais il ne jugea pas à propos de les poursuivre plus loin dans un pays coupé et inconnu, à cause de la nuit qui s'approchoit. Il prit son chemin vers Mulberg, où il fit camper son armée. Le lendemain, à la pointe du jour, il suivit M. le prince Eugène à Graben, où notre avant-garde arriva comme son arrière-garde venoit d'en partir avec tant de précipitation, que l'on trouva encore plusieurs tentes et quelques malades abandonnés.

M. le maréchal, voulant laisser reposer son armée, fatiguée par huit jours de marche continuelle, et assurer la communication pour tirer facilement ses convois de Strasbourg et du Fort-Louis, séjourna à Graben jusqu'au 9. Pendant ce temps, il fit retrancher ce village pour y faire des fours et des magasins. Il fit construire un pont sur le Rhin à Roussen, pour communiquer aisément avec l'Alsace, et il retrancha la tête de ce pont pour favoriser le débarquement de ses convois, qui

devoient descendre le long du Rhin. Ces deux postes étoient très-importans, puisqu'ils devoient assurer la subsistance de toute l'armée. M. le maréchal laissa M. de Balincourt, maréchal de camp, avec neuf bataillons et trois escadrons de dragons à Roussen, comme l'endroit où la garnison de Philisbourg pouvoit faire plus aisément quelque tentative, et envoya la brigade de Toulouse occuper Graben.

Les lignes (1) forcées et déjà à moitié rasées, la retraite de M. le prince Eugène vers Hailbron rendroit inutile un plus long séjour de l'armée qui étoit à Nekreau. M. le maréchal manda à M. d'Asfeld de le venir join-

(1) Les lignes sont en apparence à moitié détruites, mais réellement elles ne le sont point. Les paysans, qui ont été employés à ce travail, ayant trouvé trop de difficultés à couper et à arracher les madriers qui en font la principale défense, se sont contentés de les couvrir de terre pour en dérober la vue, en sorte qu'en très-peu de temps les ennemis pourroient rétablir ces lignes, et les rendre aussi bonnes qu'elles l'étoient au commencement de la campagne, ne s'agissant pour cela que de relever le peu de terres qui a été jeté dans les fossés. Les écluses, qui servent aux inondations, et une grande partie des abattis, existent encore dans leur entier.

dre au plutôt. Ce dernier fit partir la moitié de son armée le 7, aux ordres de M. de Quad, qui joignit M. le maréchal. M. d'Asfeld passa la nuit à replier son pont et à le faire conduire en sûreté à Landau. Il arriva le 9 à Graben, comme l'armée se mettoit en marche sur quatre colonnes, deux d'infanterie dans le centre, deux de cavalerie sur les ailes, pour venir occuper les hauteurs de Brucksal, où le 10, après bien des marches et contremarches, elle se trouva enfin rassemblée au nombre de soixante-quinze bataillons, quatre-vingts escadrons de cavalerie, vingt de dragons et deux de hussards.

M. le maréchal, à la tête d'une armée victorieuse, même sans avoir combattu, songea à profiter d'une victoire qui lui avoit si peu coûté. Le 11, il détacha M. de Quad, lieutenant-général; MM. de Philippe et de Beaufremont, maréchaux de camp, avec six bataillons et quinze escadrons, pour aller mettre à contribution le Wittemberg. Ce détachement devoit se porter du côté de Phorseim, et faire des courses dans le pays. Pour régler la marche du reste de l'armée, M. le maréchal n'avoit que deux partis à prendre; l'un, de suivre M. le prince Eugène, et l'aller atta-

quer dans son camp d'Hailbron, où il s'étoit retranché ; l'autre, d'assiéger Philisbourg.

Il se trouvoit de grandes difficultés pour marcher en avant ; la communication devenoit difficile : pour l'assurer, il falloit laisser, de trois lieues en trois lieues, de gros détachemens, ce qui, en affoiblissant l'armée, rendoit douteux le succès de cette entreprise. Notre général prit le parti d'assiéger Philisbourg. On avoit toujours cru que cette place étoit inattaquable pendant l'été, à cause du Rhin, qui déborde régulièrement tous les ans par la fonte des neiges ; mais le ciel favorisoit les armes du roi, et le beau temps, qui avoit fait réussir en Italie ses projets pendant l'hiver, sembloit lui assurer la prise de Philisbourg. Il n'étoit point tombé de neiges dans les montagnes, par conséquent les crues du Rhin devoient être moins considérables, et cette place, quoique très-forte par elle-même, paroissoit plus facile à prendre.

M. le maréchal dépêcha un courrier, pour mander au roi son dessein et recevoir ses ordres. En attendant la réponse, il prit tous les arrangemens nécessaires pour faire réussir cette entreprise.

Le 16, il envoya M. de Vallière, lieutenant-

général d'artillerie, à Strasbourg, pour préparer cent pièces de gros canon, quarante mortiers, vingt pierriers, et quantité de munitions pour attaquer vivement la place. Ce convoi devoit être embarqué et devoit descendre le Rhin jusqu'à Gnaudeneim. Notre général pensa ensuite à prendre ses précautions pour empêcher M. le prince Eugène de l'inquiéter pendant le siége. Il envoya le 17 MM. de Noailles et de Nangis, avec douze cent cinquante chevaux, seize compagnies de grenadiers et seize piquets, pour reconnoître toutes les positions où il pourroit camper son armée d'observation. Ces messieurs furent du côté de Saint-Sim, lieu fameux par la bataille que M. de Turenne y gagna, d'où ils envoyèrent un détachement pour descendre le Nècre jusqu'à Heidelberg. Après avoir employé trois jours à examiner tous les postes les plus avantageux, ils n'en trouvèrent point de plus propre à couvrir le siége de Philisbourg, que celui qui est entre le ruisseau de Saint-Sim et Epinguen. M. le maréchal auroit sans doute occupé ce camp, si son dessein avoit été de combattre les ennemis à force égale; mais il avoit résolu de prendre Philisbourg (1) sans

(1) Non seulement il est bien difficile à un géné-

qu'ils pussent s'y opposer, ni l'engager à une bataille. Suivant ce projet, il falloit pourvoir à tous les mouvemens que M. le prince Eugène pourroit faire pendant le siége:

Venir à force ouverte pour attaquer l'armée d'observation:

Faire diversion en marchant du côté de Neubourg, y jeter un pont sur le Rhin, et entrer dans la Haute Alsace:

Descendre le Nècre pour passer le Rhin à Coblentz, et laissant la Moselle à gauche, aller dans le pays de Luxembourg; c'étoit les trois seuls partis qu'un général aussi expé-

---

ral, qui est arrêté à un siége, d'éviter le combat (si le général ennemi a résolu de l'attaquer), mais il est même bien dangereux de vouloir l'éviter avec trop de soins. L'armée française a essuyé, pendant le siége de Philisbourg, de grands inconvéniens dont la seule cause a été le soin que M. de Berwick a voulu prendre d'éviter le combat: projet qui n'eût pas réussi, si M. le prince Eugène avoit été de bonne heure en état de marcher. Ce général ne se seroit pas amusé à venir seulement regarder nos lignes (qui même n'eussent pas été achevées à son arrivée), il eût passé le Rhin entre Worms et Mayence, et fut venu dans la plaine de Spire attaquer l'armée française, diminuée du nombre de troupes qui avoient été obligées de rester au siége.

rimenté que M. le prince Eugène pût prendre ; aussi ce fut contre ces trois mouvemens que M. le maréchal jugea à propos de se précautionner. Il falloit pour y réussir tenir l'armée le plus ensemble qu'il seroit possible, la mettre à portée de suivre M. le prince Eugène, soit qu'il marchât par sa droite, soit qu'il marchât par sa gauche. Il n'étoit pas bien aisé de concilier cet arrangement avec la subsistance d'une armée nombreuse en cavalerie, et qui devoit encore être augmentée par plusieurs corps qui venoient joindre. D'ailleurs, il s'agissoit d'aguerrir l'infanterie qui, après après vingt ans de paix, n'étoit pas encore accoutumée au feu, quoiqu'elle s'y présentât avec une valeur infinie.

Ces considérations déterminèrent M. le maréchal à faire le siége avec toute son infanterie, à retrancher des lignes de circonvallation de manière qu'elles ne pussent être attaquées facilement. A l'égard de la cavalerie, il n'en vouloit garder que ce qui lui étoit absolument nécessaire, son dessein étant d'en envoyer une partie du côté de Spire, d'où elle seroit à portée de marcher vers la Moselle, et de laisser l'autre sur son flanc droit pour observer l'ennemi, et s'opposer à son

passage, en cas qu'il marchât vers la Haute Alsace.

M. le maréchal, voyant que tout étoit prêt pour le siége, manda aux treize bataillons qui étoient restés tant à Graben qu'à Rousen, de faire descendre le pont de bateaux jusqu'à Gnaudeneim et de s'approcher de Philisbourg. Il détacha le même jour du camp du Brucksal quinze bataillons, qui marchèrent vers Oberausen. Cette infanterie investissoit la place en deça du Rhin. M. de Belle-Isle devoit arriver le 26, et la resserrer de l'autre côté avec les Suisses, qui campèrent à la Petite Hollande. Il amenoit de Landau un pont de bateaux, qu'il fit construire vis-à-vis Oberausen, pour rétablir la communication avec l'armée de M. d'Asfeld.

Dix mille pionniers travaillèrent avec une grande diligence aux lignes de circonvallation. Ce n'étoit pas un petit ouvrage. Le terrain qui est proche de Philisbourg, du côté de Gnaudeneim, où M. d'Asfeld avoit appuyé la droite des lignes, n'est que marais et bois : il n'étoit pas facile d'y établir une communication. Il y pourvut cependant en faisant faire des abattis dans les parties marécageuses où on ne pouvoit remuer la terre. Il or-

donna six redoutes à cent cinquante toises l'une de l'autre, pour couvrir le retranchement qui étoit trop près du bois, et fit couper tous les arbres qui auroient pu en faciliter les approches en couvrant l'ennemi. Depuis ce bois jusqu'à Oberausen, où étoit la gauche, c'est une plaine de sable qui se creuse très-facilement et s'éboule de même. Dans cette partie, on traça des bastions et des courtines, entourés d'un fossé de vingt-quatre pieds de large et de huit de profondeur.

Malgré ces travaux immenses, les lignes eussent été faciles à attaquer, si le grand nombre d'infanterie qui devoit les défendre ne les avoit rendues formidables.

Pendant que M. D'Asfeld donnoit ses soins à cet ouvrage, M. le maréchal quitta le 25 le camp de Brucksal, après avoir envoyé à M. de Quad, qui devoit rester du côté de Rastat, un renfort de quatre bataillons et de dix escadrons. L'armée marcha par la gauche, et passant sur trois colonnes la Creiche, petite rivière dont les bords sont très-difficiles, elle vint camper le long de ce ruisseau, l'infanterie sur une ligne, la droite et la gauche appuyées à des bois extrêmement grands, la cavalerie sur deux lignes derrière l'infanterie.

M. de Berwick (1), qui devoit vaquer à tout, établit son quartier-général à Kisloc, petit village au milieu des bois. Il étoit justement à égale distance de Croneau, où étoit campé la grande armée, et d'Oberausen, où étoit le quartier-général de l'armée de M. d'Asfeld. Il garda avec lui trois brigades d'infanterie et deux régimens de dragons.

Le camp de Croneau (2) est un des plus assurés que l'on puisse prendre lorsqu'on ne veut point être attaqué ; mais on ne pourroit pas y demeurer long-temps avec de la cavalerie, parce qu'il ne se trouve sur les derrières que des bois et des marais, et qu'il est impossible d'aller fourrager en avant, si l'ennemi

---

(1) M. le maréchal de Berwick aimoit à tout faire par lui-même ; il étoit rare qu'il chargeât aucun des lieutenans-généraux de l'armée du moindre détail ; ce qui les avoit un peu indisposés contre lui.

(2) M. le maréchal, toujours dans l'idée de ne point combattre, plaça son armée dans un trou, d'où elle ne pouvoit plus sortir que par une chaussée où à peine passoit-il deux hommes de front. Cependant c'étoit le seul chemin par où l'on pût entrer ou sortir du camp. L'armée y demeura huit jours, et acheva de consommer le peu de fourrage qui restoit aux environs de Philisbourg,

venoit camper sur les hauteurs qui en sont proches et à portée de défendre le passage de la rivière.

Quoique M. le prince Eugène restât tranquille dans son camp d'Hailbron, d'où il ne vouloit pas sortir sitôt, il faisoit courir le bruit qu'il alloit incessamment marcher. Ces faux bruits, renouvelés plusieurs fois, persuadèrent à M. le maréchal que M. le prince Eugène, sachant que l'armée française avoit passé la Creiche, seroit tenté de venir camper entre le Nècre et nous. Il résolut de prévenir sa marche, et entra le 2 dans les lignes avec quatre-vingt-trois bataillons et vingt-six escadrons; mais comme toutes ces troupes auroient été trop serrées dans les retranchemens, il fit camper trente bataillons et quatorze escadrons à Rheinauxen, où il établit son quartier-général. M. le duc de Noailles repassa le Rhin le même jour avec cinquante-deux escadrons, qui furent campés entre les deux Spirback, où étoient déjà les dix-sept qui composoient la réserve de M. de Belle-Isle. Ce corps, quoique campé en première ligne de la cavalerie de M. de Noailles, faisoit un service parculier et ne rouloit point avec elle.

La marche de l'armée française (1) fut avancée de sept à huit jours pour prendre une position avant que M. le prince Eugène eût fait de mouvement, et lui ôter le léger avantage de se vanter à toute l'Europe d'avoir fait repasser le Rhin aux Français avec des troupes fort inférieures en nombre. Les apparences auroient été pour lui, et on auroit cru notre retraite forcée, quoique dans le vrai sa marche n'eût influé en rien sur la nôtre, qui étoit résolue depuis plus de quinze jours.

Le siége de Philisbourg étoit commencé du 1.er. M. de Gassion avoit fait ouvrir la tran-

(1) L'armée ne se retira si vîte, pour repasser le Rhin, qu'afin de mettre l'amour-propre de M. le maréchal à couvert. Il appréhenda que, s'il se retiroit plus tard et lorsque l'ennemi se seroit mis une fois en marche, on ne l'accusât de s'être retiré malgré lui. La précipitation dont il usa dans cette occasion a été cause en partie du mauvais état où s'est trouvé la cavalerie, à la fin du siége; il auroit toujours été temps (puisqu'il étoit déterminé à ne point combattre), de repasser le Rhin à l'approche de M. le prince Eugène. Nous n'aurions point mangé sans nécessité un pays dont la prise de Philisbourg et les lignes du Spirback nous assurent la propriété au moins pour le temps de la guerre.

chée de l'autre côté du Rhin par les Suisses, qui étoient chargés de l'attaque de l'ouvrage à corne, lequel est proche de la Petite Hollande. On croyoit que les Impériaux défendroient vigoureusement cet ouvrage ; il leur eût servi très-avantageusement pour battre nos tranchées le long du Rhin, et nous rendre les approches beaucoup plus difficiles ; mais ils ne le tinrent que deux jours, et quoique nos batteries ne fussent pas encore commencées, ils l'abandonnèrent la nuit du 3 au 4.

Le 5, le régiment des Gardes ouvrit la tranchée en deçà du Rhin. Les assiégés tirèrent quelques volées de canons sur nos travailleurs, sans aucun effet. Comme c'étoit le côté de la fausse attaque, et que l'on ne se soucioit pas qu'elle avançât trop vîte, elle avoit été ouverte fort loin, et à la faveur d'un petit rideau ; les travailleurs la poussèrent cependant le lendemain jusqu'à trois cents toises du chemin couvert, pour favoriser deux batteries que M. Vallière vouloit élever, afin d'attirer le feu des ennemis sur la fausse attaque et les amuser pendant que l'on formeroit la véritable le long du Rhin. On y trouve une langue de terre de deux cents toises, bordée d'un côté par ce fleuve et de l'autre par les marais qui,

environnant de toute part cette place, la rendent presque imprenable (1).

Comme le côté du Rhin est le seul par où l'on puisse attaquer Philisbourg, la nature ayant pourvu aux autres, l'art des plus habiles ingénieurs a été employé à le fortifier de plusieurs ouvrages extérieurs.

Cette partie de la ville est entourée par plusieurs enceintes différentes. La première et l'ordinaire est le corps de la place, la seconde un ouvrage à couronne, et la troisième un ouvrage à corne qui s'allonge sur le bord du Rhin. Ce dernier ouvrage est flanqué le long de la branche de plusieurs redoutes et demi-lunes, et d'une contre-garde qui couvre le demi-bastion droit. Toutes ces fortifications sont enveloppées d'une coupure tirée depuis

---

(1) On peut aussi attaquer Philisbourg entre les deux marais. Plusieurs ingénieurs prétendent que, si l'on avoit continué les tranchées du côté de la fausse attaque, cette place auroit été prise trois semaines plutôt; au moins falloit-il toujours y travailler, jusqu'à ce qu'on eût trouvé des difficultés insurmontables.

L'usage dans les siéges étant de pousser presque également les ouvrages de la vraie ou de la fausse attaque, afin de laisser ignorer aux ennemis l'endroit où réellement vous déterminez vos efforts.

le

le marais jusqu'au Rhin, dont les eaux retenues forment jusqu'au bord de ce fleuve une inondation difficile à passer. Malgré toutes ces difficultés, M. le maréchal ordonna d'ouvrir la tranchée la nuit du 6 au 7, le long de la chaussée qui conduit à la place. On tira trois parallèles depuis le marais jusqu'au Rhin.

Le 7, les assiégés, qui jusqu'à (1) ce jour n'a-

(1) Dans les siéges ordinaires, les batteries des assiégeans démontent en trois ou quatre jours toutes les batteries des assiégés ; mais à Philisbourg elles tirèrent avec la même force jusqu'à la prise de l'ouvrage à couronne. Ceux qui n'en savoient pas la raison en accusoient la maladresse des canonniers et le peu d'expérience des officiers d'artillerie, mais à tort ; il ne leur étoit pas possible de faire autrement. Lorsque l'on attaque une ville, on embrasse par des tranchées tout le front du poligone : ainsi, d'abord que les batteries sont élevées, vous battez en même temps toutes les défenses que vous voyez, et dont par conséquent vous êtes vu. Il n'en étoit pas de même à Philisbourg ; les tranchées ne pouvoient embrasser que le tiers des ouvrages, c'est-à-dire depuis la gorge jusqu'à l'angle saillant de l'ouvrage à corne ; par conséquent les défenses de l'ouvrage à couronne ne pouvoient être battues qu'indirectement et de fort loin ; ce qui donnoit la facilité aux assiégés d'incommoder beaucoup nos tranchées, que toutes leurs batteries voyoient en écharpe.

voient défendu les approches de la ville que par le feu de quarante pièces de canon, qui tiroient continuellement sur les tranchées et sur les batteries, commencèrent à tirer de la mousqueterie.

L'écluse qui retenoit l'inondation étoit flanquée d'une lunette. Le gouverneur y avoit posté cent hommes qui incommodoient beaucoup nos travailleurs, et d'où les assiégés pouvoient tenter quelques sorties. Pour être en état de les repousser, on fit mettre sur le ventre les deux compagnies de grenadiers du régiment de Bourbonnais qui, ennuyés d'être exposés au feu sans avoir permission de tirer, marchèrent (1) à l'ouvrage et l'emportèrent l'épée à la main. Ils firent quelques prisonniers, et culbutèrent dans l'inondation tout ce qui se présenta devant eux. Ils abandonnèrent cependant l'ouvrage, parce que les ingénieurs n'étant pas prévenus de cette attaque, et les travailleurs ne se trouvant pas commandés pour faire le logement, on fut obligé de s'en

(1) Cette action fut très-courageuse, mais elle ne servit à rien : si les assiégés s'étoient mieux défendus, les deux compagnies de grenadiers auroient été écrasées sans ressource.

tenir à perfectionner les ouvrages projetés pour cette nuit.

Le 9 et le 10 furent employés à élever des batteries proche du Rhin pour écrêter les défenses. Le 11 on travailla à saigner l'inondation.

Il fut alors question de savoir (1) si l'on pousseroit les travaux par la droite de l'attaque ou par la gauche. Les ingénieurs proposoient deux moyens pour se rendre maître de l'ouvrage à corne.

Le premier et le plus simple, de s'allonger vers la tête de cet ouvrage, d'attaquer la demi-lune qui est sur le bord du Rhin, de battre la face du demi-bastion, et de faire le passage du fossé et le logement à l'ordinaire. Il falloit de cette manière détailler tous les ouvrages

(1) Le peu d'accord qui se trouva dans les avis des ingénieurs à cette occasion a causé de grands inconvéniens qui eussent été irréparables, si le Rhin avoit augmenté avant la prise de l'ouvrage à corne. On perdit six jours à pousser les sapes par la gauche : travail qui fut inutile ; et ces six jours retardèrent la prise de Philisbourg de quinze.

L'ouvrage à couronne, qui avoit été pris avant que les eaux eussent débordé, ne put être emporté qu'après qu'elles furent en partie écoulées.

les uns après les autres, ce qui paroissoit retarder la prise de la ville.

Le second, de laisser à droite la tête de l'ouvrage à corne, et allongeant les sapes par la gauche, de battre en même temps la branche de cet ouvrage et la face du bastion de l'ouvrage à couronne ; on comptoit par ce moyen, lorsque les brèches seroient faites, forcer les assiégés d'abandonner l'ouvrage à corne, de crainte d'être coupés. Ce dernier avis prévalut, quoiqu'il s'y rencontrât de grandes difficultés ; et le 12 au matin, M. le maréchal se rendit à la tranchée pour donner ses ordres en conséquence.

Les ennemis continuoient à faire grand feu de leur canon, ce qui n'empêcha pas M. le maréchal de s'élever sur le parapet pour mieux voir. Le grand nombre de siéges et de batailles où il s'étoit trouvé, et le sang-froid dont ses actions étoient toujours accompagnées, l'avoient accoutumé à mépriser les dangers et à ne rien précipiter dans ses démarches. Il se faisoit soutenir par ses enfans, et la lunette à la main, il examinoit les moyens d'accélérer la prise de Philisbourg. Ils le prioient de se retirer, mais en vain ; son heure étoit venue ; un boulet de canon, en lui emportant la

tête, termina par une mort glorieuse une carrière qu'il avoit heureusement fournie pendant quarante-huit campagnes. Quelle image peut mieux représenter les horreurs de la guerre, que la vue du corps de ce général étendu entre les bras de ses deux gendres et de ses deux fils, couverts du sang de leur père! Quel spectacle pour ceux qui l'avoient suivi! Quelle consternation dans la tranchée! On eût dit, à voir la douleur des soldats, qu'ils venoient de perdre leur père (1). M. le duc de Duras, qui avoit été blessé du même coup, fut pour eux un nouvel objet d'alarmes et de regrets. La crainte de le perdre leur faisoit croire ses blessures plus dangereuses qu'elles ne l'étoient en effet.

Cette nouvelle ne tarda pas à se répandre dans toute l'armée, qui déplora pendant quelques momens la mort de son général, et chercha des raisons pour s'en consoler.

(1) Les officiers et les soldats furent attendris par ce spectacle; mais quoique M. le maréchal de Berwick rassemblât en lui plusieurs des qualités essentielles qui forment un bon général, cependant il n'étoit point aimé dans l'armée où il ne fut regretté que par ses amis particuliers.

Les princes et les officiers-généraux s'empressèrent de se rendre chez M. le marquis d'Asfeld. Le titre de premier lieutenant-général lui donnoit de droit le commandement de l'armée ; sa sagesse et ses longs services ne permettoient point de douter que le roi n'eût la bonté de le lui conserver.

Il s'empara de tous les papiers, et dépêcha un courrier pour porter en cour la triste nouvelle. Depuis long-temps M. d'Asfeld avoit la confiance du défunt maréchal (1), qui ne faisoit rien sans le consulter ; aussi le nouveau général se trouva instruit par avance d'une partie des opérations de la campagne, et pour le moment présent il ne pensa qu'à continuer le siége de Philisbourg.

On attendoit avec impatience le retour du courrier. Il apporta le 16 à M. d'Asfeld et à M. de Noailles leurs patentes de maréchaux de France, et au premier celle de général des armées du Rhin et de la Moselle.

---

(1) Ce fait n'est point absolument juste, et toute l'armée y a été trompée. M. le maréchal de Berwick, pendant cette dernière campagne, n'ouvroit point absolument son cœur à M. d'Asfeld, quoique les apparences y fussent.

Le roi paroissoit désirer (1) que les deux maréchaux travaillassent de concert à tout ce qui pouvoit contribuer au bien de son service. Ils se trouvèrent l'un et l'autre très-disposés à remplir les intentions de Sa Majesté. M. le maréchal d'Asfeld avoit grande confiance aux lumières de M. de Noailles; il se reposoit volontiers des soins les plus importans sur sa vigilance et son activité. M. le maréchal de Noailles, de son côté, n'entreprenoit pas la moindre chose sans l'avis et le consentement de M. d'Asfeld, dont la prudence lui étoit d'autant mieux connue, qu'il étoit plus capable d'en juger.

Comme ils agissoient de concert (2) on ne perdit point de temps, on travailla à la sape depuis le 12 jusqu'au 16, pour gagner l'angle

---

(1) Dans cette occasion, M. le maréchal de Noailles se comporta en vrai citoyen; il connut la nécessité d'accréditer le nouveau général dans l'esprit de l'officier et du soldat; il voulut être le premier à donner l'exemple de l'obéissance et de la déférence qui sont dues à celui qui, étant à la tête des armées, y est revêtu de l'autorité royale.

(2) MM. les maréchaux parurent, pendant le siége de Philisbourg, être toujours du même avis et vivre en bonne intelligence; ce qui a duré jusqu'à la conférence d'Openem, dont je parlerai dans la suite.

saillant de l'avant-chemin couvert, où M. de Belle-Isle fit faire le logement. On continua à étendre ce logement par la gauche, tout le long de la branche de l'ouvrage à corne; on éleva le 18 de nouvelles batteries, et le 19 les ingénieurs voulurent travailler au passage du fossé, mais ils connurent qu'il étoit impossible d'emporter l'ouvrage à corne par le flanc, tant que les ouvrages de la tête subsisteroient en leur entier. On fut donc obligé d'abandonner ce travail, et de pousser les sapes par la droite jusqu'au bord du Rhin. On se logea le 22 sur l'angle saillant du chemin couvert du bastion de l'ouvrage à corne. On attaqua la nuit suivante toute la partie qui est entre cet angle et celui de la demi-lune; on y tua et fit prisonniers un grand nombre des assiégés; et le lendemain on fut absolument maître de tout le front du chemin couvert. Le 27 on se logea sur la demi-lune.

Il ne se trouvoit plus d'ouvrages qui empêchassent d'achever le passage du fossé; on usa dans ce travail d'une si grande diligence, qu'il fut fini le 30 au matin. M. de Belle-Isle (1) étoit de tranchée, et alloit être relevé

(1) On a voulu blâmer M. de Belle-Isle d'avoir fait attaquer cet ouvrage en plein midi, et d'y avoir fait

lorsqu'on vint l'avertir que les ennemis jetoient des goudrons pour brûler le pont. Cela lui fit prendre le parti d'attaquer, quoiqu'en plein jour. Il fit déboucher les grenadiers de Gondrin et de Conti, qui chassèrent les ennemis jusque dans la coupure qu'ils avoient faite parallèle à la branche. Nous perdîmes à cette attaque cent hommes tués ou blessés; comme elle n'avoit pas été préméditée, et qu'il ne se trouva pas de travailleurs, M. de Belle-Isle fit donner des outils aux grenadiers, qui, encouragés par sa présence, firent le logement. Le lendemain M. de la Billarderie attaqua la coupure où les ennemis s'étoient

---

tuer du monde mal à propos; mais c'est injustement, il ne pouvoit pas prendre d'autre parti; les ennemis vouloient brûler le pont, ce qu'il étoit très-nécessaire d'empêcher. Pour y réussir, il fit déboucher un lieutenant et trente hommes pour se loger seulement au pied de la brèche. Cet officier, trouvant une occasion de faire une action d'éclat, monta à la brèche, et s'empara d'une partie de l'ouvrage. Cet heureux succès obligea M. de Belle-Isle à faire soutenir cette première troupe pour avoir le temps de se loger au haut de la brèche, où l'on se maintint malgré le feu des assiégés. Cette action, loin d'être condamnée, mérite d'être approuvée.

retranchés. Les grenadiers (1) du régiment des Gardes firent, dans cette occasion, des actions d'une valeur incroyable ; ils se rendirent maîtres de la totalité de l'ouvrage à corne, après avoit perdu cent cinquante hommes, quinze sergens, et treize officiers. Pendant que l'armée française s'occupe durant quelques jours à élever des batteries dans l'ouvrage à corne, reprenons ce qui regarde celle de M. le prince Eugène.

Depuis le 8, nos généraux avoient reçu plusieurs avis que les ennemis étoient en marche ; mais ces avis s'étoient trouvés faux ; M. le prince Eugène avoit seulement détaché quatre mille chevaux et quelque infanterie pour aller attaquer M. de Quad, qui s'étoit rappro-

(1) Peut-être auroit-on pu emporter cette coupure sans perdre autant de monde ; mais la valeur des officiers et des grenadiers du régiment des Gardes les mena un peu trop loin ; au lieu d'attaquer avec cinquante grenadiers, et tenir les autres au débouché pour soutenir, en cas de besoin, les premiers, les trois compagnies voulurent partager le péril et la gloire ; elles se jetèrent dans l'ouvrage, où il y en eut la moitié de tués inutilement, puisqu'il est vrai de dire que cinquante hommes eussent suffi pour soutenir les travailleurs.

ché de Graben. Ce dernier ayant été averti le 9 qu'il paroissoit un corps de troupes du côté de Bretten, crut que c'étoit la tête de l'armée ennemie et (1) se retira sous le Fort-Louis avec sa cavalerie, ayant renvoyé dans les lignes son infanterie composée de dix bataillons; mais le détachement ennemi étant retourné vers Hailbron, M. de Quad revint à Mulberg, et M. Philippe fut détaché avec deux mille grenadiers pour occuper Graben.

M. le maréchal d'Asfeld (2) apprit le 16 que M. le prince Eugène faisoit descendre le Nècre à beaucoup de bateaux, et que douze cents hommes, après avoir chassé les troupes de l'électeur Palatin d'Heidelberg, s'en étoient emparés, et y faisoient construire des fours. MM. les maréchaux tinrent conseil, et cherchèrent

---

(1) M. de Quad prit dans cette occasion son parti un peu trop vîte; il se retira jusqu'au Fort-Louis avec une précipitation qui ne fut point approuvée.

(2) On crut alors que M. le prince Eugène tenteroit plutôt le passage du Rhin que de venir se présenter pour attaquer les lignes: aussi nos généraux prirent-ils toutes les précautions possibles pour n'être pas surpris, en cas que M. le prince Eugène voulût exécuter ce projet.

à pénétrer où ce mouvement pouvoit conduire l'armée ennemie. C'étoit-là le premier qui semblât réellement indiquer une marche prochaine vers le Rhin : ils crurent que M. le prince Eugène vouloit tenter un passage proche de Worms. Il n'y avoit pas d'apparence de le lui disputer depuis cette ville jusqu'à Mayence ; il auroit fallu s'éloigner de douze lieues de Philisbourg, et nos généraux étoient trop prudens pour diviser leurs forces. Ils crurent seulement pouvoir s'y opposer depuis Spire jusqu'à Worms. Ils firent revenir M. de Quad et l'envoyèrent du côté de Frenkandal pour observer depuis Worms jusqu'à Manheim. Entre cette ville et Spire il ne se trouve que deux seuls endroits où les ennemis puissent jeter des ponts, Altrip et Creiche ; M. de Belle-Isle vint camper avec les dragons à la Rehute, également à portée de marcher à l'un ou à l'autre.

Cette disposition sembloit assurer suffisamment les bords du Rhin entre Spire et Worms; mais elle n'ôtoit pas à M. le prince Eugène la possibilité de passer entre cette ville et Mayence, et de venir en force camper dans la plaine de la Rehute ; les deux corps détachés, quoique composés de soixante escadrons, auroient

été obligés de se retirer à son arrivée, et de repasser le Spirback.

M. le maréchal de Noailles étoit campé à Spire (1) avec cinquante escadrons et quel-

(1) Si les ennemis étoient venus pour nous attaquer dans la plaine de Spire, l'armée du roi auroit occupé le même terrain qu'occupoient les Impériaux à la bataille gagnée par M. de Tallard. M. le maréchal de Noailles fit fortifier avec grande diligence le Spirback depuis Marientrau jusqu'au Rhin, pour couvrir, en cas de besoin, la droite de l'armée ; la gauche eût été appuyée à un petit ruisseau qui passe à Linquenfelt, et le centre se seroit trouvé entre Hartausen et Helinguestin.

Mais, me dira-t-on, puisque le poste du Spirback est si bon, pourquoi ne pas l'occuper, au lieu d'attendre l'ennemi dans la plaine? La raison en est facile à donner.

L'infanterie étant employée au siége, on ne pouvoit pas dégarnir les lignes de circonvallation pour aller du côté de Neustat occuper celles du Spirback, ce qui auroit trop divisé les forces de l'armée française ; au lieu qu'en choisissant un champ de bataille sur les hauteurs de Spire, l'infanterie pouvoit passer le Rhin en quâtre heures, et venir occuper les postes qui lui étoient destinés, et repasser de même de l'autre côté, si les ennemis par quelque contre-marche y avoient rappelé nos forces. Il y avoit trois ponts préparés pour faciliter ce passage.

ques bataillons; il s'étoit chargé de veiller de ce côté-là à tout ce qui pouvoit assurer la prise de Philisbourg ; sa prévoyance lui fit connoître tous les inconvéniens qui arriveroient, si M. le prince Eugène venoit camper sur le Neubak; non seulement il auroit extrêmement resserré les subsistances, mais aussi il auroit pu, s'il avoit jugé à propos, engager une affaire avec d'autant plus d'avantage, que nos forces étant séparées, il pouvoit nous venir combattre dans une belle plaine avec une armée supérieure en cavalerie, et égale en infanterie. Ces réflexions déterminèrent M. le maréchal de Noailles à se retrancher derrière le Spirback, afin de défendre plus aisément l'entrée de la plaine de Spire. Autrefois, dans ce même poste, M. le maréchal de Choiseul, avec trente mille hommes, arrêta M. le prince Louis de Bade, qui en avoit soixante; mais le terrain n'est plus le même, à cause de la grande quantité de bois qui ont été défrichés depuis ce temps-là. M. le maréchal de Noailles voulut lui même aller reconnoître tout le cours de cette rivière, et les postes qu'il falloit retrancher les premiers, en cas que le temps ne lui permît pas d'achever en total un ouvrage si utile, non seulement pour la con-

jonction, mais aussi pour tout le temps de la guerre, ces lignes, une fois perfectionnées, mettant en état avec peu de troupes de garder l'entrée de l'Alsace du côté du Bas Rhin.

Quand on veut fortifier des lignes, les deux postes principaux sont la droite et la gauche : lorsqu'ils sont en sûreté, il est facile de secourir le centre, par où les ennemis ne tenteront pas même de passer, à moins que leurs troupes ne soient extrêmement supérieures. Suivant ce principe, M. le maréchal de Noailles ordonna de retrancher le Spirback, depuis Marientrau jusqu'à Spire (1). Cet endroit est facile à bien fortifier par le secours même du ruisseau qui peut fournir à une inondation très-sûre et très-abondante. Il fit élever, pour soutenir les eaux, huit digues dont les têtes furent défendues par autant de demi-lunes fraisées et palissadées, qui, en assurant l'inondation, mettoient la droite des lignes hors d'insulte.

---

(1) Depuis Neustat jusqu'à Spire, le Spirback a cent dix-sept pieds de pente ; ce qui donne la facilité de rendre les inondations très-abondantes et d'autant meilleures, qu'il est impossible de les saigner depuis Anhoffen jusqu'au Rhin.

La gauche fut appuyée à Neustat entre cette ville et les bois de Spirdorf (qui continuent jusqu'à Spire). Il se trouve une plaine d'environ demi-lieue coupée par le Neubak et le Spirback, dont les bords en cet endroit étant plats sont peu propres à élever une inondation. Pour aider à la nature, M. de Noailles fit creuser un nouveau et même lit à ces deux rivières, lequel longeant les terres depuis Vintzing jusqu'à Heitmeil, peut servir de fossé à un retranchement qui doit mettre ce poste en sûreté.

Entre Heitmeil et Marientrau le pays est couvert de bois assez clairs, à la vérité, par où des partis pourroient se glisser aisément, mais ces bois étant coupés en des endroits par des marais, et bordés sur toute leur longueur par le Spirback, il n'est pas facile d'y faire passer une armée nombreuse, sur-tout lorsqu'on lui dispute le passage. M. le maréchal de Noailles résolut de laisser, pour le présent, cette partie du terrain sans y ajouter de nouvelles défenses, et de presser seulement les travaux qu'il avoit projetés; ils furent commencés et presque achevés en moins de quinze jours. Il ne restoit que très-peu de choses

à

à finir, lorsque M. le maréchal d'Asfeld lui manda que sa présence étoit nécessaire à l'armée du siége.

Les avis venoient de toutes parts que l'armée ennemie étoit en pleine marche (1), et que pour cette fois M. le prince Eugène s'approchoit réellement des lignes; il étoit parti d'Hailbron le 25, et marchant sur trois colonnes, l'une par Saint-Sim, l'autre par Epinguem, la troisième par Bretten, il tenoit nos généraux dans l'incertitude de l'endroit où il vouloit se porter. Le 27 il vint camper, la droite à Langenbrik, le centre à Obstat, et la gauche tirant vers Brucksal.

Quoique les lignes fussent achevées depuis long-temps et qu'elles fussent déjà en état de défense, l'approche de l'ennemi fit sentir la conséquence de les rendre encore plus fortes.

---

(1) Cette marche fut fort belle et fort capable de donner de la jalousie à nos généraux; elle conduisoit en même temps trois différens corps de troupes, l'un vers le Bas Rhin, l'autre du côté des lignes, et le troisième vers le Haut Rhin; mais elle eût causé plus d'inquiétudes, si M. le prince Eugène se fût mis en marche quinze jours plutôt. Il est à croire qu'il a eu de bonnes raisons qui l'en ont empêché.

M. le maréchal d'Asfeld fit creuser un avant-fossé (1), et par delà ce fossé trois rangs de puits de huit pieds de profondeur disposés en échiquier, de manière que de l'un à l'autre il n'y avoit pas un pied de distance. La défense de ce triple retranchement devoit être confiée à quatre-vingt-douze bataillons et soixante escadrons. Leurs postes étoient déjà désignés depuis plusieurs jours, et, en cas d'attaque, chacun étoit instruit de la manœuvre qu'il devoit faire.

Depuis que l'armée de M. le prince Eugène étoit campée à Brucksal, il n'y avoit pas d'apparence de pouvoir fourrager de ce côté-ci du Rhin ; ce qui engagea le 29 M. le maréchal d'Asfeld de faire repasser toute la cavalerie qui étoit campée, soit à Rheinhausen,

(1) Il n'est pas pardonnable d'avoir attendu jusqu'au dernier jour à perfectionner les lignes, on avoit cessé ce travail, comme si jamais l'ennemi n'eût dû paroître.

Se présente-t-il, on passe les jours et les nuits, et à grande peine peut-on perfectionner, en plusieurs jours, les nouveaux travaux qui n'auroient pas même été commencés, si M. le prince Eugène eût attaqué en arrivant, comme il n'eût pas manqué de faire, si son dessein avoit été de combattre.

soit dans les lignes, et de l'envoyer dans la plaine de Spire.

Le 30, M. de Belle-Isle, qui étoit à la Rehute se rapprocha des lignes, et vint camper sur la hauteur de la Petite Hollande; M. de Quad, qui étoit du côté de Frenkandal, revint à la Rehute. Par cette disposition, l'infanterie (1) se trouvoit seule dans les lignes, et la cavalerie étoit campée en quatre différens corps aux environs de Spire.

Le 1.er juillet à la pointe du jour, on découvrit l'avant-garde de l'armée ennemie qui longeoit les bois de Wissental, et marchoit sur deux colonnes, la première vers ce village, la seconde vers Graben.

Messieurs les maréchaux firent mettre l'infanterie en bataille, et passer le Rhin aux soixante escadrons, qui devoient combattre dans les lignes; il y eût quelques escarmouches entre nos hussards et ceux des ennemis; quelques volées de canon tirées sur leurs troupes, que l'on voyoit défiler du côté de Wissental

(1) Quelques jours après, M. d'Asfeld fit venir quatre régimens de dragons, qui restèrent dans les lignes jusqu'à la fin du siége.

et qui vinrent camper à couvert du bois : tout annonçoit le combat, et l'arrivée du roi de Prusse (1) à l'armée ennemie paroissoit en devoir être le signal. Nos généraux s'y préparèrent, ils restèrent jusqu'à minuit à la tête des troupes qui couchèrent en bataille, attendant avec impatience le jour qui devoit leur fournir l'occasion de montrer leur courage (2).

Le même jour, à huit heures du soir, M. le maréchal d'Asfeld fut averti que les ennemis avoient envoyé vers Mulberg un corps de dix mille hommes avec quantité de bateaux.

---

(1) On se persuadoit facilement que le roi de Prusse n'étoit venu que pour être témoin de quelque événement considérable, et, selon toute apparence, on croyoit bientôt en venir aux mains. Ce roi (si l'on en croit le bruit public) fit son possible pour engager M. le prince Eugène au combat, jusqu'à lui proposer de remplacer de ses troupes et à ses dépens le nombre de soldats qui seroient tués dans cette action, si les Impériaux étoient repoussés. Si ce fait est vrai, il paroît que le roi de Prusse n'observoit pas entièrement les lois d'une parfaite neutralité.

(2) Il est difficile d'examiner la bonne volonté de l'officier et du soldat ; on voyoit avec plaisir l'impatience qu'ils avoient de combattre.

M. d'Hérouville, qui étoit détaché le long du Rhin avec quatre bataillons et deux régimens de cavalerie pour établir des postes et des communications depuis Lymerchem jusqu'à Lautrebourg (1), avoit eu les mêmes avis; ce qui détermina M. le maréchal d'Asfeld à faire marcher sur-le-champ M. de Duras avec dix-neuf escadrons et sept bataillons pour s'opposer au passage (2) que les ennemis paroissoient vouloir tenter.

Le 2, l'infanterie coucha à Lymerchem,

---

(1) On compte depuis Philisbourg jusqu'à une lieue par-delà Lautrebourg dix endroits propres à jeter des ponts, Roussen, Lymerchem, Nue, Forche, Yoquenum, Aguenback, Neubourg, Sunerem, Selz, Munickausen. Tous les bords du Rhin dans ces endroits sont couverts de bois et coupés de ruisseaux; ce qui les rend très-difficiles à garder.

(2) Les inondations, qui incommodoient beaucoup nos troupes à l'armée du siége, servirent très-utilement la cavalerie qui gardoit les bords du Rhin. Sans ce secours, elle auroit eu bien de la peine à empêcher les ennemis de passer; les chemins le long du Rhin sont si étroits et si difficiles, qu'il est impossible d'y conduire des troupes jusqu'à ce qu'on ait fait des communications; on a commencé à y travailler. Il est de conséquence de suivre ces ouvrages.

Les ennemis firent cette marche pour nous engager

et la cavalerie alla jusqu'à Jochenum. M. le maréchal de Noailles, qui avoit suivi ce premier détachement avec les dragons, les fit camper proche Lymerchem, et vint coucher à Jochenum. Le 3, il s'avança avec la cavalerie à Neubourg; l'infanterie resta dans les prairies d'Aquemback aux ordres de M. d'Hérouville. On ne doutoit plus que les ennemis ne marchassent vers la Haute Alsace; M. le maréchal de Noailles avoit déjà même commandé des détachemens pour remonter le Rhin, afin d'être instruit de leur marche, lorsqu'il reçut un courrier de M. le maréchal d'Asfeld qui lui mandoit que les ennemis se rapprochoient des lignes. A cette nouvelle, M. de Belle-Isle y marcha avec les dragons; M. le maréchal de Noailles le suivit de près, ayant fait dire à M. le duc de Duras de venir à Rhinsabre avec la cavalerie, et de laisser M. d'Hérouville avec trois escadrons et neuf bataillons

---

à dégarnir les lignes en envoyant de l'infanterie le long des bords du Rhin; mais M. d'Asfeld ne prit point le change, et ne fit observer ce corps de troupes que par de la cavalerie et des dragons qui rejoignirent quelques bataillons qui, dès le commencement du siége, avoient été destinés à cet usage.

pour veiller à ce qui se passeroit depuis Lautrebourg jusqu'à Jochenum.

Les batteries qu'on avoit dressées pendant ces divers mouvemens se trouvèrent enfin achevées ; et le 4 on commença à battre l'ouvrage couronné avec vingt-quatre pièces de canon ; la brèche fut praticable le 6, il ne s'agissoit plus que de faire le passage du fossé. Les ingénieurs espéroient pouvoir achever le pont en trois jours ; selon toutes les apparences, ils y auroient réussi, si le Rhin, qui avoit commencé à déborder depuis le 1.er du mois, n'avoit traversé leurs entreprises. Quoiqu'il n'y eût point de fonte de neiges dans les montagnes, on vit avec étonnement les pluies faire grossir (1) dans un jour ce fleuve de trois à quatre pieds, et inonder les plaines les plus reculées. On a beau lire les histoires, je crois que l'on y verra peu d'exemples d'une situation pareille à celle où se trouva l'armée française pendant la fin de ce siége. On ne

(1) Il y avoit trente ans que le Rhin n'avoit si fort débordé ; et ce fleuve, qui grossit seulement une fois dans l'année, et dont les eaux s'écoulent tout de suite lorsqu'elles ont une fois commencé à diminuer, déborda à trois différentes reprises.

pouvoit plus relever les tranchées que tous les deux jours, et pendant la nuit. Les parapets qui, au commencement, mettoient à peine les soldats à couvert du feu, ne pouvoient plus suffire à les élever au dessus des eaux. Ils s'en servoient comme de chaussées pour traverser l'inondation, et marchant alors d'un pas assuré entre deux précipices, ils essuyoient à découvert tout le feu de la place avec une constance digne d'admiration. Il falloit apporter dans des vedlins les fascines et les choses nécessaires pour le passage du fossé, qu'il devenoit impossible de combler. La communication d'un côté du Rhin à l'autre étoit absolument coupée. Les convois, soit pour l'artillerie, soit pour les vivres, ne pouvoient venir qu'en bateaux. En cas d'attaque, l'infanterie se trouvoit confiée à ses propres forces, sans qu'il fût possible à la cavalerie de passer le Rhin, et de venir occuper les postes qui lui étoient destinés. Cependant l'heure du combat sembloit approcher. M. le prince Eugène étoit campé à une demi-lieue des lignes à la tête de quatre-vingt mille hommes, et donnoit à juger par ses manœuvres qu'il vouloit les attaquer. Il tenoit presque toujours nos troupes sous les armes, exposées au feu

d'une partie de son artillerie et de vingt pièces de canon que les assiégés tiroient continuellement sur elles.

Le 12, il envoya six mille hommes s'emparer de Roussen, poste très-bon au bord du Rhin, environ à un quart de lieue de nos lignes. Ce premier détachement fut suivi le lendemain d'un pareil nombre de troupes. Ce mouvement pouvoit tendre à l'exécution de trois projets différens. Le premier et le plus difficile, à cause de l'inondation, et de la proximité de nos troupes, étoit de jeter un pont sur le Rhin; le second, d'attaquer avec toutes ses forces dix bataillons qui se trouvoient séparés du reste de l'armée par l'inondation; et le troisième, de venir casser notre pont de Gnaudeneim, et jeter du secours dans la place. Ce dernier parut le plus à craindre à M. le maréchal d'Asfeld; il envoya le comte de Saxe avec douze cents hommes pour mettre le pont en défense, et s'opposer au passage des bateaux. Soit que les ennemis trouvassent trop de difficultés à cette entreprise, soit qu'ils en connussent l'inutilité, ils ne tentèrent rien, et nous laissèrent tranquilles de ce côté-là. Ils avoient quelques jours auparavant élevé du côté de Wissental, le long des bois,

quelques redoutes et creusé quelques fossés. On avoit cru d'abord qu'ils vouloient venir aux lignes par tranchée, comme les Turcs firent à Belgrade, lorsque M. le prince Eugène en faisoit le siége; mais on reconnut bientôt l'impossibilité de ce projet.

On travailloit de notre côté sans relâche à combler le fossé de l'ouvrage à couronne; on jetoit par jour quatorze à quinze mille fascines, et cependant il n'y avoit pas d'apparence que le pont pût être fini de quelques jours.

Nos généraux attendoient ce moment avec grande impatience; ils espéroient, lorsque l'ouvrage à couronne seroit pris, être bientôt les maîtres de la place, et ils ne négligeoient rien pour y parvenir. La nuit du 15 au 16, le pont se trouva enfin achevé. On monta à l'assaut; les ennemis ne firent qu'une décharge, et voulurent se retirer; mais nos grenadiers entrèrent avec tant de furie dans l'ouvrage, qu'ils en tuèrent un grand nombre, et prirent quatre-vingts prisonniers. On travailla au logement (1) le long des remparts,

(1) Lorsque nous fûmes maîtres de l'ouvrage à couronne, on vit avec étonnement que tous les plans de Philisbourg n'étoient pas justes; les ingénieurs pen-

étant impossible de se loger dans le tertre près de l'ouvrage qui est absolument creux et dont le fond est un marais.

Le 17, le gouverneur envoya le major de la place demander une permission de porter une lettre à M. le prince Eugène. M. le maréchal le reçut très-poliment, sans cependant lui accorder sa demande. Il donna des louanges au courage et à la fermeté du gouverneur ; il finit son discours, en disant que la valeur devoit avoir des bornes, que les assiégés devoient connoître qu'ils étoient à présent hors d'état de faire une longue résistance, qu'ainsi ils ne devoient point espérer de capitulation, s'ils attendoient que les batteries fussent commencées ; que, s'ils ne se rendoient pas dans les vingt-quatre heures, la place seroit livrée à l'ardeur des soldats qui brûloient d'impatience de l'emporter d'assaut ; que cependant on cesseroit les actes d'hostilité jusqu'à ce

---

soient que le corps de la place etoit entouré d'un bon fossé et d'un chemin couvert ; ce qui devoit retarder la prise de la ville de huit jours ; mais réellement il n'y a jamais eu de chemin couvert ; et le fossé est si mauvais, qu'il n'a pas trois pieds de profondeur. C'est ce qui engagea les Impériaux à capituler.

que M. le gouverneur eût envoyé sa réponse. La journée se passa en pourparler. La place capitula à dix heures du soir ; et le lendemain le régiment des Gardes s'empara des portes.

M. le maréchal d'Asfeld fit travailler tout de suite à combler les tranchées, et réparer le chemin couvert. La garnison évacua la place le 11 avec tous les honneurs de la guerre, et fut conduite à Mayence. Elle étoit composée de trois mille hommes encore en état de combattre. Il y en avoit eu pendant le siége douze cents de tués ou blessés.

Quoique Philisbourg fût pris, M. le prince Eugène restoit toujours campé dans les bois de Wissental ; on ne pénétroit point quel avoit pu être son dessein, en venant se présenter à une demi-lieue de nos lignes sans rien entreprendre ; sûrement quelques raisons supérieures l'avoient empêché de suivre ses premiers projets. Quelle apparence, en effet, qu'un général de son mérite et de sa réputation fût venu si près de Philisbourg pour être témoin de la prise de cette place et, pour ainsi dire, en signer la capitulation ! Il devoit être instruit avant de partir d'Hailbron de la situation des lignes. Les gens du pays ne lui

avoient pas laissé ignorer les travaux immenses qui assuroient la circonvallation, et l'impossibilité de l'attaquer (1).

Il est donc plus vraisemblable de croire qu'il s'étoit avancé seulement pour attirer sur lui l'attention de nos généraux, et les amu-

(1) A moins de vouloir refuser à M. le prince Eugène l'usage du bon sens, on ne peut pas se persuader que jamais ce général ait voulu attaquer les lignes, même dans le temps où elles étoient les plus foibles. Il n'est pas vraisemblable de croire que quatre-vingts bataillons de troupes ramassées au hasard puissent forcer derrière des retranchemens près de cent bataillons de l'infanterie française réunis en un seul corps.

Les avis contraires étoient fondés dans cette occasion sur un faux principe. Lignes attaquées, lignes forcées; par conséquent M. le prince Eugène risquera tout pour nous combattre. Ce principe, qui est vrai en lui-même, lorsque des troupes gardent des lignes d'une grande étendue où elles ne peuvent pas être partout également en force, et quelquefois en danger d'être tournées par leur flanc, devient faux par rapport à la situation des lignes de Philisbourg. La droite et la gauche étoient appuyées au Rhin, et hors de danger d'être prises en flanc; les troupes étoient en force partout, et outre les bataillons qui devoient d'abord faire tête à l'ennemi, il y avoit en seconde ligne des corps de réserve considérables, qui devoient se porter aux principales attaques.

ser par sa présence, pendant qu'une partie de ses troupes marcheroit pour tenter un passage sur le Rhin, et que les inondations ayant rendu les bords de cette rivière impraticables, il avoit été contraint de demeurer dans l'inaction par l'impossibilité où il s'étoit trouvé de rien entreprendre.

Quoi qu'il en soit, il resta dans le camp de Wissental pendant vingt jours; il en repartit le vingt-unième pour reprendre celui qu'il avoit précédemment occupé proche de Brucksal, résolu d'y attendre que notre armée fît quelque mouvement, et de s'opposer aux entreprises de M. le maréchal d'Asfeld. Cherchons à présent à pénétrer quels peuvent être les projets de ce général pour le reste de la campagne.

Nulle apparence qu'il veuille se porter en avant de Philisbourg dans un pays ruiné, en présence d'une armée presque aussi forte que la sienne, qui a l'avantage du poste (1) et des subsistances, il ne lui reste donc plus que deux partis à prendre.

---

(1) Les hauteurs de Brucksal forment un très-bon camp; on ne sauroit y arriver par le côté du Rhin, sans passer la Salsa ou la Creiche; le terrain qui est

L'un, de descendre le Rhin jusqu'à Mayence ; l'autre, de remonter ce fleuve pour le passer au Fort-Louis, et vivre aux dépens de l'ennemi depuis Rastat jusqu'à la plaine de Veille. Il n'étoit pas possible qu'il exécutât ce dernier projet, sans déposter M. le prince Eugène. Il étoit campé à Brucksal, et avoit allongé des corps séparés jusqu'à Mulberg ; il se seroit porté dans la plaine de Stolophen, et empêchant l'armée française de déboucher au Fort-Louis, il l'auroit contrainte de manger une partie de l'Alsace.

M. le maréchal d'Asfeld se trouva, pour ainsi dire, forcé à marcher vers le Bas Rhin, sûr d'y rencontrer deux avantages.

L'un, de vivre pendant quelque temps dans un pays neuf et abondant, et d'y laisser reposer les troupes fatiguées des travaux du siége.

L'autre, d'obliger M. le prince Eugène à se déposter et à découvrir ou la Franconie ou le Wirtemberg.

---

entre ces deux ruisseaux étant coupé par un marais, M. le prince Eugène pouvoit tenir très-long-temps dans ce camp, et tirer ses vivres du bailliage de Bretten.

Il fut donc résolu de prendre des arrangemens pour faire marcher l'armée vers Mayence. Le 22, M. de Belle-Isle fut détaché avec les dragons et quelque infanterie pour s'emparer de Worms, et y établir l'entrepôt des vivres. M. de Quad marcha le même jour à Oberstadt avec trente-cinq escadrons ; le reste de la cavalerie demeura, partie à Rhinsabre aux ordres de M. le duc de Duras, partie dans la plaine de Spire aux ordres de M. le duc de Chaulnes, et toute l'infanterie sous Philisbourg, où elle resta jusqu'au 28 qu'elle vint camper à Spire.

M. le maréchal d'Asfeld y arriva le même jour, en repartit le 30, et fut camper le premier août près de Worms avec cent dix escadrons et quatre-vingts bataillons.

M. le maréchal de Noailles resta à Spire avec vingt-cinq bataillons et vingt-un escadrons qu'il dispersa dans plusieurs quartiers séparés.

La marche de M. le maréchal d'Asfeld ne permettoit plus à M. le prince Eugène de différer la sienne; mais, soit qu'il remonte le Rhin et tente de passer en Haute-Alsace ; soit que, descendant ce fleuve il passe le Nècre et vienne

du

du côté de Mayence s'opposer à nos entreprises, l'armée de M. le maréchal de Noailles le tient également en échec.

S'il veut remonter le Rhin, M. le maréchal d'Asfeld détache trente bataillons pour joindre l'armée de M. de Noailles qui suit l'ennemi, et observant ses mouvemens, lui en défend le passage. Pendant ce temps-là, M. d'Asfeld faisant diversion passe entre Worms et Mayence, et va établir des contributions jusqu'aux portes de Francfort.

Veut-il au contraire descendre le Rhin (1) avec toutes ses troupes, et venir sur les bords du Mein, M. de Noailles passe à Philisbourg, envoie un gros détachement faire contribuer le Wirtemberg qui refuse de tenir les engagemens qu'il a pris avec M. de Quad, s'empare du camp de Rastat, et s'assure un chemin ouvert jusqu'à la plaine de Veille.

M. le prince Eugène (2), en général habile,

(1) Ce projet, qui en lui-même est très-bon et qui eût réussi (si l'exécution avoit été conduite avec autant d'arrangement que l'exigeoit une affaire de cette importance), eût encore été meilleur, si le but de cette marche avoit été de s'emparer d'Heidelberg, et de se porter le long du Nècre.

(2) Jamais M. d'Asfeld n'a pu se promettre d'éloi-

connut les inconvéniens de ces deux différentes marches ; il résolut de descendre le Rhin et de ne s'éloigner du Nècre que lorsqu'il y seroit absolument forcé.

Il partit de Brucksal le 3 août, et vint à Wislock ; le 4, il campa sa droite à Heidelberg, et sa gauche proche d'Ilaim. Le 5 et le 6, il fit passer le Nècre à son armée qu'il diposa en trois corps de bataille à Guernsheim, il laissa l'arrière-garde proche d'Heidelberg(1).

M. le maréchal d'Asfeld (2) avoit marché dès le 4, et ayant laissé à Worms dix-huit es-

---

guer des bords du Nècre les troupes que M. le prince Eugène y laissoit, tant que M. de Noailles resteroit à Spire, le seul objet principal de ce général ennemi étant de garder Heidelberg, et de se conserver libre le cours du Nècre.

(1) Cette disposition étoit absolument nécessaire ; l'armée française étant séparée en trois corps, l'un à Oppenem, l'autre à Worms, le troisième à Spire, M. le prince Eugène étoit obligé d'observer le même ordre dans sa marche pour veiller aux différens mouvemens que pourroient faire ces trois corps de troupes.

(2) Il eût été à souhaiter que M. le maréchal d'Asfeld se fût porté jusque sur Mayence, et eût, pour ainsi dire, investi cette place ; en la resserrant de cette façon, il eût ôté plus sûrement à M. le prince Eugène la connoissance des mouvemens que faisoient nos trou-

cadrons et douze bataillons, il étoit venu camper la droite à Oppenem, et la gauche à Guinsem sur la Selz.

Ce mouvement engagea M. le prince Eugène à faire jeter deux ponts sur le Mein et un troisième au dessous de Mayence sur le Rhin; il fit passer le Mein à son avant-garde seulement, et le reste de ses troupes demeura dans la même position.

M. le maréchal d'Asfeld voyant que M. le prince Eugène s'opiniâtroit à ne point dégarnir les bords du Nècre tant que M. de Noailles resteroit à Spire, lui manda le 8 de venir avec toute ses troupes à Oppenem.

Cette marche détermina M. le prince Eugène à croire que véritablement nous voulions porter toutes nos forces vers le Bas Rhin; il fit aussitôt passer le Mein à son corps de bataille et marcher son arrière-garde à Guernsheim, résolu (1) de passer incessamment le

---

pes sur nos derrières, et mangeant aux environs de cette ville le seul pays appartenant à l'électeur de Mayence, il eût épargné les terres de l'électeur Palatin.

(1) M. le prince Eugène feignoit de vouloir passer le Rhin, et faisoit son possible pour le persuader en faisant tous les préparatifs qu'exigeoit ce dessein. Il

Rhin au dessous de Mayence à la faveur des fortifications de cette place, et d'un camp retranché où il avoit déjà porté huit à dix mille hommes.

Les soins de M. le maréchal d'Asfeld (1) avoient enfin amené M. le prince Eugène où il le désiroit, il ne croyoit pas que rien pût

---

eût été à souhaiter qu'il eût pris ce parti; cette marche eût facilité l'exécution du projet de M. le maréchal d'Asfeld qui auroit immanquablement réussi, si les ennemis avoient fait passer en-deçà du Rhin une partie de leur armée.

(1) Il y a trois choses à examiner; la première, les motifs qui ont engagé M. le maréchal d'Asfeld à se retirer d'Oppenem; la seconde, quelle marche ce général auroit dû faire pour réussir dans son projet; et la troisième, le temps où M. d'Asfeld s'est retiré, et les raisons qui ont empêché M. de Noailles d'envoyer un détachement en Wirtemberg.

Jamais M. le maréchal d'Asfeld n'a pu imaginer de se retirer d'Oppenem pour éviter M. le prince Eugène. Tous les bruits qui ont couru à ce sujet sont sans fondement. Il a eu en vue deux objets principaux; l'un, de ménager pendant l'été un pays où il veut établir des quartiers d'hiver, et qui peut être utile à conserver, si le roi veut ouvrir la campagne prochaine par le siége de Mayence; l'autre, d'aller punir les habitans du Wirtemberg, qui refusent de tenir les engagemens

l'empêcher de passer le Rhin à Philisbourg, d'envoyer des troupes dans le Wirtemberg et de s'assurer une subsistance facile pour le reste de la campagne.

Il songea donc au plutôt à se retirer d'Oppenem, et pour faciliter sa retraite, il renvoya

---

qu'ils ont pris avec M. de Quad. Quels sont les moyens pour faire réussir ce dernier projet, qui semble intéresser davantage M. d'Asfeld?

Eloigner M. le prince Eugène du Nècre, l'attirer vers le Bas Rhin, attendre qu'il ait fait passer ce fleuve à une partie de son armée, et pendant qu'il se livre tout entier aux soins de défendre les environs de Mayence, faire marcher un corps de troupes légèrement sur le Nècre, s'emparer d'Heidelberg, et en occupant ce poste donner le temps au reste de l'armée de passer le Rhin à Nécreau, et de couper la communication du Wirtemberg à l'armée ennemie; elle est obligée, pour aller défendre ce pays, de passer par la Françonie, et de gagner à grandes journées le chemin d'Hailbron.

Pendant ce temps-là, elle vous donne la facilité d'exercer contre les habitans du Wirtemberg les châtimens qu'exige leur mauvaise foi.

Nous venons d'examiner les raisons de se retirer d'Oppenem, les manœuvres qu'il falloit faire pour exécuter ce projet. Voyons à présent celles qui ont été faites, et pourquoi M. de Noailles n'a pas envoyé en Wirtemberg. M. le maréchal d'Asfeld, pour attirer l'arrière-garde de M. le prince Eugène vers le Bas Rhin,

le 12 ses gros équipages à Worms (où M. de Noailles l'attendoit avec ses troupes). Le 13, il vint camper à Westoossen et le 14 entre Frenkandal et la montagne.

Le même jour, M. le maréchal de Noailles se mit en marche avec trente-deux batail-

---

mande à M. de Noailles, le 8, de marcher à Oppenem. Le 9, en arrivant à Worms, ce dernier reçoit ordre d'y laisser ses troupes, et de venir trouver M. d'Asfeld (C'est après cette conversation qu'on s'aperçut pour la première fois de la mésintelligence qui commençoit à naître). Il est difficile de savoir ce qui s'est passé dans cette conférence, MM. les maréchaux n'ayant pas été d'accord. Par la suite des faits dont ils étoient convenus ensemble, je vais donc seulement rendre compte des mouvemens qui ont été faits depuis ce jour. M. le maréchal d'Asfeld abandonne pour ce moment le dessein de se porter sur le Nècre, et de s'emparer d'Heidelberg; la crainte de manquer de subsistance a beaucoup influé sur cette résolution; il se contente d'envoyer six mille hommes faire une course dans le Wirtemberg, pendant qu'il fait occuper le camp de Rastat avec cinquante-deux bataillons et cinquante-sept escadrons. M. de Noailles est chargé de cette commission, et de faire les arrangemens nécessaires pour se mettre en marche au premier ordre. Ce projet exige de même que l'autre que la présence de l'armée française arrête M. le prince Eugène sur les bords du Bas-Rhin, et lui dérobe la connois-

lons et trente-un escadrons, et coucha à la Rehute, le lendemain à la Petite Hollande. Il fit prendre du fourrage pour deux jours, du pain pour quatre; et passant le Rhin à Philisbourg,

---

sance de ce qui se passe sur nos derrières; mais M. le maréchal d'Asfeld négligea de prendre cette précaution; en faisant une marche vers Mayence, ou au moins en demeurant quelques jours à Oppenem. Il renvoie le 12 les gros équipages sur ses derrières. Le 13, il décampe, et vient coucher à Westooffen; et ce n'est qu'après avoir annoncé pendant trois jours à M. le prince Eugène que l'armée française va bientôt remonter le Rhin, qu'il mande le 14 à M. de Noailles de l'aller passer à Philisbourg.

A la première nouvelle que M. le prince Eugène avoit eue que les équipages de l'armée française remontoient le Rhin, ce général avoit fait de gros détachemens pour se porter sur le Nècre. Ces troupes marchoient avec tant de diligence, que le même jour que M. de Noailles coucha à Graben, il eut avis que ces détachemens ennemis arrivoient à Heidelberg, ce qui ne nous donnoit qu'un jour et demi d'avance sur eux. Ces avis étoient sûrs, et furent confirmés par des lettres de M. le maréchal d'Asfeld, qui mandoit que l'armée ennemie s'étoit mise en marche six heures après son départ d'Oppenem.

M. de Noailles ne crut pas qu'étant si près de l'ennemi, il fût prudent d'envoyer dans le Wirtemberg un détachement qui ne pourroit être soutenu lorsqu'il

il fut à Graben ; en y arrivant, il apprit que M. le prince Eugène avoit fait un détachement de dix-sept mille hommes choisis, dont partie s'avançoit à grandes journées à Hailbron, partie à Heildelberg, et que la tête de ces troupes commençoit déjà à paroître sur les bords du Nècre. Ces nouvelles venues par des voies sûres déterminèrent M. de Noailles à aban-

---

y seroit entré. La communication de ce pays avec les plaines qui bordent le Rhin étant coupée par des montagnes où l'on ne sauroit passer que par des gorges éloignées, il aima mieux commettre sa conduite à la censure du public que hasarder de faire battre inutilement les troupes du roi. Je dis inutilement, car en effet quel avantage pouvoit-on espérer d'une course faite a la hâte et, pour ainsi dire, en fuyant ? Tous les exploits de ce détachement se seroient terminés en enlevant quelques baillifs pour assurer le paiement des contributions que l'on sera toujours à temps d'exiger, ou pendant l'hiver, ou ce printemps en entrant en campagne. Cinq cent mille francs, à quoi montent les impositions du Wirtemberg, sont-ils des objets assez considérables pour risquer un corps de troupes, et le commettre à être coupé dans sa retraite. Je laisse à des gens plus éclairés que moi à décider si M. de Noailles a eu tort ou raison de ne point exécuter à la lettre les ordres que M. le maréchal d'Asfeld lui avoit donnés, d'envoyer dans le Wirtemberg.

donner le projet d'envoyer en Wirtemberg, et à se contenter d'occuper le camp de Rastat. Dans cette vue, il manda à M. de Guerchy (qui avoit été détaché de la grande armée avec vingt-cinq escadrons et vingt bataillons, et qui attendoit à Philisbourg de nouveaux ordres), de remonter le Rhin jusqu'à Munichausen.

M. de Noailles partit de Graben le 17, et vint coucher à Mulberg le 18. En arrivant à Rastat, il fut reconnoître les chemins par où un convoi de pain et les troupes de M. de Guerchy devoient passer pour le venir joindre. Il ne fut pas peu surpris de voir que les bords du Rhin et les marais qui environnent Steinmors (où étoit le débouché du pont), étoient si remplis de boue, qu'il étoit absolument impossible d'y faire passer ni la cavalerie ni les caissons; il ordonna de rompre ce pont et de le remonter jusqu'au Fort-Louis, où il manda à M. de Guerchy de se rendre.

Le 19, M. de Noailles partit de Rastat, et vint camper la droite à Stolophen, et la gauche à Stelinguen, où il donna ses soins à faire jeter au plus vîte un pont pour communiquer de l'autre côté du Rhin et faciliter la jonction des troupes.

Cependant l'armée de M. le maréchal d'Asfeld étoit en marche ; la cavalerie longeoit la montagne par Durchem, Neustat et Landau ; l'infanterie suivoit les bords du Rhin par Spire, Goermesheim, Rhinsabre, Lautrebourg, et se rapprochoit du Fort-Louis où toutes les troupes devoient se rassembler le 21.

Le 22, M. le maréchal de Noailles quitta le camp de Stolophen, et marcha entre Iffersseim et Sandwir à une petite lieue de Rastat. Il fut le même jour reconnoître un terrain propre à camper toute l'armée, partie faisant face à la rivière de Rastat, partie en différens corps le long de la montagne.

Le 23, M. le maréchal d'Asfeld passa le Rhin avec la plus grande partie de ses troupes, et vint coucher à Iffersseim ; le reste de l'armée demeura à Stolophen ; et le 24, ce général vint occuper le camp de Cupenheim ; ce camp, qui sera plus aisément reconnu sous le nom de *camp de Rastat*, est un poste très-bon, où une armée, même inférieure, ne peut être attaquée sans un désavantage de la part de l'ennemi.

Depuis le Rhin, passant par Rastat, jusqu'à Niderbil, ce sont des marais impraticables coupés dans le milieu par la Mourgue ; ces marais sont bordés d'une petite plaine,

où M. de Belle-Isle campa avec seize escadrons et huit bataillons.

Depuis Niderbil (1) jusqu'au pied de la montagne où est situé Cupenheim, les bords de la Mourgue deviennent moins marécageux. On occupa le terrain qui est entre ces deux villages avec trente-six bataillons. La brigade des Gardes et les hussards couvrirent le quartier-général. Ensuite, retournant d'équerre sur l'infanterie, on fit camper entre la Favorite et Eberseim vingt-un escadrons; mais comme cette plaine est extrêmement proche de la montagne, on posta en avant dans les gorges trois brigades d'infanterie.

M. de Flavacourt occupoit une partie du terrain qui est entre Eberstein et Bade avec vingt-cinq escadrons et quatre bataillons, et M. le prince de Tingris étoit campé dans la gorge de Bade, avec vingt-sept escadrons et six bataillons. Ces quatre différens corps de troupes faisoient chacun leur service séparé, et composoient pour ainsi dire quatre armées

(1) Si l'on vouloit attaquer une armée postée derrière la Mourgue, l'endroit le plus propre est entre Niderbil et Cupenheim, les bords de cette rivière étant fermes et guéables dans toute cette partie.

différentes. M. de Quad étoit resté proche Lictenau avec une cinquième, composée de huit bataillons et de trente-cinq escadrons, d'où il partit le 25 pour aller à Vilstet.

Il étoit de la dernière importance d'occuper de bonne heure ce poste, pour empêcher l'ennemi de prévenir, par quelque gros détachement, notre marche vers la plaine de Veille.

Depuis Rastat jusqu'à Fribourg, il ne se trouve que trois passages par où l'on puisse traverser les montagnes qui séparent le Wirtemberg des plaines qui bordent le Rhin, la gorge d'Obercrik, celle de Valerick, et le Val de Saint-Pierre.

Les troupes de M. de Quad, étant campées proche Vilstet, à égale distance des deux premiers, en masquoient suffisamment le débouché, et donnoient le temps au reste de l'armée d'arriver sans être obligée de presser sa marche.

A l'égard du troisième, il est trop éloigné et trop bien défendu par les fortifications de Fribourg, pour oser en disputer le passage aux ennemis.

Le même jour que M. le maréchal d'Asfeld étoit parti d'Oppenem, ils s'étoient mis en

marche, et abandonnant les bords du Mein, ils avoient pris leur route vers le Nècre. La promptitude avec laquelle M. le prince Eugène étoit parti d'auprès de Mayence, et les deux jours de marche forcée qu'il avoit faite pour arriver à Heidelberg, laissoient croire qu'il projetoit de suivre incessamment l'armée française; mais au lieu de faire aucun mouvement, il demeura proche la Menne (1), dans

(1) Le séjour de M. le prince Eugène proche de la Menne est un trait de l'habileté de ce général. En suivant l'armée française le long du Rhin, dans un pays absolument dévasté, il court risque de ruiner son armée, sans pouvoir tirer aucun avantage de cette marche. Veut-il se porter du côté du Wirtemberg, il mange lui-même un pays qu'il a intérêt de conserver, et où sa présence n'est point nécessaire, puisque l'armée française ne peut s'y porter en entier, à cause de la difficulté des passages et du trop grand éloignement de ses magasins. Il se contente d'envoyer un détachement léger pour l'inquiéter dans ses marches, et pour contenir les partis que l'on eût envoyés dans ce pays. Cependant il reste près d'Heidelberg, où il ruine les terres de l'électeur Palatin, dont la fidélité lui est suspecte, il fait fortifier ce poste, et travaille de bonne heure à assurer les quartiers qu'il projette d'occuper pendant l'hiver.

une inaction qui pouvoit avoir pour principes deux raisons absolument contraires.

L'une, d'être dans l'impossibilité de rien entreprendre contre une armée plus forte que la sienne, postée dans un camp avantageux, et qu'il ne peut suivre qu'en traversant un pays absolument dévasté, où les voitures manquent pour suppléer au mauvais arrangement de ses vivres et de son artillerie.

L'autre, d'attendre que l'armée française soit contrainte d'abandonner le camp de Rastat et de se retirer vers la Guinche, et lui fournisse, par son éloignement, une occasion facile de faire quelques tentatives du côté de la Basse Alsace, et de rappeler, par cette diversion, une partie de nos troupes ou le long du Spirback, ou dans les lignes de Lautrebourg.

M. le maréchal d'Asfeld, en passant le Rhin, n'avoit pas perdu de vue le poste du Spirback. Il en connoissoit l'importance. Il y avoit laissé pour le garder onze bataillons et vingt-quatre escadrons aux ordres de M. de Leuville. Ces troupes étoient suffisantes pour défendre le passage du Rhin depuis Spire jusqu'à Manheim, et en cas que les ennemis le passassent

plus bas, M. de Leuville avoit ordre de se retirer derrière les retranchemens, et d'y attendre le secours que M. le maréchal d'Asfeld étoit à portée d'envoyer, tant qu'il demeureroit à Cupenheim.

Ce général auroit désiré, par cette raison, pouvoir y rester long-temps; mais les fourrages de la plaine avoient été consumés par M. de Quad au commencement de la campagne, ce qui nous les rendoit très-difficiles ou très-rares, étant obligés de les aller chercher à quatre et cinq lieues dans les montagnes, par des chemins étroits et des pays coupés, où quelque nombreuses que fussent les escortes, elles pouvoient à peine suffire pour couvrir la retraite des fourrageurs contre les courses et les embuscades de deux mille hussards qui, étant aidés et avertis par les gens du pays, voltigeoient sans cesse autour de nous.

Quoique ces sortes de troupes ne soient point à craindre, elles ne laissent pas d'être inquiétantes, parce que vous les rencontrez dans le moment que vous les croyez le plus éloignées, et parce qu'elles vous attaquent toujours avec avantage lorsque vous êtes les plus

foibles, et évitent le combat par une fuite légère lorsque vous êtes en force.

Le défaut de subsistance obligea bientôt M. d'Asfeld d'abandonner le camp de Cupenheim pour remonter le Rhin, et par conséquent de s'éloigner des troupes qu'il avoit laissées dans le Spirback; mais comme elles devenoient trop foibles, n'étant plus à portée d'être soutenues, notre général jugea à propos de faire marcher à Neustat la réserve de M. de Belle-Isle, avec ordre de faire achever les travaux qui avoient été commencés le long du Spirback.

Le 3 septembre, l'armée se mit en marche sur trois colonnes. La première, composée de toute la réserve et de toute l'infanterie qui étoit campée à Cupenheim, marcha par Iffersseim. La seconde, composée de vingt-et un escadrons qui étoient proche la Favorite, par Sandwir, et vint coucher avec l'infanterie à Stolophen. La réserve passa le Rhin et prit le chemin de Landau. La troisième, composée des troupes de M. le prince de Tingris, de M. de Flavacourt, et de trois brigades qui avoient campé dans les gorges d'Eberstein, prit son chemin par la montagne, et arriva le 5

à

à Appennuir, où M. le maréchal lui avoit donné rendez-vous.

Son armée, qui avoit couché le 3 à Stolophen, vint le 4 à Bichen et le 5 à Wilstet, où l'on trouva les fours établis et abondance de provisions (1) de bouche de toute espèce, que M. le maréchal du Bourg avoit envoyées d'Alsace.

M. de Quad, qui étoit parti depuis quelques jours de Wilstet pour aller camper à Offembourg, vint trouver M. le maréchal d'Asfeld à son arrivée, et lui rendre compte des postes les plus convenables à prendre pour faciliter la subsistance de la cavalerie, qui avoit grand besoin de repos, et pour réparer

(1) Cette abondance fut d'autant plus agréable, que, pendant tout le temps que l'armée resta à Capenheim, les vivres y avoient été forts rares et très-chers. Ceux qui sont chargés de la police d'une armée ne sauroient trop employer leurs soins à y procurer l'abondance; c'est un des moyens principaux pour y maintenir le bon ordre, et détruire dans le soldat l'esprit de maraude. Il est même facile en pays ennemi de lui faire trouver quelque secours aux dépens du pays qui les fourniroit volontiers; mais, pour réussir dans ces sortes de fournitures, il faut prendre des arrangemens de bonne heure, ce qui demande un grand détail.

les fatigues que les jeûnes et les longues marches lui avoient causées (1).

M. le maréchal d'Asfeld avoit intention de rester aux environs de Wilstet et d'Offembourg le plus long-temps qu'il lui seroit possible, et tous ses projets sembloient se terminer à faire vivre l'armée aux dépens de l'ennemi, qui, étant éloigné de plus de trente lieues, laissoit une entière liberté de s'étendre dans les pays les plus abondans. Quand même il auroit été beaucoup plus près, rien ne lui auroit été plus aisé que d'arranger la facilité des subsistances avec la sûreté de l'armée.

Les gorges d'Obercrik et de Valcrik sont les pays les plus abondans et en même temps les plus nécessaires à garder.

M. le maréchal d'Asfeld jugea à propos de séparer son armée en deux corps, afin de les occuper plus sûrement.

Le 7, il envoya M. le prince de Tingris (2)

---

(1) Pendant le séjour que l'armée fit à Offembourg, la cavalerie, qui étoit fort fatiguée, commença à se rétablir, et se trouva à la fin de la campagne en beaucoup meilleur état qu'elle ne l'avoit été vers le milieu.

(2) Pendant le séjour que M. le prince de Tingris fit à Rhinchem, M. de Gassion proposa de passer les

camper à Rhinchem, avec vingt-deux bataillons et quarante-huit escadrons. Il lui donna ordre de s'emparer d'Obercrik, et de pourvoir pour trois semaines à la subsistance de sa cavalerie. Le même jour, ce général, ayant laissé quatre bataillons à Wilstet pour la sûreté des fours et des magasins, se posta avec le reste de l'armée à Offembourg, qui est le débouché de la gorge de Valcrik. Il campa son armée sur deux lignes, dont la première fut composée de toute l'infanterie, faisant face à la montagne, et la seconde de toute la cavalerie, derrière l'infanterie.

Il fit occuper Guequembak et Haslac par de gros détachemens. Ces deux postes sont fort avancés dans la gorge et très-importans. On proposa aussi d'envoyer un corps séparé à Lorre, petite ville sur le chemin de Fribourg à Offembourg; mais M. le maréchal d'Asfeld ne le jugea pas à propos. Rien, en

---

montagnes, et d'entrer dans le Wirtemberg. Il demandoit pour cette expédition vingt compagnies de grenadiers, vingt piquets soutenus de quatre bataillons; mais M. le maréchal d'Asfeld trouva que ce détachement étoit trop foible, et ne voulut pas lui permettre d'exécuter cette entreprise.

effet, ne l'obligeoit à prendre de plus grandes précautions (1); les deux passages principaux étoient suffisamment gardés, et les troupes

(1) Au lieu de se contenter de se mettre à couvert des courses des ennemis, n'auroit-il pas été plus utile d'en faire nous-mêmes dans leur pays, puisque M. de Gassion, après avoir reconnu les passages, avoit offert de pénétrer dans le Wirtemberg avec quatre mille hommes. Il étoit possible d'y en envoyer un plus grand nombre.

On auroit pu faire un détachement de douze ou quinze mille hommes, et marchant en force, être en état d'en imposer au peu de troupes que les Impériaux auroient dans ce pays. Ce détachement auroit pris du pain ou du biscuit pour six jours, temps suffisant pour faire cette course, et avoir repassé les montagnes avant l'arrivée de M. le prince Eugène.

Ce général s'avance-t-il dans le Wirtemberg pour vous en chasser, qu'avez-vous de mieux à désirer? Vous avez enlevé des otages, vous avez assuré vos contributions, et vous vous retirez à l'approche des ennemis fatigués par plusieurs marches forcées, et vous les obligez de manger un pays qu'ils veulent conserver.

Ce général est-il assez imprudent pour marcher avec toutes ses forces, laissant le Nècre dégarni, les troupes, que vous avez laissées dans le Spirback, peuvent jeter un pont au dessous de Mahiem, faire une course de l'autre côté du Berguestrass, et imposer des contributions dans une partie de la Franconie.

ennemies ne pouvoient venir à lui qu'après avoir débouché par le Val Saint-Pierre, ce qui ne pouvoit arriver sans qu'il fût averti de leurs mouvemens. De toutes les troupes de l'empereur, huit mille hommes seulement avoient suivi notre marche. M. le prince Eugène les avoit détachés à la sollicitation de M. le duc de Wirtemberg, pour couvrir son pays; elles marchoient à la même hauteur que les nôtres, laissant les montagnes pour barrière entre elles et nous. Ce corps étoit trop foible pour s'approcher trop près de notre armée; aussi le général Pétrarche, qui le commandoit, se contentoit-il d'occuper les gorges éloignées, et de nous harceler dans nos fourrages avec ses hussards, qui nous prenoient tous les jours quelques hommes et quelques chevaux. J'ai passé sous silence quantité d'escarmouches et de petits combats entre les partis ennemis et les nôtres. Ces détails deviennent ennuyeux et de peu de conséquence. D'ailleurs mon intention, en écrivant ce Mémoire, a été de suivre les opérations essentielles de la campagne, et j'ai cherché à pénétrer les raisons qui ont fait agir les généraux. Je ne suis pas assez téméraire pour oser me flatter d'avoir toujours réussi; mais si dans

quelques occasions je me suis écarté de leurs véritables idées, l'exactitude des faits et la vraisemblance naturelle qui approche de la vérité, doivent dédommager le lecteur, si quelqu'un, par hasard, jette les yeux sur un papier de si peu de conséquence, et qui n'a été écrit que pour me rappeler dans l'occasion des faits qui s'oublient facilement.

Des ordres supérieurs m'ayant obligé (1) à quitter l'armée le 10 septembre, c'est à ce

---

(1) M. le maréchal d'Asfeld avoit d'abord en vue de finir la campagne dans la plaine de Veille; mais vers le 10 de septembre, voyant son armée établie à Rhinchem et à Offembourg, il jugea à propos de ne plus faire de mouvement; il fut engagé à prendre ce parti par la proposition que lui firent les baillifs du Briscault, de fournir, dans le camp même d'Offembourg, les fourrages nécessaires pour l'armée.

Le général Pétrarche voulut d'abord s'opposer à cette contribution; mais les habitans du pays représentèrent à M. le prince Eugène que, s'ils ne livroient pas aux Français les fourrages qu'ils leur avoient promis, ces derniers viendroient en force pour les consommer; ce qui seroit fort préjudiciable aux gens du pays.

Ce général eut égard à leurs remontrances, et manda à M. Pétrarche de laisser conduire les fourrages au camp d'Offembourg; ce qui fut exécuté par les habitans du pays avec autant d'exactitude qu'ils le purent;

jour que je termine l'histoire de cette campagne, qui paroît devoir finir au camp d'Offembourg.

---

ce qui n'étoit pas aisé, à cause de la quantité innombrable de voitures, qui étoient nécessaires pour le porter.

FIN DU PREMIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

DU PREMIER VOLUME.

Portrait du vicomte de Turenne, tiré du porte-feuille du maréchal de Villars, p. 1. *Destinée de son monument et de son corps. Note de l'éditeur*, 35.

Conjuration de Guillaume, prince d'Orange, contre S. M. Jacques II, roi d'Angleterre, son beau-frère, 39. *Portrait des révolutionnaires français. Note de l'éditeur*, 49.

Evasion de la reine d'Angleterre et du prince de Galles, conduits en France par le duc de Lauzun, 51.

Première évasion de Jacques II, roi d'Angleterre. Il est arrêté et conduit à Londres, 67.

Seconde évasion du roi Jacques II. Il aborde en France, 73.

Relation de ce qui s'est passé à St.-Germain, à l'arrivée de LL. MM. Britanniques, 81.

Descente du roi Jacques II en Irlande, 89.

Portrait de Guillaume, prince d'Orange, roi d'Angleterre, auteur principal de la

ligue d'Ausbourg contre Louis XIV, extrait du porte-feuille du maréchal duc de Villars, 95.

Précis historique de la chute de la couronne d'Angleterre, de l'établissement éphémère de la république et du protectorat; du rétablissement et de la ruine définitive de la maison de Stuart; et de l'avénement de la maison de Brunswick à la couronne d'Angleterre, par J. L. Soulavie, 117. *La France s'immisce dans les affaires d'Angleterre sous Richelieu*, 125. *Portrait des Levellers et* têtes rondes, 135. *De Cromwel*, 147 *et* 162. *Portrait des presbytériens, source des Wigts et de l'opposition*, 155. *Rétablissement de la maison de Stuart*, 170. *Caractère des armées anglaises pendant les différentes scènes révolutionnaires*, 172. *Réaction royale contre les républicains*, 178. *Conduite de la France à l'égard de l'Angleterre pendant sa restauration*, 184. *Portrait de Shaftsbury, agent de Louis XIV dans le conseil privé du roi d'Angleterre. Il est agent aussi de Guillaume, prince d'Orange, ennemi de Louis XIV*, 191. *Sa*

fin, 196. *Résumé*, 200. *Portrait de la nation Anglaise*, 212.

Lettres de Louis XIV, de madame de Maintenon, du maréchal duc de Villars, pendant la guerre de la Succession d'Espagne, 219.

Etat de l'Europe en 1733, *portrait du cardinal de Fleury, considéré comme diplomate dans ses déclarations avec la maison d'Autriche, par* J. L. Soulavie, 331. *Systéme du cardinal en attaquant cette maison*, 335.

Histoire de la campagne de l'année 1733, *tirée du porte-feuille du maréchal de Mailly qui servit dans cette guerre*, 349.

Fin de la Table du premier volume.

(A) 20.0513